

هكذا من الاصل

DE LA LORRAINE AUX ÉTAT-UNIS, RÉSISTANCES OUVRIÈRES - Pages 4 à 7

LE MONDE

diplomatique

N° 523 - 19 pages OCTOBRE 1997

Le journalisme
au défi d'Internet
(Page 26 et 27)

32 pages - 22 F
Abonnements : voir tarif page 21

Publication mensuelle - 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05

La mutation du monde

Par IGNACIO RAMONET

En octobre 1917, dix jours suffirent à la révolution bolchevique pour « ébranler le monde ». Pour la première fois, le rouleau compresseur du capitalisme était durablement stoppé.

L'essor du capitalisme avait été stimulé par les travaux de grands théoriciens (Adam Smith, David Ricardo), par de décisives avancées technologiques (machine à vapeur, chemin de fer) et par des bouleversements géopolitiques (Empire britannique, renaissance de l'Allemagne, puissance des États-Unis). Tout cela conjugué avait produit la première révolution capitaliste : laquelle favorisait une considérable expansion mais égarait les hommes, comme en témoignent Charles Dickens, Émile Zola ou Jack London.

Comment tirer collectivement profit de la formidable richesse produite par l'industrialisation, tout en évitant que les citoyens ne soient broyés ? C'est à cette question que répondra Karl Marx, dans son œuvre majeure, *Le Capital* (1867). Il faudra attendre cinquante ans pour qu'un stratège de génie, Lénine, parvienne à conquérir le pouvoir en Russie dans l'espoir messianique de libérer les « prolétaires de tous les pays ».

Quatre-vingts ans après, l'Union soviétique a fait naufrage, et le monde connaît une nouvelle grande mutation, que nous pourrions appeler la seconde révolution capitaliste. Elle résulte, comme la première, de la convergence d'un faisceau de transformations survenues dans trois champs.

En premier lieu, dans le domaine technologique. L'information de tous les secteurs d'activités ainsi que le passage au numérique (son, texte et images désormais transmis, à la vitesse de la lumière, au moyen d'un code unique) bouleversent le travail, l'éducation, les loisirs, etc.

En deuxième lieu, dans le domaine économique. Les nouvelles technologies favorisent l'expansion de la sphère financière. Elles stimulent les activités possédant quatre qualités : planétaire, permanente, immédiate et instantanée. Le « big bang » des Bourses et la déréglementation, encouragées dans les années 80 par Margaret Thatcher et M. Ronald Reagan, ont favorisé la mondialisation de l'économie, qui constitue la

dynamique principale de cette fin de siècle et à l'influence de laquelle nul pays n'échappe.

En troisième lieu, dans le domaine sociologique. Les deux bouleversements précédents mettent à mal les prérogatives traditionnelles de l'État-nation et ruinent une certaine conception de la représentation politique et du pouvoir. C'est-à-dire, naguère idéologique, vertical et autoritaire, apparaît de plus en plus structuré en réseaux, horizontal et - grâce à la manipulation des esprits que permettent les grands médias de masse - consensuel.

Déboussolés, les sociétés sont désespérément en quête de sens et de modèles, car ces trois grands changements se produisent simultanément, ce qui accentue l'effet de choc.

En même temps, deux des piliers sur lesquels reposaient les démocraties modernes - le progrès et la cohésion sociale - sont remplacés par deux autres - la communication et le marché - qui en changent la nature.



BRAM VAN VELDE. - « Edelman » (1978)

ressent guère : ils sont hors jeu. Le marché est intrinsèquement producteur d'inégalité.

Tous ces changements structurels et conceptuels, à l'œuvre depuis une dizaine d'années, ont produit un authentique éclatement du monde. Des concepts géopolitiques - comme État, pouvoir, démocratie, frontière - ont plus la même signification. Au point que, si l'on observe le fonctionnement réel de la vie internationale, on constate que ses acteurs ont changé.

A l'échelle de la planète, les trois principaux protagonistes (qui étaient, sous l'Ancien Régime, la noblesse, le clergé et le tiers-état) sont désormais : les associations d'États (Union européenne, Alean, Mercosur, Asean, etc.) ; les entreprises globales et les grands groupes mécaniques ou financiers ; et les organisations non gouvernementales (ONG) d'envergure mondiale (Greenpeace, Amnesty International, World Wildlife Fund, etc.). Ces trois acteurs agissent dans un cadre planétaire moins fixé par l'Organisation des Nations unies que, signe des temps, par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), nouvel arbitre global.

Le vote démocratique n'a aucune influence sur le fonctionnement interne des trois nouveaux acteurs. Cette mutation du monde s'est mise en place sans qu'on y prenne garde et sans que les responsables politiques eux-mêmes en soient conscients. Les citoyens peuvent-ils rester sans réagir, alors que cela vide la démocratie de sens ?

RUMEURS DE COUP D'ÉTAT

L'Algérie sous la terreur

Par BRUNO CALLIES DE SALIES *

En Algérie, les contours de la guerre civile commencée en 1992, et dont certains annoncent la fin imminente, paraissent de plus en plus flous. A l'affrontement central entre islamistes d'un côté et forces de l'ordre de l'autre, ont succédé de nouveaux conflits, non moins virulents, à l'intérieur des deux camps. Les islamistes armés sont divisés entre partisans du Front islamique du salut (FIS) regroupés au sein de l'Armée islamique du salut (AIS), favorables à une solution politique du conflit (qui ont annoncé un cessez-le-feu pour le 1^{er} octobre), et Groupes islamiques armés (GIA), partisans de la guerre populaire prolongée. Au sein du pouvoir, la lutte entre les officiers favorables à un accord politique avec les islamistes et ceux qui veulent leur éradication définitive s'est exacerbée. Ces tensions, qui opposaient frontalement le président Liamine Zéroual au général Mohamed Lamari, chef d'état-major de l'armée, relancent les rumeurs de coup d'État. Entre-temps, aux portes d'Alger et dans le voisinage même de casernes étrangement passives, les terribles massacres de civils innocents se poursuivent...

L'ALGÉRIE, et plus précisément le centre du pays - au sud et à la périphérie de la capitale - est balayée, depuis l'été dernier, par une vague de tueries nocturnes à l'arme blanche d'une exceptionnelle cruauté, attribuées à des « commandos islamistes » dont l'identité précise demeure floue. Les massacres et les égorgements se succèdent dans une atmosphère de barbarie paroxystique. Devant l'impuissance et la surprenante passivité des autorités, les populations paniquées ont fui les hameaux et les villages isolés. L'effroi règne dans les quartiers de la banlieue d'Alger où les scènes de panique se multiplient tandis que s'improvisent, dans le désordre et le désespoir, des groupes d'autodéfense.

en six ans de guerre civile ? Tous les observateurs notent que le déchaînement de violence a fait immédiatement suite à la libération du chef historique du Front islamique du salut (FIS), M. Abassi Madani, le 18 juillet dernier, après six ans d'incarcération. Dès le lendemain, 56 personnes étaient égorgées et mutilées dans plusieurs hameaux de la région de Hadjout (ex-Marengo), à 50 kilomètres au sud-ouest d'Alger.

Ainsi commençait l'effrayante sarabande meurtrière ; elle allait se poursuivre durant des semaines et atteindre son hallucinant point d'orgue la nuit du 28 août lorsque, à Sidi Raïs, près d'Alger, quelque 300 personnes (femmes, enfants, vieillards, nouveau-nés) furent égorgées, éventrées, dépecées à la hache et brûlées vives au cours du plus horrible massacre que l'Algérie ait connu depuis 1991.

Quelle signification attribuer à ces folies sanguinaires dans un pays qui, en matière d'horreur, croyait avoir tout vu ?

* Directeur de recherches au Centre de recherche des Écoles de Cotiquidas (CREC).

(Lire la suite page 12.)

En vente dans les kiosques :
OFFENSIVES DU MOUVEMENT SOCIAL
Manière de voir, n° 35 100 pages, 45 F

CENTRE D'ETUDES DIPLOMATIQUES ET STRATEGIQUES CYCLE D'ENSEIGNEMENT DIPLOMATIQUE SUPERIEUR

Réserve aux diplomates, aux fonctionnaires internationaux, aux membres du corps consulaire et aux cadres supérieurs.

Cycle de conférences, de séminaires et de voyages d'études sanctionné par un Diplôme d'Études Diplomatiques Supérieures de 3^e cycle

3^e CYCLES SPECIALISES EN ETUDES STRATEGIQUES ET POLITIQUES DE DEFENSE ET EN AFFAIRES INTERNATIONALES

Renseignements :
à l'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES
Etablissement libre d'enseignement supérieur fondé en 1899
54, avenue Marceau, 75008 PARIS
Tél. : (1) 47-20-57-47

DANS CE NUMÉRO Tenir

« Le marché est, intrinsèquement, producteur d'inégalité », estime Ignacio Ramonet, dans son éditorial, évoquant la « seconde révolution capitaliste ».

MONDIALISATION

On le voit bien dans l'agriculture : avec la libéralisation des échanges, celle, moderne, de l'Occident bloque le développement de celle, sous-équipée, du tiers-monde (page 19). De même, après avoir payé deux fois et demi la valeur de sa dette de 1980, l'Afrique est trois fois plus endettée qu'alors, et n'en déplace aux statistiques truquées de la Banque mondiale, la majorité de ses populations vivent plus mal (pages 16 et 17). En Chine, aussi, l'accélération de la « réforme » par le XV^e congrès du Parti communiste ne pourra que creuser l'écart entre provinces riches et pauvres - comme le Guizhou (page 20). Paradoxalement, Pékin semble suivre un « modèle » dont la crise financière asiatique, déclenchée cet été, démontre la fragilité (page 21).

RÉSISTANCES

A défaut de pouvoir inverser la tendance, les victimes sauront-elles au moins faire valoir leurs intérêts ? La victoire remportée par les grévistes américains d'UPS est de bon augure (pages 4 et 5). Le mouvement syndical français s'efforce, lui, de tirer les leçons des grèves de 1995 (pages 4 et 5). Mais, en Lorraine, il ne s'est pas remis de sa défaite dans la bataille de la sidérurgie (pages 6 et 7).

ROUGE, BLANC, NOIR

D'autres crises persistent. Rouge sang, celle de l'Algérie où les massacres se multiplient, comme pour empêcher tout accord entre pouvoir et Front islamique du salut (pages 7, 12 et 13) - même si certaines villes, comme Annaba, restent à l'écart. Les femmes, elles, tiennent, malgré les désillusions (pages 14 et 15). Blanche, couleur de la marche d'il y a un an, la crise belge, malgré une forte mobilisation, n'aura pas changé grand-chose (pages 8 et 9). Noire, enfin, comme l'or qu'est le pétrole, la crise rampante entre mer Noire et mer Caspienne où, sur fond de tracés d'oléoducs, les États-Unis entendent refouler la Russie (pages 22 et 23).

Lire le sommaire détaillé page 32.



Prisonnière de Khiam

De passage à Paris, M^{me} Najat Bechara nous a fait parvenir la lettre suivante :

Je suis venue à Paris pour alerter l'opinion et les pouvoirs publics sur le sort de ma fille, Souha Bechara, détenue dans le camp de prisonniers de Khiam dans la zone occupée par Israël au Liban sud. Elle a été arrêtée le 7 novembre 1988 après avoir tiré, sans le tuer, sur Antoine Lahad, le chef de l'Armée du Liban sud.

Le 7 novembre prochain, Souha aura passé neuf ans en détention sans avoir jamais été jugée. Son avocat n'a jamais été autorisé à la rencontrer. Son père et moi ignorions tout de son sort pendant les sept premières années de sa détention. Depuis deux ans, je ne suis autorisée à la voir que quelques minutes tous les trois mois. Pour des raisons que nous ne nous expliquons pas, son père, âgé de soixante-six ans, n'est pas autorisé à lui rendre

visite. Depuis son arrestation, Souha est privée de tous les droits : droit à un procès, à des soins médicaux, aux visites, droit à l'éducation.

Ma fille est détenue dans une prison hors de tout cadre juridique et de toutes les conventions internationales.

Je suis venue à Paris vous demander d'agir pour la libération de ma fille et de tous ses codétenus. Souha Bechara et cent cinquante autres hommes et femmes sont séquestrés dans une prison obscure. Je suis venue vous demander d'agir pour le démantèlement de cette prison. Une campagne internationale d'information et de sensibilisation, la mobilisation de l'opinion et des organisations de défense des droits de l'homme sont la seule forme de protection pour les détenus de Khiam. La solidarité est leur seul espoir de revenir un jour à la liberté et à la vie.

« L'honneur de désobéir »

M. Didier Charlemagne, rappelant l'article de Philippe Videtier - « L'honneur de désobéir » - publié dans notre numéro de mai 1997, raconte :

Philippe Videtier signale que la commune de Rieux, en banlieue lyonnaise, peut figurer au livre des records de l'ostracisme. Il n'en est rien, car j'ai le triste privilège d'habiter une commune (Marquette-les-Lille, banlieue lilloise) qui va aussi loin dans le nombre de pièces à fournir pour l'accueil d'un étranger.

Cela commence par le livret de famille, la carte d'identité, le titre de propriété ou le bail de location, la surface habitable, la carte de sécurité sociale, les fiches de salaire des deux époux et le timbre fiscal de 100 F délivré par la recette buraliste dont l'adresse est fournie avec obligeance par la mairie.

Pour l'hébergement, en l'occurrence ma belle-mère, de nationalité haïtienne, le certificat de revenus annuels, l'état de son compte en banque fourni par son agence et, bien sûr, le billet d'avion aller-retour.

J'ai en le droit également, à la demande expresse du maire, à la visite d'un fonctionnaire de l'Organisation des migrations internationales (OMI), qui, mètre en main, a mesuré soigneusement toutes les pièces de mon domicile (environ 200 mètres carrés). Entre le dépôt de la demande et sa délivrance, quarante-cinq jours.

Je suis français, et ma femme est naturalisée depuis sept ans. Nous avons deux enfants, et ma belle-mère désirait nous rendre visite et voir sa petite-fille de dix-neuf mois qu'elle ne connaît pas encore. C'est donc une humiliation profonde que tout Français ayant des liens familiaux

avec des pays hors CEE doit s'attendre à subir. Et nous sommes dans l'Hexagone !

Pour ceux dont les parents étrangers sont de condition modeste et ne peuvent justifier de revenus suffisants à l'ambassade de France de leur pays, le déplacement est donc interdit. Même si les enfants, pratique courante, offrent le billet d'avion. C'est là une entrave insupportable aux libertés familiales et citoyennes. Autre détail glacial : sur le passeport étranger ne figurent plus les marques de la souveraineté française, mais un autocollant verdâtre prenant pleine page avec ces simples mots lourds de sens : États Schengen.

● **MONOPOLE, CONCURRENCE, PRIVATISATION : QUEL SERVICE PUBLIC POUR DEMAIN ?** Colloque organisé, le 2 octobre à Paris, par le syndicat SUD-PTT avec la participation de nombreux économistes et intellectuels. (69 ter, rue de la Chapelle, 75018 Paris. Tél. : 01-44-62-12-00.)

● **LA PLANTE « NOMAOE » : LES MOBILITÉS GÉOGRAPHIQUES O'AUJOURD'HUI** C'est le thème du 8^e Festival international de géographie de la ville de Saint-Denis-des-Verges. Ou 2 au 4 octobre. (Tél. : 01-45-66-08-36.)

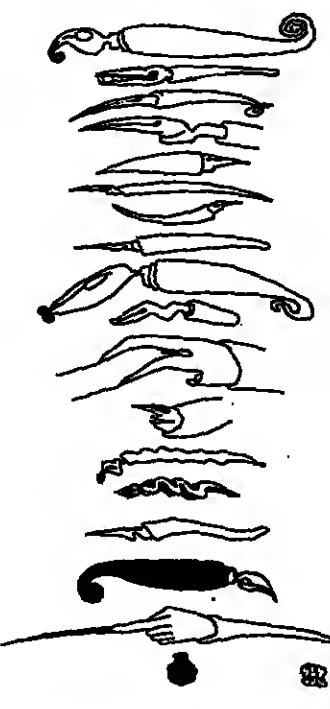
● **LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION : QUEL AVENIR ?** Une journée d'étude, ouverte au public, de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques. Le jeudi 9 octobre, au Sénat. (Tél. : 01-42-34-27-73 ou 01-42-34-25-58.)

● **JAURES ET L'ÉTAT** A Tarbes, les 9 et 10 octobre, organisé par le Centre national et Musée Jean-Jaurès et la Société d'études jaurésiennes. (Tél. : 05-63-72-01-01.)

● **MADAGASCAR 1947** Colloque international de l'Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique (Afiaspa), avec le soutien du conseil général de Seine-Saint-Denis. Du 9 au 11 octobre, université Paris-VIII - Saint-Denis. (Tél. : 01-34-44-57-41.)

● **DEUX JOURS POUR UNE DYNAMIQUE SOCIALE ET CITOYENNE** Initiative du réseau Jeune, les 18 et 19 octobre à l'Agora d'Evry (Essonne). (Tél. : 01-43-79-09-23.)

COURRIER DES LECTEURS



Colloques et rencontres

● **UKRAINE** Séminaire organisé par le Centre français du commerce extérieur (CFCE). Le 22 octobre, au palais du Luxembourg. (Tél. : 01-40-73-30-00.)

● **LES OÈRES DE L'ÂGE** Comment transformer le vieillissement en avant de développement ? A l'initiative de l'université Paris-XIII (JUP Ville de Saint-Denis), le 23 octobre, au Conseil économique et social. (Tél. : 01-47-04-25-60.)

● **VERS DES VILLES SANS VOITURES** Sous l'égide du réseau European Youth for Action et du Regroupement pour une ville sans voitures à Lyon, ces assises réuniront des représentants associatifs de toute l'Europe. A Lyon, du 26 octobre au 1^{er} novembre. (Tél. : 04-72-00-23-57.)

● **CULTURE ET DÉVELOPPEMENT LOCAL EN MILIEU RURAL** Organisé par le Crefad (Clermont-Ferrand) et les Foyers ruraux d'Auvergne, un séminaire national sur l'action culturelle, son articulation avec le développement local et le rôle des animateurs et agents de développement. A Louchy-Mourfand (Allier), les 27 et 28 octobre. (Tél. : 04-73-31-50-45 ou 04-70-46-19-19.)

● **LES RENCONTRES DE THESSALONIQUE** Organisé par « Les Rencontres », association des villes et régions de la Grande Europe pour la culture, à Thessalonique, capitale culturelle européenne pour 1997. Du 31 octobre au 1^{er} novembre. (Tél. : 01-45-38-70-13.)

● **CHE GUEVARA** Dans le cadre du Festival international de Biarritz consacré aux ciné-

« Le choc de la révolution congolaise »

Réagissant aux articles de Colette Braeckman et Philippe Leymarie sur la « libération du Zaïre » et le « choc de la révolution congolaise » (Le Monde diplomatique de juillet), M. Bernard Gaiot, maître de conférences à l'université Paris-I, remarque :

Ce qui s'est passé au Rwanda en 1994 était épouvantable et doit être qualifié de « génocide » ; mais minimiser ce qui se passe aujourd'hui - les massacres de réfugiés dans l'est de l'ex-Zaïre, qualifiés de « crime contre l'humanité » par M. Roberto Garretón, le rapporteur des Nations unies pour les droits de l'homme, ou les exactions de ces derniers mois au Rwanda et au Burundi - c'est jeter une lumière trouble sur les motivations qui poussaient à dénoncer hier, à se taire aujourd'hui. Et c'est peut-être demain saper les bases d'un tribunal international qui jugerait tous les crimes contre l'humanité dans cette partie du monde, ceux de 1994 comme ceux de 1996-1997. Et donc laisser s'enclencher le cycle infernal de la vengeance qui s'étendra à d'autres régions d'Afrique (et pourquoi pas la Tanzanie, l'Angola, le Congo-Brazzaville, le Kenya, l'Ouganda ?).

(...) On feint de ne pas voir ce qui

est à l'œuvre aujourd'hui est l'application d'un véritable modèle imposé : un composé de tyrannie et d'économie de marché, diffusé « clé en main » dans le sillage de la mondialisation, et résolument antagonique avec le modèle universel des droits de l'homme prôné par l'ONU. Il faudrait tout de même cesser de chanter les louanges de M. Yoweri Museveni, le tyran « new age » de l'Ouganda !

M. David Keppel, d'Essex, dans le Connecticut (États-Unis), se dit à ce propos « déçu pour la première fois par Le Monde diplomatique » :

Je crains que vous ne vous trompiez à propos du Congo et du rôle des États-Unis dans le triomphe de M. Laurent-Désiré Kabila. Je comprends ce qui a été votre mépris pour l'ex-maréchal Mobutu Sese Seko, ainsi que pour les colonialistes français. Mais cela ne résout ni la question des intentions américaines ni celle de notre soutien à M. Kabila et à son entourage d'adresses du libre marché, bardés de diplômes commerciaux américains. Il a été très utile à certains qu'une certaine gauche ait dénoncé comme « ingérence impérialiste » toute enquête rigoureuse sur les massacres...

« Le Monde diplomatique » moins cher en Afrique

A l'annonce de la diminution du prix de vente du Monde diplomatique en Afrique (voir notre numéro de septembre), M. Ibrahim Cissé, d'Abidjan, nous écrit :

Je viens d'apprendre, avec beaucoup de plaisir, votre décision de réduire le prix de vente de votre grand journal en Afrique

subsaharienne. Votre belle initiative, motivée par le souci de permettre à l'ensemble des élites de notre continent de ne pas être « privées » d'une indispensable information internationale, est hautement louable. Elle ne manquera pas d'être saluée par des voix plus autorisées que la mienne.

Pour ma part, je voudrais vous remercier très sincèrement et vous exprimer toute ma gratitude. Avec la réduction envisagée, à partir de septembre 1997, le contrat de fidélité qui me lie à votre organe, depuis dix ans, pourra ainsi continuer, après quelques mois d'intermittence.

Pour sa part, M. Doudou Faye, du Sénégal, précise :

Votre analyse est d'autant plus juste et votre décision plus noble que, si vous prenez certains pays francophones comme le mien, depuis la dévaluation du franc CFA, non seulement les salaires n'ont pas augmenté, mais ont, contrairement aux attentes, subi une dévaluation. Il faut donc être un lecteur international comme moi pour ne payer notre Monde diplomatique bon an mal an.

Une véritable légitimité en revenant sur l'analyse de Marc Antoine de Pérouse de Montalès sur les policiers en Afrique (Le Monde diplomatique, août 1997) : même si elles ne sont pas supprimées, l'histoire retiendra le rôle néfaste qu'elles ont joué dans certains États africains. Le dernier exemple est celui du Congo, où un ancien président, fort de sa « police » - on « milice » privée ? - attende à l'ordre public, traversant même l'essentiel de la République et du contrat social.

Comme pour dire qu'en Afrique démocratie est synonyme de « doléocratie » : doit signifier force, ce mot franco-wolof souligne qu'il s'agit d'une démocratie fondée sur la force, donc contraire à la volonté du peuple.

INFORMATION ET SOLIDARITÉ

Grâce à vos dons, nous avons pu publier le 93^e numéro de l'Asie.

Dans les pays du tiers-monde, comme en Europe de l'Est et dans l'ancienne Union soviétique, les difficultés économiques et, souvent, la non-conformité des monnaies interdisent l'accès à l'information et aux journaux étrangers. La circulation des idées, la réflexion sur la démocratie et la justice sociale sont ainsi freinées. L'absence de moyens est particulièrement criante dans les centres de lecture collective : bibliothèques, universités, instituts de recherche, groupements associatifs et organisations humanitaires.

Pour aider ces organismes à recevoir Le Monde diplomatique, participez au fonds « Lecteurs solidaires ».

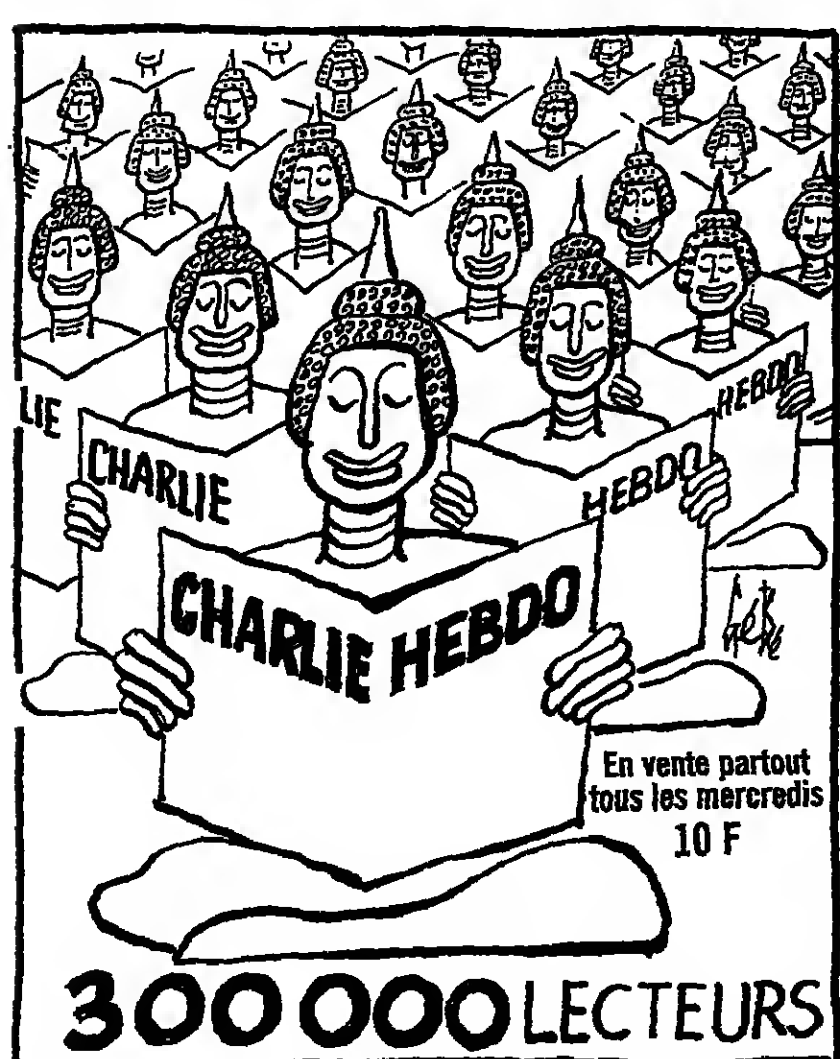
A retourner à : 21 bis, rue de la Chapelle, 75018 Paris.

Nom : AL-QUAISI Prénom : Khalid
Adresse : Jordanie - Karak - Baboua
Code postal : 21230 Ville : Karak Pays : Jordanie
Je verse par : ☐ chèque bancaire ☐ chèque postal la somme de :
☐ 350 F pour un abonnement en Afrique ou au Proche-Orient.
☐ 395 F pour un abonnement en Amérique latine ou en Asie.
ou de ☐ 50 F ☐ 100 F ☐ 200 F
destinés au fonds commun « Lecteurs solidaires ».

L'OSCE DANS L'EUROPE POST-COMMUNISTE, 1990-1996

par Victor-Yves Gheheff, professeur à l'Université de Genève.
Une somme irremplaçable sur la gestion des conflits et le respect des droits de l'homme de « Vancouver à Vladivostok », par le spécialiste mondial des questions de la Grande Europe.

Bruxelles, Bruylant, Diffusion en France : LGDJ



En vente partout tous les mercredis 10 F

300 000 LECTEURS

Édité par la SA Le Monde diplomatique

Société anonyme avec directeur et conseil de surveillance

Associés : SA Le Monde, Association Les Amis du Monde diplomatique

Directeurs : Ignace RAMONET, président, Bernard CASSEN, directeur général

Rédaction : 21 bis, rue de la Chapelle, 75018 Paris Cedex 05

Tél. : 01-42-17-30-00 - Télécopie : 01-42-17-21-00

Courrier électronique : Secreteria@Monde-Diplomatique.fr

Directeur de la rédaction : Ignace RAMONET (2916)

Rédacteur en chef : Alain GRESH (2914)

Rédaction : Florence BEAUGÉ (2921), Christian DE BRIE (2919), Bernard CASSEN (2913), Serge HALIMI (2961), Maurice LEMOINE (2918), Dominique VIDAL (2911)

Secrétariat de rédaction et conception artistique : Solange BRAND (2915)

Documentaliste : Marie BERARDI (2917)

Secrétariat : Jocelyne CAPRON, Monique SALOMÉ

Fondateur : Hubert BELVE-MÉRY

François HONTI (1954-1972), Claude JULIEN (1973-1990)

Conseil de surveillance : Jean-Marie COLOMBANI, président ; Alain GRESH, vice-président

Responsable de la diffusion : Patrick MANCHEZ

Tél. : 01-42-17-33-78

Relations clientèle, abonnements : tél. : 01-42-17-32-90

Publicité : Responsable : Natacha HERCBOVA

Tél. : 01-42-17-32-34 - Fax : 01-42-17-24-43

Le Monde diplomatique est imprimé sur papier recyclé

هكذا من الاصل

de la révolution congolaise

plastique - moins cher

...the ...
...the ...
...the ...
...the ...

1. The first of these is the fact that the majority of the population of the United States is now living in urban areas. This is a result of the process of urbanization, which has been going on since the beginning of the 20th century. The population of the United States has increased from about 100 million in 1900 to over 200 million in 1950, and the majority of this increase has been in urban areas. This has led to a concentration of population in a few large cities, which has in turn led to a number of problems, such as overcrowding, pollution, and traffic congestion.

[illegible]

$\frac{d}{dt} \left(\frac{1}{2} m v^2 \right) = \frac{d}{dt} \left(\frac{1}{2} m \dot{x}^2 + \frac{1}{2} m \dot{y}^2 + \frac{1}{2} m \dot{z}^2 \right)$

... ..

1. The first step is to identify the problem or question that needs to be answered. This involves understanding the context and the specific requirements of the task.

1. The first step in the process is to identify the problem or issue that needs to be addressed. This involves gathering information and understanding the context of the problem.

1. The first step is to identify the problem or question that needs to be answered. This involves understanding the context and the specific requirements of the task.

... ..

1. The first step is to identify the problem or goal. This involves understanding the current situation and what needs to be achieved.

FORMATION ET SOLIDARITE

RECEIVED BY THE DIRECTOR, DEPARTMENT OF JUSTICE, MAY 10 1961

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 277: 1033-1036.

ALL INFORMATION CONTAINED HEREIN IS UNCLASSIFIED
DATE 08-14-2010 BY 60322 UCBAW

1. Mr. J. Edgar Hoover
 2. Director
 3. Federal Bureau of Investigation
 4. Washington, D. C.
 5. 100-100000
 6. 100-100000
 7. 100-100000
 8. 100-100000
 9. 100-100000
 10. 100-100000
 11. 100-100000
 12. 100-100000
 13. 100-100000
 14. 100-100000
 15. 100-100000
 16. 100-100000
 17. 100-100000
 18. 100-100000
 19. 100-100000
 20. 100-100000
 21. 100-100000
 22. 100-100000
 23. 100-100000
 24. 100-100000
 25. 100-100000
 26. 100-100000
 27. 100-100000
 28. 100-100000
 29. 100-100000
 30. 100-100000
 31. 100-100000
 32. 100-100000
 33. 100-100000
 34. 100-100000
 35. 100-100000
 36. 100-100000
 37. 100-100000
 38. 100-100000
 39. 100-100000
 40. 100-100000
 41. 100-100000
 42. 100-100000
 43. 100-100000
 44. 100-100000
 45. 100-100000
 46. 100-100000
 47. 100-100000
 48. 100-100000
 49. 100-100000
 50. 100-100000
 51. 100-100000
 52. 100-100000
 53. 100-100000
 54. 100-100000
 55. 100-100000
 56. 100-100000
 57. 100-100000
 58. 100-100000
 59. 100-100000
 60. 100-100000
 61. 100-100000
 62. 100-100000
 63. 100-100000
 64. 100-100000
 65. 100-100000
 66. 100-100000
 67. 100-100000
 68. 100-100000
 69. 100-100000
 70. 100-100000
 71. 100-100000
 72. 100-100000
 73. 100-100000
 74. 100-100000
 75. 100-100000
 76. 100-100000
 77. 100-100000
 78. 100-100000
 79. 100-100000
 80. 100-100000
 81. 100-100000
 82. 100-100000
 83. 100-100000
 84. 100-100000
 85. 100-100000
 86. 100-100000
 87. 100-100000
 88. 100-100000
 89. 100-100000
 90. 100-100000
 91. 100-100000
 92. 100-100000
 93. 100-100000
 94. 100-100000
 95. 100-100000
 96. 100-100000
 97. 100-100000
 98. 100-100000
 99. 100-100000
 100. 100-100000

...and the

...the ...

1. *Chlorophyll a* (Chl *a*) is the primary photosynthetic pigment in most plants and algae. It is a green pigment that absorbs light energy in the blue and red regions of the visible spectrum.

100-443887-100

...the ...

1990



Journal of Management Studies, 19(6), 701-718.


... en juin 1965. Présence du mouvement pour la construction de la région.

Par AHMED BEN BELLA *

PAUL REBEYROLLE. — « Le Sang du Che » (1968)

Il refusa l'avion particulier que je voulais mettre à sa disposition pour assurer une plus grande discrétion à ses déplacements. J'aurai alors les ambassadeurs d'Algérie dans toute la région pour qu'ils se mettent à sa disposition. Je le revis à chacun de ses retours d'Afrique noire et nous passions de longues heures à échanger nos idées. A chaque fois, il revenait impressionné par la fabuleuse richesse culturelle du continent, mais peu satisfait de ses rapports avec les parcs marxistes des pays qu'il avait visités et dont les conceptions l'irritaient. Cette expérience de Gabinda, conjuguée avec celle qu'il fera par la suite avec la guérilla qui se déroulait dans la région

Que *Guevara* était parti d'Alger lorsque eut lieu le coup d'Etat militaire du 19 juin 1967 contre leqnel, d'ailleurs, il m'avait mis en garde. Son départ d'Alger, puis sa mort en Bolivie et ma propre disparition pendant quinze années doivent être étudiés dans le contexte historique qui marque le reflux ayant suivi la phase des luttes de libération victorieuses. Ce reflux qui sonne le glas, après l'assassinat de Lumumba, des régimes progressistes du tiers-monde et entre autres de ceux de N'Krumah, de Modibo Keita, Soekarno, Nasser, etc.



ESPACE MILITÉROLLE ET

CETTE date du 9 octobre 1967 inscrite en lettres de feu dans nos mémoires évoque une journée incommensurablement sombre pour nous tous, mais aussi une journée où les militaires annonçaient la mort de mon frère et que les ennemis que nous avions combattus ensemble entonnaient leur sinistre chant de victoire. Mais plus nous nous éloignons de cette date, quand s'effacement dans les mémoires les circonstances de la guérrilla qui prit fin ce jour-là dans le Nancabuzuzi, plus le souvenir du

« Che » est présent dans l'esprit de ceux qui luttent et qui espèrent. Plus que jamais, il s'insère dans la trame de leur vie quotidienne. Quelque chose du « Che » reste attaché à leur cœur, à leur âme, enfoui tel un trésor dans la partie la plus profonde, la plus secrète et la plus riche de leur être, réchauffant leur courage, artisant leur énergie.

Un jour de mai 1972, le silence opaque de ma prison jalousement gardée par des centaines de soldats fut brisé par un grand brouhaha. Ainsi appris-je que, à quelques centaines de mètres seulement, Fidel était là, visitant une ferme modèle toute proche et ignorant sans doute que je me trouvais dans cette maison mauresque isolée sur la colline dont il pouvait apercevoir les toits au-dessus de la cime des arbres. C'est certainement pour les mêmes raisons de discrétion que cette même maison avait été naguère choisie par l'armée colonialisiste comme centre de torture.

A ce moment, une foule de souvenirs remonta à mon esprit, une cohorte de visages, tel un film patiné par le temps, défila dans ma tête, et, jamais depuis que nous nous étions quittés, Che Guevara ne fut aussi vivant dans ma mémoire.

En vérité, son souvenir ne nous a jamais quittés, mon épouse et moi. Une grande phobie du Che a toujours été épinglée sur les murs de notre prison et son regard a été le témoin de notre vie quotidienne, de nos joies et de nos peines. Mais une autre phobie, une petite phobie décapotée dans un magazine et que j'avais collée sur un carton et protégée d'un plastique nous a toujours accompagnés dans nos péripétations. C'est la plus chère à nos yeux. Elle se trouve aujourd'hui à Magnhia, mon village natal, dans la maison de mes vieux parents qui ne sont plus et où nous avions déposé nos plus précieux souvenirs avant de partir en exil. C'est la photo d'Ermesto Che Guevara étendu, torse nu et dont le corps irradie tant de lumière. Tant de lumière et tant d'espoir.

(1) Ernesto Guevara, *Le Journal de Bolivie* (préface de François Maspero), La Découverte, Paris, 1995.

(2) NDLR : ces soldats étaient placés sous les ordres du commandant Efigenio Ameijeiras, un vétéran du Granma, compagnon de la première heure de Fidel et du « Che », et ancien chef de la police révolutionnaire cubaine.

(3) NDLR : correspondant à 20 millions de francs français

(4) NDLR : actuelle Kisangani, en République démocratique du Congo (ex-Zaïre).

Lisez l'Asie **Mutations**
(ASIATIQUES)

1 volume • 160 p.
Ind. 45 420,7 mg.
8 cent. format 21 x 27,5
Texte, illustrations
spéciales, 1983
Nouveaux Horizons
Cultural • 1 exempl.
1987 • 100 000 2/2000
Paris cote 8114

1 volume • 160 p.
Ind. 45 420,7 mg.
8 cent. format 21 x 27,5
Texte, illustrations
spéciales, 1983
Nouveaux Horizons
Cultural • 1 exempl.
1987 • 100 000 2/2000
Paris cote 8114

**la Chine au défi de
HONG KONG**

Commande & rens.: ☎ 01.43.37.03.73 Fax 01.45.87.07.84

RÉSISTANCES OUVRIÈRES

La logique des « contraintes économiques » se heurte de plus en plus à la résistance organisée des mouvements sociaux. En France, les privatisations rampantes décidées par le gouvernement de gauche (France Télécom) et la volonté ouvrière de défendre le secteur public (SNCF) mobilisent les syndicats. Le sort vécu par la Lorraine, cœur de la sidérurgie, à présent livrée aux chasseurs de primes industrielles, indique assez la nature des enjeux sociaux et politiques (lire pages 6 et 7).

Aux Etats-Unis, une grève des 185 000 salariés d'United Parcel Service (UPS) contre la généralisation de l'emploi précaire a remis en cause le modèle de flexibilité chanté par toutes les instances économiques internationales et par tous les porte-voix du patronat. Et, cette fois, ce ne sont pas les syndicats qui ont dû céder. Dans une entreprise de service, hautement informatisée, croulant sous les profits, la victoire des grévistes - et le soutien massif que l'opinion leur a manifesté - annonce peut-être un changement d'époque dans la suprématie américaine.



CUECO. - Manifestation (1978)
(Henri Cueco expose, jusqu'au 31 octobre, à la Galerie Louis Carré et C°, 10, avenue de Messine, 75008 Paris et jusqu'au 20 octobre à l'abbaye Saint-André à Meymac, en Corrèze.)

Par
RICK
FANTASIA *

Au moment où les hommes politiques, les journalistes et les universitaires s'affairaient à la rédaction de son épitaphe, le mouvement ouvrier américain s'est redressé. Après deux décennies d'échecs retentissants, marquées en particulier par l'écrasement du syndicat des contrôleurs du ciel en 1981 (1), après une succession de grèves perdues - Caterpillar, Staley, Bridgeport, The Detroit News, pour ne citer que les plus récentes (2) -, les travailleurs de United Parcel Service (UPS) ont remporté un succès spectaculaire, dont l'impact pourra être apprécié dans les années à venir.

Lancée par le syndicat des camionneurs (Teamsters) et conduite par un dirigeant offensif, M. Ron Carey, la grève a duré deux semaines. Face à ses salariés, l'entreprise combinait des méthodes de gestion très « modernes » et le contrôle de 80 % du marché des livraisons de colis. On voyait en elle un modèle d'efficacité et de productivité dans le secteur des services. Mais la victoire du syndicat des camionneurs vient d'ouvrir une brèche dans une stratégie industrielle d'ensemble qui consistait à réduire le coût du travail en remettant en question les avantages des salariés, qu'ils soient le résultat de la reconduction d'arrangements tacites ou de la négociation de conventions collectives. UPS avait été l'un des auteurs de cette stratégie. Et l'un des principaux bénéficiaires.

* Professeur de sociologie à Smith College (Northampton, Massachusetts) auteur de *Cultures of solidarity*, University of California Press, 1988.

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

EDITIONS DU CERCLE D'ART PARIS

هكذا من الامل

ALISME N'EST PLUS
ictoire des

Le syndicat des camionneurs américains a obtenu une victoire importante. Les salariés ont obtenu une augmentation de 2,5 % de leur salaire. Cette victoire a été obtenue après une grève de 10 jours. Le syndicat a également obtenu une reconnaissance de son statut de syndicat indépendant.

UNE FATALITÉ
camionneurs américains

lien de trois comme le souhaitait le syndicat. Si elle fut importante pour les travailleurs d'UPS, la grève l'a été tout autant pour l'ensemble du mouvement ouvrier américain, à la fois en raison des questions qu'elle a soulevées et des acteurs qui y ont participé. Tout d'abord, il est assez remarquable qu'un syndicat américain soit parvenu à organiser un mouvement national contre un géant du secteur des services comme UPS, alors que le nombre écrasant des salariés à temps partiel et la nature inégalitaire des rémunérations semblaient de nature à empêcher toute solidarité dans l'entreprise.

Mais, depuis près d'un an, la direction des Teamsters s'était préparée à la

grève. Faisant un effort systématique d'éducation auprès de chacun des salariés, leur expliquant le sort particulier des employés à temps partiel, elle a réussi à attirer aux patrons d'UPS leur carte la plus prometteuse, celle de la division. Des salariés payés 20 dollars de l'heure se sont mobilisés au service de ceux qui n'en gagnaient pas la moitié. Il est vrai que, à la différence des autres entreprises, UPS ne pouvait pas obliger les salariés à reprendre le travail en menaçant de délocaliser ses activités. Et qu'il aurait été très risqué pour elle de recourir à la stratégie de lutte antisyndicale employée ailleurs avec succès : le lock-out des grévistes et leur remplacement permanent par des « jeunes ».

par la vieille garde. L'année dernière, M. Ron Carey avait été réélu de justesse contre un représentant de cette fraction souvent soupçonnée de connivences mafieuses. Son adversaire, M. James P. Hoffa, n'était autre que le fils du légendaire dirigeant des Teamsters (6), Jimmy Hoffa, disparu en 1975, probablement assassiné pour des raisons qui demeurent obscures. Une nouvelle élection aura lieu en novembre prochain, celle de l'année dernière ayant été annulée par décision judiciaire peu après la victoire des salariés d'UPS. L'issue de la grève ne garantit pas la position de celui qui fut la figure de proue du conflit.

Pendant très longtemps, les entreprises américaines ont développé leurs stratégies en toute « liberté ». Cette période est-elle en train de se terminer ? A l'intérieur de l'AFL-CIO et du syndicat des camionneurs, les changements d'orientation idéologique et de capacité organisationnelle sont manifestes. Ils peuvent remettre en question, voire transformer, l'équation sociale. La grève à UPS a, en quelque sorte, offert un aperçu, à la fois très bref et très frappant, de ce qui devient possible quand les syndicats se ressaisissent et font entendre leur voix qui prophétisent leur déclin.

RICK FANTASIA.

(4) Lire Bruno Lafont, « Espaces professionnels et flux tendus », Actes de la recherche en sciences sociales, n° 114, septembre 1996.

(5) La corruption qui a longtemps régné chez les Teamsters (trucks, salaires mirobolants des dirigeants, congrès fantômes organisés dans des cités balnéaires) n'a cessé d'être utilisée par le patronat et par les médias pour discréditer l'essentiel des revendications. La situation était d'autant plus paradoxale que, longtemps, les Teamsters, non seulement ne faisaient pas partie de l'AFL-CIO, mais encore se coalisaient de soutenir les campagnes des candidats républicains (dont celles de MM. Reagan et Bush en 1980, 1984 et 1988). En 1982, peu avant d'annuler dans un pétaclier fédéral, M. Roy Williams, alors président des Teamsters, avait signé la convention collective permettant à UPS de payer ses salariés à temps partiel 2 dollars de l'heure.

(6) Dans le film de Norman Jewison, FIST (1978), le personnage de Hoffa était interprété par Sylvester Stallone.

rrogations du

Le syndicat des camionneurs américains a obtenu une victoire importante. Les salariés ont obtenu une augmentation de 2,5 % de leur salaire. Cette victoire a été obtenue après une grève de 10 jours. Le syndicat a également obtenu une reconnaissance de son statut de syndicat indépendant.

syndicalisme français

gratification des espoirs mis initialement dans l'expérience de gauche. C'est également pendant cette décennie que le syndicalisme allait se trouver confronté à une sérieuse perte de substance. Ne trouvant pas ses marques entre une institutionnalisation profitable, mais paralysante, et le défillement grandissant du tissu social, il vit décroître à la fois ses effectifs et son prestige dans l'opinion.

Depuis le début des années 90, les objectifs et les formes d'action et d'organisation des composantes du mouvement social se sont modifiés en profondeur. Face à la croissance inexorable du chômage et de la précarité et à la montée du Front national, une énergie militante a cherché à prendre corps. Elle a tiré la leçon de l'affaiblissement, pour ne pas dire plus, du sens de l'action politique confirmée sous les deux septennats de François Mitterrand. D'où le sentiment de la nécessaire distance à garder avec l'espace politique des partis, et la forte aspiration à l'autonomie qui constitue l'un des ressorts de la mobilisation.

La prise de conscience de la profondeur de la crise sociale est un autre de ces ressorts. L'exclusion n'apparaît plus comme un phénomène quasiment extérieur à une société relativement bien portante. Puisque les politiques ne semblent pas capables de s'attaquer sérieusement à la montée du chômage de masse, les chômeurs eux-mêmes vont se mobiliser avec le soutien de tout ceux qui refusent la fatalité. Ainsi naît, entre autres, un mouvement comme le mouvement ACJ contre le chômage. Et, puisque l'enjeu

est européen, les « marches contre le chômage et la précarité » le seront également. Des propositions sont avancées (notamment la réduction du temps de travail), mais l'essentiel réside dans l'appel au réveil de l'opinion. La dynamique est dans l'action immédiate : on occupe telle entreprise contre des licenciements, Droit au logement (DAL) et Droits devant ! envahissent des locaux inoccupés depuis des années afin d'y loger des sans-abri, etc.

Le « do it yourself » a pris une dimension revendicative et politique, parvenant parfois à des succès inattendus, notamment pour les relogements. Des mouvements originaux s'affirment et trouvent souvent le chemin des médias. Adoptant un champ d'action que l'on pourrait définir comme sub-institutionnel, ils conjuguent l'action illégale, le maintien d'une stricte non-violence et une capacité de négociation remarquable. Bref, le gauchisme d'antan est

bien oublié (4). Les mouvements d'éducation populaire, traditionnellement bien structurés et implantés, s'interrogent et cherchent à renforcer le contact avec une nouvelle réalité sociale qui leur a quelque peu échappé (5). Le mouvement de décembre 1995 traduira, sur une échelle beaucoup plus large, cette mutation des mentalités. Loin de se réduire à un simple conglomérat de conservatismes, cette mobilisation a révélé la force de l'attente populaire face au traumatisme social engendré par une douzaine d'années de néolibéralisme. Ce sont « ceux d'en bas » qui ont pris l'initiative du mouvement, même si des forces syndicales, et en premier lieu la CGT, ont ensuite assuré le relais. Ils ont affirmé leur volonté d'exister comme acteurs collectifs, dans une logique de transformation radicale de la société, donc en rupture avec certains des théoriciens et praticiens des « nouveaux mouvements sociaux » des années 70.

Atermoiements, danger !

De son côté, la vie syndicale, s'appuyant sur l'ampleur des attentes populaires, connaît, à partir de 1995, une indiscutable reprise, doublée de remises en cause parfois sévères. Mais, dans le même temps, s'exacerbent des conflits stratégiques et de pouvoir, se traduisant notamment par la création de nouveaux syndicats (SUD, FSU). Tout comme le syndicalisme, à la fois réajusté et éclaté, le reste du mouvement social s'ouvre davantage aux nouvelles réalités, mais pèche simultanément de sa fragmentation, la revitalisation de la démocratie constituant un dénominateur commun.

Partant souvent d'expériences de terrain, des groupes de citoyens actifs se sont constitués un peu partout en France. A la fois lieux de réflexion et lieux d'intervention dans la vie politique, notamment municipale, ils ont contribué, en liaison avec les associations à buts plus spécifiques, à la création d'un espace autonome de débat collectif. Des associations présentes au plan national ont multiplié les initiatives visant à redonner du sens au débat politique. Une coordination en réseau s'esquisse entre elles (6). Apparaissent les bases d'une nouvelle citoyenneté, plus exigeante et moins couplée à l'égard du monde politique que par le passé. En témoigne la véritable révolte civique contre la loi Debré

en avril 1997, ainsi que les mobilisations contre l'extrême droite (Ras le Front, etc.).

Reconquérir la parole, refuser en actes l'inacceptable, en premier lieu la fameuse « fracture sociale », traiter les conflits par dialogue de délibération et moins de hiérarchie, tel est l'esprit qui anime aujourd'hui les acteurs du changement. La gauche pluraliste s'active : elle ne se contente pas de écouter, mais aussi de entendre ? Les premiers pas du gouvernement de M. Lionel Jospin ont créé une attente et, sans doute, entamé un pessimisme initial largement partagé. Mais le doute, voire la méfiance, subsistent, produits des années passées. Dans un tel contexte, les atermoiements peuvent avoir des effets politiques dévastateurs, alors que s'exprime avec vigueur la nécessité d'agir.

SERGE DEPAQUIT.

(4) Lire Christophe Dabich, « Une autre manière de faire de la politique », Le Monde diplomatique, juin 1997.

(5) Lire Bernard Cassin, « La nécessaire refondation de l'éducation populaire », Le Monde diplomatique, juin 1997.

(6) La coordination Initiatives de citoyenneté active en réseau (Icare) organisée, les 18 et 19 octobre, à l'Agora d'Ivry (Seine-Saint-Denis), « Deux jours pour une dynamique sociale et citoyenne » (lire page 2).



THALYS
LE TRAIN-ECLAIR

Infos et réservations : 08.36.35.35.36 (2,23 FF/mn)
Gares et agences de voyages accréditées.
Informations sur Internet : <http://www.thalys.com>
Thalys est un service offert conjointement par les chemins de fer belges, français, néerlandais et allemands.

SNCF

Imprimerie
du Monde
12, rue M. Camille
95852 IVRY

Commission paritaire des journaux
et publications : n° 57 438
ISSN : 0226-9395
PRINTED IN FRANCE

A la disposition des diffuseurs de presse
pour modification de service, demandes
de réimpression ou autres, utiliser nos numéros
de téléphone vers :
Paris et sa banlieue : 0 800-03-11-36
Province : 0 800-36-11-11.

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration.

© ADAGP, Paris 1997,
pour les œuvres de ses adhérents

DE LA SIDÉRURGIE À LA « MODERNITÉ »

Amère normalisation en Lorraine

Vingt ans après la crise de la sidérurgie, la Lorraine représente un cas d'école : frappée par la disparition de son industrie emblématique, cette région française était promise à la « modernité ». Les révels sont douloureux. Comme d'autres régions européennes, elle est victime de la « chasse aux primes ». Attirées pour quelques années, les entreprises se délocalisent ailleurs dès que les conditions financières y sont plus favorables. Qu'importe alors les chômeurs, les angosses, les vies brisées... Pourtant, la région fut le lieu d'une des plus dures batailles du mouvement ouvrier français, et, malgré la défaite, son souvenir reste toujours vivace. Quand des fermetures de sites sont annoncées, il pousse, une fois encore, à se battre.

Par PIERRE RIMBERT et RAFAEL TRAPET *



RAFAEL TRAPET

Au loin, deux hauts fourneaux crachent par quelques mois encore leurs panaches de fumée. Au premier plan, une immense halle vide, perdue dans un terrain vague d'où émerge un embrouillamini de poutrelles. Quelques rares chalumeaux achèvent de découper un vieux laminoir. A Roméas comme dans le reste de la vallée de l'Orne lorraine, les usines ont été démolies pour être refondues comme des carcasses de voiture afin de produire de l'acier neuf. Ou bien remontées dans des pays étrangers, comme la Chine.

En pénétrant dans les vallées lorraines, on en vient à douter des glorieuses images du passé sidérurgique, de ces lieux fumants où les flammes des aciéries rougissent la nuit ; de cette activité industrielle qui structurait les villes et battait le rythme de la vie au rythme des 3 x 8 ; des cohortes d'ouvriers attendant au portier l'ouverture des usines. Le drame de cette région, passée en un siècle de l'état de pâture à celui d'admirable industriel puis à nouveau à l'état de pâture, est inscrit dans le paysage. Les 74 000 sidérurgistes disparus en trente ans étaient là, disséminés sur ces non-lieux épars, autour de Thionville, Hagondange ou Longwy, legs d'une époque révolue. Un graffiti de 1994 ponctue : « Les corbeaux voleront sur le dos pour ne plus voir la misère des travailleurs. »

« Berceau du fer » français, la Lorraine est, au début du siècle, une région riche avec ses nombreuses mines. Le fer local chauffé par du charbon local permet alors la fabrication de la majorité de l'acier français. En quelques années, les vallées agricoles de la Fensch, de l'Orne et de la Chiers sont transformées en pays de cocagne industrielle. Les hauts fourneaux et les laminoirs peuplent le cœur des villes, définissant un urbanisme voué à l'industrie. Les « barons du fer » attirent le main-d'œuvre étranger qui, par vagues successives, vient s'installer pour travailler dans les usines. Ainsi naît l'adage populaire : « Le Lorrain, il vient d'où ? Le Lorrain, il descend du train. » C'est l'époque du paternalisme industriel et des maîtres de forges, véritables propriétaires de tout : villes, commerces, écoles. Les conditions de travail sont pénibles, les salaires médiocres, mais le souvenir idéalisé du plein emploi a gommé de certaines mémoires les traits de ce passé.

Le démantèlement de l'outil industriel

A la fin des années 60, l'expansion s'arrête. La production d'acier en Europe devient excédentaire, et la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) est chargée de diminuer les capacités de production des pays membres. Le défaut d'investissements des maîtres de forges, qui ont géré leur patrimoine comme des rentiers, commence à se faire sentir. Les crises sociales se succèdent au rythme des fermetures de sites. Dans les années 70, la récession aggrave la situation, tout comme l'arrivée sur le marché de l'acier de nouveaux concurrents d'Asie du Sud-Est et du Brésil. Sous l'égide de l'Etat - qui, nationalisant progressivement les dettes, prend de fait le contrôle de la sidérurgie - débute une politique de rationalisation de la production, qui ne s'achève qu'en 1987 avec la fusion d'Usinor et de Sacilor.

La Lorraine est une région mono-industrielle, enclavée, et qui possède un minerai de fer pauvre. La solution choisie l'importation de minerai et de charbon étrangers sera onéreuse sur le plan social. La région va par ailleurs payer le pari industriel de la sidérurgie sur l'eau : création des gigantesques unités de Fos-sur-Mer et de Dunkerque, ravitaillées par des matières premières étrangères directement acheminées sur le site de production. Seules les installations lorraines les plus modernes sont sauvegardées. On s'oriente vers la production d'acier d'élite.

La région subit alors les restructurations de plein fouet. En 1981, l'arrivée de la gauche au pouvoir fait

brèvement renaître l'espoir, mais les reculs de 1983 et la mise en place du cinquième « plan acier », l'année suivante, provoquant le colère. Le démantèlement de l'outil industriel donne lieu à de graves conflits, il permettront aux ouvriers d'arracher quelques plans sociaux et d'éviter nombre de licenciements secs (lire, page suivante, l'encadré sur Longwy). Ces derniers toucheront en priorité les travailleurs immigrés.

Au début des années 90, c'est l'heure des bilans. Les dégraissages massifs sont finis, mais à quel prix... La Lorraine a perdu 200 000 emplois liés à la sidérurgie, dont ceux de 50 000 mineurs. Si la nationalisation de 1981 a assuré la sauvegarde d'une activité sidérurgique rentable, elle a coûté 100 milliards de francs à l'Etat, qui a financé les 40 000 départs en préretraite. Malgré cela, M. Jacques Chirac, ancien dirigeant national de la Confédération démocratique du travail (CFDT), d'abord préfet délégué chargé du redéploiement industriel, puis ministre chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions, défend le bilan des gouvernements socialistes : « Par l'utilisation des régimes de préretraite, on a répondu à la fois à la nécessité de supprimer des postes et à la question de la rémunération des ouvriers. Cette mesure fut un investissement social offensif extraordinaire, qui a emporté la cohésion sociale. »

Délégué de la Confédération générale du travail (CGT), M. Bernard Campanova développe une analyse assez différente : « La France produit aujourd'hui 17 à 18 millions de tonnes d'acier et en consomme 23 millions. Cet acier importé aurait pu être produit en France. Il y avait des perspectives de développement de la sidérurgie. Et de citer l'exemple des palanques, ces poutrelles d'acier désormais produites au Luxembourg par une filiale d'Usinor. Privilegiant la production nationale, il met en cause la clairvoyance des pouvoirs publics de l'époque, admettant néanmoins : « La préretraite correspondait à une aspiration des salariés, qui tenait compte de la pénibilité du travail, de leur entrée précoce à l'usine (douze-treize ans) et de la durée hebdomadaire du travail à l'époque (cinquante-six à cinquante-sept heures). »

Aujourd'hui, Usinor, soucieux de répandre l'image d'un groupe produisant des aciers d'élite avec des ouvriers d'élite, emploie 13 000 sidérurgistes en Lorraine et sous-trait le travail non qualifié. Privatisée en 1995, le groupe se porta bien. La règle libérale de la socialisation des pertes et de la privatisation des gains a été respectée. L'année dernière, chaque employé a rapporté 25 000 francs de profits aux actionnaires.

Traverser les trois anciennes vallées sidérurgiques, celles de la Fensch, de l'Orne et de la Moselle, c'est être frappé par l'organisation urbaine. Aux villes coupées en deux par des hectares de parcelles boueuses succèdent celles disposées en cercle autour d'un « îlot » espace paysager ou d'un centre commercial. Un paysage reflète de la réalité économique : les supermarchés, sumuméraires, ont pris la place de l'usine au cœur de la cité. On s'y rend comme chez l'épicier, pour y acheter une baguette ou un pack de lait. Les installations titaniques qui structuraient la région ont sombré corps et biens.

Inauguré en 1986, le traitement des friches industrielles a été brutal et la « requalification » manifestement hâtive : 95 % des anciennes structures ont été liquidées en moins de dix ans. Cédés par Usinor à un établissement public spécialisé, terrains et bâtiments sont évalués, « traités » (rasés, parfois dépollués en surface), puis sommairement boisés. Ils sont finalement revendus aux collectivités locales et, plus rarement, à des entreprises (1). « Equipements de loisir », « retour à la nature », « activités artisanales et commerciales », « réserve foncière » (2) : la future vocation de ces domaines est souvent inconnue à la fin des travaux.

Pourquoi alors un tel empressement à égaliser le paysage ? M. Jean-Pierre Masseret, alors sénateur de la Moselle et maire d'Hayange (et actuel secrétaire d'Etat aux anciens combattants), expliquait : « Si, tous les matins, les gens voient leurs usines arrêchées, délabrées, ça fait un coup au moral, ça n'offre pas de perspectives. Il était donc d'utilité psychologique d'en faire disparaître un certain nombre devant les yeux de ceux qui y avaient travaillé depuis des générations. Aujourd'hui, on se demande si les démolitions n'ont pas été trop massives. Na pas s'être posé la question d'une conservation du patrimoine industriel, c'est objectivement une erreur. »

Côté allemand, on a su conserver la trace d'un siècle de labeur : le complexe sidérurgique de Völklingen, fermé en 1986, figure sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco et a ouvert ses portes au public. Mais, à Hagondange, le divertissement l'a emporté sur la culture ouvrière : l'usine liquidée a été remplacée en 1989 par le parc Big Bang Schtroumpfs, inauguré en grande pompe par Laurent Fabius et Jacques Delors, et salué par ce dernier comme « un des signes de la renaissance de la Lorraine ». Un formidable « signal » : après avoir englouti des millions de francs d'aides publiques, il a été cédé à une entreprise belge.

En dépit d'un paysage assaini (3), le moral des Lorrains reste sombre. Le taux de chômage (11,5 %) est pourtant inférieur de plus d'un point à la moyenne

nationale. Mais ce résultat ne tient pas compte des 20 000 préretraités de la sidérurgie et des 52 000 travailleurs transfrontaliers (4) ne trouvant pas d'emploi dans la région. Une population toujours décroissante achève de fausser cet indice (5). « Non seulement la Lorraine n'est plus du tout attractive au plan national, mais les Lorrains eux-mêmes quittent massivement leur région vers celles qui leur paraissent offrir des emplois », reconnaît un responsable du conseil régional, présidé par M. Gérard Longuet.

En l'absence de perspectives, on se raccroche au passé. Dans les cafés, les regards s'animent à l'évocation du « temps de la grandeur ». La machine industrielle semblait indestructible. Les sidérurgistes constituaient, avec les mineurs, les figures emblématiques du monde ouvrier. Ainsi, à l'aube des restructurations, personne ne veut croire au déclin. Certains syndicats, bien qu'alarmés, n'osent pas parler : « C'est un traitre, celui qui dit que ça va fermer », admet M. Jean-Louis Mahy, délégué CFDT. En moins de deux décennies, l'outil de production est liquidé. Malgré les révoltes, les luttes, les marches sur Paris, une partie de la « noblesse ouvrière » est réduite à l'assistance. Ce basculement laisse un goût amer et une grande lassitude. En novembre-décembre 1995, à l'exception du centre de tri SNCF de Wolpuy, la mobilisation fut faible en Moselle.

Partir de l'autre côté de la frontière

FACE à la pénurie d'emplois, bon nombre de Lorrains se tournent vers le Nord et ses trois frontières. Partant chaque matin des bassins désertifiés de Longwy, Thionville, Forbach ou Sarreguemines, les transfrontaliers font la navette vers le Luxembourg, l'Allemagne ou la Belgique. Ouvriers déclassés, femmes et enfants d'anciens sidérurgistes, ils occupent dans des banques ou de grandes entreprises des postes souvent subalternes, mais mieux rémunérés (de 30 % en moyenne) qu'en France. A l'aube, ils se donnent rendez-vous dans des parkings improvisés en pleine nature, tentant de pallier les insuffisances des transports collectifs en organisant des systèmes de covoiturage. Mais la machine commence à se tarir, et un sentiment de rejet vie à vie de ces « immigrés » lorrains apparaît de l'autre côté de la frontière. « On est devenus les Arabes des Luxembourgeois », déplore M. Brandstaedt, ancienne femme de ménage dans une banque.

En Lorraine, ce genre d'analogie ne laisse pas insensible. Après le fin de la seconde guerre mondiale, la cohabitation entre une population elle-même issue de vagues successives d'immigration et les derniers arrivants se passait sans encombre. Le mécanisme d'intégration était bien rodé : d'abord logés dans de grands ensembles inhospitaliers, les travailleurs immigrés acquiesçaient en quelques années les moyens de s'installer, laissent en quelque sorte la place aux suivants. Mais le cycle se bloque : la communauté ouvrière se fissure. La dernière vague d'immigration nord-africaine, première victime des suppressions d'emplois, demeurera dans des cités « provisoires ». Et ces zones deviennent assez vite l'objet de fantasmes xénophobes : « Il paraît qu'ils font pousser de l'herbe dans leur chambre pour nourrir les chèvres... »

Les services administratifs sont accusés de favoriser les étrangers. Chacun y va de son anecdote, alimentant un racisme ordinaire dont les conséquences se font sentir : tel café n'accepte pas les Arabes, tel patron de pizzeria refuse d'embaucher un Maghrébin.

(1) L'entreprise « chimique » n'a que fait de ce patrimoine qui lui coûte des impôts et ne lui apporte rien.
(2) Histoire d'une mutation. Traitement des friches industrielles, document Établissements publics de la métropole lorraine (EPML), Roux-Moncaux, 1995.
(3) Sur les 3 500 hectares de friches industrielles (terrains et bâtiments), 3 000 ont été « traités ».
(4) Sur moins d'un million d'habitants, soit 5,5 %.
(5) La Lorraine a perdu 21 400 habitants entre 1990 et 1995, soit 1 % de la population, alors que la moyenne nationale augmentait de 2,6 % dans la même période.



RAFAEL TRAPET

SAINT-AGATHE, USINE DU GROUPE USINOR ENCORE EN ACTIVITÉ. Autréville, le royaume des maîtres de forges

صكزا من الاصل

سكننا من الازل

LA MODERNITÉ

bin. La deuxième génération, est particulièrement visée, soupçonnée de « prendre le travail » des jeunes Français. A Hayange, le municipalisme socialiste admet son impuissance. « Ici, le mélange de populations est très fort : Italiens, Portugais, Espagnols, Ukrainiens, Polonais, tout ça fait de bons Français. Et, aujourd'hui, ceux-ci qui viennent d'ailleurs trouvent étrange que d'autres viennent aussi d'ailleurs », déplore M. Jean-Pierre Masseret, président que lors de la dernière élection présidentielle ses administrés ont accordé autant de suffrages au Front national qu'au Parti socialiste.

Les reconversions et la réindustrialisation ont vraiment commencé au milieu des années 80. La tâche est alors lourde, d'autant que les infrastructures locales sont dédiées à la mono-industrie sidérurgique. Mais aucun projet global ne sera échafaudé. Un seul objectif : créer des emplois à n'importe quel prix. Ce sera le gage.

Usinor encourage les ouvriers fraîchement licenciés à créer de petites entreprises. Beaucoup s'y risquent, sans formation préalable, investissent toute leur prime de départ. La Sodis, une filiale du groupe chargée des reconversions, aide au bouclage des dossiers et accorde des prêts à des taux intéressants. Cafés, salons de coiffure, vidéoclubs, garages se multiplient dans un climat économique désastre : les entreprises de services sont touchées de plein fouet par les fermetures d'usines. La plupart disparaissent peu après avoir vu le jour.

Beaucoup d'aides, peu d'emplois

AU même moment, la région tente d'attirer les entreprises à fort taux de main-d'œuvre. La recette est simple : offrir aux investisseurs des aides à l'implantation financées par l'Etat et par les fonds européens ; leur imposer un minimum de contraintes ; tenir soigneusement à l'écart les syndicats, notamment lors de l'examen des dossiers de candidature. En 1985 sur les débris de la sidérurgie, le pôle européen de développement (PED) de Longwy est une vaste zone qui regroupe le bassin de Longwy, une partie frontalière de la Belgique et du Luxembourg, trois régions décimées par les restructurations. Dans cet espace, les projets industriels bénéficient d'un taux d'aide publique pouvant atteindre 34 % du montant de l'investissement. Malgré cette perfusion économique, les objectifs en termes d'emplois, pourtant déjà très faibles, ne sont pas atteints : 40 % des 5 500 emplois prévus ont été créés en dix ans.

« Dans le cadre du PED, les pouvoirs publics ont étudié les dossiers de chaque entreprise sans tenir compte d'un projet global. Il ne fallait pas faire les fines bouches au démarrage. Ensuite, on a très vite vu que venaient surtout des entreprises étrangères, principalement asiatiques, et tournées vers la métallurgie. Après avoir subi les difficultés liées à la mono-industrie sidérurgique, on retombait dans la mono-industrie métallurgique », déplore M. Marilyn Quaglia, délégué CFDT de Longwy.

Néanmoins, l'effort de reconversion s'accroît. Profitant des largesses publiques et d'une situation géographique privilégiée, les entreprises s'implémentent. Ouvrant l'accès à un marché de soixante-dix millions de consommateurs sur un rayon de 300 kilomètres, la Lorraine devient la première région française pour l'accueil des entreprises étrangères (1). Trois pôles industriels finissent par émerger : l'automobile, l'électronique et, à moindre échelle, la plasturgie. Inexistants au début des années 80, ils comptent près de 40 000 salariés et continuent de se développer. Mais nombre de ces emplois acquis au prix fort restent fragiles : « Ayant accueilli de nombreuses unités de production mais peu de centres de décision, la Lorraine est plus exposée à des délocalisations qu'à des stratégies sensibles au contexte de la mondialisation et dédiées à l'export », reconnaît le conseil régional, pourtant farouchement libéral. Par ailleurs, la concurrence entre différentes régions européennes minimise les garanties demandées aux investisseurs en contrepartie des primes.

A Villers-la-Montagne, les 243 salariés de l'usine JVC en ont fait l'expérience. Installée en 1988 dans des bâtiments de Thomson rachetés au franc symbolique, le groupe avait perçu 30 millions de francs d'aides publiques (pour un investissement

total de 90 millions). Huit ans plus tard, il décide de délocaliser la production vers l'Ecosse, où l'attendent... une prime à l'implantation, des coûts salariaux inférieurs de 30 %, et une flexibilité incomparable. Entre deux « verres de l'amitié » offerts aux employés, la direction se rend en Ecosse, puisque de toute façon le groupe veut partir en Malaisie (?). L'usine atterrit finalement en Chine.

« Si le travail est trop cher, on ne l'achète pas »

La chasse aux subventions exige une mobilité dont certaines multinationales ont trouvé le secret : un investissement par emploi créé faible, des usines « tournevis » démontables rapidement. Arrivées en fin de vie, les unités – généralement bas de gamme et éphémères – ne sont pas remplacées, faute de centres de développement capables de prévoir la évolution du marché. Et l'unité ferme. Une situation que connaissent désormais les ouvriers de l'usine de magnétoscopes Panasonic, filiale, comme JVC, du groupe Matsushita. Prétendant l'adoption d'une nouvelle technologie, la direction a délocalisé la production.

Lorsqu'elles respectent leurs engagements, les entreprises banalisent une mesure temporaire et exceptionnelle : le transfert de fonds publics vers le secteur privé en échange de créations d'emplois. Non contents de profiter du travail salarié, les patrons de l'industrie exigent désormais de l'Etat qu'il les y aide. « Le rapport de forces est très favorable aux investisseurs, car nous sommes demandeurs. Nous avons absolument besoin des systèmes de subventions pour les faire venir », explique M. Gérard Longuet, admettant ainsi les désagréments d'une politique ultralibérale dont il est pourtant l'artisan et le partisan. Du fait de leur généralisation en Europe, les primes à l'implantation ne suffisent plus à séduire les entreprises. Et pour M. Longuet, il incombe aux salariés de faire la différence : « La mondialisation est inévitable et il faut s'y adapter. Nos coûts salariaux sont beaucoup trop élevés par rapport à nos voisins, notamment anglais. Le travail est une marchandise comme une autre : si elle est trop chère, on ne

l'achète pas. Ce qu'on perd en salaires, il faut le regagner en flexibilité ».

Président d'une association de développement industriel des bassins de Pompey et de Font-à-Mousson, M. Jacques Chérèque minimise l'importance des « quelques brebis galeuses, les chasseurs de primes », préférant évoquer le tissu formé par les PME-PMI et les investissements à long terme réalisés en Lorraine par les entreprises étrangères. Certains groupes ont en effet opté pour l'implantation de filiales plus complètes et plus stables, sans pour autant négliger le cours des aides financières.

Ainsi la firme sud-coréenne Daewoo dispose en Lorraine d'une usine d'assemblage de téléviseurs alimentée par une unité de production de tubes cathodiques, qui elle-même sera bientôt approvisionnée par une usine de fabrication de verre (2). Ces investissements lourds (1,2 million de francs par emploi pour cette dernière usine), dont certains tardent à se matérialiser, suggèrent une certaine longévité. L'ensemble, complété par un centre de recherche et de développement, devrait employer 3 000 salariés d'ici à fin 2000.

Sur le terrain, et bien que les promesses d'emplois aient été jusqu'à respectées, le groupe ne jouit pas d'une réputation flatteuse. Ses pratiques sociales, ses rapports tendus avec les organisations syndicales, les conditions de travail sur des machines longtemps non conformes aux normes de sécurité sont montrés du doigt. Le 7^{me} mai 1997, la direction de l'usine de Mont-Saint-Martin s'est ainsi vue condamnée pour « homicide involontaire par manquement délictueux à une obligation de sécurité » et placée sous surveillance judiciaire après le mort d'un salarié (3). Dans le même unité, à la suite d'accidents survenus quelques années plus tôt, on n'embauche plus les « jeunes sauts des quartiers difficiles » : en dépit des avertissements syndicaux, la direction y avait alors puisé l'essentiel de son personnel, encadrant de jeunes ouvriers peu enclins à la discipline par une maîtrise à peine plus âgée, peu nombreuse et non formée.

Là où ils parviennent à s'implanter, les syndicats affrontent une conception très particulière des relations patron-ouvriers. Ainsi cette interprétation refusée de traduire au directeur une partie des négociations sur les salaires, par crainte de le froisser. « On lui avait juste demandé de dire que l'usine ne serait pas aussi

performante sans ouvriers motivés », se souvient M. Marilyn Quaglia. Car, chez Daewoo, le culte du patron est de rigueur. L'an dernier, les salariés lorrains du groupe se sont ainsi vu offrir pour Noël l'auto-hagiographie du PDG fondateur, Kim Woo-Choong, sobriquet intitulée *L'Entrepreneur d'élite*. Ils ont ainsi pu éprouver toute l'estime que leur porte la direction à la lecture d'une parabole mettant en scène le propriétaire agricole et l'ouvrier. L'un « est créatif, relève les défis et déborde de volonté » ; l'autre « ne cherche pas toujours à travailler et se demande pourquoi il doit faire ce à quoi les autres ne sont pas obligés ».

Après dix ans de réindustrialisation, l'objectif majeur reste la reconstitution du stock des emplois industriels disparus. « Aujourd'hui, je veux croire que la sidérurgie est devenue une industrie normale », confie M. Jean-Louis Mélys. La stabilisation des effectifs et même l'annonce triomphale de l'embauche par Sodis, filiale d'Usinor, de 370 jeunes semblent lui donner raison. Pourtant, « on continue à dégraisser en équivalent temps plein », explique M. Bernard Campanova. Et, de toute façon, précise M. Chérèque, « c'est la génération d'après les sidérurgistes qui souffrira. Dans cette région, on progresse en emplois, on progresse en nouveaux métiers, on progresse en R&D ».

Les dangers du tout-automobile

Le bilan économique et social de la région est donc contrasté. D'un côté, l'implantation du technopôle de Nancy, avec ses formations universitaires et ses écoles d'ingénieurs de qualité, a permis de créer un environnement propice aux investisseurs : la Lorraine est la région française la plus dynamique, sur le plan aussi bien des emplois créés, du nombre de projets, que des sommes investies. Mais le tissu industriel reste fragile, comme l'illustre la récente annonce de la fermeture des usines JVC et Panasonic et du train de laminage de Longwy. Handicapée par la faiblesse de son réseau de PME-PMI, la région demeure tributaire de la stratégie des grands groupes industriels, notamment automobiles. Ainsi, l'investissement le plus ambitieux de ces deux dernières années (2,5 milliards de francs, 2 000 emplois directs et indirects) a été réalisé par Mercedes et Swatch pour la production d'une mini-voiture, le Smart. Mais, d'ores et déjà, des inquiétudes apparaissent concernant les débouchés commerciaux d'un tel véhicule. Vingt mille emplois sont directement concernés par un secteur qui constitue un débouché important pour la sidérurgie. « Les restructurations à venir dans le secteur de l'automobile vont fragiliser Usinor-Sacilor par les pressions qu'elles vont exercer sur les tarifs des fournisseurs », relève M. Campanova.

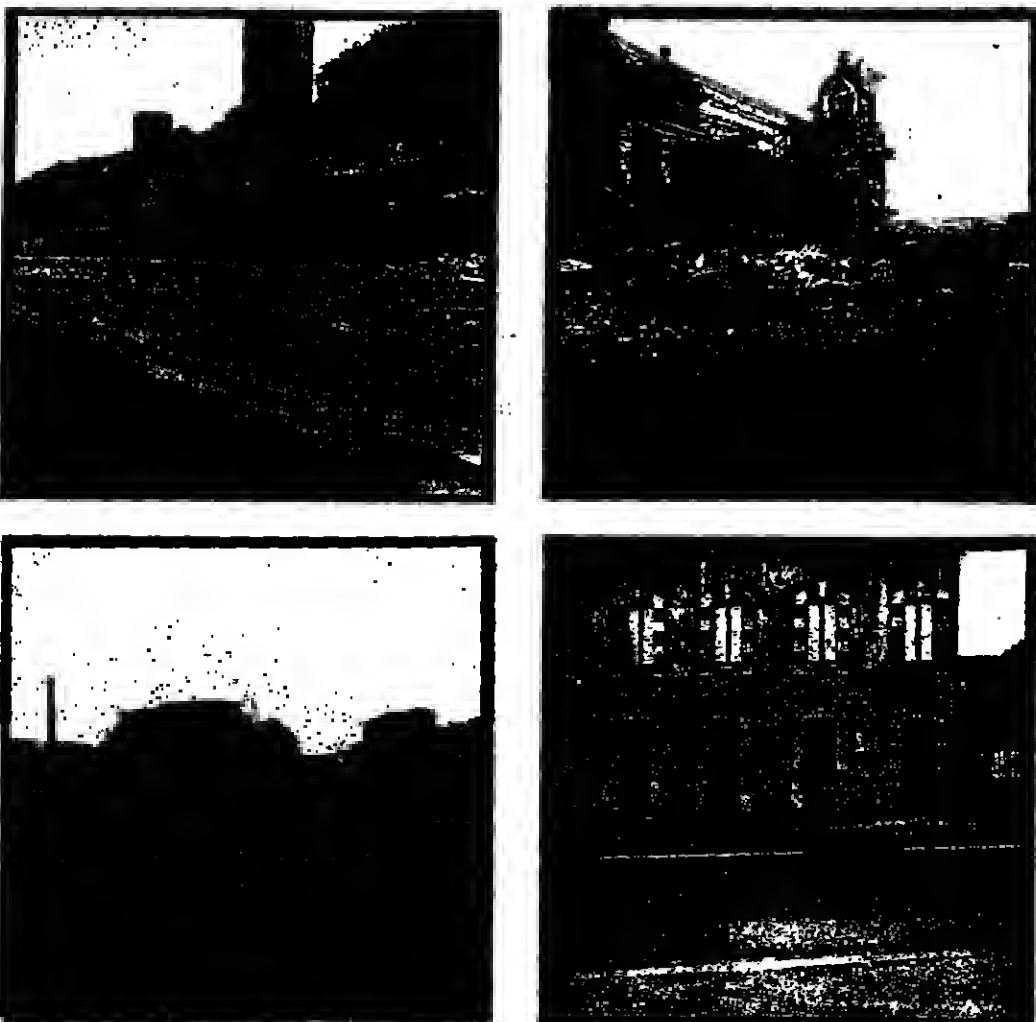
Dans le dernier bastion sidérurgique de la « Fensch Vallée », M. Masseret s'inquiète : « Il reste sur Hayange un ensemble malheureux et homogène, constitué d'une cokerie, d'une aciérie et de hauts fourneaux. Quand un des éléments cessera de fonctionner, les autres suivront. Et notre cokerie a douze ans ; le jour où elle s'arrêtera, ils ne la reconstitueront pas. Il faudra en finir avec la sidérurgie et l'effacer des mémoires ».

Pour le baron Ernest-Antoine Seillière de Laborde, héritier des maîtres de forges et actuel vice-président du Conseil national du patronat français (CNPF), c'est chose faite. Ses investissements n'ont plus rien à voir avec l'acier. Et, au vu du résultat net délégué – 1,3 milliard de francs – l'an dernier par le holding qu'il préside, il ne compte pas au nombre des victimes des restructurations.

PIERRE RIMBERT ET RAFAEL TRAPET.

(1) Il y a 341 entreprises étrangères en Lorraine, dont 44 % allemandes, employant 46 000 personnes.
(2) Turbulences, Longwy, n° 24, novembre-décembre 1996.
(3) L'usine, située à Mont-Saint-Martin (Meurthe-et-Moselle), devait emper un service fin 1997 et générer six cents emplois avant la fin de l'année suivante.
(4) La direction fait appel au jugement, précisant qu'il était « diplomatiquement critique » dans la mesure où « la société fait partie des plus gros investisseurs étrangers en France, ce qui nécessite la confiance ».

LES DOUZE FABRIQUES AUX CARRÉS de Jocelyne Farache. – Ces quatre photographies sont extraites d'un travail réalisé dans le bassin de Longwy entre 1988 et 1992. L'attribution de cette recherche comprend 144 images, entrées dans les collections de la Bibliothèque nationale de France.



La Commune de Longwy

DÉCEMBRE 1978, coup de tonnerre sur le haut pays lorrain : le troisième « plan acier » prévoit la suppression de 22 000 emplois dans la sidérurgie, dont 6 500 dans le bassin de Longwy. « A la direction parisienne, on estimait qu'il n'était pas difficile de régler le problème dans un bassin d'emploi constitué de populations immigrées : il suffisait d'arrêter les contrats », estime M. Robert Giovannardi, délégué CFDT de l'époque.

Très vite, la résistance s'organise ; les Lorrains, réputés pour leur calme, se révoltent. Au sommet du crassier de Longwy, symbole d'un siècle de labeur, un signal lumineux s'allume : SOS. Signal d'un combat pour l'emploi mené par une intersyndicale à laquelle se joindra toute la population. A la traditionnelle « lutte dans l'entreprise » vont s'ajouter – pendant plus de six mois – des actions de rue, spectaculaires et mobilisatrices.

Elaborée avec des moyens de fortune, une radio pirate cédétiste commence à émettre, avertissant les Longwoviens des actions qui se succèdent à un rythme effréné de janvier à juillet 1979. Après les manifestations unitaires (80 000 personnes à Metz le 13 janvier) et sans résultats, vient le temps de l'exaspération.

Les premières violences ont lieu dans la nuit du 29 au 30 janvier : restés neutres jusqu'alors, la police intervient pour délivrer le directeur d'une usine séquestré par des militants. La riposte est immédiate : les sidérurgistes attaquent le commissariat de la ville. La CFDT, avec une vigueur qu'on ne lui connaît plus, assume la « violence légitime des travailleurs ». Le 6 février, à l'issue d'une entrevue avec l'intersyndicale, le ministre du travail refuse de revenir sur le plan de restructuration ; il tente néanmoins de parer au plus pressé : l'âge de la retraite est abaissé et des négociations avec les syndicats sont ouvertes. Mais ces derniers réclament le réexamen du dossier.

Dix jours plus tard, Longwy et l'ensemble du haut pays se réveillent paralysés par la grève générale, isolés par des barrages routiers. Les actions « coups de poing » se multiplient, associant

la population. « Tout le monde se rendait compte que quelque chose d'important et de puissant s'était mis en œuvre. L'événement était dans la ville. Ce n'était pas forcément une conception politique qui se dessinait : c'était un mode de vie », se souvient M. Robert Giovannardi. Le 21 février, la CFDT investit le rémetteur de télévision et diffuse à l'aide de dispositifs les revendications des sidérurgistes.

Trois nuits plus tard, les forces de l'ordre évacuent le relais. A 2 heures 30 du matin, les sirènes des usines retentissent dans la ville endormie ; des voitures équipées de haut-parleurs sillonnent les rues, appelant la population au rassemblement. Le face-à-face avec les forces de l'ordre est extrêmement tendu. L'affrontement direct sera pourtant évité in extremis. A 5 h 30 commence la seconde attaque du commissariat, dont les assiégés tentent de défoncer les grilles à l'aide d'un bulldozer. Au terme de ces affrontements d'une grande violence (« Ce soir-là, il aurait pu y avoir un mort pour la classe ouvrière »), les policiers relèveront une dizaine d'impacts de balles sur les murs de l'édifice.

A Paris, certains s'inquiètent déjà de la « Commune de Longwy ». Dans la précipitation, les annonces du pouvoir pleuvent : Pierre Messmer, président de la région Lorraine, parle de 20 000 nouveaux emplois ; André Giraud, ministre de l'Industrie, précise que l'objectif du gouvernement de M. Barre est de « ne pas créer de nouvelles situations de chômage d'ici à la fin de 1980 ». Le 8 mars, les licenciements sont gelés pendant la durée des négociations, mais leur principe n'est pas remis en cause.

Ces mesures sont amplement commentées sur les ondes de la nouvelle radio libre mise en place à grands frais par la CGT : Radio Lorraine Cœur d'acier (LCA). Avec le concours de la CFDT, dont LCA respecte scrupuleusement les horaires de programmes, cette radio agit comme un puissant liant social. Aux studios installés à l'hôtel de ville, habitants, militants, responsables défilent et parlent, en direct. Le droit de réponse est une règle. Mais le radio sait aussi mobiliser plusieurs milliers de personnes

en une demi-heure : dans les usines, les ouvriers, qui ont installé des haut-parleurs, l'écoutent en permanence. Le gouvernement tentera à deux reprises de briser ces programmes.

Le 23 mars, la « marche sur Paris » organisée par la seule CGT remporte un franc succès. Mais l'unité syndicale s'est fissurée. D'un côté le discours nationaliste et productiviste de la CGT, de l'autre le « réalisme » cédétiste. En face, un patronat inflexible et un Etat « actionnaire mais pas gestionnaire », dont le plan de restructuration anticipe les concessions à faire aux syndicats.

Elles sont annoncées le 6 avril : 2 300 emplois seront maintenus un an de plus, aux frais de l'Etat, bien entendu. La nouvelle est accueillie par une intensification de la lutte, à l'usine comme dans la rue : la grève est déclarée à Usinor Longwy. La direction réplique en mettant 1 200 salariés en chômage technique, sans indemnités. A l'intransigence gouvernementale marquée par l'envoi de nouvelles forces de l'ordre répond une nouvelle attaque du commissariat le 1^{er} mai, la séquestration du patron d'Usinor le 7, une « descente de vitres » des banques ayant participé aux restructurations et une nuit d'émeutes le 17. Puis une certaine lassitude gagne une population essouffée par cinq mois de combats.

LES résultats de la mobilisation ne sont pas négligeables : pré-retraite à cinquante ans avec de 84 % à 90 % du salaire, réduction d'une heure de travail pour les non-coûtistes, embauche de 60 jeunes dans une cokerie, maintien provisoire de l'activité dans une autre, remise en cause de la suppression d'équipes à l'aciérie, préservation partielle de la ligne des hauts fourneaux, maintien jusqu'en 1981 de plusieurs trains.

24 juillet 1997. A l'annonce de la fermeture des usines JVC et Panasonic, et du train à fin d'Usinor, 2 000 personnes sont à nouveau descendues dans la rue. A l'entrée de la ville, une pancarte : « Chômeur, c'est quoi ? Je lute ! »

P. R. et R. T.

AFFAIRES EN SÉRIE, ÉBRANLEMENT

En Belgique, l'« année

Il y a un an, le 20 octobre 1996, trois cent mille personnes participaient à la Marche blanche sur Bruxelles « pour les enfants assassinés, la vérité et la justice ». L'affaire Dutroux-Nihoul encourageait d'autres enquêtes sur l'assassinat du dirigeant socialiste André Cools ou les crimes des « tueurs du Brabant ». Et le « mouvement blanc » galvanisait les luttes sociales, de Renault-Vilvorde aux Forges de Clabecq. Au temps des espoirs succédait celui des déceptions. Enquêtes entravées, défaillances ouvrières. Sur fond de crise nationale, la Belgique s'interroge.

Par JEAN-MARIE CHAUVIER *

« Bruxelles, ma belle, je te reviens », dit la chanson de Dick Annegard, qui a trahi « Paris névrosée » pour « Bruxelles abrutée ». Qu'il se rassure : la névrose a pris le train, la « belle » n'est plus au bois dormant. L'« année blanche » a sonné le réveil, les têtes se relèvent - même les antraches les plus ensablées s'inquiètent. Que s'est-il passé ?

La « choc Dutroux », dit-on, l'effroi, l'émotion. Et les questions (1). La prise de parole. Répétés d'articuler que « rouspétances », ou ne résister que par la fuite et les ruses à la Schweik (2), les « petits » Belges ont repris le chemin de Till Euleospiegel : l'insommission. L'exemple leur vient des parents d'enfants malades, qui osent demander des comptes à l'Etat et aux médias.

La perception, enfin, de la matérialité de réseaux criminels aux racines anciennes, aux ramifications politiques diverses. Un Michel Nihoul par exemple, affairiste complice de Dutroux, ouvre la (petite) porte d'un univers occulte auquel d'autres accès sont dévolus. Le fil blanc de la saison 1996-1997 se noue donc au fil noir à remonter le temps : la trame d'une certaine Belgique en train de s'effiloche.

La voyageur débarquant à Bruxelles peut, de visu, constater la déchirure bétonnée, de la gare centrale au quartier Nord et à son « Manhattan » en chantier depuis trente ans. C'est ce que des urbanistes ont appelé la « bruxellisation » d'une ville. Cette sauvagerie immobilière, un homme politique la symbolise : M. Paul Vanden Boeynants, dit VDB, qui fut bourgmestre de Bruxelles, ministre de la défense et chef du gouvernement, mais aussi dirigeant de la droite musclée du Parti social-chrétien (PSC) - le Centre politique des indépendants et cadres (Cepic), pépinière de futurs cadres où l'ami baron Benoît de Bouvoislin arrosait l'extrême droite (3), au sein de laquelle sévissaient le fascisant Froot de la jeunesse (ancêtre du Front national), la revue et les clubs du très raciste Nouvelle Europe Magazine, le néo-nazi Westland New Post (WNP), leurs artificiers et champs de tir.

L'épisode ne serait que péripétie tragique - avec mentrures et « suicides » - si des agents des polices du royaume (Sûreté de l'Etat, brigade spéciale de recherche [BSR] de la gendarmerie, renseignements militaires) et même quelques hauts gradés de la gendarmerie ne s'étaient inscrits dans cette mouvance. Laquelle, en outre, croise les milieux de trafiquants d'armes et, bientôt, les « tueurs du Brabant ». En ce temps-là, M. Nihoul, qui deviendra plus tard « informateur codé de la gendarmerie (4) », est déjà réputé organisateur de « parties fines » qui, selon des spécialistes, « ont une fonction prédictive (5) ». Des personnes « que l'on connaît » organisent, à l'occasion de ces diners bien

* Journaliste, Bruxelles (avec la collaboration d'Annick Loutchans).

arrosés et diversement « agrémentés » de chair fraîche, leurs contrats d'affaires, et plus particulièrement d'armement. Grâce aux situations scabreuses où sont placés les participants, on met en place des réseaux de chantage. Ils sont à l'œuvre aujourd'hui, très efficaces dans l'étouffement des enquêtes en cours.

Le contexte des années 70 et 80 est propice à cette mouvance. Le commandement de l'OTAN en Europe, le Shap, ayant élu domicile en Belgique, la Central Intelligence Agency (CIA) s'inquiète d'un dispositif sécuritaire belge où sévissent des Dupond et Dupont anachroniques. Elle le fait savoir au patron de la Sûreté belge, M. Albert Raes. Les autorités, mais aussi le réseau anticommuniste Gladio (5) doivent plancher sur cette faiblesse du « flanc belge », réputé plaque tournante de l'espionnage soviétique. Par ailleurs, l'après-mai 68 est jalonné de manifestations de masse d'étudiants et de lycéens, de marches pour le Vietnam, d'émeutes de métallos wallons et des plus vastes mobilisations « antimissiles » d'Europe occidentale. C'est l'époque où un autre ami de VDB, le général Robert Close, voit les Russes « en quarante-huit heures sur le Rhin ».

La deuxième vague d'affaires est très violente. De 1983 à 1985, des tueries dites aveugles, en partie avec des armes de guerre, à la sortie de grands magasins de la périphérie bruxelloise (Brabant), font vingt-huit morts. La commission parlementaire de 1988-1990 retiendra, entre autres, l'hypothèse d'une déstabilisation à l'italienne. Celle de 1997, qui a de réels pouvoirs d'enquête, confirme l'implication de milieux policiers. Mais elle pousse face à plusieurs énigmes.

A la même période, des affaires de trafics d'armes, d'œuvres d'art et de drogues, en partie avec les mêmes protagonistes, font d'autres victimes. D'octo-

bre 1984 à décembre 1985, un groupe ultragauche, les Cellules communistes combattantes (CCC), commet vingt-cinq attentats à l'explosif contre des objectifs de l'OTAN et assimilés. Longtemps impunis, leurs meneurs sont finalement jugés et jetés en prison : leur libération conditionnelle vient d'être refusée, et leur affaire est (curieusement) dite classée. L'épisode a servi de prétexte à un renforcement sensible de la gendarmerie.

La troisième série oit survient au tournant des années 90 : financements occultes des partis via des contrats d'armement (Agusta-Dassault) et autres scandales politico-financiers, avec en point d'orgue l'assassinat, le 18 juillet 1991, d'André Cools, ancien vice-premier ministre et président du Parti socialiste (PS). Les soupçons s'orientent vers des dirigeants de ce dernier. Mais on ne peut plus exclure une œuvreuse politico-mafieuse plus large.

C'est alors qu'émerge Marc Dutroux, « monstre » d'exception et pion ordinaire d'un système où il prend place et fonde, au moins dans les réseaux de vol de voitures et de prostitution, le commerce d'enfants d'étant encore qu'une hypothèse plausible.

La Belgique de l'été 1996 est comme circonscrite dans un triangle de la mort. Au nord, la région liégeoise, fief de la mafia qui a abattu André Cools et foyers des petites Julie et Melissa, disparues en juin 1995. A l'ouest, le Brabant et ses tueurs, le bas Ixelles, me des dix-neuf communes de Bruxelles, d'où a disparu, en août 1992, la petite Marocaine Loubna Benafissa. Au sud, le pays de Charleroi, les fosses de Dutroux, où l'on retrouve, en août-septembre, les cadavres des deux Liégeoises et de deux adolescentes du Limbourg flamand, Ann et Eefje. Liège-Charleroi : le sillo noir de la sidérurgie wallonne, pays des fers corrodés et des aciers refroidis, des trafics de clandestins du tiers-monde, où les frères Dardenne tournent alors leur *Pro-messe*.

C'est le 20 octobre 1996 qu'a lieu le jaillissement de vic, subit et puissant, incompris et dérangeant : la Marche blanche. Trois cent mille, « pour les enfants », sans slogan ni revendication, sans un cri et sans incident, foule immense qui pousse et se déplace d'elle-même. D'où vient tant de ferveur ? Les parents des victimes ont dit « non » aux aboyeurs d'échafauds, et même à la pétition pour le retour aux peines incompressibles que plus de deux millions de Belges ont signé. Il est vrai

que l'effet Dutroux est déjà perceptible dans l'arrêt des libérations conditionnelles, le surpeuplement aggravé de prisons où les conditions de détention empiraient d'année en année.

La Marche, c'est aussi la vraie fin des « vacances » du pouvoir, du roi et du premier ministre Jean-Luc Dehaene, du « quartier libre » aux rebelles et à leurs fervents appuis médiatiques. D'y a de quoi inquiéter en haut lieu. D'abord, le charisme de ces parents-dirigeants improvisés qui ne s'en laissent pas conter : loin de se confiner dans l'émotion, les Russo (Melissa), Lejeune (Julie), Marchal (Ann), Nabela Benafissa (la sœur aînée de Loubna) se mêlent de la raison d'Etat. Ensuite, non moins redoutables, ces magistrats de Neufchâteau et leurs gendarmes, « sauveurs d'enfants » et enquêteurs musclés. Le procureur du roi Michel Bourlet a glacé ses pairs d'une petite phrase assassine : « Si on me laisse faire... » Le juge Jean-Marc Comenon, a écrit au roi pour dénoncer la pénétration de l'Etat par le crime organisé.

Son dessaisissement, le 14 octobre, par la Cour de cassation à la suite d'un dîner avec des victimes, preuve évidente de « partialité » (6), servira de détonneur. Dès le lendemain, des dizaines de

milliers d'ouvriers en grève et de jeunes défilent dans les rues, en Flandre comme en Wallonie. Les ouvriers de Volkswagen occupent les escaliers du palais de justice de Bruxelles : « Que comprennent-ils à la justice ? », oserait demander, lors d'un micro-trottoir, des étudiants en droit de l'Université libre de Bruxelles (ULB). « C'est la justice des riches qui a frappé », dit un délégué de Volkswagen. Ça ne peut plus durer.

L'irruption du mouvement ouvrier sur ce terrain inhabituel a surpris les dirigeants syndicaux, plutôt réticents. L'un des leurs, M. Albert Faust (7), était aux rendez-vous blancs et rouges : « C'étaient de vraies grèves spontanées, pas sauvages. Des réactions civiles : des ouvriers ont versé une heure de salaire. J'ai pris part à la Marche, après avoir hésité. Dans les syndicats, les sentiments étaient divers, plutôt sympathiques. Certains voulaient y aller avec des drapeaux rouges et même fournir un service d'ordre ».

Les parents, eux, refusaient toute récupération. Ainsi avaient-ils écarté les partisans, au rouge trop déclaré, du Parti du travail (marxiste-léniniste). Une « prophétie » soustraite par la gendarmerie. L'extrême droite, amoncée, ne s'est pas montrée.

Fantasme ou réalité ?

L'INSOMMISSION des parents fait preuve de conclusions. L'absence de preuves concluantes est aussi révélatrice que les constats d'entrave et de détournement d'enquêtes, de pistes ne menant à rien (les tunnels de Jumelet et les milieux satanistes dans l'enquête Dutroux, par exemple), d'implications de policiers et de magistrats dans des affaires criminelles, de destructions de documents, d'intimidations, de menaces, d'agressions, parfois mortelles, envers protagonistes, témoins et investigateurs. Accumulant pour tous les services policiers et judiciaires concernés, votées à l'unanimité, les conclusions de la commission Dutroux-Nihoul paraissent annoncer, à la mi-avril 1997, un séisme politique. Il n'aura pas lieu.

C'est que : la « vague blanche » se borne à de solides bois-james. Magistrats, juristes, intellectuels d'immunités assorties tant et fort que la démocratie est en péril. Maître à penser du droit à l'Université libre de Bruxelles (ULB), le professeur Marc Uyttendaele est la figure de proue de la résistance au « totalitarisme blanc ». Côté Université catholique de Louvain (UCL), on remarque que les positions très différentes du constitutionnaliste Francis Delpeyre (8) et de la juriste Françoise Tulenay.

Les parents ? On les admire « pour leur courage et leur modération », mais « un certain nombre de choses leur échappent », affirme M. Jean Debrayne, ancien ministre libéral et juriste, pour qui « il faut faire en sorte que certains qui ont un rôle, mais aucune responsabilité, cessent de faire des déclarations à tort et à travers ». Les transmissions publiques de la CPE sont mises en cause.

En décembre 1996, un Appel de cent trente-cinq intellectuels de renom s'inscrit dans le « brynhild politique ». Le vice-premier ministre socialiste francophone, M. Elio Di Rupo, qui ne fait pas mystère de son homosexualité, est alors en passe, n'était la ferme réaction du gouvernement, de tomber sous l'accusation de pédophilie. Chasse aux sorcières ? Il s'agit d'un dossier monté sur des faux témoignages, à l'inspiration de milieux policiers et judiciaires. L'opération est relayée par la presse de droite flamande et les libéraux - flamands comme francophones -, sans doute pour déstabiliser le gouvernement.

Sous couvert de dénoncer le « règne de la rumeur », certains contestent la notion même de « réseaux » et « protections ». Aux dires d'un conseiller, M. Paul Vanden Boeynants : « C'est de la fousaille ! Il n'y en a pas (9) ! » L'hebdomadaire satirique *Pan*, qu'il dirige, s'acharne contre les « jugements outran-

gers » et parfois politiques. L'absence de preuves concluantes est aussi révélatrice que les constats d'entrave et de détournement d'enquêtes, de pistes ne menant à rien (les tunnels de Jumelet et les milieux satanistes dans l'enquête Dutroux, par exemple), d'implications de policiers et de magistrats dans des affaires criminelles, de destructions de documents, d'intimidations, de menaces, d'agressions, parfois mortelles, envers protagonistes, témoins et investigateurs. Accumulant pour tous les services policiers et judiciaires concernés, votées à l'unanimité, les conclusions de la commission Dutroux-Nihoul paraissent annoncer, à la mi-avril 1997, un séisme politique. Il n'aura pas lieu.

C'est que : la « vague blanche » se borne à de solides bois-james. Magistrats, juristes, intellectuels d'immunités assorties tant et fort que la démocratie est en péril. Maître à penser du droit à l'Université libre de Bruxelles (ULB), le professeur Marc Uyttendaele est la figure de proue de la résistance au « totalitarisme blanc ». Côté Université catholique de Louvain (UCL), on remarque que les positions très différentes du constitutionnaliste Francis Delpeyre (8) et de la juriste Françoise Tulenay.

Les parents ? On les admire « pour leur courage et leur modération », mais « un certain nombre de choses leur échappent », affirme M. Jean Debrayne, ancien ministre libéral et juriste, pour qui « il faut faire en sorte que certains qui ont un rôle, mais aucune responsabilité, cessent de faire des déclarations à tort et à travers ». Les transmissions publiques de la CPE sont mises en cause.

En décembre 1996, un Appel de cent trente-cinq intellectuels de renom s'inscrit dans le « brynhild politique ». Le vice-premier ministre socialiste francophone, M. Elio Di Rupo, qui ne fait pas mystère de son homosexualité, est alors en passe, n'était la ferme réaction du gouvernement, de tomber sous l'accusation de pédophilie. Chasse aux sorcières ? Il s'agit d'un dossier monté sur des faux témoignages, à l'inspiration de milieux policiers et judiciaires. L'opération est relayée par la presse de droite flamande et les libéraux - flamands comme francophones -, sans doute pour déstabiliser le gouvernement.

Sous couvert de dénoncer le « règne de la rumeur », certains contestent la notion même de « réseaux » et « protections ». Aux dires d'un conseiller, M. Paul Vanden Boeynants : « C'est de la fousaille ! Il n'y en a pas (9) ! » L'hebdomadaire satirique *Pan*, qu'il dirige, s'acharne contre les « jugements outran-

(1) Lire Jean-Marie Chauvier, « En Belgique, affaires et crise de régime », *Le Monde diplomatique*, octobre 1996.

(2) Cf. Pierre Assiet, *L'Histoire résistante*, EVO, Bruxelles, 1995.

(3) Les déviances masculines de ce parcours fasciste et l'histoire de ses anciens amis ont, en 1997, mené le « baron noir » aux conditions de la prison, dans l'indifférence générale.

(4) Rapport de la commission d'enquête parlementaire « Dutroux, Nihoul et consorts », 14 avril 1997, p. 187.

(5) Lire François Vireux, « L'Italie, ou l'Etat de "souverainisme limité" », *Le Monde diplomatique*, décembre 1990.

(6) Lire Dominique Mameau et Michel Petit, *Le juge Comenon*, Editions Luc Pire, Bruxelles, 1997.

(7) Président du Syndicat des employés, techniciens et cadres (Sctac) et ancien président de la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB) de Bruxelles.

(8) Lire l'ouvrage collectif intitulé *L'affaire Dutroux*, Complexe, Bruxelles, 1997.

(9) *Le Dernier Heur* - Les Sports, Bruxelles, 23 juillet 1997.

Médias : la règle et l'exception

LES médias sont constitués de l'« année blanche ». Les parents, l'opinion y ont trouvé un appui tardif, mais décisif. Les critiques n'ont pas manqué, souvent justifiées : surenchère dans l'émotion, voyeurisme morbide, course à l'Audimat. Y a-t-il autre chose à signaler ? Absolument. Cette fois, l'analyse de Pierre Bourdieu est démentie : les faits divers n'ont pas fait diversion (1).

Les télévisions ont été le lieu de vrais débats. Des quotidiens comme *De Morgen* (à gauche) et *La Libre Belgique* (à droite), des magazines populaires comme *Télé Moustique* et *Le Soir illustré* ont porté l'investigation et l'exigence démocratique. Particulièrement engagé, le rédacteur en chef adjoint de *Télé Moustique*, Michel Bouffroux, assume ce « journalisme civique », qui engage son « intégrité personnelle », ne peut s'incliner face aux « abus du pouvoir ». Il n'a pas attendu « la surmédiatisation des parents » pour les soutenir, alors qu'ils traversaient le désert.

Des critiques disent le danger de ce journalisme en phase avec l'opinion, « consensuel » et « conformiste ». Pourquoi ne pas remarquer que les médias habituellement en phase... avec le pouvoir ne l'étaient précisément pas, en Belgique, pendant les premiers mois de l'« année blanche » ? Il faudrait savoir ce qui dérange le plus : la règle ou l'exception ?

J.-M. Ch.

(1) Pierre Bourdieu, *Sur la télévision*, Editions Liber - Raisons d'agir, Paris, 1996.

GÉOPOLITIQUE DU CHAOS

Ignacio Ramonet

Géopolitique du chaos

Ignacio Ramonet

Le directeur du Monde diplomatique propose une grille de lecture originale, judicieuse et claire pour bien comprendre l'actuel désordre du monde.

Mondialisation, cyberculture et chaos politique

Dans ce monde interdépendant, la protection de l'environnement relève désormais de la haute politique. Il faut des réponses globales à des questions cruciales sur la démographie, la techno-science, l'effet de serre, le sous-développement, le système de sécurité, etc. Mais l'envie de la sécurité fait douter du tout.

Le rythme précipité et la profondeur des transformations géopolitiques, en cette fin de millénaire, changent le sens et la perception de notre état. Annoncent-elles une ère de grandes turbulences ? Beaucoup le craignent qui constatent à quel point la chute des régimes d'Europe de l'Est, l'unification allemande, la guerre du Golfe, l'effacement de l'URSS, la mondialisation de l'économie, la renaissance de la Chine, la nouvelle hégémonie des Etats Unis et la double faillite du communisme et de l'ultralibéralisme bouleversent la donne stratégique dessinant un nouveau paysage planétaire. A quoi ressemble celui-ci ? Quels Etats, quelles forces, quelles idées émergent dans ce contexte ? Quel est le système de pensée dominant ? Quelles chances, quels risques pour le citoyen ?

Collection

Collection "L'espace critique"

16 x 24, 160 pages, 195 F

5022 من الاموال

DE L'ÉTAT, SOCIÉTÉ TROUBLÉE **blanche » vire au gris**



JEAN-MARIE CHAUVIER

- (10) *Journal des procès*, Bruxelles, 7 mars 1997.
- (11) *Journal des procès*, 1^{er} novembre 1996.
- (12) *Journal des procès*, 27 juin 1997.
- (13) *Le Monde*, 25 juin 1997.
- (14) A titre d'exemples d'analyses notables : «ouvrage collectif l'omnipotence La Société indisciplinée», sous la direction de Jean Desnoes, Editions Les Pire, Bruxelles, 1997, et les articles de *La Revue nouvelle*.
- (15) Alain Tondeur, *La Crise blanche*, Editions Les Pire-Lacoste, Bruxelles, 1997.
- (16) Antoine (avec Ilya Prigogine) de *La Nouvelle édition*, Editions Desnoes, Bruxelles, 1997, et de la série d'ouvrages intitulée *Cosmopolitiques*, Le Décauvette, 1997.
- (17) Alain Tondeur, op. cit.
- (18) Jean Kugel, «L'affaire de Bobine et le débat autour de la biopolitique populiste», avril-mai 1997, Editions Les Pire, Bruxelles.
- (19) Lire l'intervention avec le juge Christian Panier, de l'Association syndicale de la magistrature, dans le même numéro.
- (20) Il accorde aux victimes «parties civiles» les mêmes droits (accès au dossier) qu'aux accusés, mais à l'exception des «mini-instructions» que seuls les accusés ont droit de demander.
- (21) Il est évident que si les juges ne sont pas procéduriers dans l'instruction plus renforcée, la nomination ou la promotion de magistrats devrait échapper au principe hiérarchique d'usage dans l'Etat et les services publics.
- (22) *Tévé Mosaïque*, Bruxelles, 13 août 1997.

Le gouvernement retourne un double arsenal, policier et législatif. C'est d'abord le projet de « police unique » ou intégrée, très controversé, soutenu par le ministre de l'intérieur Johann Vande Lanotte, proche de l'état-major de la gendarmerie. Quant au ministre de la justice Stefania De Clercq (CVP), pour démanteler les structures criminelles », il a fait voter discrètement, le 2 juin 1997, à la Chambre, une modifica-

Mais, de ces perceptions diffusées à un projet de société cohérent, il y a de la marge. Certains militants des comités locaux tentent de la combler. Pour l'un de leurs coordinateurs, M. Frédéric Lavachère, le mouvement se dresse contre toutes les formes de sujétion et a mis en œuvre une « pédagogie de la résistance individuelle et collective ». Il est donc moins question d'« adéquation des institutions à l'image que la démocratie se fait d'elle-même que de la nature même de la démocratie ». Travail à long terme, révolution culturelle menée par des gens très motivés : les traces de

Bon de commande à découper ou à photocopier et à retourner à : **Afrique Contemporaine - Service Promotion - La Documentation française** : 29,31 Quai Voltaire 75344 PARIS cedex 07 FRANCE

CES INONDATIONS, BOUC ÉMISSAIRE DE LA CRISE

Le « miracle tchèque » sauvé par les eaux

CITÉ en exemple il y a encore quelques mois pour avoir su associer stabilisation économique et consensus social, le gouvernement tchèque a dû faire face, cette année, à une double crise, économique et politique. La chute de la couronne a failli entraîner celle du gouvernement. Paradoxalement, c'est aux inondations catastrophiques de l'été dernier que le premier ministre, M. Vaclav Klaus, doit de s'être relativement bien tiré de ce mauvais pas. Mais le malaise demeure.

Par MARIE LAVIGNE *

La Tchéquie a fait longtemps figure d'enfant modèle de la transition en Europe de l'Est (1). L'année 1997 s'est ouverte sous les meilleurs auspices. Le gouvernement de Prague pouvait se targuer d'une remarquable stabilité de la couronne depuis 1991, d'un déficit budgétaire quasi nul (0,1 % du PNB en 1996), d'une inflation passée sous la barre des 10 %, d'une croissance honorable (4,4 %) quoique inférieure à celle de la Pologne (6 %). Seul point noir : le déficit de la balance des paiements constants (8,6 % du PIB).

A ces acquis économiques s'ajoutait le maintien de la « paix sociale » : si la coalition au pouvoir semblait de plus en plus fragile et si sa popularité dans les sondages ne cessait de décroître, les conflits sociaux n'en restaient pas moins localisés – cheminots, médecins et, à un moindre degré, enseignants. Sans doute le faible taux de chômage (3,5 % en 1996) et la hausse continue des salaires réels (dans le public, 8 % par an depuis trois ans) expliquaient-ils ce consensus sans enthousiasme, mais sans explosions. Le premier ministre, M. Vaclav Klaus, pouvait donc à bon droit considérer son pays comme le mieux préparé à entrer dans l'Union européenne, et en même temps se donner le luxe du scepticisme quant aux avantages que la Tchéquie en retirerait (2).

Mais deux crises ont secoué le pays en six mois. La première, économique et politique, a conduit à une dévaluation de la couronne et à l'ébranlement de la coalition, qui ne s'est maintenue, le 10 juin 1997, que par une voix de majorité au Parlement. La seconde, climatique, a été l'inondation du siècle en Moravie et Bohême orientale. Paradoxalement, cette catastrophe aura sauvé le gouvernement, au moins pour quelque temps, en lui permettant de resserrer les rangs de sa majorité et en lui fournissant un excellent bouc émissaire pour les mesures d'austérité à venir. Mais le feu couvre toujours.

Ministre des finances de la Tchécoslovaquie depuis 1990, premier ministre de la Tchéquie depuis 1992, M. Vaclav Klaus a modelé l'économie. Il s'est toujours recommandé du conservatisme néolibéral, fustigeant l'interventionnisme étatique et vantant les vertus du marché. Il a pratiqué une politique monétaire et budgétaire plus rigoureuse encore que ne le recommandait le Fonds monétaire international (FMI), au point de rembourser à celui-ci en 1994, par anticipation, une partie de l'argent prêt. La privatisation, ici, a été la plus massive de tous les pays d'Europe centrale et orientale.

Et, pourtant, la Tchéquie ressemble moins à la Grande-Bretagne de M^{rs} Margaret Thatcher qu'à la France des

années 90. L'Etat – comme régulateur, propriétaire et protecteur – y conserve un rôle important quoique minimisé. Et conservateurs et sociaux-démocrates se combattent sans qu'émerge une claire opposition dans leurs programmes.

La crise tchèque illustre-t-elle la faillite du libéralisme officiel qui a su stabiliser l'économie, mais non impulser sa reconstruction, parce que le marché devait s'en charger ? Ou s'agit-il d'une crise de marché émergent à la mexicaine ou à la thaïlandaise ? Cette seconde hypothèse pourrait sembler crédible si l'on ne se souvenait qu'aux causes immédiates de la crise et à ses répercussions à très court terme.

Tout débuta, fin mai 1997, lorsque la couronne fut la cible d'attaques spéculatives venues de l'extérieur (fuite des investissements de portefeuille, déclenchée par les investisseurs américains et les banques européennes, notamment allemandes) et de l'intérieur (conversion en devises d'avoirs d'entreprises et, à un moindre degré, de ménages). La Banque centrale tenta d'enrayer la chute de la monnaie – apparue sur le marché de la couronne de Londres, plus important que celui de Prague – en augmentant ses taux d'intérêt et en dépensant en quelques jours 3 milliards de dollars afin de soutenir son cours (ce qui réduisit d'un quart ses réserves, tombées ainsi à 9 milliards de dollars). Après une semaine de résistance à la dévaluation, le 26 mai 1997, le gouvernement décida de laisser complètement flotter la couronne, qui baissa immédiatement de 10 %. Les Bourses d'Europe centrale reculerent, et le zloty polonais faiblit.

Mais ces réactions ont été de courte durée. Après le vote de confiance du 10 juin dernier, la couronne s'est stabilisée ; l'indice boursier s'est redressé le 12 juin de 0,1 % (après avoir perdu 24 % depuis début mars). Entre mi-juin et fin août, le taux de change de la couronne est demeuré stable vis-à-vis du mark ; il s'est déprécié de moins de 7 % vis-à-vis du dollar. Il n'y a pas en non plus d'effet durable de contagion. Bref, la Tchéquie n'aura pas été un Mexique est-européen.

Il faut donc en revenir à la première hypothèse. Devant les menaces sur l'équilibre économique, M. Klaus a donné la priorité à la stabilisation, c'est-à-dire à l'austérité. En témoignent les deux « paquets » de réformes engagées. A la mi-avril 1997, le gouvernement adoptait un programme d'urgence comportant une réduction des dépenses budgétaires, notamment une limitation à 7,3 % de la hausse des salaires dans le secteur public (soit moins que les 8 % d'inflation prévus) et une baisse des dépenses publiques d'investissement. Il prévoyait également des restrictions à l'importation de biens de consommation, jugée responsable de l'accroissement du déficit de la balance commerciale, par l'introduction d'un dépôt obligatoire de

la contre-valeur de 20 % de ces importations dans un compte bloqué pour six mois, sans intérêt – une mesure levée en août 1997, devant les protestations de la Commission européenne. Le gouvernement « invitait » la Banque centrale à réduire ses taux d'intérêt pour stimuler la croissance. Enfin, il s'engageait à accélérer les privatisations, notamment dans le secteur bancaire, et à réguler le marché financier.

Voilà bien les contradictions de la méthode de M. Vaclav Klaus. Le cabinet prône et pratique la rigueur. Cependant, il est préoccupé par la chute du taux de croissance : on tablait sur une progression du produit intérieur brut de 4,5 % en 1997 (sur la lancée de 1996), mais l'estimation était ramenée en avril à 2 %. D'où la demande d'un effort de relance faite à la Banque centrale, qui, quelques semaines plus tard, doit faire l'inverse pour soutenir la couronne. S'engager à accélérer les privatisations, c'est reconnaître que le jeu du marché n'y parvient pas spontanément. En acceptant l'idée que le marché financier doit être contrôlé, M. Vaclav Klaus abandonne une de ses convictions maîtresses : la nocivité de toute intervention connerie à l'égard des mouvements et des opérations boursières.

Après l'échec de ce premier « paquet » et l'annonce de la dévaluation, le premier ministre rend publiques, le 30 mai dernier, en même temps qu'un petit remaniement ministériel, des mesures d'austérité. Le soutien à la croissance n'est plus à l'ordre du jour. Et la cote de popularité du gouvernement dans les sondages passe de 55 % en mai à 22 % fin juin.

C'est alors que la nature offre un répit soudain au pouvoir. Les terribles inondations de juillet-août, qui frappent une bonne partie de l'Europe centrale, touchent l'est du pays. Les dommages sont estimés à 12 milliards de francs, que le gouvernement souhaite couvrir par un effort de solidarité nationale, avec un recours minimal à l'assistance internationale (sans la réallocation de fonds, jusqu'ici non utilisés, du programme phare de la Commission européenne). Et le débat sur le budget 1998, qui s'annonçait difficile, est partiellement désarmé.

L'impôt inondation ou la hausse de la TVA, envisagés début septembre,



UN MALAISE SOCIAL DIFFUS, MAIS BIEN RÉEL.

conjointement avec un gel des traitements dans le secteur public, seront plus facilement acceptés au nom de la solidarité. Le déséquilibre du budget, apparu pour la première fois depuis des années, sera mis au compte des circonstances exceptionnelles. Déjà, les sociaux-démocrates accusent les autorités de se servir du désastre naturel pour masquer son échec. A quoi le gouvernement, comme la présidence, répond que la réparation des dommages donnera un coup de fouet à l'économie et contribuera à la modernisation des campagnes.

D'ailleurs, l'appel à la solidarité nationale s'est soldé par un grand succès. L'« obligation inondation » – d'une durée de cinq ans et d'un taux d'intérêt garanti à 2,5 % au-dessus de l'inflation – émise en août devrait rapporter 1 milliard de francs. A la suite du président Vaclav Havel et de sa nouvelle épouse, Dagmar, premiers souscripteurs, les petits porteurs ont été si nombreux que les banques n'ont pu offrir assez de titres – il a fallu, pour satisfaire la demande, une émission supplémentaire début septembre.

Le « miracle tchèque » est-il pour autant sauvé ? Au-delà des péripéties persiste une profonde faiblesse micro-économique à laquelle le gouvernement de M. Vaclav Klaus n'a jamais voulu s'attaquer, puisque la micro-économie relève du seul marché. Mais les défaillances structurelles de l'économie pourraient-elles être surmontées par une autre politique ?

Accroissement des inégalités

La privatisation par coupons a été réalisée sans transparence ni restriction. Les principaux actionnaires des entreprises privatisées sont des investisseurs institutionnels, fonds d'investissement et banques. Derrière les holdings et les sociétés-écrans, il est impossible de savoir exactement qui en est propriétaire – même les journaux ne peuvent percer ce « secret ». La criminalité en col blanc reste très courante et peu contrôlée, comme l'ont montré les spectaculaires scandales bancaires de 1996. Dite *asset-stripping*, la vente des actifs de sociétés et le transfert des fonds à l'étranger se pratique à grande échelle. Et pourtant, jusqu'en avril 1997, M. Vaclav Klaus ne voulait pas entendre parler de régulation. Alors que, par exemple, pour les entreprises à participation étrangère, la pratique de prix de transfert élevés dans les achats au partenaire étranger réduit les profits déclarés à zéro.

Les entreprises privatisées sont fortement endettées – et, pour cette raison, sous le contrôle effectif des banques, dont la majorité du capital est encore détenue par l'Etat. L'absence de restriction et le démantèlement physique de leurs usines entraînent une faible productivité de l'industrie. La dévaluation est donc peu susceptible de se traduire par une poussée des exportations. Mais elle a toutes chances d'alimenter la hausse des prix.

Rares sont toutefois les entreprises privatisées à faire faillite. La loi n'est pas appliquée. Les banques, principaux créanciers, ne déclenchent pas les décrets de bilan. Et les procédures en cours s'enlèvent souvent rapidement, car les créanciers sont très mal rémunérés. Voilà une illustration du « paternalisme honnête » pratiqué par le gouvernement. Par leur attitude conciliante vis-à-vis des entreprises, les banques – et donc l'Etat, qui, en dernière analyse, en fait les frais – permettent la survie des entreprises endettées, et par là même le maintien de l'emploi.

Y a-t-il un programme de rechange crédible ? Si le parti gouvernemental est

divisé, la gauche n'est pas davantage oie. Les sociaux-démocrates ont besoin de l'appui de l'ex-Parti communiste, mais ils souhaitent plutôt conclure, le moment venu, une alliance avec les chrétiens-démocrates. Non seulement M. Milos Zeman, le chef du Parti social-démocrate (CSSD), manque de charisme, mais il est aussi autoritaire que son homologue conservateur, M. Vaclav Klaus – et tous deux évoluent, sous l'ancien régime, dans les mêmes cercles économiques.

Que feraient les sociaux-démocrates en cas d'alternance ? Ils s'attaqueraient sans doute à la criminalité économique, une démarche populaire, mais pas nécessairement efficace, car il s'agit d'arrêter une fuite des capitaux de grande ampleur. Il leur faudrait proposer un programme de reprise à conséquences inflationnistes. Quant aux privatisations, on leur prête l'intention d'y mettre un terme, en tout cas s'agissant des grandes banques – les trois principales devraient prochainement passer au privé (3). Ils envisageraient même de renationaliser des entreprises au nom de la transparence : un grand nombre, ou l'a vu, sont de facto sous le contrôle de l'Etat, via les banques. Reste à savoir si les sociaux-démocrates auraient les mains libres. M. Vaclav Klaus, très efficace chef de parti, a placé les hommes de son mouvement, le Parti démocratique civique (ODS), à tous les postes clés, y compris dans les entreprises privatisées. Cette nomenclature « rénovée » résistera sans nul doute de toutes ses forces.

Ni le gouvernement ni l'opposition ne s'expriment sur le malaise social de la société tchèque. Plus diffus que dans d'autres pays en transition, celui-ci n'est pas moins réel. Ainsi, depuis 1989, le nombre des naissances a-t-il baissé de près d'un tiers. Le taux d'accroissement naturel de la population est négatif depuis 1994. C'est là le signe de l'inquiétude d'une partie de la société vis-à-vis de l'avenir.

De fait, les inégalités entre riches et pauvres s'accroissent. L'augmentation,

au 1^{er} juillet 1997, des prix de l'électricité, du gaz, du chauffage, de la redevance télé et des loyers représente, pour les ménages à bas revenus, une hausse de 25 % de leurs dépenses. Parallèlement, la dégradation des services de santé et d'éducation se poursuivra, sous l'effet des coupes budgétaires. Pour autant, une flambée de grèves est peu vraisemblable, étant donné la faiblesse économique croissante des professions concernées. En juillet, à la suite d'un conflit entre les assurances sociales et les médecins, ceux-ci ont commencé, pour la première fois, à faire payer leurs patients – ils ont finalement dû rendre cet argent sur injonction de l'Ordre, après la signature d'une convention plus acceptable pour eux avec le système de sécurité sociale. Les enseignants quittent l'enseignement public pour des activités plus rémunératrices. Certes, les syndicats de cheminots ont assuré que, si la privatisation annoncée se doublait de 17 000 licenciements, ils se lanceraient à nouveau dans la grève, mais l'échec de celle de l'hiver dernier a éteint le militantisme.

La dégradation des conditions de vie et de travail des catégories modestes entretient les tendances xénophobes. Les premières victimes en sont les Tziganes, dont l'intégration (très relative) sous l'ancien régime relevait de programmes sociaux déformés, dispersés. Souvent exclus de la nationalité tchèque (4), réduits au chômage pour 70 % d'entre eux, accusés de tous les actes de criminalité, les Tziganes sont souvent la cible d'agressions inspirées par l'idéologie raciste du Parti républicain (SPR, extrême droite) de M. Miroslav Sládek. Rien d'étonnant, dès lors, si la diffusion, à la mi-août, par la télévision privée Nova d'une émission idyllique sur la vie de Tziganes immigrés au Canada a provoqué une véritable ruée de familles prêtes à vendre leur peu de biens pour gagner cette « terre promise ». Et des municipalités n'ont pas hésité à offrir les billets d'avion permettant de se débarrasser de ces gêneurs. Pour sa part, le maire du plus grand arrondissement de Prague, M. Zdenek Klausner, envisageait de « déporter hors des villes les populations associées » (5).

Que la Tchéquie – avec la Pologne, la Hongrie, la Slovaquie et l'Estonie – ait été choisie, à la mi-juillet, pour faire partie du premier cercle de pays européens admis à négocier leur adhésion à l'Union européenne, n'a représenté, somme toute, qu'un événement mineur. Le gouvernement tchèque s'en tient, depuis longtemps, à la position selon laquelle le pays est prêt à entrer dans l'Union, mais que celle-ci n'est pas vraiment prête pour l'élargissement. Bruxelles l'a invité à améliorer la transparence de ses marchés financiers ainsi qu'à assurer plus de clarté dans la gestion des sociétés privées.

Après la « catastrophe-miracle », d'où pourrait venir le péril pour le gouvernement ? Certes, la population n'a pas le moral, et les coûts de la transition s'avèrent de plus en plus lourds. Non-bonneux sont, pourtant, ceux qui profitent encore du cours néolibéral. Quant aux autres, ils sont habitués, au pays du brave soldat Schweik, à encaisser les coups durs avec une ironie triste.

(1) Lire Jean-Yves Fassin, « Épreuve sociale pour le miracle tchèque », *Le Monde diplomatique*, octobre 1995.

(2) Lire Karel Barták, « Querelles de procédure et enjeux stratégiques », *Le Monde diplomatique*, octobre 1996.

(3) Il s'agit de la Caisse d'épargne, de la Banque commerciale et de la Banque de commerce tchécoslovaques.

(4) Un grand nombre de Tziganes sont d'origine slovaque. Nombre d'autres, bien que Tziganes, se voient refuser la citoyenneté sur la base de leur statut judiciaire.

(5) *Le Monde*, 16 août 1997.

Les conférences du Collège de France en cassettes audio

Roland BARTHES
Pierre BOULEZ
Jacques BOUVERESSE
Jean DELUMEAU
Georges DUBY
Umberto ECO
Marc FUMAROLI
Jerzy GROTHOWSKI

Claude HAGEGE
Pierre-Gilles DE GENNES
Emmanuel LE ROY-LADURIE
Pierre TOUBERT
Jean-Pierre VERNANT
Jean YVOTTE
Harald WEINRICH
Michel ZINK

Plus de 700 titres. Littérature, Poésie, Théâtre, Histoire, etc...

Le Livre Qui Parle

BP n°1 - 24550 Villefranche du Pgd
Fax : 33 (0)5 53 29 99 54-Minitel:3615 LQP (1.01 l'a minute)
e.mail:lelivrequiparle.wanadoo.fr

Veuillez me faire parvenir votre catalogue gratuitement à l'adresse suivante

Nom : Prénom :
Adresse :
Localité :
Code Postal : Pays :

MD04

صكزا من الاميل

Les luttes de clan exacerbent

(Suite de la première page.)

La libération de M. Abassi Madani semble s'être effectuée à la suite de tractations secrètes entre des proches du président Liamine Zéroual et des dirigeants du FIS, dont M. Abdelkader Hachani, tête pensante du parti islamiste.

Celui-ci estime que l'heure de la négociation et de la réintégration dans la vie politique a sonné. En effet, le rapport de forces ne cesse de s'infléchir à son détriment : les dissensions internes le minent, ses principaux cadres restent en prison ou sont en exil, des milliers de ses partisans ont été tués, sa place dans la société est de plus en plus occupée par le parti islamiste modéré Mouvement de la société pour la paix (MSP), ex-Hamas, de M. Mahfoud Nahhal, allié du pouvoir et dont plusieurs membres siègent au gouvernement ; enfin, sa branche militaire - l'Armée islamique du salut (AIS), active surtout à l'est et à l'ouest du pays, et qui ne s'attaque pas à des civils - accumule les revers et est menacée de désintégration. Cette situation a conduit, ces derniers mois, le FIS à dénoncer toutes les violences perpétrées contre la population civile, aussi bien celles du pouvoir, surtout, que celles des commandos qui se réclament des Groupes islamiques armés (GIA).

Dans les négociations avec le pouvoir, le FIS avait réclamé l'élargissement de ses trois chefs historiques : MM. Abassi Madani, Abdelkader Hachani et Ali Belhadj. Les autorités n'ont pas libéré ce dernier, dont le lien de détention reste secret et dont on demeure sans nouvelles depuis plus d'un an. Considéré comme le « Savonarole d'Algérie », en raison de son intransigeance, M. Ali Belhadj est le seul chef du FIS que les islamistes les plus radicaux et les plus extrémistes, même au sein de la constellation des GIA, respectent encore ; le seul qui n'ait jamais été dénoncé ou accusé de trahison par eux ; le seul, par conséquent, qui serait au mesure de les convaincre d'abandonner, à leur tour, la voie des armes et de la terreur. A-t-il refusé de participer à ces négociations ? A-t-il été délibérément écarté par les autorités qui se méfient de sa popularité toujours intacte ? Est-il toujours en vie ?

Quoi qu'il en soit, dans l'espoir de réintégrer progressivement la vie politique, le FIS aurait accepté la plupart des

conditions imposées par le pouvoir et, en tout premier lieu, de changer de nom. M. Abassi Madani, avant d'être réplacé en résidence surveillée le 1^{er} septembre 1997, s'était engagé, en particulier, à faire une déclaration solennelle radiotélévisée pour rendre public le recensement de son mouvement. Dans cette allocution, il devait réitérer son opposition à toute forme de violence politique et annoncer la dissolution de l'AIS et la fin de la lutte armée.

Cet accord avec le FIS a bouleversé, pour un temps, la stratégie des deux camps qui s'affrontent depuis janvier 1991. Au sein du pouvoir - l'un des plus opaques du monde -, les divers clans qui coexistent ont trouvé matière à raviver leurs affrontements (1). Ces négociations avec le FIS auraient été conduites par le général Mohamed Betchine, ministre-conseiller (et ami personnel) du président Liamine Zéroual et ancien chef de la Sécurité militaire. Celui-ci aurait recouru, en mai dernier, à l'« émir » Madani Merzak, chef de l'AIS, un homme qui a annoncé un cessez-le-feu unilatéral de ses troupes le 1^{er} octobre. Cette position a reçu le soutien du général Tayeb Deradji, proche lui aussi du président Zéroual, et récemment nommé à la tête de la gendarmerie.

un corps très important qui supporte une grande partie du poids de la lutte contre la guérilla islamiste.

Le général Betchine est accusé d'être l'« homme des Américains » par le clan des « éradicateurs », dont le chef de file est le général Mohamed Lamari, chef d'état-major de l'armée et numéro deux du régime. Celui-ci reste partisan de l'instauration d'un Etat autoritaire.

Un troisième clan s'est constitué autour du général Tawfik Médiane, chef des services secrets, et du général Smaïn Lamari, numéro deux de la sécurité militaire et chef des redoutés commandos de la mort qui traquent les terroristes islamistes sur le terrain. Ce clan accepte que les combattants islamistes de l'AIS soient intégrés au sein de l'armée, et s'est dernièrement rapproché de celui de la présidence, faisant pencher la balance du côté des partisans du dialogue avec le FIS.

Alors que, au sein du pouvoir, le rapport des forces demeure incertain, Alger bruit de rumeurs de coup d'Etat. Les tensions entre les clans en présence sont si vives que le général Khaled Nezzar, l'instigateur du coup d'Etat contre le président Chadli Benjedid et « autorité morale » du nouveau dirigeant de l'armée, a dû rentrer précipitamment à Alger en

septembre depuis Washington où il se soignait d'une tumeur au cerveau. Cet épisode a rappelé que, malgré son élection en novembre 1995, le président algérien doit d'abord son pouvoir à ses pairs au sein de l'armée. L'édifice politique savamment construit, la nouvelle Constitution, les élections du 5 juin 1997, ne sont que des façades derrière lesquelles se dissimule - si peu - la réalité du pouvoir, la hiérarchie militaire.

Dans le camp islamiste, l'accord du FIS avec le pouvoir honni semble avoir radicalisé la position de certains groupes autonomes appartenant à la galaxie des GIA. Rendus furieux par ce qu'ils qualifient de trahison, ces derniers se vengent en massacrant les villageois connus pour leur sympathie à l'égard du FIS et considérés, jusqu'à une date récente, comme des alliés passifs. D'autres groupes, cooptés désormais de la défile finale de la cause islamiste, auraient constitué une sorte de « mouvance satanique », remuant Dieu, et se livrant aux actes les plus contraires à l'enseignement de l'islam.

Ce déferlement de violence barbare a fait le jeu de ceux qui, au sein du pouvoir et de l'armée, souhaitent voir tous les islamistes rejetés par une population terrorisée. Cela pourrait expliquer, en

partie, l'étrange passivité (voire la complicité) des forces de l'ordre. Mais en partie seulement, car tous les experts savent qu'il est fort difficile de monter une intervention de nuit sans un repérage préalable des lieux, et sans disposer d'un minimum d'informations sur l'adversaire - dispositif et nombre de combattants - pour ne pas courir au désastre.

Beaucoup d'observateurs considèrent cette flambée meurtrière comme une sorte d'infatigable bouquet final d'une guerre que le pouvoir aurait largement remportée. On peut aussi l'interpréter désormais comme un des éléments de la guerre de clans qui divise les maîtres du pays. Quoi qu'il en soit, à la veille de la libération de M. Abassi Madani, on constatait une diminution très sensible de la violence dans l'ensemble du pays - à l'exception de la région d'Alger - signe de la victoire remportée sur le terrain par les militaires.

On se souvient qu'en accédant à la demande de ceux qui réclamaient la création de milices, à l'automne 1994, le général Liamine Zéroual était passé outre l'opposition d'une partie des chefs de l'armée. Il ne faisait cependant qu'autoriser une pratique qui se répandait dans tout le pays. Cette légalisation permettait de remédier en partie à l'insuffisance des effectifs militaires et des forces de sécurité pour protéger l'ensemble de la population des commandos islamiques. Ces derniers prenaient dans les villages des vivres et des armes, et commettaient parfois des exactions.

Pendant l'année 1995, les unités de l'armée avaient lancé de grandes opérations de rafles pour détruire les groupes d'opposition les plus importants. Si les unités régulières étaient contraintes de se retirer pour être engagés ailleurs, les milices occupaient le terrain, et pouvaient intervenir efficacement contre un ennemi à leur taille. Gardes communales et groupes d'auto-défense - autres milices seulement tolérées par les autorités - détruisaient les combattants islamiques rescapés, isolés ou en petits groupes, qui tentaient de se rassembler. Cette tactique s'est révélée efficace pour réduire sensiblement la

(1) Cf. Le Monde, 5 septembre 1997.



CONTRÔLE DANS UN CAFÉ PRÈS D'ALGER
Massacres islamistes, exactions des « milices »

Jours ordinaires

Au fil des massacres, on pourrait croire que l'Algérie entière est plongée dans un bain de sang. Il n'en est rien. Certaines villes et régions du pays échappent jusqu'ici au pire. A preuve Annaba, où pourtant le président Mohamed Boudiaf a été assassiné en 1992.

Par
notre envoyée spéciale
NADIA BOUZEGHANE *

A quelques encablures de la côte tunisienne, Annaba a la réputation d'être une ville accueillante, ouverte et tolérante. Annaba - ou encore Hippone, Bouna et Bône - a connu la présence des Numides et l'occupation des Phéniciens, des Carthaginois, des Romains (saint Augustin en fut l'évêque de 395 à 430), des Vandales, des Fatimides, des Zirides, des Hammadides, dont témoignent quelques vestiges tant bien que mal conservés.

Fuyant la violence terroriste, le peur des bombes et des assassinats, de nombreuses familles d'Algérie et de la région de la Mitidja (dans l'Algérie) y ont trouvé refuge. Lorsqu'on arrive de l'Algérie, Annaba semble un havre de paix : les derniers attentats remontent à 1994. Ici, les gens paraissent moins angoissés, moins stressés ; leurs problèmes ne sont pourtant pas négligeables : cherté de la vie, chômage, crise du logement, vide culturel... « Le terrorisme en moins », ajoutent volontiers les Annabais. La violence nous concerne et nous affecte, bien sûr, mais elle ne nous touche pas directement.

A l'ombre d'un ficus centenaire, se trouve la Table bônoise, fréquentée par des ex-sportifs, anciens champions d'Afrique du Nord et de France, qui ont connu leur heure de gloire. Autour de la table, cinq hommes d'âge mûr siroient leur premier café matinal. Ils commentent, à l'instar de toute la ville, la défaite récemment infligée par l'équipe de football de Sédi à celle d'Annaba, privée ainsi de remontée en première division.

Kamel est l'un des gérants de l'établissement situé sur le cours de la Révolution, ex-cours Bertagna (du nom d'un maire français de la ville, propriétaire foncier de la région), l'avenue la plus célèbre. Agé d'une quarantaine d'années, chaleureux, il présente en détail sa ville, telle qu'il l'aime à travers son histoire. La ville antique, fondée par les Phéniciens sur la Béjina, une rivière naguère navigable et aujourd'hui détournée, avec la basilique Saint-Augustin, à 2 kilomètres du cours de la Révolution, le forum et le musée romain. La ville arabe fondée par les Sanhadja au XI^e siècle et dont le

* Journaliste.

cœur est la place d'Armes, derrière le cours de la Révolution. Mais aussi la ville française, avec ce cours Bertagna dont les allées étaient la promenade favorite des familles européennes, le samedi - il y avait l'ellée des jeunes, celle des moins jeunes et, enfin, celle des vieux.

Quand ils se retrouvent autour de leur table, les anciens (qui, par habitude, nomment toujours leur ville Bône) aiment parler de sport et raconter des blagues. « Nous, les Bônois, on nous appelle les Merseillais de l'Afrique du Nord. Car nous parlons en faisant des gestes et avec humour », explique M. Hadji Kati, six fois champion d'athlétisme d'Afrique du Nord entre 1950 et 1961. Cette année-là, M. Hadji Kati, condamné à mort par l'Organisation armée secrète (OAS) après avoir été déjà blessé à la jambe, a arrêté le sport. Il n'en préside pas moins la section basket de Hamra Annaba.

Autre convive de la table bônoise, M. Saïd Brahimi trouve que « la ville a changé en bien. Elle a acquis une certaine aisance. Du temps de la colonisation, les Algériens s'entassaient le plus souvent, avec toute leur famille, dans une seule pièce. L'étrange majorité d'entre nous vivait dans des gourbis : on regardait les Européens vivre mieux. Et, à huit ans, on allait travailler à la Tabacop ». Cet ancien footballeur ajoute que « seul le Front de libération nationale (FLN) a permis la création d'universités. Je suis un membre du FLN qui n'a jamais bénéficié de rien ». M. Brahimi aime rappeler qu'avec Mostefa Zitouni, Abdelaziz Benboufrou, Rachid Mekhloufi et d'autres, il fut l'un des fondateurs de l'équipe de football du FLN - il se souvient encore de son premier match, en Tunisie le 13 avril 1958, lors du tournoi magnétique de solidarité avec Djamilia Bouhired, alors emprisonnée (1).

Pour M. Abdelaziz Sedrati, ancien président du club des supporters d'Hippone Annaba, « les gens d'ici vivent comme dans le reste du pays, avec les mêmes problèmes : chômage, crise de logement, absence d'activités culturelles et sportives... La solution est entre les mains des décideurs, les moyens de régler les problèmes existent ». Il ajoute : « Annaba, ce n'est pas seulement le cours de la Révolution ou la Corniche. C'est la place d'Armes, la Laurier rose, l'usine à gaz, Sidi Salem, Bou Hamra (quartiers populaires de la ville). On aurait pu y faire bien des choses. Au lieu de ça, les clubs sportifs sont fermés, faute de moyens. Il n'y a pas eu d'investissement destinés à l'élévation du niveau culturel par le biais de maisons de jeunes, d'associations... » Une ville qui « a été championne d'Afrique du Nord de water-polo et qui n'a même pas de piscine, c'est inconcevable ! », lâche un autre. Bref, ces anciens sportifs se plaignent d'être mis à l'écart, frustrés qu'on ne tire pas profit de leur expérience et de leur disponibilité. « C'est comme si on dérangeait ».

Aux élections législatives du 5 juin 1997, Ennahda, un des deux partis islamistes en lice, a

remporté, à la surprise générale, trois des sept sièges de la wilaya (département), devant le Rassemblement national démocratique (RND, proche du président Liamine Zéroual, deux sièges), le FLN et le Mouvement de la société pour la paix (MSP, ex-Hamas, islamique), lesquels ont obtenu chacun un siège. Encore surpris par ce résultat, nombre d'Annabais expliquent le succès d'Ennahda par le mécontentement de la population.

M. Abderrahmane Boutamine nuance. Cet avocat de renom insiste sur les « attaques, l'effritement, les relations mafieuses ». A Alger, poursuit-il, les gens sont habitués depuis longtemps à voir les richesses s'écouler. Ici, c'était plus discret. Alors, des jeunes conduisant des voitures coûtant 2,5 millions de dinars (2), c'est une agression pour ceux qui vivent le chômage et l'attente d'un logement décent. « La spéculation et la corruption, qui se sont généralisées dans les années 80 et se sont amplifiées à partir de 1990, ont aggravé, précise notre interlocuteur, le sentiment de honte - d'injustice - que ressentent déjà les plus démunis. D'où la victoire électorale d'Ennahda, il est vrai préparée par le travail de proximité accompli par les militants de ce parti ».

Pour M. Boubakeur Achachia, ancien magistrat, « Annaba n'est pas une ville où l'intégrisme a droit de cité. La victoire d'Ennahda représente un vote sanction. Les responsables ne se sont pas occupés des problèmes réels. Les gens n'ignorent pas qu'il y a de nouvelles richesses, les trébendistes - ceux qui pratiquent le contrebande - alors que des pères de familles n'arrivent pas à joindre les deux bouts. Les quartiers résidentiels ne sont pas habités par des gens d'ici. L'accumulation de fortunes a commencé au temps du monopole du parti unique. Les magasins sont pleins de produits, mais la plupart des gens n'ont pas l'argent pour les acheter ».

Suppressions d'emplois dans la sidérurgie

DANS l'histoire contemporaine d'Annaba, et donc dans ses problèmes actuels, la gigantesque complexe sidérurgique d'El Hadjar, surnommée « l'Emur » et située en périphérie, occupe une place centrale. Le sociologue Ali El Kenz, qui lui a consacré une riche étude (3), le souligne : « El Hadjar a contribué à la naissance et à l'expansion d'une couche de commerçants et d'entrepreneurs privés qui allait devenir rapidement le noyau d'une classe capitaliste locale. El Hadjar a été un puissant instrument de l'accumulation privée du capital, par le biais des chantiers de construction tout d'abord, celui de l'exploitation de l'usine ensuite. Les fortunes s'accumulaient rapidement, il suffisait d'avoir un capital de départ et des relations. D'où des stratégies d'alliances compliquées où se combinaient

l'argent, le pouvoir local, la fonction à l'usine. Ces relations « triangulaires » étaient absolument nécessaires ; sans elles, aucune affaire ne pouvait se faire. D'où aussi la corruption, le népotisme, le trafic d'influence ».

Spécialisé dans les affaires administratives, l'avocat Abderrahmane Boutamine dispose, de par ses fonctions, d'un bon observatoire. « J'ai pu mesurer combien le fonctionnement des institutions a été dévoyé. Les gens croyaient en la justice, surtout après octobre 1988, et maintenant ils sont déçus. Il y a trop d'intouchables, surtout dans les institutions d'Etat. Or les gens croient encore - ou voudraient encore croire - en l'Etat. Les règles de droit ne devraient pas créer des dysfonctionnements, mais les éliminer. La loi est faite pour l'intérêt général, pas pour celui des particuliers ». Et revêt le hogra...

En toile de fond resurgit le spectre du chômage, un sujet d'inquiétude relativement récent ici. Grâce à son important tissu industriel - et particulièrement à son complexe sidérurgique - Annaba avait, dans les années 70 et au début des années 80, un des taux d'activité de la population les plus élevés. Les compressions de personnel auxquelles sont contraintes de nombreuses entreprises, y compris El Hadjar, toucheront de plein fouet l'agglomération.

En 1980, rappelle le sociologue Ali El Kenz, le complexe et les autres entreprises de la Société nationale de sidérurgie (SNS) de réalisation représentait 20 000 emplois du secteur secondaire de la wilaya (département). Et si l'on considère avec les responsables de la planification de l'entreprise que « chaque emploi sidérurgique induit la création de deux emplois indirects et que chaque emploi fait vivre en moyenne 5 habitants », le poids du complexe dans l'économie générale de la région est écrasant. Or, face aux difficultés qu'elle rencontre, l'entreprise Sider, issue de la restructuration d'El Hadjar, doit actuellement supprimer 30 % de ses effectifs - soit 7 650 emplois - par le biais de licenciements et de départs « volontaires ».

Face à ce drame, la ville dispose d'un atout de taille : sa situation sur la côte. Elle bénéficie de la proximité avec l'Europe, mais aussi d'une frontière terrestre avec la Tunisie, d'un port, d'un aéroport et d'une infrastructure routière dense. De fait, la libération de l'économie aide Annaba s'est ouverte, et continue de s'ouvrir, aux capitaux privés, y compris étrangers. Signe de reprise économique, la cité a connu ces derniers temps un intense chassé-croisé de prospecteurs et d'investisseurs étrangers

(1) Militant du FLN, condamné à mort en juillet 1957 pour avoir pris part à des attentats à la bombe à Alger. La peine capitale sera finalement commuée, en mars 1958, en travaux forcés à perpétuité.

(2) 1 dinar algérien = environ 11 F.

(3) Le complexe sidérurgique d'El Hadjar : une expérience industrielle en Algérie. Editions du CNRS, Paris, 1987.

هكذا من الامم

L'ALGÉRIE SOUS exacerbent

La violence armée dans l'ensemble du pays, et permettre l'organisation de l'élection présidentielle de novembre 1995 dans des conditions de sécurité acceptables.

La montée en puissance des gardes communales et des groupes de légitime défense (appelation actuelle des « terroristes ») a permis depuis cette date de poursuivre l'élimination des « terroristes » sur l'ensemble du territoire. Les différentes milices continuent d'autant mieux à empêcher les islamistes armés de se regrouper qu'elles connaissent bien le terrain et la population. Les unités de l'armée sont maintenant surtout utilisées pour affronter un ennemi important, ou lancer de vastes opérations. Les autorités ont pu obtenir des résultats, qu'elles présentent comme appréciables, en adaptant leurs moyens et plus particulièrement les effectifs des forces de sécurité. A la fin de juillet dernier, les autorités ont ainsi pu annoncer que Mustapha Akkal, chef du GIA de l'Ouest algérien, avait été abattu avec trois de ses lieutenants.

Les effectifs des gardes communales sont passés de 15 000 au début de l'année 1995 à environ 100 000 hommes actuellement. Si ces milices semblent toujours instruites et équipées par l'armée, elles sont en revanche employées sur le terrain, plutôt sous les

LA TERREUR la guerre civile

ordres de la gendarmerie. Un décret d'août 1996 détermine leurs attributions. L'augmentation des recettes tirées des hydrocarbures a permis à l'Etat de subvenir au coût de ces forces suppléatives. Il rénumère substantiellement le personnel, livre des véhicules tout terrain achetés à l'étranger, fournit des armes légères et des pièces de rechange. Une usine de munitions, dans la région d'Alger, permet d'approvisionner abondamment en cartouches les forces de sécurité, et de façon plus limitée, les milices.

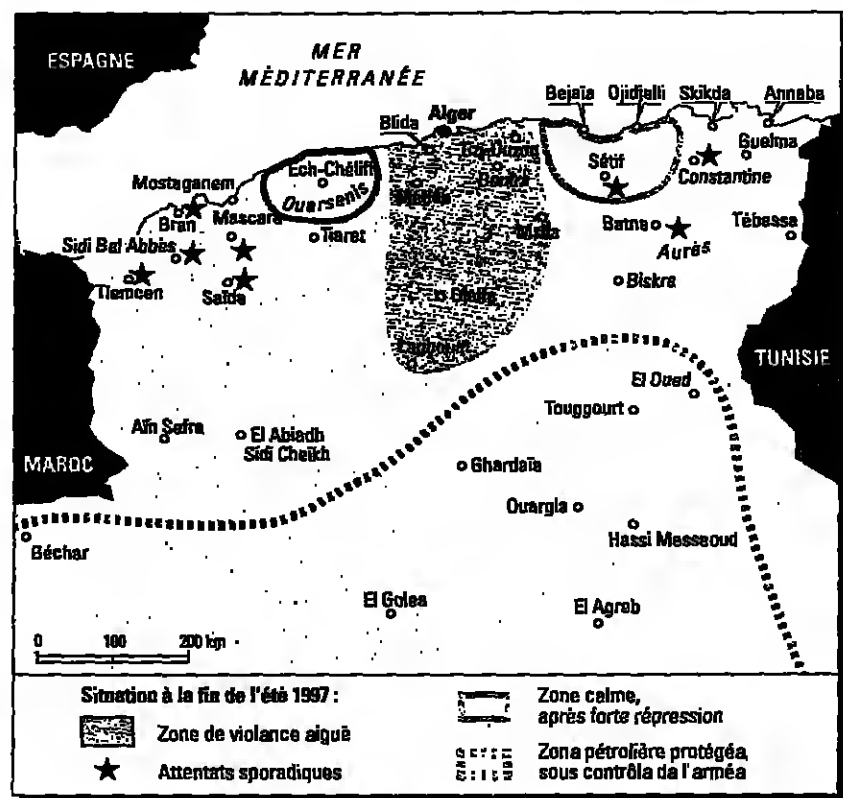
Par ailleurs, les groupes d'autodéfense ont augmenté de la même manière pour atteindre également 100 000 hommes. Ils sont constitués de « patriotes ». S'ils étaient au départ seulement tolérés par le régime, ils ont été regroupés pour la plupart, à la fin de l'année 1996, sous l'appellation de Groupes de légitime défense (GLD). Un décret pris au début de 1997 précise que l'autorisation de créer des GLD est délivrée par le préfet, sur demande des habitants et après avis des services de sécurité. Ces groupes disposent d'une direction générale, au ministère de l'intérieur, depuis le mois d'avril 1997. Ils participent à la lutte contre les commandos islamistes armés, auprès des gardes communales. Ils sont le plus souvent équipés uniquement de leurs armes de chasse et d'armes d'autodéfense.

Des maquis affaiblis

L'ARMÉE nationale populaire (ANP) a maintenant des effectifs pouvant varier entre 150 000 et 180 000 hommes. Lors des consultations électorales, ces effectifs sont augmentés temporairement - par l'allongement momentané de la durée du service militaire, mais aussi par la mobilisation d'une partie des réservistes - afin d'améliorer la sécurité. Les opérations sur le terrain semblent toujours mobiliser de 40 000 à 60 000 hommes. Le reste des forces est chargé d'assurer la sécurité des infrastructures militaires, des exploitations pétrolières, et de surveiller les frontières. Il est aussi nécessaire d'entretenir les véhicules et les armements. Il faut enfin accorder un

minimum de repos aux soldats après une période de combat.

Les unités de l'armée engagées sur le terrain sont réparties dans les régions militaires, elles-mêmes subdivisées en secteurs et sous-secteurs. Elles assurent surtout la sécurité des principaux axes de circulation, et interviennent en faveur des différentes milices. Des unités sont placées en réserve à l'échelon de la région. Elles sont destinées à prêter main forte aux forces de sécurité engagées contre des groupes armés islamiques nombreux et mobiles. Il est aussi possible de faire intervenir d'autres unités, aux ordres de l'état-major à Alger, lorsque les effectifs de l'adversaire sont importants. Des opé-



L'AIRE DES MASSACRES

riations de grande ampleur sont enfin organisées afin de détruire les principales concentrations de « terroristes ». Les forces de police, environ 60 000 hommes, ont la responsabilité de la sécurité dans les zones urbaines. Elles bénéficient du renfort des unités de choc spéciales, les minjas, pour les interventions les plus difficiles.

Depuis le début de l'année dernière, les commandos des GIA ont subi des pertes sévères, et ils tentent de survivre dans des conditions de plus en plus difficiles. Les ralliements des jeunes chômeurs des banlieues sont plus rares, et certains combattants, en nombre certes limité, déposent les armes pour bénéficier de la loi sur la *rahma* (clémence) en vigueur depuis 1995. Les anciens moudjahidines de la guerre d'Afghanistan, engagés très tôt dans le combat, ont vraisemblablement presque tous été tués. Les maquis semblent cependant bénéficier de quelques renforts étrangers, mais très limités.

A l'occasion d'accrochages dans la partie ouest du pays pendant l'année 1996, certaines informations faisaient valoir que des prisonniers faits par les forces de sécurité ou parlaient pas l'arabe dialectal d'Algérie. Des musulmans, combattants venus de l'ex-Yougoslavie, auraient rejoint des maquis algériens. Aucun renseignement suffisamment fiable ne permet de vérifier la véracité de ces assertions. Des combattants et de l'armement parviennent peut-être à entrer dans le pays malgré le bouclage des frontières terrestres par l'armée (2) et la surveillance des côtes par la marine nationale.

Les groupes armés islamiques disposent d'un armement très limité et souvent sommaire. Ils ont obtenu auprès des villageois, bon gré mal gré, fusils et couteaux de chasse dès le début des hostilités. Les autorités ayant établi une réglementation sur les armes, y compris de chasse, l'approvisionnement des maquis est donc difficile. Ils ne peuvent qu'exceptionnellement récupérer des armes de guerre, car ils ne sont pas en mesure d'attaquer des casernes ni de tendre des embuscades aux forces de sécurité comme par le passé. Ils parviennent tout aussi difficilement à obtenir des composants pour fabriquer des bombes, car ces maté-

riaux font l'objet d'une grande surveillance. Ils s'efforcent, à partir de divers produits, de réaliser des explosifs de fortune. Aussi le nombre d'attentats à la voiture piégée a-t-il tendance à diminuer.

Les groupes armés ont dû s'adapter pour pouvoir se déplacer à travers le pays et porter des coups. Ils ont fait preuve d'une taille suffisante pour affronter les troupes suppléatives lorsqu'ils veulent pénétrer dans les villages pour pourvoir, notamment, à l'approvisionnement en vivres. Mais, en même temps, ils ne doivent pas arriver en masse, afin d'éviter d'être repérés et anéantis par l'armée.

L'Armée islamique du salut (AIS), qui agissait surtout dans l'est et l'ouest du pays, n'avait plus une grande capacité d'action. Elle n'était guère en mesure de s'attaquer aux représentants de l'Etat et aux édifices publics qui ont toujours été ses cibles. La libération de deux des chefs historiques du FIS - MM. Abdelkader Hachani et Abassi Madani - avait pour objectif, nous l'avons vu, de déjouer la fin des combats avec ces maquis.

Grâce par ses succès, l'armée a donc finalement pensé que les victoires rem-

portées sur le terrain dispensaient d'un compromis avec les islamistes et que les risques de sécurité représentés par l'Armée islamique du salut et les Groupes islamiques armés étaient désormais minimes.

Pourtant ce calcul pourrait se révéler faux. Malgré les communiqués triomphants, l'armée n'a pu totalement réduire le terrorisme et ou peut se demander si elle y réussira. En outre, l'échec des négociations retarde encore plus le retour à l'ordre dans l'ensemble du pays, heurte les aspirations à la paix d'une majorité d'Algériens et accroît leur désespérance. Enfin, la guerre de clans au sein du régime, sans mettre en cause la solidarité fondamentale qui lie la caste des officiers, risque d'ébranler l'autorité déjà incertaine du pouvoir.

BRUNO CALLIES de SALIES.

(2) Le Maroc et la Tunisie ont aussi déployé sur leurs frontières un dispositif militaire. La surveillance est moins importante dans les immenses régions du Sahara. Il est possible de les traverser pour des convois d'hommes et de matériel, mais une telle expédition nécessite d'importantes capacités logistiques. Il est aussi nécessaire de contourner les quelques postes de surveillance de l'armée sur les rares axes routiers traversant le désert.

Irs ordinaire à Annaba

La violence armée dans l'ensemble du pays, et permettre l'organisation de l'élection présidentielle de novembre 1995 dans des conditions de sécurité acceptables.

La montée en puissance des gardes communales et des groupes de légitime défense (appelation actuelle des « terroristes ») a permis depuis cette date de poursuivre l'élimination des « terroristes » sur l'ensemble du territoire. Les différentes milices continuent d'autant mieux à empêcher les islamistes armés de se regrouper qu'elles connaissent bien le terrain et la population. Les unités de l'armée sont maintenant surtout utilisées pour affronter un ennemi important, ou lancer de vastes opérations. Les autorités ont pu obtenir des résultats, qu'elles présentent comme appréciables, en adaptant leurs moyens et plus particulièrement les effectifs des forces de sécurité. A la fin de juillet dernier, les autorités ont ainsi pu annoncer que Mustapha Akkal, chef du GIA de l'Ouest algérien, avait été abattu avec trois de ses lieutenants.

Les effectifs des gardes communales sont passés de 15 000 au début de l'année 1995 à environ 100 000 hommes actuellement. Si ces milices semblent toujours instruites et équipées par l'armée, elles sont en revanche employées sur le terrain, plutôt sous les

parmi lesquels des Italiens, des Canadiens, des Espagnols, des Français - une délégation de la chambre de commerce et d'industrie de Marseille a été, en juin 1997, l'invité de son homologue d'Annaba.

Après une période de repli « pour cause de situation sécuritaire », la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (Coface) juge désormais que la risque, en Algérie, est minime. Si bien que les Français y reviennent, et tentent de regagner les parts de marché perdues au profit d'autres partenaires. Ainsi Annaba a-t-elle accueilli, en juin 1997, le Salon des technologies et du savoir-faire canadien, avec la participation d'une quarantaine de sociétés d'outre-Atlantique travaillant dans le domaine de l'agro-alimentaire, de la pêche, de l'électronique, de la santé, du bâtiment, de l'emballage et du papier-carton, et de plus de 350 chefs d'entreprises algériennes, publiques et privées. Les Espagnols ne sont pas en reste : également en juin dernier, la société Farbaria, spécialisée dans l'amoncelle, a signé avec l'entreprise Asmidal des contrats prévoyant la réfection d'une unité de production à Annaba et la réalisation d'une aube à Skikda, à 50 kilomètres.

Un secteur privé investissant dans le développement local commence à émerger, témoigne M. Mourad Hamami dont le fils, dit-il fièrement, « a été une des rares à avoir pu résister à la dépossession de ses terres pendant l'occupation française ». Ce propriétaire foncier vient de monter - en partenariat avec une entreprise allemande - une verrerie à Sidi Salem, une des trois zones d'activité commerciale (ZAC). L'usine compte 120 employés, dont deux ingénieurs et quatre techniciens supérieurs. M. Hamami a, par ailleurs, ouvert à El Hadjar un complexe hôtelier qu'il appelle El Moungas - du nom de la ferme familiale, dans la région d'Annaba : il héberge les étrangers de passage et les cadres en mission.

Equivalent d'un quatre-étoiles, El Moungas emploie 30 personnes et offre toute une gamme d'installations correspondant au profil de sa clientèle : fax, lignes téléphoniques, salle de conférences, restaurant, libre service, cafétéria, discothèque. Le prix des chambres ou des suites oscille entre 2 500 et 1 800 dinars. Une navette est mise gracieusement à la disposition des clients pour leurs déplacements entre l'hôtel et le centre-ville, l'aéroport ou les plages. Avisé, le propriétaire ajoute qu'une clientèle familiale y trouve aussi toutes les commodités utiles à son séjour. Cette réalisation, dont la mise en œuvre a duré neuf ans, a coûté 15 milliards de dinars. Un « plan bleu » a d'ailleurs été lancé, en 1995, pour promouvoir le tourisme balnéaire. Ainsi, cet été, des dizaines de milliers d'estivants y ont séjourné, en provenance des régions voisines, du reste du pays et de l'émigration. Car la wilaya d'Annaba - 600 000 habitants, dont 87 % dans la

grande agglomération - ne compte que 155 hôtels classés disposant de 9 355 chambres, et 15 autres hôtels non classés : c'est peu, beaucoup trop peu pour accueillir des estivants en nombre croissant, surtout depuis 1992, avec le déchaînement de la violence dans une partie de l'Algérie. Nombre de familles habitant le bord de mer - qui commencent au centre-ville - en tirent profit en prenant des locataires à domicile pour l'été.

Dès la tombée de la nuit, des familles déboulent leur pique-nique et dînent sur la plage, dans une ambiance détendue. Les amoureux au quêt d'un coin discret se donnent plutôt rendez-vous à Ras El Hamra (cap de Gerde), la pointe de la Corniche. La côte est parsemée de complexes touristiques : Chems El Hamra (Soleil rouge), un hôtel avec restaurant, cabaret et discothèque ; Rym El Djemil (le Belle Gazella), où les jeunes mariés choisissent souvent pour leur nuit de noces ; El Moua, surplombant la plaine Ouest, avec ses suites nuptiales et ses salles de fêtes. Sans oublier le restaurant La Potinière, le club fermé du cours de la Révolution, dont la clientèle est triée sur le volet. A une cinquantaine de kilomètres du centre, sur la route de Skikda, s'étend la baie Chetaibi (ex-Herbilou), la « plus belle du monde ».

Ces attraits contribuant au succès, en juillet, des trois Journées cinématographiques méditerranéennes (les deuxièmes remontaient à 1988). Quelques 300 invitations avaient été envoyées à des artistes, cinéastes, producteurs du monde entier.

Tourisme et sidérurgie ne résument cependant pas l'activité de la région d'Annaba. L'agriculture domine dans l'arrière-pays, intégré depuis 1984 à une autre wilaya : celle de Tarf. Longtemps délaissée, elle connaît un certain regain. « Des paysans, particulièrement des jeunes sortis des écoles agricoles, commencent à s'y intéresser. L'Etat a compris qu'il faut les aider, il existe une volonté politique pour en faire des véritables producteurs », affirme M. Ibrahim Mérad, wali (préfet) d'Annaba. Ce représentant de l'Etat, nommé ultérieurement dans un autre département, reconnaît les « conséquences fâcheuses qu'ont eues, pour la région, en matière d'environnement, la construction du complexe sidérurgique et de l'entreprise Asmidal. Le gigantisme d'El Hadjar a entraîné un urbanisme anarchique, avec à la fois l'émergence de bidonvilles et un fort exode rural. On a autorisé des entreprises et des spéculateurs à construire n'importe où, n'importe comment. Toute la plaine Ouest a été consommée, le béton a colonisé les terres agricoles. L'Etat n'a pas

suivi : il n'a pas viabilisé l'habitat, ni construit les routes nécessaires. D'où des situations difficiles à gérer. »

Ces propos du wali sont étayés par l'étude, déjà citée, d'Ali El Kenz sur le complexe d'El Hadjar. Le sociologue y considère qu'« en même temps qu'il prenait forme, cet ensemble industriel bouleversait tout la région, attirant à lui des milliers de travailleurs qui désertaient leur campagne et le travail agricole. Il en faisait des prolétaires déracinés, rejetés par le système urbain dans l'enfer des bidonvilles, profondément traumatisés par leurs nouvelles conditions sociales d'existence. »

D'où l'objectif numéro un de l'Etat : supprimer les bidonvilles. Mais plus de 30 000 personnes y habitent. Pour résorber cet habitat précaire, le gouvernement a donc décidé, en 1994, un programme de 6 200 logements, plus les réseaux d'assainissement et les routes indispensables. Pourtant, la moitié seulement a été réalisée. La seconde tranche attend la dotation budgétaire. Par ailleurs, la wilaya a lancé l'opération « 1000 studios » pour ceux qui n'ont pas d'argent. Le prix des studios de 80 m², dont l'aménagement intérieur est à la charge des acquéreurs, est abordable, selon la préfecture.

C'est à Annaba que le président Mohamed Boudiaf fut assassiné, le 29 juin 1992, à peine revenu de vingt-huit ans d'exil pour prendre la tête du Haut comité d'Etat (HCE). M. Boudiaf Achachia avait été un des premiers à collecter ici des signatures pour le Rassemblement populaire national (RPN) que la dirigeant disparu voulait créer. « Je ne le connaissais pas personnellement, raconte-t-il. Mais, à mes yeux, il symbolisait le patriotisme, l'intégrité, l'espoir pour la jeunesse. C'est le seul qui avait su s'adresser aux jeunes dans une langue qu'ils comprennent parfaitement. Il était désintéressé. »

Pour « pérenniser la mémoire » du Mohamed Boudiaf, M. Achachia a monté un comité en 1993, puis rejoint en 1996, lors de sa création, le fondation Boudiaf présidée par la veuve du dirigeant assassiné. Il est aussi de ceux qui ont contribué à ériger une stèle, surmontée du buste du défunt, à l'entrée de la maison de la culture d'Annaba, là où il a été tué. « Quand Boudiaf a voulu s'attaquer aux racines du mal, il a été assassiné. Je souhaite que le président Zeroual et toutes les institutions en place suivent la voie tracée par Mohamed Boudiaf pour construire une Algérie républicaine et démocratique », souligne M. Boudiaf Achachia. Et d'ajouter : « Avec cet assassinat, Annaba est entrée dans l'histoire et les Annabais ont un devoir particulier, celui de perpétuer le testament de Boudiaf. Son dernier message au peuple algérien a été délivré à Annaba. Il parlait alors de l'Algérie avant tout. Sa devise était qu'il fallait servir l'Algérie et non se servir. »

NADJA BOUZEGHRAINE.



QUAND ANNABA S'APPELAIT BONE

L'ALGÉRIE SOUS LA TERREUR

Illusions perdues et espoirs des femmes

Entre l'Algérie et ses femmes, le malentendu n'a jamais cessé. Elles avaient pourtant été, dans les années 50 et 60, aux avant-postes de la lutte de libération. Mais la relative liberté des « sœurs », célébrées pour avoir « combattu comme des hommes », ne dura guère. En 1972, le couvercle retombait déjà : le Code de la famille menaçait d'officialiser la tutelle masculine. Il fallut une ample mobilisation féminine pour faire reculer provisoirement le Conseil de la révolution. Depuis le début des années 80, les tenants de la société patriarcale ont reçu le renfort massif des mouvements islamistes. L'affrontement est devenu sanglant. Malika raconte.



« **A** VANT, il y avait ma mère. Après, il y aura mes filles. Moi, je ne suis qu'une transition vite passée. Les femmes de ma génération croyaient avoir ouvert la voie à celles qui allaient suivre. Nous nous sommes trompées. En trois générations, trois visions du monde se sont succédées. »

Par
BAYA
GACEMI *

Malika n'est ni blasée ni déçue. Elle se dit seulement, « un peu prise de court », surtout depuis que sa fille aînée s'est plongée, voici trois ans, dans la prière. « Je sais que je ne peux pas mettre cela uniquement sur le compte d'une crise mystique par laquelle passent souvent les adolescents, avoue-t-elle. Je sais qu'il y a autre chose. » Un jour, sa fille lui a lancé : « Tu crois être une authentique Algérienne alors que tu n'es que la mauvaise copie d'une Européenne. » Depuis, elle essaie de comprendre. Pour elle, les femmes devaient suivre son propre parcours, c'est-à-dire les études, puis le travail, préalable à une émancipation totale. Il n'était surtout pas question de porter le voile, ce « symbole de la répression patriarcale », comme elle le qualifie. Personne n'y pensait d'ailleurs.

* Journaliste, Alger.

En voyant ses filles évoluer, Malika se rend compte que la réalité ne correspond pas à ses rêves. « J'avais sous-estimé les pesanteurs culturelles », admet-elle, avant de souligner l'un des effets pervers de la crise économique sur la société et surtout sur les femmes : « N'ayant plus rien à obtenir de l'Etat, la population se retourne contre lui et, lui reprochant ses choix, elle se réfère sur le seul bien qu'elle est sûre de posséder encore : ses valeurs ancestrales. »

Cheveux courts, vive et l'allure sportive, Malika travaille dans une entreprise publique. Elle affirme n'avoir pas, en règle générale, souffert de discrimination sexuelle dans sa vie professionnelle, mais reconnaît que son statut de cadre, son apparence énergique et son absence de timidité l'ont bien aidée. Née quelques années avant l'indépendance dans un milieu défavorisé, elle estime, à quarante-quatre ans, avoir eu plutôt de la chance et avoir bien rempli sa vie. De son père, ouvrier dans une usine, ne sachant ni lire ni écrire, ce qui ne l'empêchait pas d'être un syndicaliste actif, elle a gardé des convictions et un parler franc.

Divorcée, mère de deux filles âgées de dix-sept et quatorze ans, intelligente et à l'écoute des autres, elle se fait cependant un reproche majeur : de n'avoir pas anticipé une évolution qui s'est opérée sous ses yeux. « Ma mère, analphabète, avait tout misé sur

l'école. Pour elle, le salut des femmes devait venir de l'éducation et... de Boumediène. » Pas de doute à l'époque sur le sens de l'histoire, qui allait vers une libération totale des femmes.

A l'indépendance, Malika avait dix ans. Dans sa petite ville côtière de l'Est algérien, Skikda, ses parents lui disaient, en regardant partir les bateaux remplis de pieds-noirs : « C'est vous, nos enfants, qui les remplacerez. Notre pays nous appartient maintenant. Et nos filles travailleront avec leurs frères pour le construire. »

Les choses n'ont bien sûr pas toujours été aussi faciles, mais Malika ne garde pas, dans l'ensemble, de mauvais souvenirs de toutes ces années-là, bien au contraire. Ingénieur en informatique, elle a bénéficié d'une bourse, comme tous les bacheliers de l'époque. La révolution agraire a été pour elle une autre école de volontariat et de dévouement. « Les universitaires devaient aider les paysans analphabètes. On était sincère. Oui, le volontariat dans les campagnes permettait aux étudiants, filles et garçons, réunis autour de la même cause, de connaître une fraternité qu'ils ne pouvaient connaître ailleurs. » Et les parents ne trouvaient rien à redire à cette promiscuité entre filles et garçons. « Le plus étonnant a été l'attitude de nos mères. Très traditionnelles, elles ont procédé sans le savoir, et très vite, à un bouleversement total de leurs mentalités. Elles ont

accepté pour leurs filles des choses qu'elles ne se seraient pas permises pour elles-mêmes. Même si, à la maison, certains tabous demeuraient très forts. »

La mère de Malika avait une idée bien précise de ce que devait être la femme du futur : sans voile, instruite et travailleuse. L'enseignement généralisé permettrait d'arrimer l'Algérie au vaisseau Europe. Cette école allait aider les filles à sortir du carcan familial, à se débarrasser du poids de traditions, à s'émanciper pour devenir des adultes responsables et maîtresses de leur sort. « Aujourd'hui, lorsque j'entends certains affirmer que c'est l'école qui a engendré l'intégrisme, j'avoue que je suis un peu perplexe. »

Pourtant, des signes inquiétants étaient déjà là. Les batailles — nombreuses et épuisantes — autour de l'élaboration d'un code de la famille en étaient les plus visibles. Mais qui, en ces années d'après l'indépendance, aurait pensé à s'alarmer, alors que l'on continuait de proclamer de grands idéaux révolutionnaires et des principes d'égalité et de progrès ? Malika, comme la plupart de ses amies, suivait les débats épisodiques autour du statut de la femme d'une oreille distraite. Pour elle, les pressions des traditionalistes n'étaient rien d'autre que « des incursions sans importance dans une histoire qui suivait imperturbablement son cours. »

La première alerte sérieuse est venue en 1972. Cette année-là, un code de la famille a été présenté au Conseil de la révolution, la seule instance dirigeante à cette époque. Il renforçait et codifiait les coutumes d'une société profondément patriarcale, officialisant la tutelle de l'homme sur la femme, considérée comme mineure du berceau au tombeau. Le contrat de mariage, par exemple, ne pouvait être conclu qu'entre l'époux et le tuteur de l'épouse, c'est-à-dire le père de la jeune fille, ou bien l'un de ses oncles, ou son frère (peu importe qu'il soit plus jeune qu'elle), ou encore, en l'absence d'un parent masculin, un juge. En cas de divorce, la femme se voyait dépossédée de tout, de son domicile d'abord, de la tutelle parentale ensuite, même dans le cas où les enfants lui étaient confiés. Il s'en est fallu de peu que ce texte, très rétrograde, soit adopté. Une levée de bouillottes réussit à faire avorter ce projet qui menaçait d'enfermer légalement la situation tragique dans laquelle beaucoup de femmes se trouvaient déjà plongées, de fait.

Regroupées autour des moudjahidates (combattantes de la guerre de libération, dont l'aura était encore intacte) et de l'Union nationale des femmes algériennes (UNFA, liée au FLN, mais largement influencée à l'époque par des militaires communistes), universitaires, salariées et syndicalistes se mobilisèrent en effet éner-

« LE MONDE DIPLOMATIQUE » SUR CÉDÉROM (1987-1997)

NOUVELLE
ÉDITION
250 F. seulement
(prix de lancement)

Le Monde diplomatique, en collaboration avec la société canadienne CEDROM-SNI, propose dès la mi-octobre son nouveau cédérom. Avec plus de 3 400 documents supplémentaires (dossiers, articles, recensions, cartes...), cette nouvelle édition comporte désormais tous les textes du mensuel de janvier 1987 jusqu'à août 1997.

Durant ces onze années, le monde a profondément changé. Le Monde diplomatique a suivi, mois après mois :

■ les bouleversements stratégiques intervenus dans le monde depuis la fin de l'Union soviétique et la disparition du « camp socialiste » ;

■ l'ensemble des conflits régionaux, du Proche-Orient à l'ex-Yougoslavie, de l'Afrique des Grands Lacs à l'Afghanistan, du Cambodge à l'Afrique australe ;

■ les nouveaux affrontements économiques, de la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) aux divisions entre le Nord et le Sud ;



■ les mutations sociales, politiques et culturelles et le mouvement des idées qui les accompagne ;

■ l'avènement des technologies nouvelles et leurs répercussions, à commencer par les nouveaux réseaux de la communication, tel Internet.

Avec l'intégralité de ses numéros depuis onze ans, Le Monde diplomatique offre à ses lecteurs, à un prix exceptionnellement bas, un moyen de mieux comprendre le siècle qui s'achève, comme celui qui commencera bientôt.

Un puissant logiciel de recherche permet de retrouver, à l'aide de 15 clés de recherche différentes (texte intégral, mot-clé, auteur, etc.), l'information désirée. La présence de plus de 200 cartes et de nombreux tableaux et chronologies en fait un instrument indispensable, notamment pour les enseignants et les étudiants. Possibilité de copier, de coller, d'annoter, d'exporter ou d'imprimer les textes d'origine. Utilisation conviviale. Configuration minimale requise : PC (Windows 3.1), Mac (Système 7). 4 Mo de mémoire vive. Ce cédérom fonctionne indifféremment sur PC et Mac.

BON DE COMMANDE

Je commande ☐ exemplaires du Monde diplomatique sur cédérom.

Organisme :

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Pays :

Réglement à libeller à l'ordre du Monde :

☐ Chèque bancaire ☐ Eurochèque

☐ Carte bancaire n° Date d'expiration / /

Signature obligatoire

Tarifs (frais de port inclus)

	Particuliers	Institutions
France	261 FF	861 FF
Europe, Maghreb, DOM-TOM	270 FF	870 FF
Afrique	275 FF	875 FF
Asie	280 FF	880 FF
Océanie	286 FF	886 FF

Tarifs licence réseaux, nous consulter

(Bulletin et règlement - chèque bancaire ou eurochèque libellé en francs français - à retourner à : Le Monde diplomatique - boutique, 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05)

Amérique du Sud	56 \$ US	155 \$ US
États-Unis	56 \$ US	155 \$ US
Canada	72 \$ can.	225 \$ can.

(Bulletin et règlement - carte bancaire - à retourner à CEDROM-SNI, 625, avenue Querbes, Outremont, Québec H2V 3X1, Canada) - Télécopie : (1) 514 278 54 15

صكنا من الاجل



Si l'Algérie, malgré tout, tient bon depuis plus de cinq ans, au milieu de l'horreur de la guerre civile, c'est d'abord grâce à ses femmes. Qui continuent à travailler. Qui veillent sur leur famille. Qui maintiennent le dialogue entre les générations. Qui se battent à leur manière. Depuis 1992, la photographe Nadia Benchallal témoigne de cette résistance. Titulaire du Visa d'Or du Festival de Perpignan 1994, elle fait partie de l'agence internationale Contact Press Images.

versible. C'est ainsi que le travail des femmes, à l'extérieur ou à domicile, est entré dans les mœurs et qu'il n'est plus perçu comme exceptionnel ou marginal. D'autant que les cafés et les commerces tenus par des femmes (jeunes et moins jeunes) se multiplient - un phénomène impensable il y a encore cinq ans.

Entre « hidjab » et « modernité »

La détérioration grandissante de la situation économique pousse de plus en plus de femmes sur le marché de l'emploi. La proportion de travailleuses est ainsi passée d'environ 8 % en 1987 à près de 14 % à présent. Plutôt que de se plaindre de la dureté de leurs journées, la quasi-totalité d'entre elles soulignent le poids grandissant acquis au sein de leurs familles, qu'elles soient mariées ou non. « On a notre mot à dire maintenant, pour toutes les décisions importantes, puisque bien souvent c'est nous qui rapportons de l'argent à nos frères, à nos pères, ou à nos maris. Eux travaillent dans les rues à discuter, nous, on s'active. On se sent beaucoup moins vulnérables. » Il convient donc, plus que jamais, de ne pas se fier aux apparences. Contrairement à ce qu'on voit, beaucoup de femmes qui portent le voile. La plupart le font parce que le hidjab cache leur misère, et parce qu'il leur permet de passer inaperçues dans les rues, donc d'être moins importunées. Elles ne s'en déclarent pas moins « modernes » pour autant.

« Il faudrait savoir une bonne fois pour toutes ce qu'est la modernité », lance Lamia, qui a, pour l'instant, renoncé à porter le voile, au grand soulagement de sa mère. « Si j'ai fait ce choix, il ne faut surtout pas croire que

j'ai abandonné ma recherche d'authenticité, précise la jeune fille, s'interrogeant tout haut sur les multiples contradictions qui la tenaillent, comme toutes les adolescentes de son âge. C'est tout simplement que je ne suis pas sûre que le voile soit la bonne réponse. En fait, je n'ai pas envie qu'il manque une dimension à ma personnalité... »

Si elle avait eu l'âge requis le 5 juin dernier, Lamia aurait voté aux élections législatives. Elle ne sait pas très bien pour qui, mais en tout cas, soutient-elle, « je n'aurais voté ni pour le MSP ni pour Ennahdha, les deux partis islamistes ». Pourquoi ? Tout simplement parce qu'elle se méfie de tous les hommes politiques, « même s'ils se réclament de l'islam », dit-elle. « L'islam, c'est une culture, ce n'est pas une politique, ajoute-t-elle avec véhémence. Si être moderne, c'est avoir une place dans la société, rien ne m'en empêche. Je suis convaincue, contrairement à ma mère, que ma personnalité reste à trouver. Elle croit que je cherche à la contredire à tout prix, mais ce n'est pas vrai. Je cherche ma voie, et je sais que je la trouverai, quelque part entre la sienne et celle de ces femmes qui appliquent à la lettre ce que disent les dirigeants islamistes. Eux ne font que de la politique. »

BAYA GACEMI.

giquement. Elles organisèrent de nombreuses manifestations, en particulier devant le palais du gouvernement, avec un slogan : « Pour une citoyenneté entière » et un argument : le rappel à leurs anciens compagnons de combat qu'elles avaient porté les armes comme eux, qu'elles s'étaient sacrifiées, comme eux. Mais la plupart des moudjahidins répondirent que les femmes seraient aussi bien à la maison, avec une pension, pour élever les enfants, maintenant que le pays était libéré.

En l'absence de Parlement, il ne fut cependant pas trop difficile de faire reculer le Conseil de la révolution. Celui-ci puisait sa légitimité dans la guerre de libération et n'avait pas intérêt à s'aliéner les représentantes d'une partie de la population féminine, ses héroïnes surtout. Il continua donc, comme par le passé, à rendre régulièrement hommage au courage de ses

« sœurs » qui avaient combattu « comme des hommes », les armes à la main (ce qui ne l'empêchait pas de n'avoir intégré aucune femme en son sein...). S'il résista un certain temps aux coups de boutoir des traditionalistes, le Conseil de la révolution se montra moins ferme au fil des ans, surtout quand il eut besoin d'eux pour faire passer certains projets (en particulier la réforme agraire en 1974).

Lorsque les premières manifestations d'islamistes ont éclaté, en 1975, Malika était étudiante et elle n'y a pas prêté attention. « Ils ne pouvaient pas nous faire peur, ils allaient à contre-sens de l'histoire. » Sa mère, une femme pieuse, était, pour sa part, plus inquiète et plus sévère. Elle, qui ne savait même pas lire et avait toujours été confinée à la maison, voyait d'un mauvais œil ces jeunes gens agressifs qu'elle accusait de vouloir « nous ramener à l'âge de pierre ».

Un dossier « secondaire »

C'en est qu'au début des années 80 que la pression est devenue vraiment très forte et qu'il a bien fallu ouvrir les yeux. En mars 1980, Malika s'en souvient, les islamistes ont organisé la première marche de leur histoire, et réussi à rassembler 5 000 partisans devant l'université d'Alger. Presque aussitôt après sont nées dans les universités les premières associations féministes, profitant de l'ouverture politique amorcée par le président Chadli Bendjedid. Mais ces mouvements n'ont pas réussi à s'implanter en dehors des grandes villes, en dépit de leurs efforts. L'analphabétisme - qui fait un retour en force dans le pays depuis une dizaine d'années et touche plus de 40 % de la population - y est assurément pour quelque chose.

Le véritable choc allait venir quatre ans plus tard, en 1984, avec l'adoption du code de la famille. « Toutes les clauses les plus injustes, celles qu'on avait réussi à repousser en 1972 comme la polygamie, la question du demi-héritage pour les femmes, et surtout la soumission totale de la femme à son mari... tout cela se voyait légalisé. Et ça l'était en contradiction totale avec la Constitution, qui, elle, est très égalitaire. » De ce qu'elle a vécu comme un traumatisme, Malika s'efforce cependant de tirer un aspect positif : « Ça nous a obligées à perdre nos illusions et à reprendre nos esprits. On a compris que la lutte devrait se faire en profondeur et qu'il ne faudrait plus compter sur le pouvoir, quel qu'il soit, pour

apporter des changements. C'était de la base, et des femmes elles-mêmes, qu'il fallait espérer quelque chose. »

Malika s'était promis que ses filles, Lamia et Nadia, seraient plus libres qu'elle ne l'avait été et qu'elles auraient tous les droits dont elle-même - pourtant privilégiée - avait été frustrée. Le droit d'avoir une vie privée, surtout. Que ses filles n'aient plus à lutter contre la famille à la maison, et contre la société à l'extérieur, c'était son vœu le plus profond, et il lui paraissait évident que ses enfants non seulement partageraient cette aspiration, mais lui en seraient reconnaissants.

Nos précédents articles :

- Ecole et économie pour le pouvoir, par Akrem Ellyas (mai 1997).
- Dossier : L'Algérie et les droits humains (mars 1996).
- Avoir vingt ans en Algérie, par Mariem Vergès (novembre 1995).
- Persistante impasse militaire en Algérie, par Bruno Caillies de Salles (mars 1995).
- Document : La plate-forme de Rome (mars 1995).
- Paix pour l'Algérie, par Ignazio Ramonet (février 1995).
- Voyage au bout des peurs algériennes, par Yves Si Zoubir (mai 1994).
- Betna dans le vertige des peurs et des frustrations, par Florence Beaugé (mars 1993).
- Economie de guerre en Algérie, par Larbi Talha (août 1992).
- L'Algérie au risque des impatiences, par Maurice Lemoine (juillet 1991).
- Le gardien, par Rachid Mimouni (juin 1990).
- De la démocratie en Algérie, par Lahouari Addi (octobre 1989).
- L'Algérie sous le choc, par Ignazio Ramonet (novembre 1988).
- Les défis de la crise, par Abdelkader Djeghoul (novembre 1988).
- Vent de réforme en Algérie, par Ignazio Ramonet (octobre 1986).



ÉROM (1987-1997)

Le véritable choc allait venir quatre ans plus tard, en 1984, avec l'adoption du code de la famille. « Toutes les clauses les plus injustes, celles qu'on avait réussi à repousser en 1972 comme la polygamie, la question du demi-héritage pour les femmes, et surtout la soumission totale de la femme à son mari... tout cela se voyait légalisé. Et ça l'était en contradiction totale avec la Constitution, qui, elle, est très égalitaire. » De ce qu'elle a vécu comme un traumatisme, Malika s'efforce cependant de tirer un aspect positif : « Ça nous a obligées à perdre nos illusions et à reprendre nos esprits. On a compris que la lutte devrait se faire en profondeur et qu'il ne faudrait plus compter sur le pouvoir, quel qu'il soit, pour

L'Afrique à l'aune du développement

DÉPUIS plusieurs mois, les institutions financières internationales s'efforcent d'accréditer l'idée que le continent noir est sur la voie de la prospérité. Une rafale de rapports parus ces dernières semaines s'appuient sur de douteuses statistiques pour conforter cette thèse. A confondre taux de croissance et développement, à occulter le poids de la dette, la manipulation permet de masquer le fait que les peuples d'Afrique sont les victimes emblématiques du creusement des inégalités.

Par CHRISTIAN DE BRIE

« L'Afrique est en marche (1) ». La croissance mondiale inspirant une « exubérance rationnelle (2) », « pour la première fois en une génération des signes encourageants de progrès se font jour (3) ». « L'espoir et de réels succès sont en train de transformer le continent (...) Les changements dont nous sommes les témoins, en bâtissant les fondations de la prospérité et du bien-être, donnent un sens nouveau à l'espoir en l'avenir (4) ».

Serait-ce la bonne nouvelle tant attendue ou un de ces moments de lyrisme grisé de fin de banquet ? Propos d'orfèvres, tenus par le directeur et le directeur Afrique du Fonds monétaire international (FMI), MM. Michel Camdessus et Evangelos A. Kalamitsis, et deux vice-présidents de la Banque mondiale, MM. Callisto Madauro et Jean-Louis Sarbib. Confirmés par les récents rapports élaborés par les experts réputés des plus grands organismes internationaux. Tandis que celui du FMI affirme, preuves à l'appui, que « les résultats de l'Afrique en 1996 sont particulièrement encourageants (5) », le rapport 1997 de la Banque mondiale propose d'« agir ensemble, par-delà les frontières, pour le bien commun », afin que « la moitié environ de la population du monde en développement (en particulier celle d'Afrique subsaharienne) qui n'a pas encore profité de la mondialisation puisse bénéficier de cette augmentation... dont il est tant question... du commerce international et des flux de capitaux » et que la région connaisse à son tour le « miracle » économique de

l'Asie (6). En attendant, si l'on s'en donne les moyens, comme le propose le rapport mondial 1997 sur le développement humain, « d'éradiquer la pauvreté extrême de la surface du globe d'ici au début du siècle prochain (...) », il importe désormais de la reléguer dans les oubliettes de l'Histoire (7). On n'avait rien entendu de tel depuis l'époque des « lendemains qui chanteront ».

D'aucuns croyaient l'Afrique subsaharienne ravagée depuis des années par d'interminables guerres civiles - Éthiopie, Somalie, Mozambique, Angola, Liberia, Ouganda, Rwanda, Burundi, Zaïre... - avec leurs centaines de milliers de victimes, les cortèges de réfugiés parqués dans les camps, les villages dévastés, les zones abandonnées aux seigneurs de la guerre ; atteinte par la désertification et la malnutrition qui l'accompagne, les déforestation et une pollution accélérée ; déstabilisée par l'exode rural, l'insécurité et l'insalubrité urbaines ; écrasée par le poids de la dette, la paupérisation des populations et des États, de moins en moins en mesure d'assurer le fonctionnement régulier des services publics, de financer les infrastructures, de garantir à tous et à toutes l'accès à l'éducation et à des conditions sanitaires décentes. Une Afrique s'éloignant inexorablement du modèle de développement façonné après la seconde guerre mondiale et la décolonisation.

Economistes, statisticiens et experts de quelque deux douzaines d'institutions internationales se font fort d'apporter la preuve du contraire. Rien qu'à la

Banque mondiale, qui dépense 100 millions de dollars dans la recherche, ils sont cinq cents professionnels et autant de consultants extérieurs à collecter l'information correcte et à diffuser la bonne nouvelle (8). Il suffit d'aller y voir.

En ce qui concerne l'Afrique subsaharienne, la visite vaut le détour et réserve quelques surprises. Dans le luxueux volume de statistiques sur le développement publié par la Banque mondiale, les centaines de tableaux aux mesures puisées aux meilleures sources ont toute l'apparence d'une somme du savoir chiffré. Mais à y regarder de plus près, on constate tout d'abord que, sur un grand nombre d'items, les données sont partielles ou tout simplement inexistantes. Quand elles existent, elles sont souvent sujettes à caution. Quand elles ne le sont pas, elles ont plutôt tendance à dire le contraire de ce que l'on voudrait leur faire dire.

Pour commencer, aucun des 48 pays de la zone ne dispose de statistiques de base complètes et fiables. Certaines parmi les plus importantes, relatives par exemple à l'activité industrielle, font fréquemment défaut (Angola, Tchad, Érythrée, Guinée, Mozambique, Namibie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe...) ou datent de dix ans et plus (Nigeria, Rwanda, Gabon...). De même pour le

recensement agricole ou les ressources en eau. D'autres sont si incomplètes qu'elles interdisent de mesurer les variations dans le temps, qu'il s'agisse de l'accès de la population aux soins médicaux, à l'eau potable ou au tout-à-l'égout.

Ensuite, les données fournies, éventuellement par d'autres organismes internationaux, sont souvent dépourvues de signification ou peu crédibles. Ainsi par exemple, bien que figurant au titre des statistiques 1997, « l'âge moyen des dernières données disponibles au niveau international pour trois indicateurs clés - le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans, le taux net de scolarisation (pourcentage d'enfants scolarisés parmi les enfants en âge de fréquenter l'école primaire) et le pourcentage des enfants de moins de cinq ans dont le poids est insuffisant » - varie de un an pour le Sénégal à cinq ans pour le Nigeria, dix ans pour le Gabon, quinze ans pour l'Angola (elle atteint ou dépasse les trois ans dans 32 pays). « Un petit nombre de pays n'ont pas de statistiques connues pour certains indicateurs. Les données publiées pour ces pays représentent habituellement des estimations fondées sur des nations voisines ayant des niveaux similaires de PNB par habitant (9) ».

Manipulation des chiffres

A U-DELA commence la manipulation plus ou moins subtile. Les procédés classiques consistent, pour masquer la réalité, à remplacer les anciens items par de nouveaux, rendant impossibles les comparaisons dans le temps qui pourraient se révéler non conformes au discours officiel, ou à choisir des périodes de référence les plus favorables à la démonstration. Sachant que, au cours des années 60 à 80, nombre de pays ont connu des progrès sensibles en matière de développement économique et social et que, depuis, ces progrès se sont ralentis ou ont fait place à une régression avec les plans d'ajustement structurel, on sera tenté, pour dissimuler l'effet négatif, de prendre pour

référence, l'année 1970 plutôt que l'année 1980, où les résultats étaient les meilleurs, qu'il s'agisse de mortalité infantile ou d'espérance de vie. Ainsi par exemple le taux de mortalité infantile au Mali a baissé de 23 % entre 1960 et 1980, puis augmenté de 26,5 % de 1980 à 1985, pour revenir en 1994 à un niveau proche de celui de 1980. En comparant les années 1970 et 1994, on escamote la hausse de la mortalité et l'on donne l'illusion d'une baisse continue.

On peut faire mieux, et on ne s'en prive guère. Autre signe encourageant, les statistiques faisant apparaître une baisse sensible du taux de mortalité infantile dans les pays de la région. Ces



MOQUEMARCIA (1996)

statistiques sont établies à partir des accords conclus en matière de santé. Or, les plans d'ajustement structurel préconisent la privatisation des soins de santé par les bénéficiaires eux-mêmes, les consultations et accouchements en maternité, l'absence d'accouchement

à domicile. Pour les femmes qui n'ont pas les moyens d'être soignées, la grossesse et l'accouchement en maternité, les risques de complications sont effectivement en augmentation. Or, on ne comptabilise pas la hausse de la mortalité

Sortir du cycle infernal de dette

Par ERIC TOUSSAINT *

BIEN qu'elle ait déjà remboursé deux fois le montant de sa dette extérieure entre 1980 et 1996, l'Afrique subsaharienne se retrouve trois fois plus endettée qu'il y a seize ans. Elle devait à ses créanciers 233,4 milliards de dollars fin 1996, contre 84,3 milliards en 1980. Entre-temps, le sous-continent aura déboursé 170 milliards de dollars pour le service de la dette (intérêts et capital) ; un service qui lui coûte chaque année quatre fois le montant des budgets de santé et d'éducation (1).

Malgré cela, les 48 pays de la région ont accumulé d'énormes arriérés : 48 milliards de dollars en 1994 (2) ; 31 d'entre eux sont classés en 1996 par la Banque mondiale dans la catégorie des pays à bas revenus sévèrement endettés, soit 6 de plus qu'en 1994. Pour rembourser une dette extérieure entièrement libellée en devises fortes, ils doivent prélever une part considérable de leurs revenus d'exportation. Pour se libérer de la totalité, ils devraient reverser l'intégralité de ces revenus d'exportation pendant plus de trois ans.

Depuis le début des années 80, les termes dans lesquels les produits

d'exportation de l'Afrique subsaharienne s'échangent, sur le marché mondial, contre les produits qu'elle importe des pays industrialisés n'ont cessé de se dégrader. Malgré la hausse passagère du prix de quelques matières premières en 1995-1996 (café, cacao), la tendance au déclin est évidente. Le panier des produits exportés a perdu la moitié de sa valeur face aux produits importés du Nord. L'Afrique réagit en tentant d'augmenter le volume de ses exportations sur le marché mondial, mais sans résoudre le problème, car les prix des produits importés. En réalité, dans le système actuel du commerce mondial, les pays du Sud sont désavantagés et en particulier ceux d'Afrique subsaharienne, qui exportent beaucoup moins de produits manufacturés que ceux d'Amérique latine ou d'Asie de l'Est : toute augmentation du volume de leurs exportations tend à faire baisser la valeur de celles-ci. En conséquence, leur balance commerciale connaît un déficit croissant. Après plus de dix années de politiques d'ajustement structurel dictées par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), l'échec est cuisant.

L'Afrique subsaharienne ne représente, en 1995, que 1 % des investissements directs étrangers dans les pays en voie de développement : 2,2 milliards de dollars sur 240,3 milliards (3). La situation est encore plus critique si l'on tient compte du fait qu'un tout petit nombre d'États reçoivent plus de 90 %

de ces crédits (Afrique du Sud et quelques pays producteurs de pétrole et de minéraux, Nigeria, Angola, Gabon, Cameroun...). En revanche, les maisons mères des sociétés multinationales implantées dans la région ne se privent pas de rapatrier les bénéfices dont le montant est deux fois plus élevé que celui des investissements (voir tableau ci-dessous).

Endettement croissant malgré le remboursement de montants importants ; échange inégal creusant le déficit commercial ; faibles apports de capitaux extérieurs, mais rapatriement vers les multinationales du Nord de bénéfices relativement considérables ; les bulletins de santé satisfaisants des médias et des institutions financières internationales ont peu à voir avec la réalité.

« Savez-vous qu'en dépit des sommes considérables affectées aux aides bilatérales et multilatérales le flux des capitaux qui viennent d'Afrique vers les pays industrialisés est plus important que le flux des capitaux qui vont des pays industrialisés vers ce continent », constatait déjà le président François Mitterrand lors de la réunion du Groupe des sept pays les plus industrialisés (G 7) en juillet 1994 (4). Demi-vérité, car il n'est pas vrai que les sommes affectées aux aides bilatérales et multilatérales soient considérables. L'aide publique au développement est à son niveau le plus bas depuis quarante-cinq ans (5), inférieure à 0,33 % du produit national brut (PNB) des pays développés, alors que l'objectif fixé par l'Organisation des Nations unies à la fin des années 60 était d'atteindre 0,7 % et que les chefs d'État réunis au sommet de Rio en 1992 s'étaient engagés à tripler son volume.

En définitive, le processus de l'endettement africain est similaire à celui qui affecte les autres régions du Sud. A partir de la seconde moitié des années 60, les banquiers du Nord ont cherché des acquiescements pour leurs surplus de liquidités. Le phénomène s'est amplifié avec le recyclage des pétro-dollars. Sous la présidence de M. Robert McNamara (ancien secrétaire à la défense des États-Unis pendant l'escalade de l'intervention américaine au Vietnam), la Banque mondiale a poussé dans la même direction : elle a démultiplié ses prêts entre 1968 et 1973 et les a augmentés encore plus rapidement durant les cinq années suivantes.

La crise économique qui frappa de plein fouet les économies des pays les plus industrialisés à partir de 1973 amena leurs gouvernements à tenter une relance en prêtant davantage de capitaux au Sud, à condition que celui-ci leur achète leurs marchandises. Envoyés de la Banque mondiale, banquiers et ministres de la coopération extérieure des pays du Nord firent le siège des gouvernements africains pour que ceux-ci acceptent et réalisent de grands projets d'infrastructure avec l'équipement et le savoir-faire des pays industrialisés. Ce qu'ils ont fait d'autant plus volontiers que les taux d'intérêt étaient très bas, que les grands travaux ne pouvaient que renforcer leur pouvoir et qu'ils s'accompagnaient de nombreuses commissions versées par entreprises et gouvernements des pays industrialisés se disputant les clients. La corruption venue du Nord entretint celle existant au Sud et renforça clientélisme et kleptocratie de beaucoup de régimes. La dette de l'Afrique subsaharienne fut multipliée par douze entre 1970 et 1980.

La crise survint au début des années 80 quand, sous l'impulsion de la Réserve fédérale des États-Unis, les taux d'intérêt connaissent une hausse très forte. Les pays de la zone, comme l'ensemble des pays en voie de développement, sont confrontés à des charges d'intérêts multipliées par trois au moment où les prix de leurs exportations commencent à baisser. Débute alors un cycle infernal : les pays empruntent pour rembourser et, bien qu'ils remboursent, leur dette extérieure s'accroît.

Au cours des dernières années, les banques privées se sont fait rembourser leurs créances par les pays endettés et par les gouvernements du Nord (6), qui détiennent près de la moitié de la dette des pays d'Afrique subsaharienne (hors Afrique du Sud), les institutions finan-

cières internationales (Banque mondiale, FMI, Banque africaine de développement) en détenant plus d'un tiers. Plus un pays africain est pauvre, plus grande est la part de sa dette détenue par les institutions financières internationales : 79 % pour le Burundi, 81 % pour le Rwanda, 77 % pour la République centrafricaine, 61 % pour la Guinée, 58 % pour le Bénin, 57 % pour l'Ouganda. Au total, Banque mondiale et FMI reçoivent des pays endettés plus qu'ils ne leur prêtent (7) et sont les premiers à être remboursés.

Une partie considérable de l'aide publique au développement octroyée par les pays du Nord est dès lors utilisée par les pays endettés pour rembourser

les institutions financières internationales (Banque mondiale, FMI, Banque africaine de développement) en détenant plus d'un tiers. Plus un pays africain est pauvre, plus grande est la part de sa dette détenue par les institutions financières internationales : 79 % pour le Burundi, 81 % pour le Rwanda, 77 % pour la République centrafricaine, 61 % pour la Guinée, 58 % pour le Bénin, 57 % pour l'Ouganda. Au total, Banque mondiale et FMI reçoivent des pays endettés plus qu'ils ne leur prêtent (7) et sont les premiers à être remboursés.

les institutions financières internationales (Banque mondiale, FMI, Banque africaine de développement) en détenant plus d'un tiers. Plus un pays africain est pauvre, plus grande est la part de sa dette détenue par les institutions financières internationales : 79 % pour le Burundi, 81 % pour le Rwanda, 77 % pour la République centrafricaine, 61 % pour la Guinée, 58 % pour le Bénin, 57 % pour l'Ouganda. Au total, Banque mondiale et FMI reçoivent des pays endettés plus qu'ils ne leur prêtent (7) et sont les premiers à être remboursés.

UN SERVICE DE LA DETTE CINQ FOIS SUPÉRIEUR AUX INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS (en milliards de dollars)

	1980	1990	1995	1996
DETTE EXTÉRIEURE	84,3	186	228	235,4
SERVICE DE LA DETTE	9	15,2	13,6	12,8
BALANCE COMMERCIALE	2,2	-0,6	-11,4	-11,5
INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DIRECTS (FLUX NETS)	0	0,8	2,2	2,6
RAPATRIEMENT DE BÉNÉFICES DES SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES	4	4,5	4,4	4,2

Sources : Banque mondiale : World Debt Tables, Washington ; Global Development Finance, Washington, 1997, vol. I.

سكزا من الاموال

هكذا من الاعمال

DE L'ART DE FAIRE LES STATISTIQUES

à l'aune du développement virtuel



« Carnets de Segou » (1996)

ments extra-hospitaliers et la mortalité maternelle et infantile qui les accompagnent.

Enfin, à défaut de données statistiques, on fabrique des instruments de mesure à fort contenu idéologique, mais dépourvus de toute pertinence scientifique. Le tout récent rapport de la Banque mondiale intitulé « L'Etat dans un monde en mutation » est un modèle du genre (10). Toute la sa préoccupation, non pas de réhabiliter l'Etat, comme l'ont prétendu quelques commentateurs pressés, mais de justifier son cantonnement dans ses seules fonctions régaliennes de maintien de la loi et de l'ordre pour la sécurité prioritaire des capitaux étrangers, la Banque s'essouffie, à grand renfort de graphiques, à tenter de donner une légitimité statistique à ses positions ultra-libérales.

On y mesure de très subjectifs indices de corruption et de crédibilité des Etats. On y apprend sur des figures artificiellement fabriquées que les pays qui suivent la bonne politique économique, celle, bien sûr, préconisée par la Banque mondiale, ont une croissance plus rapide que les autres et d'autant plus rapide qu'ils la suivent sans écart. On enregistre comment devenir un Etat efficace en sautant par petits bonds de la zone 1, celle de l'Etat le moins capable qui veut tout faire avec peu de moyens, à la zone 3, celle du plus capable concentré sur un petit nombre de tâches essentielles, après avoir abandonné, en zone 2, la plupart de ses activités à la communauté du business.

On y trouve même un petit guide du propagandiste libéral : « Six objections aux privatisations et comment y répondre », et le pays modèle à suivre. Cette année, le meilleur élève de la classe africaine des « ajustés structurels » est sans conteste l'Ouganda - qui a succédé au Ghana dans le rôle de « miracle » - félicité par ses maîtres pour son aptitude à « réaliser des réformes de grande envergure », en « comparant très fortement les effets de la fonction publique » et en y « stimulant la compétition », en « sous-traitant les services sociaux à des organisations non gouvernementales » et en « s'ouvrant à la concurrence extérieure ». Car « la participation à l'économie mondiale est une

protection supplémentaire contre l'action arbitraire de l'Etat ; elle limite ses droits régaliens en matière d'imposition des capitaux et expose les politiques monétaires et budgétaires aux regards attentifs des marchés financiers (11) ». On aura compris que l'intérêt des peuples n'était pas la première préoccupation des experts des institutions financières internationales.

Reste à trouver les motifs de cette « exubérance rationnelle » suscitée par une « Afrique en marche [vers] la prospérité et le bien-être » découverte par les vice-présidents de la Banque mondiale,

quand les propres statistiques fournies par leur organisme et confirmées par d'autres - en particulier le Rapport mondial sur le développement humain 1997 du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) (12) - révèlent une tout autre réalité. Sur les 50 pays les plus pauvres du monde, classés selon l'indice de pauvreté humaine du PNUD, 33 sont situés en Afrique subsaharienne. « 45 % de sa population, soit 266 millions d'habitants sur 590 millions, souffrent de pauvreté. (...) L'acuité de cette pauvreté y est plus prononcée que partout ailleurs (13). »

Disneyland de la mondialisation

Et la situation ne fait que s'aggraver : la proportion des personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour sont passées de 179 millions en 1987 à 218 millions en 1993, soit 85 % de la population en Angola, 72 % à Madagascar, 65 % en Ouganda, 61 % au Niger, 50 % en Ouganda (14). « Entre 1981 et 1989, on a enregistré en Afrique subsaharienne une baisse cumulée de 21 % du PNB réel par habitant. Ce recul a touché à la fois les pays ayant entrepris des ajustements structurels et les autres (...). Les reculs les plus graves ont été observés au Gabon (58 %), au Nigeria (50 %), en Côte-d'Ivoire (42 %) (...). Même dans les années 90, près de 52 % des personnes vivant dans la région ne devraient pas atteindre l'âge de quarante ans (15). » On y compte un médecin pour 18 000 habitants (contre un pour 350 dans les pays industrialisés), les deux tiers des 25 millions de scolarisés, et le virus y progresse plus rapidement que partout ailleurs, moins d'une personne sur deux y dispose d'une eau potable, une sur deux n'a pas accès aux services de santé, la production alimentaire par habitant a régressé depuis 1980, la population illettrée est passée de 125,9 millions en 1980 à 140,5 millions en 1995, etc. Pendant ce temps, les inégalités dans le monde ne cessent de s'accroître. « En 1994, le rapport de revenu entre les 20 % les plus riches et les 20 % les plus pauvres était de 78

contre un, nettement plus qu'en 1960 ; 30 contre un (16). »

Les anciens planificateurs socialistes cultivent le mensonge statistique. Tandis que les unités de production, armées de la géniale pensée du camarade Staline, dépassaient allégrement en quelques mois les objectifs assignés pour un quinquennat, la pénurie s'installait partout. Il restait au petit père des peuples à expliquer l'échec par... « le vertige du succès » (17). C'était le temps des « hauteurs béantes » (18). Voici venu celui de l'économie virtuelle, l'ouverture du gigantesque Disneyland de la mondialisation. Visitez sa croissance enchantée, son monde merveilleux du développement, ses dragons émergents faiseurs de « miracles », ses petits nains, pays dociles de la bonne « gouvernance » guidés par les Blancs-Neiges de Bretton Woods. Feuilletez le magnifique guide du développement mondial, fruit du travail de centaines de spécialistes à 100 000 dollars par an, ses jolis graphiques couleur pastel expliquant aux enfants à l'aide de petits cubes comment un pays peut grandir plus vite et plus fort en consommant la bonne politique économique du catalogue.

Tout ce mascarade tente vainement de camoufler l'échec patent des politiques d'ajustement structurel imposées depuis quinze ans aux pays du sous-continent africain dans le seul intérêt des membres du club du G7 et les ravages opérés par le modèle économique de la mondialisation capitaliste. Plus l'écart grandit entre riches et pauvres, plus la pauvreté s'étend dans les populations d'Afrique subsaharienne, plus il faut entretenir l'illusion. Celle du progrès, du développement et d'un prochain « miracle », image fétiche de néo-libéraux qu'on aurait cru plus attachés aux comportements rationnels et qui ne semblent plus compter que sur ces interventions divines bienveillantes, à l'égard desquelles les Eglises elles-mêmes gardent pourtant la plus grande méfiance.

En janvier 1949, dans le point 4 de son « discours sur l'état de l'Union », le président américain Harry Truman ouvrait l'ère du « développement ». Désormais, il n'y aurait plus de Ber-

bères, de Thaïs, d'Achatis ou de Gueanans, mais des « sous-développés », « en voie de développement » grâce à l'aide apportée par les pays « développés », dont les Etats-Unis prenaient tout naturellement la tête d'un classement effectué à l'aide d'un nouvel indicateur : le produit national brut (PNB).

L'impérialisme avait trouvé une idéologie nouvelle pour légitimer l'expansion du capitalisme, un temps menacé au Sud par la revendication d'un nouvel ordre économique international (NOEI) et le « tiers-mondisme », avant que celui-ci, devenu une « bête à abattre » (19), ne laisse bientôt la place aux lois universelles du marché. Désormais, elles seraient seules chargées de régler les rapports entre forts et faibles, riches et pauvres, Nord et Sud. Aux bons docteurs libéraux le soin d'administrer aux laissés-pour-compte le traitement de choc, l'ajustement structurel, relevant de l'ingénierie humanitaire. Le 25 septembre 1972, devant le conseil des gouverneurs de la Banque mondiale, son président, M. Robert McNamara, appelait à « se lancer à l'assaut de la pauvreté » et des « conditions de dénuement qui défient la dignité humaine ». Vingt-cinq ans après, au vu des résultats, il serait temps pour les pays d'Afrique subsaharienne de remettre en question un modèle de croissance occidentale voué à couvrir l'injustice de la cape délabrée du développement (20).

CHRISTIAN DE BRIE.

- (1) International Herald Tribune, Paris, 21-22 juin 1997.
- (2) Selon M. Michel Comandant, in Les Echos, vendredi 25 et samedi 26 avril 1997.
- (3) Entretien de M. Evangelos A. Caramanis, FMI Bulletin, vol. 26, n° 13, 14 juillet 1997.
- (4) International Herald Tribune, op. cit.
- (5) Rapport sur les perspectives de l'économie mondiale, cité par le Financial Times, 14 mai 1997.
- (6) Banque mondiale, World Development Indicators 1997, Oxford University Press, 1997.
- (7) Programme des Nations unies pour le développement, Rapport mondial sur le développement humain 1997, Economica, Paris, 1997.
- (8) Catherine Castelfranchi, « Masters of Illusion, The World Bank and the Poverty of Nations », cité in Bank Check Quarterly, n° 17 juin 1997.
- (9) Le progrès des nations, rapport Unicef, Genève, 1997, p. 68.
- (10) Rapport sur le développement 1997, Banque mondiale, op. cit.
- (11) L'Etat dans un monde en mutation, rapport de la Banque mondiale, 1997, résumé en français, pp. 11 et 13.
- (12) Lire Alain Gresh, « L'ombre des inégalités », Le Monde diplomatique, septembre 1997.
- (13) Rapport du PNUD op. cit. pp. 23 et 37.
- (14) World Development Indicators, op. cit., p. 31.
- (15) Rapport du PNUD, op. cit., pp. 35 et 36.
- (16) Ibidem, p. 27.
- (17) Titre d'un célèbre article de Staline, publié dans la Pravda du 2 mars 1930.
- (18) Alexandre Zinoviev, Les Hauteurs béantes, Laffont, Paris, 1990.
- (19) Voir le dossier publié sous ce titre dans Le Monde diplomatique, mai 1985.
- (20) Sur ce point, lire Gilbert Rist, Le Développement, histoire d'une croyance occidentale, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris 1996, et Serge Lacroix, La Plante des paradis, essai sur l'après-développement, La Découverte, Paris, 1991.

le cycle infernal de la dette

Les institutions financières internationales. Mis à part l'Afrique du Sud (vu le poids de son économie) et le Soudan (qui a rompu tout contact avec ces institutions), les gouvernements du sous-continent sont littéralement sous la coupe du FMI, de la Banque mondiale, et du Club de Paris, qui laisse aux deux premiers le soin de mettre au point les politiques que les gouvernements doivent appliquer.

Depuis près de quinze ans, des plans d'ajustement structurel sont imposés à la plupart des pays d'Afrique subsaharienne. Assortis d'un moyen de change effréné : la ligne de crédit est suspendue si les autorités refusent le plan, dont les effets sociaux et économiques

sont souvent désastreux : abaissement du rôle redistributeur de l'Etat, baisse de la production nationale dans les secteurs agricole et semi-industriel, dégradation des conditions de vie de la majorité de la population.

Ainsi par exemple, en Zambie, entre 1990 et 1993, le gouvernement a dépensé 37 millions de dollars pour l'enseignement primaire, tandis qu'il remboursait 1,5 milliard de dollars au service de la dette (8). Autrement dit, pour 1 dollar investi dans l'enseignement primaire, le gouvernement en paie 35 au club des pays riches. En 1995, le gouvernement dépensait six fois moins pour l'éducation primaire par habitant que dix ans auparavant et 30 % de moins pour la santé. Conséquence : 80 % des coûts de l'école primaire étaient pris en charge par les familles elles-mêmes et la mortalité infantile augmentait de 20 % au cours de la période.

Depuis 1994, le Club de Paris négocie des réductions de dette, au cas par cas, avec les pays africains désignés comme bons élèves par le FMI, et proclame son intention de réduire jusqu'à 67 % le stock de la dette bilatérale des pays les plus endettés. En réalité, les conditions d'accès sont tellement draconiennes que la réduction promise se réduit à très peu de choses. Le premier pays (l'Ouganda) à bénéficier des largesses du Club de Paris n'a obtenu que 3 % de réduction de sa dette extérieure, et l'ensemble des annulations et allègements accordés en 1995 à tous les pays de l'Afrique subsaharienne représente moins de 1 % du stock de leur dette (9).

En 1996, la Banque mondiale, le FMI et le Club de Paris ont pris une nouvelle initiative, visant à rendre « soutenable » le paiement du service de la dette des plus pauvres et des plus endettés dont le total représente plus de 200 milliards de dollars. Les premières

réductions sont attendues pour 1998, mais la plupart n'interviendront qu'après l'an 2000. Banque mondiale et FMI se déclarent prêts à réunir un maximum de 7 milliards de dollars pour financer l'ensemble de l'initiative, soit « à peu près autant que la construction d'un pont d'attraction Eurodisney en France (10) », et trente fois moins que les 200 milliards de dollars volatilisés sur les places boursières asiatiques au cours du seul mois d'août 1997.

La dette extérieure de l'Afrique subsaharienne obéit plus de 10 % des habitants de la planète représente moins de 1 % des dettes libellées en dollars dans le monde. Vu son coût social, refuser de l'annuler équivaut à un refus de porter assistance à personne en danger de mort. Pour éviter qu'une telle annulation donne un ballon d'oxygène à des régimes corrompus, il faut également geler les avoirs que détiennent les gouvernements africains et leur entourage afin de permettre aux organisations démocratiques de chaque pays, avec l'aide des pouvoirs judiciaires et législatif, de procéder à un audit. S'il apparaît que ces avoirs ont été mal acquis, ils devraient être rétrocédés et financer un fonds de développement social sous contrôle public. Ces deux propositions que relaie le Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde sont des conditions préalables nécessaires à un renouveau économique et démocratique en Afrique.

ERIC TOUSSAINT.

- (1) Daniel Commanne et Eric Toussaint, La dette : ce nouvel esclavage de l'Afrique, dossier CADTM/GRSSEA n° 15, Bruxelles, 1995, p. 91.
- (2) Jacques Albert, « La dette extérieure de l'Afrique », Marchés tropicaux et méditerranéens, 29 mars 1996, Paris.
- (3) Jacques Albert, op. cit.
- (4) D. Commanne et E. Toussaint, op. cit., p. 90.
- (5) Le progrès des nations, rapport Unicef, Genève 1997 et Alternatives économiques, n° 146, mars 1997.
- (6) Cela a pris plusieurs formes. Des pays du Nord ont rachetés aux banques privées certaines de leurs créances (en utilisant une partie du budget de la coopération extérieure). Les banques ont bénéficié de réductions d'impôts pour des créances qu'elles déclaraient non recouvrables (même si au bout du compte les débiteurs ont fini par payer).
- (7) PNUD, Rapport mondial sur le développement humain, Editions Economica, Paris, 1994, p. 68.
- (8) Oxford International, Multilateral Debt : the African Case, Washington, février 1996, p. 11.
- (9) Banque mondiale, Global Development Finance, Washington, 1997, vol. 1, p. 203.
- (10) PNUD, Rapport sur le développement humain 1997, p. 103.



« par leur voix » (1996)

magazine littéraire

N° 358 - Octobre 1997

DOSSIER
CERVANTES
Don Quichotte ou l'invention du roman moderne

■
Le Goncourt des lycéens, par Erik Orsenna
Le Temps des livres :
entretien avec Catherine Trautmann

INÉDIT
Quel Panama ! par John le Carré
Chez votre marchand de journaux : 32 F

OFFRE SPECIALE
6 numéros : 132 F

Cocher sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

<input type="checkbox"/> Umberto Eco	<input type="checkbox"/> Jacques Derrida	<input type="checkbox"/> Montaigne
<input type="checkbox"/> Littérature allemande	<input type="checkbox"/> Wilfrid Gornbovics	<input type="checkbox"/> A. J. Ayer
<input type="checkbox"/> Collette	<input type="checkbox"/> Les Envoies de la Belle	<input type="checkbox"/> André Gide
<input type="checkbox"/> Les Frères Goncourt	<input type="checkbox"/> Epique	<input type="checkbox"/> Rainer Maria Rilke
<input type="checkbox"/> William Faulkner	<input type="checkbox"/> Fernando Pessoa	<input type="checkbox"/> Kant
<input type="checkbox"/> Italo Calvino	<input type="checkbox"/> Céline	<input type="checkbox"/> Guy de Maupassant
<input type="checkbox"/> Virginia Woolf	<input type="checkbox"/> Hegel	<input type="checkbox"/> Lévi-Strauss
<input type="checkbox"/> Albert Camus	<input type="checkbox"/> Georges Sand	<input type="checkbox"/> La fin des certitudes
<input type="checkbox"/> Barcelona	<input type="checkbox"/> 1492, l'invention d'une culture	<input type="checkbox"/> Jean Genet
<input type="checkbox"/> Marguerite Duras	<input type="checkbox"/> Joseph Conrad	<input type="checkbox"/> Roland Barthes
<input type="checkbox"/> Jean Starobinski	<input type="checkbox"/> Tchekhov	<input type="checkbox"/> Jacques Lacan
<input type="checkbox"/> Marguerite Yourcenar	<input type="checkbox"/> L'Age du Baroque	<input type="checkbox"/> Georges Perec
<input type="checkbox"/> Sade	<input type="checkbox"/> Chagrins d'amour	<input type="checkbox"/> Céline, Voyage au bout de la nuit
<input type="checkbox"/> Retour aux Latins	<input type="checkbox"/> Michel Leiris	

Nom : _____
Adresse : _____

Règlement par chèque bancaire ou postal
magazine littéraire
40, rue des Saints-Pères, 75007 Paris - Tél. 01.46.44.14.51

COMMENT SURVIVRE SANS LA « COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE »

Somaliland, le pays qui n'existe pas

INSTALLÉE dans les frontières de l'ancienne colonie britannique, la République du Somaliland, pour avoir quitté la Somalie et proclamé son indépendance en 1991, se trouve privée de toute reconnaissance et de toute aide. Pauvre et isolée, elle s'emploie à marier pacifiquement démocratie et traditions culturelles avec un succès que l'on ne rencontre guère dans les pays d'Afrique bénéficiaires de l'assistance internationale. Une expérience originale sinon un modèle pour le continent.

Par notre envoyé spécial GÉRARD PRUNIER *

Après en avoir fait pendant plusieurs années le symbole de l'activisme charitable, les médias ont cessé de s'intéresser à la Somalie, seul Etat au monde dont le siège à l'ONU soit vacant. En mars 1995, la fin de l'intervention des Nations unies (Onusom) a marqué l'entrée de cet ex-pays dans une de ces « zones grises » dont parle l'écrivain et essayiste Jean-Christophe Rufin (1). La Somalie n'est pas abolie mais, sur ses quelque 637 000 km², elle n'existe que de manière indéterminée.

Ce qui fut la République de Somalie peut être divisé en quatre zones. Au nord-est, autour de sa « capitale » Bosaso, le pays majestueux connaît une paix presque complète depuis la fin de la guerre contre l'ancien dictateur Siyad Barre, en janvier 1991. Plus au sud, de Galkayo à Belet Weyn, une région charnière peuplée de Marehans et de nombreux sous-clans hawiyés, moyennement troublée, sert d'interface, notamment sur le plan commercial, entre le Nord-Est et le Sud et le Sud-est. Car c'est au sud, au Bénadir (région de Mogadiscio) jusqu'à la frontière kenyenne, que la guerre civile continue depuis six ans.

Six ou sept seigneurs de la guerre principaux s'y affrontent au gré d'alliances fluctuantes mais toujours ardoisées par la grande division binaire entre les deux principaux rivaux hawiyés, MM. Ali Mahdi Mohamed et Hussein Farah Aidid. Ce dernier a succédé à son père, le général Mohamed Farah Aidid, « tombeur » de l'armée américaine à Mogadiscio en 1993, tué au combat contre les forces de M. Ali Mahdi au début 1996. Les seigneurs de la guerre ne sont toutefois des chefs claniques traditionnels, mais des parvenus qui ont émergé au premier plan politico-militaire pendant la guerre contre la dictature (1981-1991). Ils rassemblent des groupes d'hommes jeunes, pauvres et récemment urbanisés, appartenant à plusieurs fractions de clans et se connaissant d'autre métier que la guerre.

C'est contre ce « système » que s'est déterminée la quatrième partie de l'ex-Somalie, la République du Somaliland. A l'origine de ce phénomène, ce que l'on pourrait appeler le « différentiel de colonisation » entre l'ancien British Somaliland, au nord, et sa contrepartie au sud, la Somaliland italienne.

Dans le Nord, les Britanniques, qui n'avaient occupé le pays que pour contrôler le détroit stratégique du Bab-el-Mandeb et accéder au commerce pour trouver un approvisionnement alimentaire à

bas prix pour la garnison rocheuse et désolée d'Aden, se souciaient fort peu de « leur » Somalie. Ils laissaient donc les indigènes libres de vivre selon leurs coutumes et surtout selon le droit nomade typiquement somali du *xeer*.

Il en allait tout autrement de l'Italie, humiliée par la manière cavalière dont les grandes puissances la traitaient avant 1914, humiliation renforcée par le « syndrome de Caporetto » (lieu de la désastreuse rupture du front italien face à l'offensive austro-allemande en octobre 1917) et par les traités de paix de 1919-1920. Pour cette Italie qui allait tenter de panser les plaies de son nationalisme blessé en se jetant dans les bras du fascisme, les colonies étaient une grande compensation (2).

Le traitement de la Somalie fut brutal. La colonie devait se plier à la volonté du vainqueur et subir son droit, ses usages et ses préférences économiques. Un droit romain artificiel fut imposé, les pratiques sociales nomades, notamment dans la résolution des conflits, furent abolies, le *xeer* somali devint symbole d'indépendance. Des affrontements militaires se poursuivirent entre rebelles somalis et troupes italiennes jusqu'à la fin des années 20.

Par ailleurs, les Britanniques, plutôt que de promouvoir une scolarisation de masse, très aléatoire en milieu nomade, créèrent quelques rares écoles de bonne qualité, dont les meilleurs élèves

allèrent en Grande-Bretagne étudier à l'université. Il en sortit une petite élite, bien formée, à partir des années 40. Dans le Sud au contraire, les Italiens poursuivirent une politique de scolarisation générale mais de bas niveau, aboutissant à la constitution d'un groupe important de demi-intellectuels partiellement prolétariés et au nationalisme exacerbé. Ainsi, malgré l'enthousiasme de l'indépendance, l'« unité » de juin 1960 fut un peu le mariage de la carpe et du lapin (3).

Cette différence de structures et de fonctionnement mina peu à peu l'unité. Tous les cadres techniques ou presque vinrent du Nord tandis que les postes politiques-clés passaient aux mains des sudistes, renforçant les tensions. Or il n'existait même pas de langue administrative commune, les uns parlant anglais et les autres italien tandis que le somali, que tous connaissaient, n'était pas encore une langue écrite (4).

Le désenchantement des nordistes se transforma en colère à partir de 1978. Vaincu dans sa guerre contre l'Éthiopie, le président Siyad Barre (5) entreprit de faire porter le fardeau économique de la défaite par les populations de l'ex-Somaliland. Trois ans plus tard, en 1981, les nordistes créaient, à Londres, le Somali National Movement (SNM), le premier des mouvements de guérilla somaliens.

La guerre atteignit une violence extrême au nord, en 1988, avec la destruction totale de la capitale, Hargeisa, au prix de 50 000 morts. Puis elle s'étendit peu à peu à l'ensemble du territoire, où d'autres mouvements opposés à la dictature s'organisèrent en 1989, amenant la chute du régime en 1991. Mais, alors qu'au sud les organisations combattantes, qui correspondaient toutes à des clans ou à des fractions de clan, s'entre-déclaraient pour la conquête d'un pouvoir effondré, au nord, le SNM s'engageait dans une voie radicalement différente, de réconciliation nationale, jusqu'à la sécession.

Après la guerre, le pardon

LORS du *shir* (conseil) de Berbera en février 1991, les clans issaks (80 % des 2,3 millions d'habitants de l'ex-colonie britannique) décidèrent de pardonner aux autres clans (Gaddaboursis, Dolbahantes, Warsangelis) bien que ceux-ci aient combattu pendant la guerre aux côtés de l'armée siyadiste. Les prisonniers de guerre furent échangés et il n'y eut pas de représailles. Quatre mois plus tard, lors d'un deuxième grand *shir* réuni cette fois à Bura, la population fit pression sur la direction du SNM pour abroger l'acte d'union de juin 1960 et proclamer l'indépendance. Certains cadres SNM, dont le président Abd-er-Rahman Taur (qui deviendra le premier président du Somaliland indépendant) étaient d'anciens membres du gouvernement de Mogadiscio et ne croyaient pas à la viabilité de la sécession (6).

L'indépendance est simplement venue d'un très profond sentiment de rejet des sudistes et de toute la politique « somalienne » depuis 1960. Du aux injustices de la paix et aux violences de la guerre, ce rejet s'est encore amplifié depuis 1991 devant l'anarchie persis-

sante au sud. « La communauté internationale nous demande de nous réunir avec les gens du Sud, disait un politicien somalilandais, mais avec lesquels ? Ils sont absolument incapables de s'entendre de manière durable (7). »

Malgré ses efforts méritoires au début de 1991, le Somaliland a aussi connu la guerre des clans. Les Issaks, quasiment hégémoniques, se sont fragmentés pour se disputer les maigres restes de l'économie monétarisée, essentiellement les rentes portuaires, routières et aéroportuaires (8). Il y eut deux guerres claniques, en 1992 puis de nouveau en 1994-1995. Mais les choses n'ont pas évolué comme au sud. Grâce à la survie des structures du *xeer* permettant le règlement des conflits, des « conférences de paix à la somalienne » se réunirent et aboutirent à des formes de règlement adaptées à la culture nationale : de vastes assemblées régionales parvenant à imposer le paiement du prix du sang (*mag*) qui seul permet de désamorcer une guerre clanique en combinant compensations matérielles et rétablissement symbolique de l'honneur.

Un tel processus peut être long (de deux à six mois) et assez pénible pour un observateur étranger. Mais il est adapté à la réalité sociale et culturelle du pays, ce qui n'était certainement pas le cas des « conférences de paix » à l'occidentale que l'ONU s'obstina à bricoler périodiquement à Addis-Abeba, en 1993-1994, et qui n'aboutirent jamais à quoi que ce soit.

L'idée même d'Etat est complètement étrangère à la culture somalienne, qui n'en a connu aucune forme avant la période coloniale. Quant à la société nomade, elle est par essence anarchique car jamais un surplus économique suffisant n'a été développé pour permettre à des groupes humains d'une taille un tant soit peu importante de se sédentariser, condition favorable à toute forme d'Etat (9). Les grands *shirs* successifs de Bura (1991), Berbera (1993) et Hargeisa (1996-1997) sont appelés par les Somalilandais « conférences nationales » pour les distinguer des *shirs* locaux qui ont servi à régler les conflits claniques. Dans chacune de ces trois « conférences nationales », ce qui s'est joué, au-delà de tel ou tel enjeu de politique politicienne (et il y en avait !), c'était la forme même de l'Etat, les modalités de son existence.

Au lendemain de la troisième conférence nationale (octobre 1996-mars

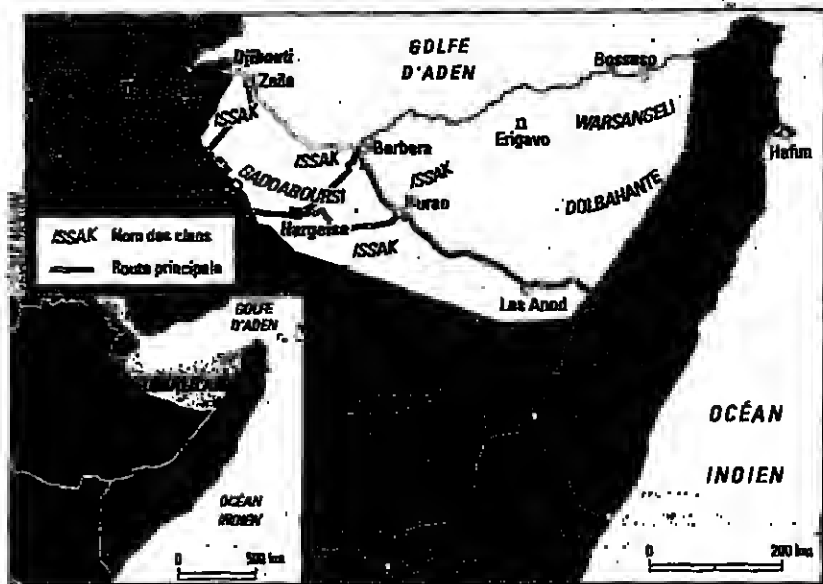
1997), non seulement l'Etat n'est plus contesté par personne (même si son fonctionnement fait toujours l'objet de vifs débats) mais il y a maintenant deux assemblées élues, l'une de délégués « simples » et l'autre d'« anciens » choisis non par les électeurs mais par les conseils des clans. Cette seconde Chambre, contrairement à la première, ne peut être dissoute par le président et chaque représentant d'un clan ou d'un sous-clan ne peut être remplacé en cas de décès, d'incapacité ou de rappel que par un autre représentant du même clan ou du même sous-clan. Ces mesures sont formalisées dans une Constitution approuvée en février 1997 par les deux tiers des représentants.

Les Somalis sont certes anarchiques, mais ils sont aussi des ultra-démocrates, l'un étant d'ailleurs la conséquence de l'autre. Pendant les dix années de guerre, le SNM a eu cinq présidents. Tous ont été démocratiquement élus par des Congrès, tous ont été pendant leur mandat les véritables chefs du mouvement et tous ont quitté leurs fonctions en vie et libres, une performance dans les mouvements de guérilla en Afrique.

Cette patiente construction d'un Etat hybride occidental-nomade a conduit peu à peu à un approfondissement démocratique, non pas, comme c'est le cas ailleurs sur le continent, pour faire plaisir aux bailleurs de fonds étrangers (il n'y en a pas), mais pour répondre à une véritable nécessité fonctionnelle : le choix étant entre une réelle démocratie-sensitivité. Le résultat de cette étonnante idée ne pouvait être qu'un renouveau des affrontements claniques. M. Kapungu fut poliment renvoyé dans son avion et prit d'aller exercer ailleurs ses talents diplomatiques. L'épisode n'en laissa pas moins à Hargeisa une solide méfiance vis-à-vis des « bonnes intentions » internationales.

Le Somaliland est pauvre et isolé. Mais, au moment où l'Afrique se cherche à tisser entre les vieux tyrans qui tombent et les jeunes démocraties qui irradient, il offre une expérience originale d'approfondissement démocratique réalisée en harmonie avec des traditions culturelles vieilles de plusieurs siècles dont on a patiemment tenté de préserver les atouts et d'éliminer les dangers. Signe parlant de maturité politique, les propos d'un opposant radical à l'ancien président Mohamed Ibrahim Egal, réels en mars 1997.

Après avoir longuement expliqué pourquoi le président Egal ne méritait pas son poste et comment il l'avait acquis en achetant les voix des grands électeurs, ce politicien conclut qu'il serait facile de le renverser car sa corruption était de notoriété publique. « Mais, ajoute-t-il, ce serait une folie de le faire et nous ne le ferons pas. Nos institutions sont bien trop jeunes et trop fragiles pour supporter le choc d'un coup d'Etat ou d'une insurrection. Dans quatre ans, il y aura d'autres élections. D'ici là, nous ferons beaucoup de shir. » Ce qu'ailleurs on appellerait des réunions électorales.



(1) Jean-Christophe Rufin, *L'Empire et les Nouveaux Barbares*, J.-C. Laffont, Paris, 1991. Lire également, Philippe Leymarie, « La Somalie, nation déchirée », *Le Monde diplomatique*, janvier 1993, et « L'Inconcevable avènement de l'ONU en Somalie », *Le Monde diplomatique*, novembre 1993.

(2) En 1925, Rome ira jusqu'à demander aux Anglais de lui rétrocéder le Jubaland (qui faisait alors partie du Kenya, guère de redécoupage des frontières coloniales qui semblaient plutôt appartenir à l'époque, alors déjà révolues, du partage de l'Afrique). Puis, en 1955, il y eut l'invasion de l'Éthiopie.

(3) Après avoir occupé la Somalie italienne en 1941, les Britanniques avaient fini par en rendre le contrôle en 1948 à une administration italienne déléguée par l'ONU, l'Administration Fédérale Italienne en Somalie (AFIS), qui géra le pays jusqu'en 1960 en utilisant le plus souvent les vieux cadres coloniaux de l'époque mussolinienne. Ce sont les sudistes qui vinrent volontiers se joindre au Sud, quatre jours après que les Britanniques leur eurent accordé l'indépendance.

(4) Il ne se développa qu'en 1971, soit onze ans après l'unification des deux ex-colonies.

(5) Siyad Barre appartenait au clan siyadiste des Marehans et détestait les clans issaks du Nord.

(6) A l'explosion de son mandat, M. Abd-er-Rahman Taur dut d'ailleurs repartir le même jour de son poste et comment il l'avait acquis en achetant les voix des grands électeurs, ce politicien conclut qu'il serait facile de le renverser car sa corruption était de notoriété publique.

(7) Il y a eu cinq ou six « conférences de paix » négociées entre les factions armées depuis 1992, mais aucune n'a abouti à une véritable paix.

(8) La seule richesse marchande est représentée par le bétail (ovins et chèvres), essentiellement exportés vers l'Arabie saoudite et les pays du Golfe, qui a rapporté plus de 150 millions de dollars en 1996. La seule forme de production de profit par des « entreprises » se situe donc au niveau des domaines et des bétailiers nomades, qui ne sont pas des « entreprises », mais des « domaines ».

(9) Seul évidemment sur la côte, où des cités-Etats commerçantes s'étaient organisées, du XIV^e au XIX^e siècles sous forme de micro-États. Mais ces villes n'ont jamais eu de frontières, n'ont jamais eu de territoire, et ont toujours été le lieu de passage des caravanes.

(10) Le programme de stabilisation du port de Berbera, annoncé à grand bruit par l'Union européenne, n'est absolument pas viable sur le terrain après un an de « développement ».

L'annuaire économique et géopolitique de référence

L'ÉTAT DU MONDE 1998



704 pages, 159 F

- 100 spécialistes
- 270 articles inédits
- 55 pages de cartes
- 90 bibliographies
- 100 pages de statistiques
- 10 chronologies
- Un index de 2 000 entrées

TEXTES ENTièrement NOUVEAUX

- Les grandes mutations internationales
- Le tableau de bord complet de l'économie mondiale
- Le point complet sur les 225 pays du monde

Également disponible sur CD-Rom compatible Mac et PC

LA DÉCOUVERTE

صكزا من الاصل

COURSE FOLLE À LA PRODUCTIVITÉ AGRICOLE

L'asphyxie des économies paysannes du Sud

DU fait de la révolution des transports et de la libéralisation des échanges, la concurrence des agricultures les plus hautement capitalisées entraîne le blocage du développement et le marasme des économies paysannes les moins performantes des pays en voie de développement : moindre productivité, baisse tendancielle des prix et donc des revenus, sous-équipement, dégradation de l'écosystème cultivé, endettement, migrations massives vers les villes, etc. Cette crise agraire étendue explique, pour partie, les difficultés de beaucoup de ces pays.

Par MARCEL MAZOYER et LAURENCE ROUDART *

Amorçé dès la première moitié du siècle, s'accéléra à partir des années 50, un immense bouleversement a transformé l'agriculture de l'ensemble des pays développés. Il a reposé sur le développement des moyens de production issus de la seconde révolution industrielle : la motorisation (moteurs à explosion ou électriques, tracteurs et engins automobiles de plus en plus puissants), la grande mécanisation (machines complexes et performantes) et l'essor de la chimie agricole (engrais minéraux et produits de traitement). Il s'est également appuyé sur la sélection de variétés de plantes et de races d'animaux domestiques à haut rendement tout à la fois adaptées à ces moyens de production et capables de les rentabiliser, ainsi que sur la spécialisation des exploitations et des régions, permise par les nouveaux moyens d'échange eux aussi d'origine industrielle.

En céréaliculture, par exemple, les meilleurs rendements à l'hectare ont presque décuplé grâce aux engrais et à la sélection : la superficie cultivable par un homme seul a été multipliée par plus de dix grâce à la motorisation. De ce fait, la production maximale de grain d'un travailleur agricole a pu centupler, et la productivité nette du travail (1) être multipliée par cinquante. Ces énormes progrès ont eu pour conséquence une importante diminution de la part des ruraux dans la population active qu'une forte baisse tendancielle des prix réels des denrées agricoles - au premier rang, desquelles les céréales. Aux États-Unis, le prix réel du blé a quasiment été divisé par quatre, en tendance, depuis le début du siècle, alors que celui du maïs, tout comme celui du riz, l'était par deux en cinquante ans.

Or, malgré les milliards de francs dépensés pour le promouvoir, ce modèle agricole n'a pénétré que dans quelques secteurs limités des pays en développement : plus des trois quarts des agriculteurs d'Afrique et plus de la moitié de ceux d'Amérique latine et d'Asie continuent de travailler avec des outils manuels (machette, houe, bêche, faucille...), seuls 15 % à 30 % d'entre eux disposant de la traction animale (araire ou charrue, charrette...).

En cette fin de XX^e siècle, les agriculteurs les mieux équipés des pays développés et de quelques secteurs réduits de l'agriculture du Sud peuvent atteindre un niveau de productivité nette de l'ordre de 5 000 quintaux d'équivalent-céréale par travailleur ; au même moment, dans les pays en développement, la masse des cultivateurs manuels produit toujours de l'ordre de 10 quintaux. Multiplié par cinquante en un peu moins d'un siècle, un rapport de 1 contre 500 !

* Enseignants-chercheurs à l'Institut national agronomique Paris-Grignon, auteurs de *Histoire des agricultures du monde*, à paraître aux éditions du Seuil en novembre 1997.

Cette formidable avancée d'une certaine forme d'agriculture « moderne » n'avait, en elle-même, aucune raison de nuire au développement des autres, et elle ne saurait donc être incriminée à ce titre. Mais la révolution des transports a progressivement désenclavé et mis en concurrence toutes les agricultures du monde, de sorte que les moins productives se sont trouvées confrontées, l'une après l'autre, aux bas prix des céréales et des autres denrées de base provenant des pays les mieux équipés. Avec le temps, et faute d'être suffisamment protégées, elles ont été soumises à la forte baisse tendancielle des prix agricoles réels (2).

Cette baisse n'a pas seulement concerné les céréales, elle a aussi touché les cultures tropicales d'exportation, concurrentes soit par des cultures motorisées et mécanisées des pays développés (betterave contre canne à sucre, soja contre arachide et autres oléo-protéagineux tropicaux, coton du sud des États-Unis...), soit par des produits industriels de remplacement (caoutchouc synthétique contre hévéaculture, textiles synthétiques contre coton...). (3) Le prix réel du sucre, par exemple, en tendance a été divisé par trois en un siècle, le prix du caoutchouc l'étant par près de dix. Pour certaines cultures tropicales d'exportation (banane, ananas...), de nouveaux moyens de production ont été mis au point et adoptés par une minorité de grandes exploitations capitalistes ou étatiques et d'exploitations de paysans aisés ; là encore, du fait des gains de productivité, les prix agricoles réels ont baissé.

Ainsi, à raison de 100 F le quintal de grain, un céréaliculteur bien équipé d'Europe, produisant à lui seul 8 000 quintaux par an (100 hectares x 80 quintaux à l'hectare), obtient un produit brut de 800 000 F. Après

Exode vers les bidonvilles

L'UNIFICATION du marché et la baisse tendancielle des prix agricoles réels ne risquent donc pas de conduire les agriculteurs manuels sur le chemin des investissements productifs et des gains de productivité. De moins en moins capables d'investir dans un matériel performant, ou même d'acheter semences sélectionnées, engrais et autres produits de traitement, ces paysans appauvris ont été contraints, pour renouveler au minimum l'outillage indispensable, à de lourds sacrifices : vente de bétail, réduction de leurs maigres achats... Et ils ont dû étendre le plus possible les cultures destinées à la vente ; dès lors, la superficie qu'ils peuvent cultiver avec leur faible outillage étant strictement limitée, il leur a fallu réduire celle des cultures vivrières. Autrement dit, le blocage du développement et la baisse tendancielle des prix agricoles se combinent pour entraîner la

déduction de la valeur des amortissements et des biens et services utilisés, il lui reste entre 400 000 F et 500 000 F, une somme qu'il doit partager avec son propriétaire s'il est fermier, avec son banquier s'il est endetté, et avec le fisc s'il est soumis à l'impôt. Moyennant quoi, il lui reste entre 100 000 F et 250 000 F par an pour rémunérer son propre travail et pour investir.

Payé à la même aune (100 F le quintal), un cultivateur manuel andin, soudanais ou indien, produisant 10 quintaux nets de grain, recevrait 1 000 F s'il vendait toute sa production. Mais il doit garder au moins 7 quintaux pour se nourrir, lui et sa famille : son revenu monétaire ne peut guère dépasser 300 F par an. A condition qu'il ne paie ni fermage, ni intérêt d'emprunt, ni impôt. Dans ces conditions, il lui faudrait une vie de travail (une-trois ans) pour acquérir une paire de bœufs et un petit matériel de culture attelée coûtant 10 000 F, à supposer qu'il puisse consacrer tout son revenu monétaire à cet achat ; il lui faudrait trois cents années pour acheter un tracteur à 100 000 F, et... trois mille ans pour acquérir un équipement complet de motomécanisation, d'une valeur de 1 million de francs, comparable à celui d'un agriculteur européen ou américain.

Mal outillés, mal nourris, mal soignés, ces paysans ont une capacité de travail réduite. Ils doivent donc concentrer leurs efforts sur les tâches les plus immédiatement nécessaires à la survie (préparer le terrain, semer, récolter...), négligeant les travaux d'entretien, à moyen et à long terme, de l'écosystème cultivé : ici, les aménagements hydrauliques mal entretenus se dégradent ; là, pour réduire la difficulté du défrichage, les paysans s'attaquent à des friches de plus en plus jeunes, ce qui accroît le déboisement et la dégradation de la fertilité ; ailleurs, la réduction du cheptel vif entraîne une diminution de la fumure des terres de culture.

La dégradation de l'écosystème cultivé et l'affaiblissement de la force de travail conduisent aussi les paysans à simplifier leurs systèmes de culture, au détriment de la diversité et de la qualité des denrées végétales autoconsommées. Ajouté à la quasi-disparition des produits animaux, cet enchaînement de causes et d'effets accroît les carences alimentaires en protéines, en minéraux et en vitamines.

Exploitant un milieu de plus en plus dégradé, ces paysans affaiblis sont, un jour ou l'autre, obligés de s'endetter pour pouvoir subsister aux mois de soudure précédant la récolte suivante. Le plus souvent, après remboursement, il leur reste à peine de quoi manger pendant quelques mois. Ils sont alors contraints d'emprunter à nouveau, encore plus tôt, encore plus lourdement. Leurs possibilités de remboursement se réduisent et il arrive un moment où ils ne trouvent plus prêteur. Ils doivent alors envoyer les membres encore valides de leurs familles à la recherche de revenus extérieurs. Si ces revenus ne suffisent pas, il ne reste qu'une issue, l'exode vers les bidonvilles - à moins de pouvoir se replier sur des cultures illégales (pavot à opium, coca, chanvre indien, etc.). Et à condition de ne pas être condamné à la famine sur place par



LE MAÏS AU TEMPS DES AZTÈQUES
(Codex Florentino, Archives générales de la nation, Mexico)

vail dans cette entreprise : il est aligné sur le prix de marché de la main-d'œuvre peu qualifiée réduit fortement les coûts de production et les prix des biens et services produits et consommés localement, entraînant à la baisse les salaires des autres catégories d'employés. C'est ainsi que, à qualification et à travail égaux, l'expert ou l'interprète originaire d'un pays en développement, employé dans son pays par une firme ou par une organisation internationale, est payé jusqu'à dix fois moins que son homologue d'un pays développé.

En fin de compte, il faut des dizaines d'années de travail d'un paysan ou d'un salarié d'un pays en développement pour acheter le produit d'une année de travail dans un pays développé ; inversement, quelques jours de travail d'un salarié ou d'un agriculteur d'un pays développé suffisent pour acheter le produit d'une année de travail dans un pays en développement.

Or, mis à part les rares pays développés déjà industrialisés au début du XX^e siècle et une poignée de nations en voie de développement pourvues d'activités agricoles relativement performantes ou de rentes commerciales ou pétrolières importantes, la très grande majorité des pays du monde n'ont hérité, en tout et pour tout, que d'un secteur agricole très faiblement équipé, incapable de financer une modernisation coûteuse importée des pays développés.

Intégrés à un système international d'échanges qui les a mis en concurrence avec des pays disposant d'une agriculture beaucoup plus productive, ces pays ont vu leur développement se faire dans une situation de désavantage. Les pays agricoles appauvris, peu ou pas industrialisés, produisant peu, disposant de très faibles recettes en devises ; des pays endettés n'ayant pas les moyens d'accumuler du capital pour amorcer un réel développement, ni même les moyens de moderniser suffisamment leurs infrastructures pour attirer les capitaux extérieurs ; des pays en crise depuis longtemps où la faim et les massacres ne sont pas rares, où l'impuissance et l'effacement de l'État sont de plus en plus manifestes.

Dans ces conditions, la libéralisation des échanges empêche toute politique économique et agricole nationale permettant de sortir de la pauvreté. Pour donner à ces pays appauvris une chance d'accumuler quelque capital et de se développer, il est nécessaire de rompre avec un système dans lequel les prix agricoles tendent à s'uniformiser et à baisser en termes réels, réduisant leurs revenus à la mesure de l'indigence de leur héritage agricole. Il faudrait promouvoir un modèle plus équitable, dans lequel les prix seraient au contraire différenciés et relevés de manière à compenser les formidables handicaps d'équipement et de productivité dont souffrent le Sud (4).

(1) La productivité nette du travail est égale à la valeur de la production annuelle d'un travailleur, moins la valeur des amortissements du matériel et celle des biens et services utilisés pour assurer cette production.

(2) Lire Karen Lehman, « Libre commerce ou sécurité alimentaire », *Le Monde diplomatique*, novembre 1996.

(3) Lire Jean-Louis Gombaud, « La grande crise du commerce des produits tropicaux », *Le Monde diplomatique*, mars 1994.

(4) Lire Bernard Cassen, « Contre le désert et la jachère, un monde rural solidaire », *Le Monde diplomatique*, mars 1995.

Entre autres, dans le numéro d'octobre 1997 :

- | | |
|---|----------------------------------|
| La patrie des éléphants | Elena ARSENEVA |
| Les nouveaux dominos africains | François GAULME |
| Penser l'immigration autrement | J. COSTA-LASCoux
André COSTES |
| L'avenir de l'Eglise au Viêt-Nam | Joseph DOAN |
| Figures libres, Choix de films, Chroniques de théâtre | |
| Revue des livres, Choix de disques... | |

Le n° (144 pages) : 60 F - Etr. : 67 F
Abx (11 n°/an) : 495 F - Etr. : 600 F

Rédacteur en chef :
Henri MADELIN

Pour recevoir ce numéro, tapez sur minitel 36 15 SJ* ETUDES
(223 Fhms) ou envoyez vos nom, adresse et règlement à l'ordre
d'Etudes : 14, rue d'Assas - 75006 PARIS - Tél. : 01 44 39 48 48
site internet : <http://perso.wanadoo.fr/assas-editions>

Du studio au 6 pièces
Livables immédiatement

LE 72, RUE SAINT DOMINIQUE

PARIS, AU CŒUR DU 7^{ème}
NEUFS ET RENOVÉS À PARTIR DE 34 000 F/M²
POSSIBILITÉS "PÉRISSOL"

SODEMI-CAIXA BANK
46, rue Jacques Dutod 92574 Neuilly sur Seine Cedex
Tél : 01 41 92 22 21 - Fax : 01 41 92 22 57
Visites uniquement sur RDV

DERRIÈRE LA FAÇADE DES RÉFORMES

Grande pauvreté à la chinoise

Avec le renforcement du pouvoir de son secrétaire général, M. Jiang Zeming, le XV^e Congrès du Parti communiste chinois s'est surtout soldé par une nouvelle avancée de la « réforme ». Les précautions de langage n'ont pas trompé le directeur général du Fonds monétaire international, M. Michel Camdessus, qui a jugé « encourageant » le fait que les dirigeants de Pékin « mettent le doigt sur ce qui sera le principal défi des prochaines années : la transformation des sociétés d'Etat en sociétés efficaces ». Des privatisations qui ne peuvent qu'accroître les inégalités : entre individus et groupes sociaux, mais aussi entre provinces. A preuve le cas du Guizhou, typique de cette Chine pauvre oubliée par le Congrès.

Par notre envoyé spécial GUILHEM FABRE *

Vu de Guiyang, la capitale provinciale, on serait bien en mal de déceler les multiples handicaps qui frappent la province du Guizhou, enclavée entre le Sichuan, le Yunnan et le Guangxi. Les innombrables chantiers de construction, les grands magasins regorgeant de marchandises, l'animation des marchés et de la vie nocturne témoigneraient plutôt d'une pénétration en douceur du mode de vie des riches régions côtières.

Mais les campagnes offrent un tout autre aspect. Sous la mer de nuages, qui ensistent la province l'hiver, des collines vertigineuses se succèdent, au milieu de cours d'eau aux méandres erratiques. Accrochés aux flancs des vallées ou dispersés dans les montagnes à plusieurs heures de marche, les villages des peuples miao et dong. Majoritaires dans certaines préfectures, ces « minorités », comme celle de Kaili, vivaient auparavant dans une économie d'autosubsistance peu à peu déséquilibrée par la densification du peuplement et l'application mécanique des directives du gouvernement central.

Historiquement, la région a été créée sous la dynastie des Ming en 1414, mais c'est avec le boom démographique du XVIII^e siècle que la colonisation des Hans, les Chinois de souche, a été privilégiée à des fins essentiellement militaires, non sans susciter des révoltes, notamment dans la seconde moitié du XIX^e siècle. La Chine de Mao Zedong n'a pas rompu avec cette orientation : le gouvernement central a privilégié, dans le Guizhou, les investissements du complexe militaire-industriel sans retomber réelle sur l'économie locale, dans le cadre du repli programmé des installations stratégiques vers les régions de l'ouest. Le quadrillage administratif, des sous-préfectures jusqu'aux cantons et aux bourgs, a facilité la mise en œuvre de politiques écológiquement dévastatrices pour une agriculture qui occupe encore les trois quarts de la population active et représente 38 % du produit intérieur brut de la province.

Pis : la priorité accordée à la production céréalière et à l'absorption généralisée des petits hauts-fourneaux à l'époque du Grand Bond en avant (1958-1960) ont déstabilisé irrémédiablement l'essentiel des forêts primaires et de la faune, accélérant l'érosion des sols et la diminution des ressources en eau. L'ère des réformes et de la décentralisation, amorcée au début des années 80, s'est traduite ici par un déclin en moyenne des effectifs de l'administration locale, sans rapport avec l'accroissement de ses tâches.

C'est dans ce contexte historique, culturel et institutionnel que s'inscrit le problème de la pauvreté au Guizhou. Malgré un taux de croissance moyen de plus de 9 % depuis quinze ans, le revenu par tête de la province est tombé de 50 % de la moyenne nationale à près du tiers.

* Responsable du DESS commerce et échanges, université du Havre.

Sur ses 35 millions d'habitants, 8 millions vivent dans une grande pauvreté et la sous-alimentation, avec des revenus annuels officiellement inférieurs à 530 yuans par tête (350 F).

Rien là d'une exception : avec la corruption, un des effets pervers les plus graves des réformes, c'est l'écart croissant des revenus entre les « gagnants » des provinces côtières et des grandes villes, et les « perdants » des campagnes du centre et de l'ouest du pays. Il est certes inévitable qu'un développement économique d'une telle rapidité - 9 % de croissance en 1986 - s'accompagne de disparités sociales à l'échelle d'un pays continent. Les écarts de revenus atteignent dès 1994 une moyenne de 1 à 9 sur l'ensemble du territoire, soit des proportions égales à celles des Etats-Unis (1).

La province du Guizhou constitue l'exemple le plus parlant de cet écart, avec le revenu par tête le plus bas du pays, 11,5 fois inférieur à celui de la municipalité de Shanghai. On peut, bien sûr, se contenter d'énumérer les handicaps, bien réels, de la province pour expliquer ce « phénomène du Guizhou », comme l'a qualifié l'économiste Hu Angang, dans un article qui a attiré l'attention de Pékin et alimenté le débat local (2). Cette succession sans fin de collines de loess de plus de 1 000 mètres d'altitude, paradis

des peintres et des visionnaires, représente un enfer pour les constructeurs de routes et d'infrastructures. L'absence de cours d'eau propice au transport de marchandises et de débouché sur la mer, comme au sud le Guangxi, ou sur des pays limitrophes, comme à l'ouest le Yunnan, réduit les possibilités d'échanges. Enfin, l'importance des minorités (environ un tiers des habitants) ne facilite pas les tâches d'éducation et de formation technique, uniquement conçues en termes de sinisation. La langue chinoise est loin d'être maîtrisée à mesure qu'on s'éloigne des axes de communication, et les communautés locales sont structurées autour des cultures traditionnelles.

Mais, tout bien pesé, la question de la pauvreté reste essentiellement politique. La pénurie de capital, due à une spécialisation de la province dans les secteurs primaires à faible valeur ajoutée (comme l'agriculture, les mines ou dans l'industrie lourde), ne peut être compensée que par un apport extérieur qui ne fait pas partie des priorités du gouvernement central. Après l'extension de la politique d'ouverture vers le nord et l'ensemble des régions côtières, Pékin entend avant tout développer les provinces centrales, en se conformant au vieux adage : « Quand le centre est stable, l'univers le devient ».

Une compassion très médiatisée

Le but essentiel des autorités est de garantir la stabilité sociale de cette région en subventionnant ses déficits et en luttant contre la grande pauvreté. Depuis 1995, le Guizhou bénéficie d'une allocation prioritaire de fonds dans le cadre de programmes d'aide, pourvus la même année de crédits de 12 millions de dollars de la Banque mondiale. Les dirigeants ont multiplié les tournées d'inspection pour manifester leur compassion - très médiatisée - à l'égard des masses déshéritées.

Du coup, les cadres locaux, relayés par la propagande, se targuent, dans la lutte contre la grande pauvreté, de résultats grossièrement falsifiés. Dans un canton d'altitude non loin de Guiyang, l'administration affiche un revenu annuel de 1 000 yuans (650 F) par tête, alors que les paysans - dont certains vivent dans des baraquements de paille plus que sommaires - déclarent gagner la même somme par famille, soit cinq fois moins.

Cette pauvreté absolue, avec son cortège de problèmes sanitaires, s'explique par une conjonction de facteurs assez représentatifs des problèmes de la province. Les arbres ont pratiquement disparu à la fin des années 60, comme dans de nombreux villages du Guizhou, dont la couverture forestière (12,6 % du territoire) se situe au dernier rang des neuf provinces du Sud. La croissance démographique, plus rapide que dans le reste

du pays, a accéléré la dégradation de l'environnement et de la qualité des sols, tout en diminuant la surface cultivable par tête, inférieure de moitié à celle des provinces côtières. La nourriture quotidienne se réduit à une marmite de légumes avec un peu de riz et de la graisse de porc. Pour les hommes adultes, les stratégies de survie passent par la recherche difficile d'un travail en ville ou par des expédients, comme le colportage d'oiseaux capturés sur place, qui feront les délices des collectionneurs chadins.

Ailleurs, le long des voies de communication, les villages peuvent bénéficier de la proximité des bourgs pour écouler une partie de leur production. Mais l'émigration vers les chantiers du Guangdong ou des provinces côtières mobilise souvent les trois quarts des hommes adultes, laissant les femmes vaquer aux travaux des champs. Les 1 000 à 2 000 yuans par an (650 à 1 300 F) que rapportent ces ouvriers sous contrat - quand ils ne sont pas escroqués - représentent un complément important pour ces familles en difficulté. Quant aux jeunes filles, elles se voient parfois proposer des offres de travail alléchantes par des rabauteurs professionnels, qui les vendent ensuite dans d'autres provinces, où elles doivent au mieux se marier, au pis se prostituer.

Dans les villages plus éloignés des districts pauvres peuplés de minorités, l'environnement a été préservé, ce qui constitue un atout de taille pour les communautés locales, à la fois en matière d'habitat, de combustible et de ressources en eau. Mais, là encore, la moyenne des familles vit sur un budget annuel de 500 yuans (325 F). Un tiers d'entre elles survivent avec 100 yuans (65 F). Et les 10 % de ménages « aisés » peuvent espérer un revenu de 1 000 yuans par an.

Pour comprendre le fossé entre les déclarations officielles et la réalité, il faut revenir sur le rôle de la bureaucratie locale. Les trois quarts des sous-préfectures du Guizhou restent déficataires, l'administration est essentiellement soucieuse de maximiser ses revenus fiscaux pour assurer les salaires des fonctionnaires. Le moyen couramment choisi consiste à encourager la culture lucrative du tabac, qui représente 45 % des impôts locaux, en exerçant toutes sortes de pressions sur les foyers récalcitrants (3). Mais les branches locales de la Corporation générale du tabac, monopole d'Etat, sous-évaluent fréquemment les prix à la production, qui représentent de 1 à 6. Les autorités locales touchent une taxe de 31 % sur ces ventes, qui s'ajoute à celle sur les alcools, perçue dans tous les foyers, et à

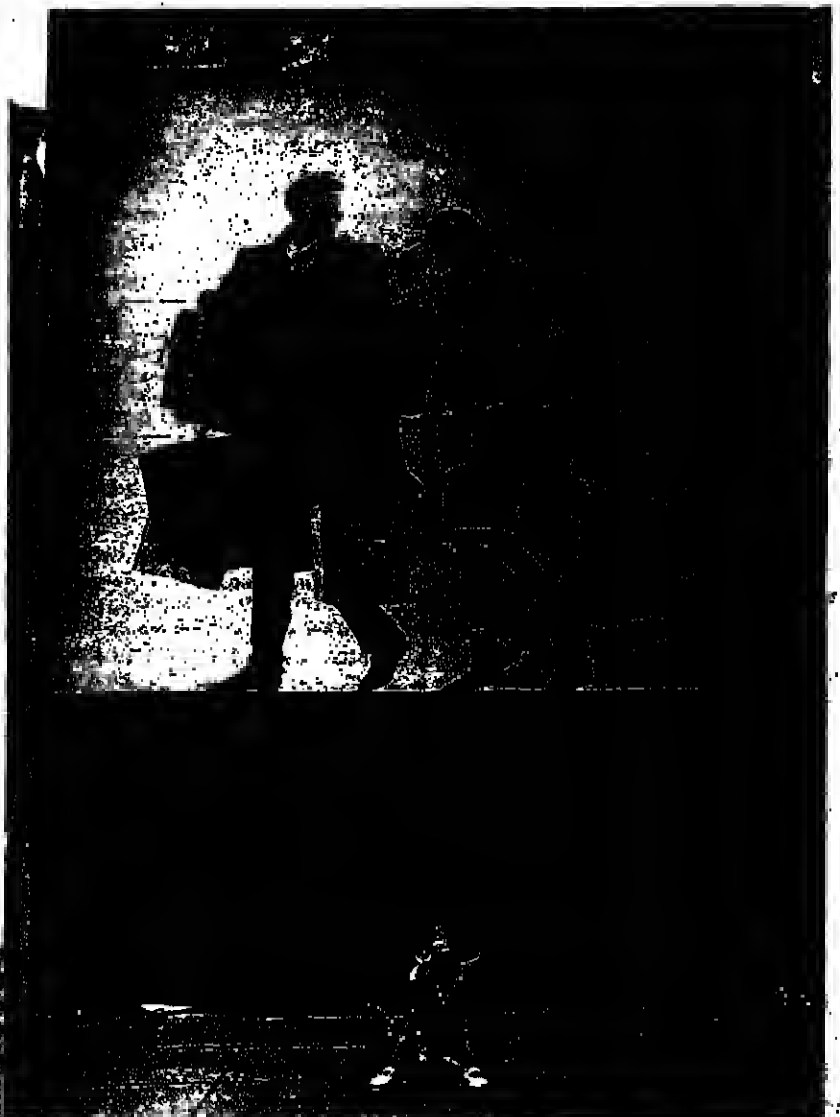
celle sur les plantes médicinales.

L'économie rurale reste donc largement monopolistique et administrée, contrairement au modèle qui prévaut dans les autres provinces depuis la décentralisation des campagnes dans les années 80. Ces ressources ne couvrant toujours pas leurs dépenses, les autorités locales défont à leur profit la moitié des fonds alloués pour la réduction de la pauvreté, et attribuent le reste des crédits aux foyers relativement aisés qui peuvent garantir leur remboursement (4). Cette situation s'est généralisée dans toute la Chine, à en croire le gouverneur de la Banque de développement agricole (5).

Le quadrillage administratif et politique se traduit par la redondance des fonctionnaires du parti et du gouvernement. L'entretien des « élus » des assemblées locales et des conférences consultatives jusqu'au niveau des bourgs et des cantons, les subventions aux partis satellites, aux syndicats, aux organisations de femmes et de jeunesse... Le coût de ce quadrillage peut être supporté dans d'autres régions, et notamment sur la côte, par la reconversion managériale et relativement fonctionnelle de l'Etat local, qui se transforme en Etat entrepre-

neur dans l'encadrement local : des bureaux déserts ou soigneusement camouflés, des fonctionnaires introuvables ou paresseux au soleil... Un responsable explique qu'« un tiers des cadres fait de l'absentéisme, un tiers de la présence, le dernier tiers seulement étant actif ». La même situation semble régner au niveau du gouvernement provincial, dont dépendent, hormis les appareils du parti, de l'Assemblée et de la Conférence consultative, 58 offices et 485 bureaux régionaux (6). Fait rarissime en Chine à ce niveau hiérarchique, la femme du premier secrétaire du parti a été condamnée à mort et exécutée, il y a quelques années, dans le cadre d'une série d'affaires de détournements de fonds.

La corruption et l'inflation administratives peuvent être envisagées soit comme les principales causes du retard économique du Guizhou, soit comme ses symptômes institutionnels les plus évidents. Si l'on s'en tient à la première idée, elles seraient l'héritage de tendances séculaires qui ne pourraient s'inverser qu'en accordant une autonomie réelle à des régions de minorités autonomes uniquement sur le papier. Dans le second cas de figure, elles ne seraient que le reflet de l'impuissance

AFFICHE PUBLICITAIRE A PEKIN
Chine de la consommation, Chine de la misère

neurale (6). Tel n'est pas le cas au Guizhou, spécialisé dans des activités à faible valeur ajoutée, et manquant d'opportunités et de débouchés du fait de son enclavement. Le contexte de pénurie accentue alors les tendances purement prédatrices de l'appareil, dont l'hypertrophie apparaît ici dans toute sa violence.

De cette « politique du ventre » qui règne dans l'ensemble de la province, du sommet à la base de l'appareil, un bon exemple est fourni par la sous-préfecture de Changshun, décrite avec une ironie incisive par Sun Baoluo (7). Cette ville, au sud de Guiyang, compte 220 000 habitants, dont 60 % vivent au-dessous du seuil de pauvreté et 35 % dans la pauvreté absolue. Or le nombre des cadres locaux atteint les 5 000... Les salaires et les primes des fonctionnaires dévorent 85 % d'un budget à moitié déficitaire, subventionné par le gouvernement central et par les fonds régionaux de lutte contre la pauvreté. Le reste des fonds se répartit sur l'ensemble des offices locaux (éducation, santé, voirie, planification des naissances, forêts, police, agriculture...). Encore faut-il soustraire les frais de réception et de banquets de l'administration, qui engloutissent fréquemment 20 % de cette enveloppe. Dans ces conditions, toute politique de développement local est condamnée d'avance. Le principal souci de l'administration est d'assurer sa paye en proclamant que « la garantie du salaire des cadres est une condition de la stabilité générale ».

Un simple coup d'œil sur l'ambiance des bourgs suffit à souligner la dynamique de recherche de rente qui prévaut

d'une économie locale monopolistique, qui, avec le poids démesuré de son secteur public, n'est pas encore entrée dans l'ère des réformes, près de deux décennies après leur lancement.

Mais cette impuissance renvoie à l'absence de politique effective du gouvernement central dans les domaines décisifs de l'infrastructure et de l'éducation. En définitive, le « phénomène du Guizhou » pose avec acuité l'un des enjeux décisifs de l'après-Deng Xiaoping, que le pouvoir ne pourra régler par une fuite en avant dans la croissance et l'extraversion économique, sous peine de nouveaux désordres : celui de la répartition sociale et spatiale des revenus de l'expansion, et donc de la capacité redistributive d'un Etat-parti largement érodé par la corruption généralisée.

(1) Cf. Li Qiang, *Xinhua Wirephoto*, 1986 et Li, et Paul Kungmin, *The New York Times Magazine*, 5 janvier 1987.

(2) Cf. Hu Angang, *Lianhe Zaobao*, Singapour, 1995, et *Guizhou Calling Xinwen Xuebao* (Journal de l'Institut d'économie et des finances du Guizhou) n° 1 à 5, 1995.

(3) Cf. Yali Peng, « The politics of tobacco : relations between farmers and local government in China's southwest », *The China Journal*, n° 36, juillet 1996.

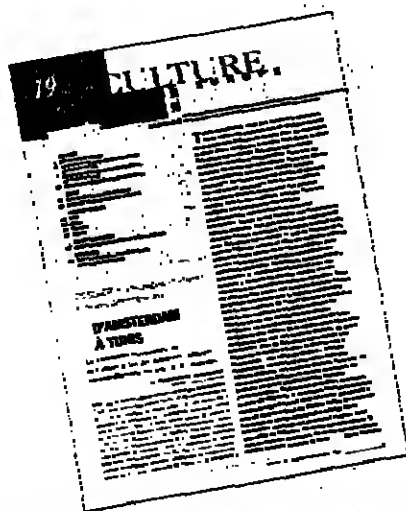
(4) Cf. Zhang Xia, Cai Hong et Wei Huihui, *China Daily*, 25 septembre 1996, 15 octobre 1996 et 25 novembre 1996.

(5) Cf. *Quotidian du peuple*, 28 octobre 1996, p. 2.

(6) Cf. les travaux de Jean C. Oi, et notamment « The role of the local state in China's transitional economy », *The China Quarterly*, n° 144, décembre 1995.

(7) Cf. Sun Baoluo, « Mettons les cadres qui se laissent corrompre au chômage technique », *Nanyang Zhoumo* (L'hebdomadaire du Sud), Canton, 24 septembre 1996.

(8) Ibidem.



Revue de presse internationale, dossiers thématiques, entretiens inédits... Culture Europe est une publication culturelle européenne unique. Tous les deux mois, 32 pages par et pour ceux qui font l'actualité culturelle : professionnels de l'art et de la médiation culturelle, étudiants...

Recevez un numéro gratuit : contactez Vanessa Lagarès
CEFRON, 30, rue René-Bonaparte, 75016 Paris - Téléphone : 01 53 19 11 39

هكذا من الاول

ise

Bien que le Fonds monétaire international (FMI) ait mobilisé 17 milliards de dollars pour venir au secours de la Thaïlande plongée dans une brutale crise sociale et économique, les conséquences financières du krach des Bourses asiatiques semblent loin d'être maîtrisées. A l'heure où les docteurs en certitude présentent les pays de l'Asean comme un modèle pour l'Afrique, les énormes sommes dilapidées en quelques semaines de crise et la fuite des investisseurs laissant une lourde facture témoignent de la volatilité des capitaux privés, plus intéressés par la spéculation que par le développement.

Par FRÉDÉRIC F. CLAIRMONT *

grâce au massacre de 500 000 militants
de gauche, alla simplement plus loin
que d'autres.

Avec l'essor des entreprises transnationales, les économies de ces pays devinrent de plus en plus imbriquées dans l'ordre mondial. Entre 1960 et 1996, ce monde a connu l'une des périodes de croissance les plus explosives de l'histoire. Non sans disparités entre les pays : Hongkong et Singapour ont des revenus par tête supérieurs à celui du Canada ; l'enrichissement de la Chine continue avec vigueur là où d'autres pays industrialisés montrent des signes de fatigue.

En dépit de leurs indicateurs économiques flateurs (croissance, exportations, épargne et réserves de devises), les pays d'Asie du Sud-Est étaient frappés par le même cause du déséquilibre de leurs comptes courants, particulièrement depuis le début des années 90. Les plus exposés étaient la Thaïlande (- 8,2 % du PNB) et la Malaisie (- 7,5 %). Or ni l'un ni l'autre ne manifestait le moindre signe de retressement; leur endettement public et privé ne cessait de croître. Toutefois, l'illusion d'une prospérité prolongée était nourrie par le simple fait que... la prospérité se prolongeait.

tion les concernant sont donc prises par les conseils d'administration des entreprises multinationales. Déréglementés, les flots de capitaux internationaux ont déstabilisé les institutions monétaires des pays de l'Ascan, quand elles ne les ont pas détruits.

cette industrie. Le célèbre Proton malaisien est tributaire de composants importés du Japon. Près de 6 % du produit national brut de la Malaisie dépend des seules activités de la société Matsushita. La situation de surproduction est manifeste dans l'électronique, en particulier dans le secteur des semi-conducteurs, à la fois frappé par une demande anémique et par des prix qui ne cessent de baisser : ils ont déjà chuté de 30 % l'année dernière, et ce n'est pas fini.

Des contradictions explosives

des intérêts de la dette, publique et privée, absorbera chaque année des dizaines de milliards de dollars. Au moins jusqu'au début du siècle prochain.

Et c'est à présent l'heure du vérité. Les *chaebols*, tout comme près de 70 % des industries exportatrices sud-coréennes, courent plus ou moins les risques de faillite. Huit des principales banques sont atteintes du syndrome japonais : les prêts à haut risque, susceptibles de n'être jamais remboursés, représentent près de 40 % de leurs engagements financiers. Et leur situation de trésorerie étant déjà précaire, on voit assez mal comment elles pourraient intervenir pour soulager l'endettement des *chaebols*. Or le pouvoir politique, affaibli et soupçonné de corruption, ne peut guère concevoir un plan de sauvetage qui exigerait des sommes supérieures aux 17 milliards de dollars récemment annoncés en Thaïlande. Pour presque tous les pays d'Asie du Sud-Est, le remboursement

La Chine assure. Une fois achevés les privatisages massifs qui sont en cours, la nécessité de se faire une place sur les marchés mondiaux deviendra encore plus pressante. Et la crise actuelle risque d'accélérer le rythme des restructurations et des concentrations, devenues un objectif stratégique majeur en Asie du Sud-Est et en Chine. Mais, en ajoutant le choc des restructurations et des délocalisations à celui des dévaluations compétitives et de la chasse aux marchés étrangers, la réponse à la crise risque d'aggraver la situation à laquelle elle prétend remédier. Désormais, l'ensemble de la région est confronté au risque d'une dépression prolongée. Même si demain que les principales entreprises thaïlandaises retrouvent un rythme de croissance annuel de 6 %, cela ne leur permettrait pas de rembourser leurs dettes. Celle du pays atteint 100 milliards de dollars, dont une partie importante doit être remboursée l'année prochaine.

Les salariés de la région seront certainement appelés à faire de nouveaux sacrifices. Mais le mouvement ouvrier a déjà montré sa puissance, en Corée du Sud et ailleurs. Assurément, un réveil du militantisme syndical aurait de profondes implications politiques. Il rendrait encore plus explosives les contradictions d'un mode de développement présent comme exemple... l'année dernière.

(1) Lire « Ces 200 sociétés qui contrôlent le monde », *Le Monde diplomatique*, avril 1997.

(2) Cf. Laurent Carroué, « Les travailleurs confiens à l'assaut du dragon », *Le Monde diplomatique*, février 1997.

CETTE montée en puissance de la machine exportatrice est cependant très dépendante des trois grands marchés mondiaux : Japon, États-Unis et l'Union européenne. Mais le ralentissement de l'économie européenne et la résistance de certains États du Nord à la pénétration de leurs marchés nationaux par des productions asiatiques rendent plus difficile la perpétuation des performances exportatrices de l'Asie du Sud-Est. L'impossibilité d'une prolongation indéfinie de l'euphorie boursière mondiale ne peut qu'assombrir un peu plus les perspectives financières de pays déjà déséquilibrés par la boursasque qui vient d'éclater.

drement monétaire et aux assauts de la spéculation, les banques centrales sacrifieront des milliards de dollars en pure perte. Aux Philippines, les taux d'intérêt atteignent 39 % avant que les autorités ne se résignent à laisser flotter la monnaie. Un pen à la manière de ce qui s'était passé au Japon à la fin des années 80, le marché de l'immobilier s'effondre. Après avoir bien profité du boom asiatique, les capitaux étrangers cherchent aussitôt d'autres refuges.

	PRODUIT NATIONAL BRUT (PNB) (% moyen d'augmentation annuel, en prix constant)				EXPORTATIONS (biens et services) (en % du produit national brut)			
	1960-1970	1970-1980	1980-1990	1990-1996	1970	1980	1990	1994
PAYS DÉVELOPPÉS	5,1	3,1	3,0	1,8	14	20	19	18
PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT	6,0	5,7	3,7	4,5	13	26	27	30
Chine	6,1	5,5	9,8	11,8	3	10	19	24
Corée du Sud	8,9	10,1	9,4	7,1	14	34	30	36
Hongkong	13,7	9,1	6,9	5,4	93	99	135	139
Indonésie	5,2	7,8	5,2	7,2	13	33	27	25
Malaisie	5,9	7,9	5,3	8,7	42	57	77	90
Philippines	5,2	6,0	1,0	2,7	22	24	28	34
Singapour	9,4	8,3	6,4	9,2	101	207	185	179
Taiwan	9,9	9,4	6,3	6,2	30	53	48	44
Thaïlande	8,3	7,1	7,6	8,0	15	24	34	39

* Economiste.

TARIFS	1 AN	2 ANS
France (y compris DOM-TOM, et pays à accorde postale*)	230 F	418 F
Tarif spécial (étudiants, lycéens, chômeurs, Régimes sur présentation d'un justificatif. France métropolitaine uniquement)	200 F	340 F
Etranger		
Vole normale (y compris Union européenne par avion)	290 F	538 F
Vole aérienne Tunisie	285 F	528 F
Autres pays d'Europe (sauf Union européenne, Suisse) Algérie, Maroc	310 F	576 F
DOM, Afrique francophone	330 F	616 F
Etats-Unis, Canada, Moyen-Orient	350 F	658 F
Amerique Centrale, Amérique du Sud, Mexique, Afrique anglophone, Japon, Chine, autres pays d'Asie	395 F	748 F
TOM	410 F	778 F
Océanie, Australie, Nouvelle-Zélande	435 F	828 F

* Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Mali, République Centrafricaine, Côte d'Ivoire, Congo, Gabon, Guinée, Libéria, Niger, Nigeria, Sénégal, Tchad, Togo, Tunisie.

BULLETIN D'ABONNEMENT

(à découper, à photocopier ou recopier sur papier libre)

Oui, je souhaite m'abonner au *Monde diplomatique*.
je vous indique la durée d'abonnement choisie :

☐ 2 ANS (24 NUMÉROS) ☐ 1 AN (12 NUMÉROS)

Je vous communique, ci-dessous, mes coordonnées :

701 MD 004

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : [] [] [] [] [] [] Localité : _____
Pays : _____

Je joins mon règlement de : _____ F. par :

☐ Mandat International en FF ☐ Carte bancaire
☐ Eurochèque libellé en FF ☐ Carte American Express

(les virements ne sont pas acceptés)

N° Carte bancaire : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] []
N° carte A.E. : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] []

Date de validité : [] [] [] [] Signature obligatoire :

LE MONDE
diplomatique

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à :
Le Monde diplomatique, Service abonnements
24, avenue du Général-Ledoux - 92045 Chantilly Cedex France

FACE-À-FACE AMÉRICANO-RUSSE

« Grand jeu » pétrolier

SIGNÉ le 9 septembre 1997, un accord entre la Russie et la Tchétchénie permettra au pétrole azerbaïdjanais de se déverser sur le marché mondial via le port russe de Novorossiïsk. D'autres oléoducs sont envisagés, aboutissant l'un à un port géorgien, l'autre à un port turc. Les immenses convoitises liées aux hydrocarbures ont contribué à un calme relatif dans ce Caucase en proie à de nombreux conflits. Mais l'or noir fournira-t-il la base d'une stabilité régionale durable ? Pour les pays riverains de la Caspienne et de la mer Noire, mais aussi pour la Russie et les États-Unis, l'enjeu est considérable.

Par VICKEN CHETERIAN *

Des côtes de la mer Noire à la frontière chinoise, une zone grise a émergé au cœur de l'Asie. Les fragiles États de la Transcaucasie et de l'Asie centrale font l'objet d'une féroce compétition. Une multitude d'hommes d'affaires, de diplomates, de conseillers et, surtout, de magnats du pétrole sont attirés par les possibilités de gloire et de richesses rapides. Objets des convoitises, le pétrole de la mer Caspienne, le gaz du Turkménistan, le coton de l'Ouzbékistan, l'or du Kirghizistan... Les parts de marché et les zones d'influence mal définies, ainsi que les alliances changeantes, ajoutent à l'incertitude. Et les médias de qualifier la confrontation entre intérêts occidentaux grandissants et traditionnels intérêts russes de « Grand jeu » — par référence à la rivalité qu', au XIX^e siècle, opposa l'Empire britannique et la Russie tsariste pour la domination de l'Asie centrale.

L'émergence de la Transcaucasie est d'une importance géopolitique capitale (1). Pour les compagnies occidentales, elle représente un pont qui relie la mer Caspienne, l'Asie centrale et les mers ouvertes, permettant du même coup de contourner l'Iran et la Russie. Pour Moscou, confrontée aux pressions expansionnistes de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), la région constitue à la fois une des portes du Proche-Orient et une protection contre la propagation de l'influence occidentale ou turque vers ses frontières méridionales. Quant à la Turquie et à l'Iran, tous deux veulent mettre à profit la chance historique qui s'offre d'étendre leur propre empire.

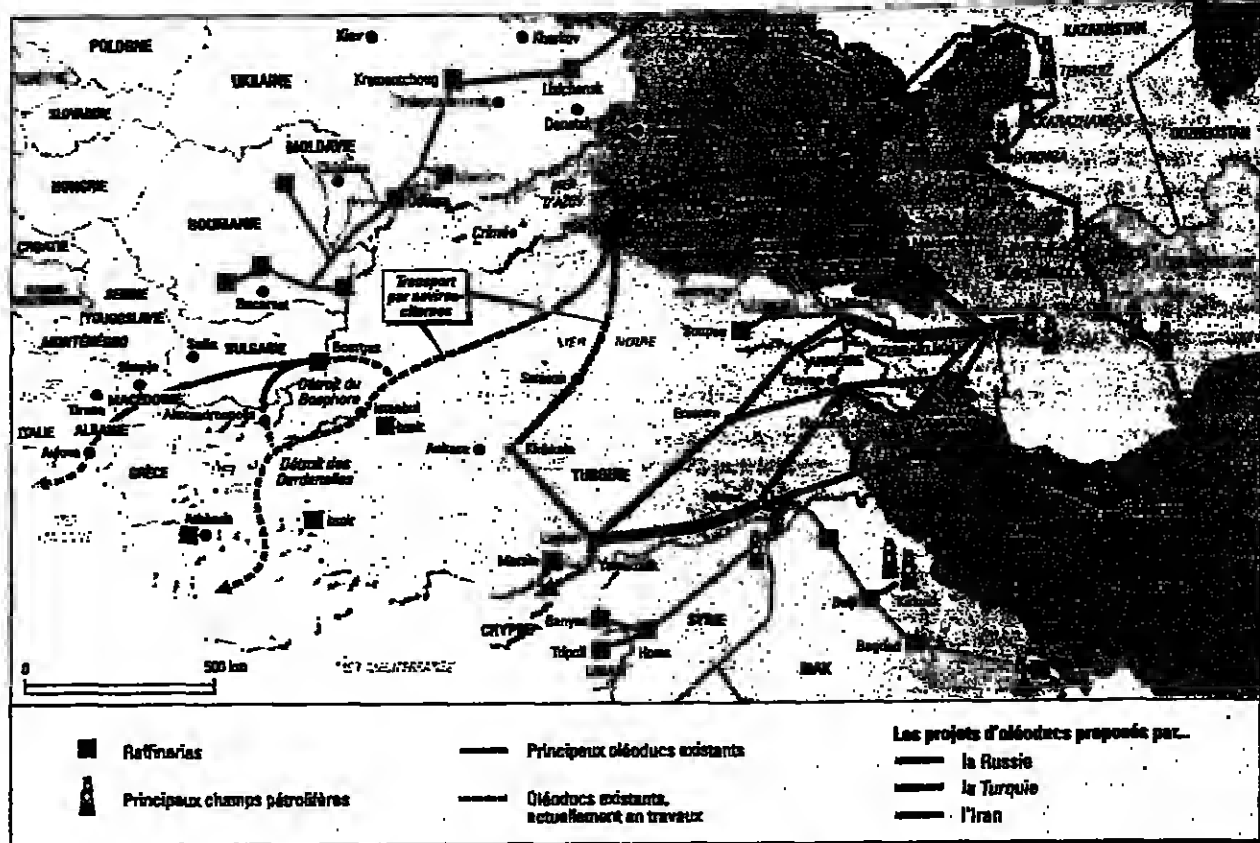
Les sommes immenses investies dans le pétrole de la Caspienne et son transport créent-elles les conditions matérielles de la stabilité et de la coopération régionales ? Les États enclavés ont besoin de leurs voisins pour acheminer leurs matières premières jusqu'aux mers ouvertes. Les revenus des hydrocarbures pourraient contribuer à transformer les économies locales et, en premier lieu, à reconstruire les zones ravagées par les récents conflits. Or c'est l'inverse qui se produit : une polarisation s'affirme, mais autour des lignes de fracture des dernières années, au cours desquelles les enjeux économiques sont venus confir-

mer les rapports de force, en faveur de certains États et au détriment d'autres.

Les compagnies pétrolières américaines se sont intéressées à la mer Caspienne bien avant que le département d'État soit à même d'articuler une politique cohérente dans cette région. Après l'effondrement de l'Union soviétique, Washington avait misé sur l'exportation du « modèle turc » afin de bloquer la possible expansion de l'influence iranienne. Mais il est vite apparu évident que la puissance russe ne réduirait pas si rapidement, d'autant qu'Ankara se montrait incapable de présenter la moindre solution aux problèmes des nouvelles Républiques indépendantes. Avec la négociation de contrats pétroliers, Washington a pu manifester un intérêt direct pour la région.

Le gouvernement américain y voit une source supplémentaire d'énergie, au cas où le pétrole du golfe Persique serait menacé. Il entend également détacher — sur le plan tant économique que politique — les anciennes Républiques soviétiques de la Russie afin de rendre impossible la formation d'une union dirigée par Moscou. Dans un article publié au printemps, l'ancien ministre de la défense Caspar Weinberger écrivait : « Si Moscou réussit à dominer la Caspienne, cette victoire pourrait être plus importante que, pour l'Ouest, l'élargissement de l'OTAN (2). » Autre priorité américaine : stopper l'expansion de l'influence iranienne.

Pour contrebalancer le lobby pro-américain à Washington, un groupe de pression pro-azéri s'organise à son tour, avec plusieurs anciens hauts responsables de l'administration qui travaillent simultanément comme conseillers politiques et « consultants » auprès de compagnies pétrolières américaines actives en Azerbaïdjan (3). Néanmoins, une disposition du Freedom Support Act de 1992, qui interdit toute aide américaine directe au gouvernement azerbaïdjanais en raison de son blocus contre l'Arménie, reste toujours en vigueur. Résultat : la politique américaine ressemble à un patchwork entre les priorités traditionnelles de politique intérieure qui poussent les membres du Congrès à courtoiser les électeurs américains arméniens (après Israël, l'Arménie reçoit le plus fort montant *per capita* d'aide amé-



LE TRACÉ DES OLÉODUCS, UN ENJEU GÉOPOLITIQUE

ricaine) et les impératifs de politique extérieure, avec l'engagement croissant de Washington dans le pétrole d'Azerbaïdjan.

L'intérêt de l'Union européenne (UE) pour la région s'est, lui aussi, accru : entre 1993 et 1995, le tiers de son aide humanitaire est allé aux trois Républiques transcaucasiennes. L'Union est active par l'intermédiaire du projet Transcaucas, qui vise à établir des liens maritimes et ferroviaires entre les côtes géorgiennes de la mer Noire et l'Asie centrale. Ce qui fait défaut à l'Europe, comme souvent, c'est une vision politique cohérente. L'Allemagne est surtout préoccupée par la Géorgie en raison du rôle joué par le président Eduard Cherdashvili, alors ministre soviétique des affaires étrangères, lors de l'unification allemande. La France se sent plus proche d'Erevan, en raison de son importante communauté arménienne. Et le Royaume-Uni donne la priorité à l'Azerbaïdjan, où la British Petroleum est très engagée. Curieusement d'ailleurs, les intérêts actuels des pays européens ressemblent à ce qu'ils étaient dans les années 1918-1920, lors de l'éphémère indépendance des trois États transcaucasiens.

Malgré leur importante présence économique, les États européens ne jouent aucun rôle dans les décisions stratégiques relatives aux questions énergétiques. C'est Washington qui a exclu l'Iran de la liste des tracés d'oléoducs « possibles », bien que cette solution apparaisse comme une des plus courtes et des plus sûres. La Maison Blanche entérine l'exportation du pétrole en provenance de Bakou via le port russe de Novorossiïsk — cet oléoduc devrait fonctionner avant la fin de l'année. Mais elle préconise aussi un tracé alternatif via le port géorgien de Soupy, réalisable d'ici la fin 1998. Elle appuie enfin, à plus long

terme, un tracé reliant la Caspienne au port turc de Ceyhan, pour des raisons écologiques (lire page suivante « Eldorado ou mirage ? ») et surtout stratégiques.

Dans l'affaire tchéchène, le pétrole a joué un rôle décisif : il a provoqué à la fois le début et la fin des hostilités. En décembre 1994, l'armée russe a entamé sa marche sur Grozny afin de démontrer qu'elle contrôlait bien les seuls oléoducs opérationnels permettant d'exporter la production de la mer Caspienne, et de renforcer ainsi la position de Moscou dans les négociations en cours sur les contrats pétroliers. De même, au mois d'août 1996, Moscou a dû mettre fin à ce « conflit de basse intensité » pour que le tracé Bakou-Novorossiïsk ne soit pas exclu du « Grand jeu ». Cependant, l'humiliation subie en Tchétchénie, l'absence grandissante de pouvoir au Daghestan et l'accroissement des intérêts occidentaux en Azerbaïdjan ont sérieusement limité l'empire de Moscou sur la Caspienne. Les dirigeants russes réalisent que, en perdant de l'influence en Transcaucasie, ils risquent de rencontrer une opposition en Tchétchénie, voire dans d'autres « Républiques autonomes » du nord du Caucase.

L'énergie fait figure de colonne vertébrale des projets d'intégration renforcée dont — au-delà de la Communauté des États indépendants (CEI) — on rêve à Moscou. Non seulement la Russie est le principal pays producteur de pétrole et de gaz, mais les exportations pétrolières en provenance du Kazakhstan ou du Turkménistan vers l'Ukraine ou la Géorgie traversent son territoire. Kiev doit importer 90 % de son pétrole et 80 % de son gaz, principalement de Russie (4). Des exportations directes de la région de la mer Caspienne vers l'Ukraine ou d'autres membres de la CEI diminuent leur dépendance.

Dilemme à Ankara

projets occidentaux et pour les États transcaucasiens, elle est incapable de proposer un système économique et politique sous sa direction.

Malgré ses atouts, la Turquie n'est pas parvenue jusqu'ici à jouer un rôle majeur dans la région de la mer Caspienne. Ankara a tout d'abord donné la priorité à l'Azerbaïdjan, République turcophone la plus proche et porte d'entrée de l'Asie centrale, mais sans résultats tangibles. Pourtant, la Turquie s'est rangée du côté de Bakou dans le conflit du Haut-Karabakh, ne lui ménageant son soutien ni sur le plan diplomatique ni sur celui du matériel de guerre et des instructeurs militaires. Les relations entre les deux capitales se sont tendues après le coup d'État contre le président pro-turc Aboufak Elchibey et son remplacement par l'ex-membre du Politburo du Parti communiste soviétique, M. Gueïdar Aliiev, en juin 1993. Lors d'une récente visite à Ankara, ce dernier expliqua à ses interlocuteurs à quel point il était insatisfait de leur faible aide économique, accusant même certains d'entre eux d'avoir été derrière la tentative de coup d'État avortée perpétrée contre lui en mai 1993 (5).

Malgré quelques efforts récents, la Turquie a accordé peu d'attention à la

Géorgie, dont l'importance, avec les projets d'oléoducs, ne saurait pourtant échapper à personne. Elle a également manqué plusieurs occasions d'améliorer ses relations avec Erevan. Pourtant, l'Arménie, devenue indépendante, était prête à entretenir des relations normales avec sa voisine sans poser en préalable la reconnaissance par celle-ci de sa responsabilité dans le génocide des Arméniens au cours de la première guerre mondiale. Mais la Turquie a toujours refusé de nommer des hauts diplomates et même économiques. À l'exemple de Bakou, elle a imposé un blocus à Erevan et lui a demandé de « retirer ses troupes du Karabakh ». Le dilemme d'Ankara est le suivant : comment jouer un rôle géopolitique en Transcaucasie et, au-delà, en concourant avec la Russie, alors que ses intérêts économiques se développent non avec les Républiques turcophones de l'ex-URSS mais avec la Russie elle-même ? En 1995, les échanges commerciaux d'Ankara avec Moscou — d'une valeur de 3,5 milliards de dollars — représentaient en effet 6 % de ses échanges totaux, et des entreprises turques avaient des contrats d'une valeur de plus de 10 milliards de dollars avec la Russie (6).

L'Iran a négocié d'une façon pragmatique et non idéologique avec ses voisins du Nord. Principal partenaire commercial de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, la République islamique a refusé, de la sorte, à briser le mur derrière lequel les États-Unis tentaient de l'isoler. En outre, le Turkménistan a signé un accord aux termes duquel il fournirait du gaz naturel au nord-est de l'Iran, qui, en échange, exporterait 8 milliards de mètres cubes de gaz en Turquie. Les 287 kilomètres d'oléoduc entre le Turkménistan et l'Iran coûteront 160 millions de dollars à ce dernier, et devraient être prêts fin 1997. De surcroît, l'Iran a construit des lignes de chemin de fer qui relient, par le Turkménistan, son réseau à toute l'Asie centrale — les derniers tronçons ont été officiellement inaugurés en mars 1996 (7).

Si les pressions américaines sur Tchétchénie ont poussé l'Iran à rechercher l'alliance de la Russie, la République islamique continue, géographiquement, la meilleure solution de rechange à la Russie pour désenclaver les États riverains de la Caspienne. Mais toute la géopolitique régionale pourrait être bouleversée si un dialogue s'engageait entre Washington et Tchétchénie, comme le sug-

(1) Lee Nor Doley, « Grandes manœuvres pétrolières dans le Caucase », *Le Monde Diplomatique*, juillet 1995.

(2) *International Herald Tribune*, Zurich, 10-11 mai 1997.

(3) On retrouve parmi ces conseillers M. Zilgiew Buzanbaki, ex-ambassadeur du président James Carter pour les questions de sécurité nationale, MM. John Sussman, Richard Cheney, Brent Scowcroft et James Baker (respectivement ex-directeur de cabinet, ex-secrétaire de la défense, ex-secrétaire pour les questions de sécurité nationale et ex-secrétaire d'État du président Bush) et M. Lloyd Bonner (ex-ministre des finances du président Clinton). Voir *International Herald Tribune*, Zurich, 7 juillet 1997.

(4) *Iran's Intelligence Review*, Londres, janvier 1997.

(5) *Zurich Daily News*, Ankara, 8 mai 1997 ; *Sovetskii*, Moscou, 12 mai 1997.

(6) Saba Bakhshani, « Ankara's Bakou-Carried Transcaucasian Policy : Has it failed ? », *Middle East Journal*, Washington, vol. 51, n° 1, hiver 1997.

(7) *Iran Economic Review*, Hong Kong, 10 avril 1997 ; *International Herald Tribune*, Zurich, 26 juillet 1997.

Retirage :
Le temps
des religions
sans Dieu.
juin 1997

ESPRIT

Octobre 1997

Les élites de la République sur la sellette

Michel Bauer, Bénédicte Bertin-Mouroi,
Daniel Cohn-Bendit, Laurence Engel,
Antoine Garapon, Jérôme Marchand,
Olivier Mongin, Jean Picq, Lucile Schmid,
Jean-Pierre Rioux, Pierre Rosanvallon,
Nicolas Tenzer, Sylvie Vidal

Le contrat d'union sociale en question

Irène Théry et Marianne Schulz

Le numéro : 85 FF - Abonnement 1 an (10 numéros) : 570 FF
212, rue Saint-Martin, 75003 Paris - 01 43 04 06 33 - www.esprit.fr/revue-esprit

سكندرية

حکومت ایران

MÉRICANO-RUSSE
pétrolier



Lieu de politique

AUTOUR DE LA CASPIENNE
en Transcaucasie

gèrent plusieurs hommes politiques américains influents (8). Or Washington ne s'est pas opposé à un contrat de 1,6 milliard de dollars entre le Turkménistan et la Turquie pour la construction d'un oléoduc de 3 200 kilomètres passant par l'Irak. N'est-ce pas là un signe de bonnes intentions à l'endroit du nouveau président iranien, M. Mohammad Khatami ?

Il y a quelques années, les médias occidentaux qualifiaient les habitants du Caucase de « sauvages » et les nouvelles Républiques d'« États sauvages ». Depuis deux ans, ils présentent au contraire l'Azerbaïdjan comme un « nouveau Koweït », applaudissant à la stabilisation de la Géorgie et aux réformes économiques de l'Arménie. Les projets pétro-

liers, à commencer par les oléoducs, apparaissent comme des Eldorados, qui transfigurent le paysage régional. Cependant, quatre États caucasiens auto-proclamés n'ont, malgré une indépendance de facto, pas été reconnus internationalement. Or il est difficile d'imaginer que le Haut-Karabakh, l'Abkhazie, l'Ossétie du Sud et la Tchétchénie renonceraient à une indépendance si durement acquise. Or, à l'inverse, que l'Azerbaïdjan, la Géorgie ou la Russie soient prêts à reconnaître la perte de ces territoires (9). Dans cette situation de « ni guerre ni paix », la pression économique s'intègre à la logique des conflits. Et la question du pétrole se présente donc aussi, voire surtout, sous un angle politique.

Une mosaïque d'alliances

LORS de ses récentes visites à Moscou et à Washington – ses premières comme président de l'Azerbaïdjan –, M. Gueïdar Aliev a mis en avant deux sujets : le pétrole de la Caspienne et le conflit du Haut-Karabakh. Avec les compagnies américaines, il a signé, aux États-Unis, pour 10 milliards de dollars de contrats. En Russie, M. Aliev a discuté – sans parvenir à un accord – avec le général Igor Sergueïev, le ministre de la Défense, du statut de la station russe de radars de détection avancée située à Gaballa – il s'agit, avec 400 experts, de la dernière présence militaire russe en Azerbaïdjan. Le président Aliev a reproché à Moscou de fournir des armes à l'Arménie et de ne pas avoir livré à Bakou les dissidents azerbaïdjanais, à l'instar de l'ancien président Ayaz Moutalibov.

La « diplomatie pétrolière » du président Aliev lui a valu de remarquables succès : elle lui a permis d'accroître l'influence de son pays en échange des contrats passés avec les principales puissances intéressées. Jusqu'en 1994, date du premier accord signé à Bakou, l'Azerbaïdjan était ignoré tant de l'Europe que des États-Unis. Désormais, il peut se fixer des objectifs ambitieux : faire des pétrodollars la base de son indépendance économique ; prendre ses distances avec Moscou ; enfin capter suffisamment l'attention du monde pour être en mesure de récupérer le Haut-Karabakh, par la négociation ou par les armes.

Atteindra-t-il ses buts ? Jusqu'à l'arrivée de M. Gueïdar Aliev à la présidence, l'instabilité régnait dans le pays, avec de constants changements de pouvoir. En combinant « main de fer » et promesses de prospérité, M. Aliev pourrait réussir à stabiliser l'Azerbaïdjan. Mais il faudra attendre que la production atteigne son maximum – soit dix à quinze ans – pour que les revenus pétroliers fassent sentir leurs effets. Parviendra-t-on à contenir jusqu'à l'attente populaire d'un « avenir meilleur » alors qu'un tiers de la main-d'œuvre n'a pas de travail et que le salaire mensuel moyen plafonne à 30 dollars ? Sans oublier l'âge du président : soixante-quatre ans – la plupart

des diplomates en poste à Bakou estiment que la lutte pour sa succession pourrait être mouvementée.

Bref, à l'inverse de Bakou, est le grand pendant des changements géopolitiques. Des pressions internationales de plus en plus fortes s'exercent sur l'Arménie pour qu'elle reconnaisse l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan – autrement dit qu'elle renonce au Haut-Karabakh. Or plus exactement qu'elle entérine le compromis proposé par les diplomates représentant les États-Unis, la France et la Russie, qui sont à la tête du groupe de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), en charge de la médiation dans ce conflit. Leur suggestion : le Haut-Karabakh demeurerait au sein de l'Azerbaïdjan, mais conserverait son système économique et ses propres forces de police ; quant au corridor de Latchine, qui relie le Haut-Karabakh à l'Arménie, il resterait sous contrôle international. « L'Azerbaïdjan dit qu'il est prêt à donner au Karabakh la plus grande autonomie possible, confiant au printemps dernier le conseiller présidentiel américain Jirayr Libardian. Nous avons demandé à nos interlocuteurs de mettre sur papier ce qu'ils voulaient dire par là, mais, un an plus tard, nous n'avons toujours pas reçu de réponse. »

Il est vrai que la dynamique de la politique intérieure arménienne ne va guère dans le sens des concessions. Après l'élection de septembre 1996, la victoire du président Levon Ter-Petrossian a été contestée par l'opposition, en point de déclencher des émeutes réprimées par l'armée. Pour recouvrer sa légitimité dans son propre pays, M. Ter-Petrossian a nommé le précédent du

Karabakh, M. Robert Kocbarian, au poste de premier ministre d'Arménie. La question du Haut-Karabakh est une des rares raisons d'être du Mouvement national arménien, actuellement au pouvoir, et deux institutions qui garantissent la survie du régime – les politiciens du Haut-Karabakh et l'armée – accepteraient difficilement le compromis proposé par les Occidentaux. Et le ministre arménien de la Défense, M. Vazgen Sarkissian, a déclaré : « Aucun État ne réussira à subordonner les intérêts du Haut-Karabakh aux profits pétroliers (10). »

Pour la Géorgie aussi, l'enjeu géopolitique de l'or noir est considérable. Certes, le transit du pétrole sur son territoire ne lui apporte pas de substantiels revenus (11), mais Tbilissi espère qu'il mettra l'Occident en confiance et accélèrera l'arrivée d'investissements étrangers. L'intérêt économique, espère-t-on, pourrait aller de pair avec l'intérêt politique qui contrebalancerait la traditionnelle hégémonie russe. Le président Edouard Chevardnadze subit la pression de l'opposition nationaliste et des groupes de réfugiés qui le poussent à reprendre l'Abkhazie par des moyens diplomatiques, voire par la force. Selon M. Giorgi Gogadze, analyste à Tbilissi, « ici, les partis politiques ne sont pas fondés sur des intérêts socio-économiques. La question nationale est donc le seul moyen de renforcer sa popularité. »

En dépit des négociations, les dirigeants géorgiens continuent de nous menacer d'une autre invasion », affirme M. Sergei Shamba, ministre abkhaze des affaires étrangères. M. Vladislav Ardzinba, le président autoproclamé de l'Abkhazie, a proposé d'appliquer un accord inspiré de celui intervenu entre la Russie et la Tchétchénie : reporter la discussion sur la question du statut légal de

l'Abkhazie pour plusieurs années, pendant lesquelles les relations économiques entre les deux parties se normaliseraient. Mais Tbilissi a refusé l'idée.

En attendant, depuis un an, un groupe de guérilla appelé « Légion blanche » multiplie les attaques contre des cibles abkhazes et contre les forces russes de maintien de la paix. Selon les officiels de Tbilissi, ce groupe serait constitué de réfugiés géorgiens d'Abkhazie. Du côté abkhaze, en revanche, on accuse les services secrets géorgiens d'être derrière ce groupe armé. En Géorgie, l'exigence a grandi, cet été, d'un remplacement des forces de Moscou par des « casques bleus » des Nations unies. Mais un tel retrait risque de provoquer un affrontement entre forces géorgiennes et abkhazes.

A l'occasion d'un voyage surprise, le 14 août 1997, le ministre russe des affaires étrangères, M. Evgueni Primakov, s'est rendu à Tbilissi avec le dirigeant abkhaze, M. Vladislav Ardzinba. Sans entrer dans le vif des questions du statut politique de l'Abkhazie et du retour des réfugiés, MM. Chevardnadze et Ardzinba se sont engagés à rechercher des solutions pacifiques au conflit. Reste à savoir s'il s'agit d'une nouvelle page dans l'histoire des relations entre la Géorgie et l'Abkhazie, ou simplement d'un geste spectaculaire de M. Primakov pour signifier le rôle que la Russie continue à jouer dans la région.

Depuis la fin de la guerre de Tchétchénie, le Caucase vit une chance unique de calme relatif, où la diplomatie a pris le pas sur la violence comme moyen de régler les différends. Toutefois, tourner la page des conflits ethnico-territoriaux ne signifie pas pour autant ouvrir celle d'une ère de stabilité durable. L'amélioration

relative des conditions de vie en Arménie, en Azerbaïdjan et en Géorgie ne résulte pas, jusqu'ici, de l'arrivée massive d'investissements étrangers, mais de l'impact positif de la fin des guerres. Le pétrole n'est d'ailleurs pas perçu par les dirigeants transcaucasiens comme fondement de la prospérité régionale : pour eux, c'est d'abord une arme. C'est que, dans leur esprit, la sécurité dépend non d'un système régional solide, mais des garanties étrangères.

Jamais les puissances étrangères n'ont eu autant de responsabilités dans le règlement des conflits caucasiens. Les médiateurs internationaux ont beaucoup insisté sur le principe de l'intégrité territoriale des États, s'abstenant des régions séparatistes du Haut-Karabakh, de l'Abkhazie et de la Tchétchénie, qui insistent sur un autre principe : l'autodétermination des groupes nationaux. Comme Joseph Staline l'avait jadis compris, les « demi-solutions » représentent la meilleure manière de maintenir la tension et de faire exploser le Caucase au moment critique. L'apparition des nouveaux États indépendants s'est produite au détriment d'autres groupes minoritaires, comme les Ossètes ou les Lesghins. Mais on imagine mal les grandes puissances, dont l'intérêt pour le Caucase se concentre sur le pétrole, accorder suffisamment d'attention à ces « détails » que sont les minorités.

Autre aspect préoccupant : l'augmentation des forces militaires dans la région. Cette année, un scandale a éclaté à Moscou : entre 1992 et 1996, la Russie aurait fourni pour 1 milliard de dollars d'armes à l'Arménie. Réfutant cette affirmation, Erevan a fait observer que l'Azerbaïdjan achetait des chars et de l'artillerie à l'Ukraine et à la Turquie. Pour sa part, la Géorgie attend avec impatience que les États-Unis rebâtissent son armée. L'Iran a fermement rejeté l'idée de l'envoi des « troupes étrangères » au Haut-Karabakh en cas d'accord de paix.

En cette période d'après-conflit, le Caucase a les allures d'une étonnante mosaïque d'alliances, où chacun recherche le patronage d'une ou plusieurs puissances étrangères. Nouveaux arrivants, les États-Unis tentent de s'y assurer une place de taille, réduisant d'autant la présence russe et les ambitions iraniennes. La Russie, jalouse de ces développements dans ces zones nouvellement étrangères, reste sous le choc de sa défaite en Tchétchénie. Bref, c'est entre la montée en puissance américaine et la résistance russe que se jouera la prochaine étape de l'histoire caucasienne.

VICKEN CHETERIAN.



TRAVAILLEURS DU PÉTROLE, BAKOU
Pour 200 milliards de barils.

Eldorado ou mirage ?

M. SAPARMOURAD NIAZOV, le président turkmène, prend un crayon et, devant les journalistes occidentaux, raye un nom sur une carte pour écrire le sien à la place. « Je vais mettre mon propre nom dessus pour qu'il n'y ait pas d'erreur à savoir à qui elle appartient », blague-t-il (1). L'anecdote e de quoi alimenter les embellies riales des compagnies pétrolières en mer Caspienne.

Selon M. Niazov, l'Azerbaïdjan a vendu à des firmes occidentales le droit d'exploiter des champs pétroliers appartenant... au Turkménistan. Ashkhabad réclame ainsi des droits de gisement – ceux d'Azeri et de Cirag (2) – concédés par le contrat de 8 milliards de dollars conclu par Bakou avec un consortium occidental. Toutefois, le président turkmène ne se contente pas d'emuser la galerie : il a fait pression – avec succès – pour que Moscou annule le contrat signé par deux compagnies pétrolières russes avec l'Azerbaïdjan pour l'exploitation du champ pétrolier de Kyapaz, dont le Turkménistan revendique la propriété (3). La controverse entre Turkmènes et Azerbaïdjanais n'est pas la seule. Le Kazakhstan a fait part de ses préoccupations après l'offre présentée par la Russie, le 27 août, pour développer l'exploitation d'une région de la Caspienne qu'il considère comme sienne (4).

L'incertitude des contrats en cours tient également au statut de la mer Caspienne elle-même (5). La Russie, l'Iran et le Turkménistan se sont mis d'accord pour fixer la limite de leurs eaux territoriales à 46 milles, avec des droits exclusifs d'exploitation, la zone centrale étant gérée en commun par les cinq États littoraux. Mais l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan rejettent cette proposition, exigeant que l'ensemble de la Caspienne soit divisé entre les pays.

Il faut dire que les quantités exactes de pétrole et de gaz recelées par cette mer sont inconnues. Selon certaines sources, elles se situeraient entre 10 mil-

liards et 40 milliards de barils de pétrole, soit entre 1 % et 4 % des réserves mondiales – contre 85 % dans le golfe Persique (6). En revanche, à en croire le secrétaire d'État adjoint américain Strobe Talbott, les réserves de la mer Caspienne se monteraient à « 200 milliards de barils » – d'où son affirmation à Radio Free Europe, le 22 juillet dernier, selon laquelle la région serait « stratégiquement vitale ». Les seuls gisements d'Azeri, de Gunelil et de Cirag représenteraient de 3 milliards à 5 milliards de barils. Celui de Tengiz, au Kazakhstan, une entreprise mixte (joint venture) entre le gouvernement et la compagnie américaine Chevron, contiendrait pour sa part de 6 milliards à 9 milliards de barils. Des sources russes doutent qu'il y ait encore beaucoup de pétrole dans le mer Caspienne, faisaient valoir que les chiffres actuels, datant des années 80, sont en fait exagérés (7). Une autre différence avec le golfe Persique est le coût de production du baril de pétrole : 4 à 5 dollars contre moins de 1 dollar au Koweït.

Loin de toute mer ouverte

PRINCIPAUX obstacles pour l'exportation du pétrole de la mer Caspienne : les gisements pétroliers sont situés loin de toute mer ouverte, et les systèmes d'oléoducs ne sont pas adaptés. Le contrat de 20 milliards de dollars conclu par Chevron avec le Kazakhstan pour l'exploitation du champ pétrolier de Tengiz l'a bien montré. Les premières livraisons de pétrole 180 000 barils par jour) suivront deux tracés : de Bakou au port russe de Novorossiisk, via les zones peuplées de Lesghines de l'Azerbaïdjan et du Daghestan ainsi que Grozny ; de Bakou au port géorgien de Soupsa, en passant également par des zones de conflits, tout d'abord en Azerbaïdjan, non loin de la ligne de feu avec le Karabakh, et ensuite dans l'ouest de la Géorgie, près de l'Abkhazie et de l'Adjarie, deux régions

qui échappent au contrôle de Tbilissi. Une fois parvenu à la mer Noire, le pétrole doit être embarqué afin de franchir les détroits de Turquie, déjà saturés de bateaux et menacés de catastrophe écologique. Le problème sera encore plus aigu quand la production pétrolière azerbaïdjanaise atteindra son maximum, soit 700 000 barils par jour. Sans oublier les répercussions des conflits, qui pourraient rendre ce pétrole non compétitif.

Si l'or noir de la mer Caspienne devenait trop coûteux et trop incertain, les contrats d'investissements signés pourraient être retardés, voire oubliés. L'industrie pétrolière russe a besoin d'énormes investissements – évalués entre 50 et 70 milliards de dollars – pour stabiliser sa production au cours des prochaines décennies (8). Pour cela, Moscou devra, lorsqu'elle sera prête à ouvrir son industrie pétrolière, trouver des investisseurs internationaux. Le retour possible de l'Irak sur le marché modifiera également les ressources pétrolières, mais aussi la destination des investissements occidentaux.

Mais l'économie compte moins que la géopolitique dans la décision d'exploiter le pétrole du Kazakhstan et de l'Azerbaïdjan et de l'amanar, per oléoduc et bateau, jusqu'à la Méditerranée, pour qu'il se déverse sur les marchés européens. D'ailleurs, la plupart des experts pensent que, au cours de deux prochaines décennies, le consommateur européen de pétrole sera stable et que les fournisseurs traditionnels du Golfe et de l'Afrique du Nord suffiront. En revanche, l'Europe aura besoin de quantités supplémentaires de gaz naturel, qui pourraient provenir de Russie, d'Irak ou du Turkménistan. Par ailleurs, l'Asie du Sud représentera un client de taille pour le pétrole de la mer Caspienne. L'incertitude qui règne en Afghanistan bloque enfin un projet d'oléoduc des autorités turkmènes avec les compagnies Unocal (États-Unis) et Delta (Arabie saoudite), concernant un oléoduc qui relierait le Turkménistan au Pakistan par l'Afghanistan.

Des négociations sont en cours pour la construction d'un oléoduc entre le Kazakhstan et la Chine, estimé à 3,5 milliards de dollars (9). Simultanément, on envisage une solution moins coûteuse permettant au Kazakhstan d'exporter son pétrole vers l'Asie orientale, via l'Iran (10).

Des compagnies françaises ont aussi placé leurs pions sur le carte de la Caspienne. Total a obtenu 20 % du champ pétrolier off-shore d'Abaheron, dont la propriété n'est pas contestée et dont le développement reviendra à 15 milliards de francs français. A la fin de l'année dernière, Total avait décroché 10 % du champ de Lankaran-Sheh Deniz, revenu pour 40 % à Elf Aquitaine (11).

Outre le pétrole, le nom de la mer Caspienne a également été associé au caviar. Depuis l'effondrement de l'URSS, le commerce de ce produit n'est plus contrôlé, et plusieurs groupes s'en donnent sans aucune restriction à la pêche à l'esturgeon. D'où une réduction de 80 % de la production officielle. Et certains craignent que la pollution engendrée par une production pétrolière à plein régime ne condamne à mort l'industrie du caviar.

V. C.

(1) Financial Times, Londres, 23 janvier 1997.
(2) United Press International, Ashkhabad, 8 juillet 1997.
(3) Inside Central Asia, BBC Monitoring, Londres, 28 juillet 3 août 1997.
(4) Radio Free Europe/Radio Liberty News Line, Washington, 28 août 1997.
(5) Lire « Quel statut pour la Caspienne ? », Le Monde diplomatique, juillet 1995.
(6) John Roberts, Caspian Pipelines, The Royal Institute of International Affairs, Londres, 1996.
(7) New Times, Moscou, août 1996.
(8) James Watson, « Foreign Investment in Russia: The Case of the Oil Industry », Europe-Asia Studies, Glasgow, vol. 48, n° 3, International Herald Tribune, Zurich, 10 juin 1997.
(9) Business Week, Londres, 15 septembre 1997.
(10) Etilaar, Téhéran, 3 septembre 1997.
(11) Le Tribune, Paris, 3 septembre 1997.

COMBATS FRATRICIDES SUR

Haïti dans la spirale

ELLLES sont bien loin les formidables espérances suscitées par l'élection du Père Aristide à la présidence d'Haïti en décembre 1990. Non seulement les trois années de dictature militaire consécutives au coup d'Etat de 1991 ont littéralement « cassé » une économie déjà branlante, mais le retour à la démocratie, en octobre 1994, n'a aucunement amélioré la situation des populations. Au lieu de faire front commun, les forces de l'ancienne coalition Lavalas sont engagées dans des combats fratricides pour un « pouvoir » dépourvu de toute substance.

Par notre envoyé spécial BERNARD CASSEN

« Le tableau est déprimant et fait peur. La nation est malade. Haïti est abattue et semble se résigner à mourir après avoir nourri tant d'espoir (1). » Ce constat, dressé par la Chambre de commerce et d'industrie d'Haïti, fait l'unanimité à Port-au-Prince, en ce début d'automne 1997. Même chez les politiciens où l'on se soucie prioritairement de tactique.

De tactique et pas de stratégie. De la tactique de préservation, de conquête ou de reconquête d'un « pouvoir » politique pourtant vidé de toute substance, la stratégie restant l'apanage de Washington, où se trouvent les véritables maîtres du jeu : le gouvernement des Etats-Unis et les institutions financières internationales – Fonds monétaire international (FMI) et Banque mondiale – qui font cause commune avec lui. Une situation que l'on pourrait qualifier de surréaliste si elle n'était aussi tragique : celle où le pot de terre, confronté à un pot de fer résolument néolibéral, multiplie les discours sans prise sur la réalité. Devant un peuple désespéré !

D'abord le pot de fer. C'est la CIA, dans la capitale fédérale américaine, qui, en septembre 1991, donna implicitement le « feu vert » à son protégé et salarié, le général Raoul Cédras, pour son coup d'Etat contre le président Jean-Bertrand Aristide entré en fonctions sept mois auparavant. Avec le Père Aristide, premier chef d'Etat haïtien élu démocratiquement, une ère nouvelle semblait s'être ouverte, irréductible aux schémas,

éprouvés depuis des décennies, de domination et de manipulation des « élites » locales : l'insurrection, pour la première fois depuis l'indépendance (1804), du peuple – en l'occurrence des masses rurales et des habitants des bidonvilles – dans le jeu politique. Avec le mouvement Lavalas (le « torrent », l'entrée du « pays en dehors » (2) dans le périmètre jusqu'alors interdit de la citoyenneté. Un outrage, un véritable traumatisme pour les nantis et leurs protecteurs américains, et un fâcheux exemple pour le sous-continent.

Les « officiers traitants » de Washington réagirent alors avec les réflexes acquis pendant une guerre froide qui venait pourtant de s'achever. Comme, en d'autres temps, ils avaient agi au Guatemala, à la baie des Cochons, à Saint-Domingue, au Chili, à la Grenade, etc. Ils eurent terriblement peur, explique le sociologue Laënnec Hurbon, tout comme l'armée et la bourgeoisie, « qui semblent avoir compris le vote populaire en faveur d'Aristide comme une sorte de « fin des temps » ou de « fin de leur temps ». Il n'y aurait pas d'autre explication à l'intensité de la répression sans précédent qui s'est abattue sur le peuple pendant les trois années du coup d'Etat (3). « La bourgeoisie payait les soldats pour qu'ils cassent l'épine dorsale du 16 décembre. Sa complicité et sa coopération ont été totales avec les forces de répression, à quelques exceptions près », témoigne le journaliste politique Jean Dominique, dans son bureau de Radio-Haïti Inter.



HERVÉ TÉLÉMAQUE. — « La Tache Bleue » (1963)

Avec l'arrivée au pouvoir de M. William Clinton, en janvier 1993, et alors que le Père Aristide, exilé à Washington, continuait à être universellement reconnu comme le seul représentant légitime de son pays, la nouvelle administration démocrate se donna un double objectif : remporter un succès de politique intérieure et internationale, en « rétablissant la démocratie en Haïti » – que ses prédécesseurs républicains avaient contribué à détruire –, et, simultanément, veiller à ce que cette démocratie soit calibrée aux normes traditionnelles, c'est-à-dire hors de toute participation authentique du « pays en dehors ». Il s'agissait de faire rentrer le « torrent » populaire dans le lit dont il n'aurait jamais dû sortir.

Pour ce faire, la diplomatie américaine joua pendant plus de deux ans les bons offices entre la dictature militaire – ses alliés et complices des grandes familles haïennes – et un président isolé parce qu'exilé. La solution qu'elle s'évertuait à mettre en place à Port-au-Prince était une cohabitation respectant le formalisme démocratique, tout en préservant à la fois les intérêts de la haute bourgeoisie locale et la capacité dissuasive de l'appareil de répression, promis à une généreuse amnistie. Le socle de cette cohabitation serait une politique économique et sociale classique d'« ajustement structurel », placée sous la tutelle directe d'un FMI jouant un rôle de cerbère : les futurs dirigeants

devraient strictement se plier à ses « conditionnalités » pour recevoir le moindre dollar des autres bailleurs de fonds nationaux et internationaux.

Tel fut, en gros, le marché, à prendre ou à laisser, proposé au Père Aristide pour prix de son retour en Haïti avant que n'expire son mandat de cinq ans (février 1996). Un mandat qu'il s'engageait, par ailleurs, à ne pas tenter de prolonger des trois ans pendant lesquels la dictature militaire l'avait tenu éloigné de son pays.

Ces conditions léonines, le président n'avait, à ce stade, d'autre choix que de les accepter. Sa réinstallation au Palais national, le 19 septembre 1994, sous la protection des marines, ne signifiait donc nullement le retour à la case départ du 30 septembre 1991. M. Jean-Bertrand Aristide – il avait abandonné la prêtrise pour se marier – entendait cependant rectifier au maximum les termes du dilemme en utilisant sa popularité et sa fine connaissance des « entrailles du monstre (4) » acquise pendant son exil forcé dans la capitale fédérale.

C'est ainsi qu'il réussit à prendre en défaut la vigilance des nombreux « conseillers » et autres « experts » américains – « Ils ont eu la surprise de leur vie », commente un diplomate – en procédant au limogeage de tous les officiers, y compris au démantèlement définitif de l'armée, consommé en avril 1995, alors que Washington avait seulement prévu une épurée limitée à quelques têtes trop voyantes. De même, tout en ayant signé un accord de « stand-by » avec le FMI en février 1995, le gouver-

(1) Déclaration de la chambre de commerce et d'industrie d'Haïti publiée dans *La Nouvelle Presse* (Port-au-Prince), 7 juillet 1997.

(2) L'expression est utilisée depuis deux siècles par les « élites » haïennes pour désigner le vote populaire. Voir *Les Cérémonies de la Nation*, de la population, Les Éditions Karthala, Paris, 1997.

(3) Laënnec Hurbon, « Haïti entre la guerre froide et le nouvel ordre mondial », in *Les Transitions démocratiques*, sous la direction de Laënnec Hurbon, Syros, Paris, 1996.

(4) La formule est de José Martí, « père de la nation » cubain.

A Jérémie, si loin

LES 250 kilomètres qui séparent Port-au-Prince de Jérémie, chef-lieu de la Grande Anse – c'est le nom du département –, se font en une dizaine d'heures de voiture, quand les gués sont franchissables. Les transports en commun sont incertains. Un bateau chaque semaine, plus lent encore, du genre redouté de la *Méduse* : le *Neptune*, prévu pour 300 passagers, coule en 1993, et 1 200 personnes périrent noyées. Et, le 8 septembre dernier, la *Fierté-Gonavière* coula dans le détroit de Saint-Marc avec plusieurs centaines de personnes à bord. Reste l'avion. Treize personnes maximum atterrissent tous les deux jours entre les nids de poules de la piste. Le prix, de toute façon, n'est pas adapté aux bourses haïennes.

Trente mille Jérémienais, un demi-million d'habitants dans la Grande Anse, une pression démographique lancinante – sujet presque tabou –, des catastrophes météorologiques, les cyclones, qui enfouissent ou isolent un peu plus, depuis quatre

Par CHRISTOPHE WARGNY *

décennies, la « cité des poètes ». La pire tornade fut pourtant politique. Et décisive dans le déclin économique de la vieille cité coloniale, dont les produits agricoles – café, cacao, bananes plantain, mangues, patates et ignames – s'exportaient bien au-delà de Port-au-Prince et faisaient la richesse d'une bourgeoisie mulâtre, soucieuse de profits rapides et plus habile à l'import-export qu'au développement d'une industrie locale de transformation. François Duvalier (1), pour mieux contrôler la population, commença par interdire le commerce international, le réservant exclusivement à Port-au-Prince. Puis, en 1964, il fit massacrer l'élite métisse : un commando macoute, venu par mer, extermina plusieurs dizaines de Jérémienais. Pour mieux intimider la bourgeoisie commerçante de l'île et promouvoir le « noirisme », Jamiels la région n'a retrouvé la relative prospérité d'elors.

Les peintures des maisons à arcades sont un peu délavées. Soleil et pluie sont ici prodigieux. Mais la ville, trop tranquille, assoupie même, apparaît propre – il y a même quelques égouts, à ciel ouvert, mais cimentés – et s'anime en milieu de journée, quand s'écroulent les bataillons d'écoliers en uniforme. Le bord de mer sert de réceptacle aux déjections et accueille sous quelques toiles brillantes les plus démunis. Au bleu caribbe se mêle la boue des rivières de la Vodroque et de la Grande Anse, pré-

cieux limons arrachés aux montagnes dénudées, agents destructeurs du plancton littoral.

On ne se plaint pas trop ici de la « situation électrique », éternel sujet de conversation des familles haïennes, car la ville est mieux lotie que les bourgades environnantes. Sans parler des mornes, les collines, où l'électricité reste à l'état de revendication... cinquantenaire. Les élèves s'agglutinent donc le soir sous les quelques réverbères, pealmodiant les leçons en français couchées sur leurs cahiers d'écolier. Des heures durant, ils nourrissent à voix haute une cacophonie de résumés d'histoire ou de biologie, appris par cœur dans une langue qu'ils comprennent mal et qu'ils ne maîtriseront jamais. Car l'école secondaire est en français, langue officielle, mais non utilisée dans la vie quotidienne et réservée aux livres et à une « élite » réduite. Le parler de tous, c'est le créole.

Où ou nuit, la rue est d'abord aux piétons. Et parfois aux gamins qui rêvent à Cantons en courant derrière une boule de chiffons. Trente mille citadins, mais combien de voitures ? Quelques dizaines, la moitié appartenant aux organisations internationales. La rue est aussi, certains soirs, à l'Eglise catholique. Deux longues files de pénitents, femmes et enfants surtout, descendant en procession de l'évêché vers la cathédrale. Mgr Willy Romelus ferme le marche, précédant une image de la Sainte Vierge. L'hornéfi commence avec une définition de l'Esprit saint, mais glisse vers une mise en garde aux « citoyens qui se laissent acheter et qui ne devraient pas s'étonner d'être demain vendus ».

Figure emblématique de la résistance au macoutisme, l'évêque de Jérémie est d'abord un pieux personnage. Messes et prières requièrent quatre heures de son emploi du temps quotidien, rappelle un de ses proches. L'homme est accueillant, mais réservé, voire timide, le regard pénétrant derrière de grosses lunettes. Rien à voir avec les transports d'affection, plus ou moins sincères, si habituels en Haïti. Avant le retour à la démocratie, il faisait face aux menaces et aux attentats, comme à autant d'inévitables et banales péripéties qui jalonnent toute existence. Il est aujourd'hui sur tous les fronts, mais réaliste quant aux attentes réelles de ses ouailles : « Qu'il s'agisse de problèmes individuels ou collectifs, quand on ne peut payer l'école (frais de scolarité) ou que les pluies tropicales arrachent les vagues

remonts du quartier, on vient ici. Voilà l'évêque. Les gens n'ont personne d'autre à qui demander... On ne peut que poser quelques questions sur un corps social troué de toutes parts. Les gens savent qu'il n'y a pas d'Etat ».

Mgr Romelus est l'acteur principal sur la scène locale... et au-delà. Certains ont proposé sa candidature au Nobel de la paix. Depuis 1977, le prélat a été de toutes les batailles contre les dictatures successives. Prenant au mot Jean-Paul II et son « *fiat se chan* » (2), il s'est progressivement isolé d'un épiscopat haïtien ultraconservateur. Après la chute de M. Jean-Claude Duvalier, en 1986, il lance la campagne « Raché maniek » (arrachons le maniek), préluce au succès de Lavalas : « Prendre vos responsabilités, être acteur du changement, arracher les racines de l'injustice », martèle l'homme qui prie. Toute son énergie, tous les moyens collectés auprès des amis européens débouchent sur des réalisations : création de la radio Tèt ansean, mitrillée plus tard par les militaires, lancement d'un projet régional de développement, construction de nombreuses écoles... Quand se déchaîne le coup d'Etat du général Cédras, en septembre 1991, il préside la commission Justice et Paix qui enquête sur les tortures, les disparitions et les meurtres. Il n'en faudra de peu, en 1993 – seconde tentative – qu'il ne soit assassiné à la sortie de la cathédrale de Port-au-Prince.

En trois ans, pas de changement.

TROIS ans après le retour du président Aristide et après plus d'un an et demi de mandat de son successeur René Préval, rien n'a vraiment changé. Les revendications restent entières. On a bien nommé un délégué départemental, mais il paraît consacrer son énergie à quémander d'improbables aides dans les labyrinthes de la bureaucratie port-au-Prince. Les 12 000 habitants d'Anse-d'Hainault, la bourgade la plus à l'ouest, aux alentours de l'eau. Depuis si longtemps. Les pirogues à voile font 20 kilomètres pour le quérir, les poids lourds ne se hasardant plus sur les fondrières bousées de la route côtière. L'isolement est pire encore pour les villes du littoral. Rejoindre Jérémie, c'est traverser une chaîne de montagnes. La route, empierrée lors de l'occupation américaine (1916-1934), n'a jamais été entretenue. Là aussi, les tap-taps, les transports en commun, ont renoncé.

La saut-on, à Port-au-Prince où résident la majorité des agronomes ? Quelqu'un croit-il qu'un jour puisse exister un Etat un tant soit peu décentralisé ? Des mil-

(1) élu président de la République en 1987 après avoir obtenu le soutien de l'armée, François Duvalier établit un régime dictatorial et, appuyé sur les sinistres « *tonzons macoutes* », se proclame président à vie. Son fils, Jean-Claude, lui succède à sa mort, en 1971. A la suite de forts mouvements populaires, il est exilé en 1986.

(2) « *Il faut que les choses changent* », parole de Jean-Paul II, reconnaissant une délégation d'évêques et de laïcs haïtiens lors de sa visite en République dominicaine en octobre 1992.

dial

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

Tous les quinze jours trois ou quatre dossiers sur des réalités majeures de l'Amérique latine

Abonnement France : 410 F

DIAL

38 rue du Doyenné - 69005 Lyon

Tél : 04 72 77 00 26

Fax : 04 72 40 96 70

futuribles Revue mensuelle de prospective

Octobre 1997, n°224

De Rio à Kyoto : les enjeux des négociations sur le climat, Olivier Godard

L'effet de serre est-il politiquement gérable, Philippe Roqueplo

Partager le coût de l'enfant, Jonathan Bradshaw

Mondialisation et inégalités, Jean-Paul Fitoussi

Septembre 1997, n°223

Génétique : craintes et espoirs, Axel Kahn

L'Europe en quête de sens, Eric Dacheux

Universalisme moral et ségrégation économique, Richard Rorty

Futuribles - 55, rue de Varenne - 75341 Paris cedex 07 - France

Tél : (33) 01 42 22 83 10 - Fax : (33) 01 42 22 85 54 - revue@futuribles.com

Prix du numéro France : 70FF (port inclus) - Autres pays : 75FF (port inclus)

Abonnement 1 an (11 n°) France : 640FF - Autres pays : 690FF

حکذا من الاجل

هكذا من الاجل

UN BATEAU QUI COULE du désespoir

nement du premier ministre désigné par M. Aristide, M. Smarck Michel, refusa - sous la pression populaire, il est vrai - d'entreprendre les privatisations exigées par les États-Unis et démissionna en octobre 1995. Avec une équipe de gestion des affaires courantes, dirigée par M. Claudette Werlegh, et deux mois avant l'élection présidentielle de décembre destinée à désigner le successeur de M. Aristide, il n'était plus question de procéder aux « réformes » structurelles. Néanmoins, avant de quitter le Palais national, le président fit un ultime pied de nez à Washington en reconnaissant Cuba.

C'est à partir de ce moment qu'apparaissent les fortes ambiguïtés du comportement de M. Aristide. Des ambiguïtés qui ont dégénéré en crise ouverte, voire en affrontements, au sein du mouvement Lavalas, et qui hypothèquent gravement la capacité de résistance d'Haïti à la normalisation voulue par Washington. L'implosion du pot de terre - « Aristide a vécu l'implosion de son mandat comme une spoliation, un drame personnel », explique Jean Dominique, ce qui l'a conduit, consciemment ou pas, à déléguer son successeur et fidèle entre les fidèles, son « jumeau », M. René Préval : « Pendant la campagne de décembre 1996, il est resté derrière lui, mais très loin derrière, jusqu'au dernier moment. Ce qui revenait à justifier par avance l'abstention massive lors du scrutin : 72 %. » Et c'est ce président affaibli qui héritait des inévitables renégociations avec le FMI et les bailleurs de fonds. M. Aristide pouvait ainsi entamer, les mains redevenues propres de toute compromission, une traversée du désert dont, à certains moments, on a pu penser qu'elle pourrait être abrégée - la prochaine présidentielle étant normalement prévue en décembre 2000 - par une opportune démission de son successeur.

A cette frustration personnelle s'ajoutait un conflit de fond avec le noyau dur de la coalition Lavalas : l'Organisation politique Lavalas (OPL). Ce groupe, fédérant cinq courants - de la « petite Église » au mouvement paysan, en pas-

sant par des « aristidiens » en quête de structuration -, s'était constitué en parti, sous l'impulsion, entre autres, d'intellectuels marxistes exilés en Amérique latine pendant le stalinisme, tels M. Gérard Pierre-Charles, M. Suzy Castor et M. Rosny Smarh. Et ce, à la faveur du formidable mouvement de masse qu'avait constitué le « phénomène » Aristide, avant et immédiatement après le coup d'État. D'un côté, un dirigeant charismatique, en prise directe avec le peuple, viscéralement hostile à tout « appareil » intermédiaire, et tenant l'OPL pour une sorte de cocon qui aurait fait son nid sous sa bannière. De l'autre, un groupe numériquement peu important, mais organisé, avec militants, cadres, congrès, programme et direction collégiale. Donc réfractaire à toute personnalisation du pouvoir.

Dès la prise de fonctions de M. René

Préval, dont l'entourage était constitué d'anciens « aristidiens », une partie de bras de fer s'engagea entre le nouveau président et l'OPL, majoritaire au Parlement, appelée à ratifier le choix présidentiel. L'enjeu : la nomination du premier ministre, auquel la Constitution de 1987 donne des pouvoirs propres. M. Préval voulait désigner M. Éric Pierre, haut fonctionnaire de la Banque interaméricaine de développement (BID), que M. Aristide avait connu à Washington et qui affiche sans complexe ses convictions néolibérales. L'OPL réussit néanmoins à imposer l'un des siens, M. Rosny Smarh, les autres postes-clés du gouvernement lui étant cependant refusés. « Nous avons dû porter le chapeau de la succession, sans avoir les moyens politiques d'appliquer notre programme », explique M. Gérard Pierre-Charles, coordinateur de l'OPL.

Sous la tutelle des bailleurs de fonds

A partir de ce moment, chacun des deux camps en présence - les autres formations politiques étant trop atomisées, et certaines d'entre elles discréditées par leurs compromissions avec la dictature militaire - commença à jouer à contre-emploi. L'OPL, dont ses adversaires critiquaient pourtant volontiers l'organisation « stalinienne », s'était donné comme priorité l'institutionnalisation démocratique, la création et le rodage de structures décentralisées dans lesquelles la paysannerie puisse s'exprimer, et donc la réhabilitation d'un État qui, historiquement, avait toujours été oppresseur, prédateur et corrompu. Un objectif évidemment partagé par M. Préval, qui insiste devant nous sur le « pas énorme » que constitue le passage de témoin entre deux présidents élus démocratiquement et sur la situation inédite (mars 1997) d'un Parlement mettant en cause un gouvernement : « Avant, cela se faisait par les armes... » Mais, en misant sur le moyen et le long terme, l'OPL dut cautionner, dans l'immédiat, un projet économique imposé de l'extérieur, et déjà partiellement mis en œuvre, en

s'efforçant, revendiquant M. Pierre-Charles, d'y ménager des « espaces alternatifs ».

De son côté, M. Aristide commença à se désolidariser avec un gouvernement et une administration qu'il comptait pourtant nombre de ses partisans. En premier lieu, le tout-puissant M. Leslie Delatour, un *Chicago boy* disposant de la confiance des bailleurs de fonds, qu'il avait nommé gouverneur de la Banque centrale. En proclamant, contre toute évidence, que, tant à Washington qu'après son retour, il « n'avait rien signé avec le FMI », et en dénonçant la « politique néolibérale » du gouvernement, il encouragea diverses organisations populaires à réclamer le départ de M. Smarh. En mars dernier, il s'en fallut de peu qu'une interpellation parlementaire, soutenue par les amis de l'ancien président, n'aboutisse à ce résultat et ne permette - deuxième tentative - la désignation de M. Éric Pierre.

La troisième allait-elle être la bonne ? Le 9 juin 1997, M. Smarh présenta sa démission en invoquant les graves irré-

gularités - relevées, entre autres, par une mission d'observation de l'Organisation des États américains (OEA) - lors des élections sénatoriales partielles du 9 juin - marquées par un abstentionnisme de 95 % - au profit des candidats du nouveau parti créé en novembre 1996 par M. Aristide, la Famille Lavalas. L'OPL, qui avait jusque-là évité de critiquer publiquement M. Préval - lui-même parfois indirectement visé par les attaques de M. Aristide -, l'accusa cette fois de cautionner un « coup d'État électoral » et de « graviter autour des projets de pouvoir de l'ex-président Aristide ». Le départ de M. Smarh permettait à M. Préval de nommer au poste de premier ministre M. Éric Pierre, le 28 juillet. Un homme acquis au programme d'ajustement structurel du FMI. Mais l'Assemblée nationale ne l'entendait pas ainsi qu'il, le 26 août, refusa de ratifier le choix présidentiel. Les choses en sont là.

Ces querelles fratricides ont un impact désastreux sur une population en passe de désespérer de la démocratie. Par sa volonté de reconquête immédiate du pouvoir de fait, car nul ne doute de son succès en cas d'élection présidentielle, M. Aristide s'est aliéné un grand nombre de ses anciens partisans. Ainsi M. Paul Dejean, lavalassien « historique » et ministre des Haïtiens de l'étranger dans le gouvernement de M. Smarh, n'a pas hésité à déclarer que « l'ancien président, nu par une ambition démesurée de pouvoir, est le principal responsable de la situation politique actuelle, faite de tension, d'insécurité, de crime et de désordre », et qu'il constitue actuellement « le plus grand obstacle à la démocratie qu'il avait contribué à ramener dans le pays (5) ».

Quant à M. Camille Chalmers, chef du cabinet de M. Aristide en exil, et actuellement professeur à l'université nationale d'Haïti, il incrimine « la faiblesse organique du mouvement Lavalas, très flou, reposant sur une personne et pas sur un projet, sans qu'il y ait jamais eu débat de fond sur les options économiques », et il éclaire ainsi la contradiction entre les déclarations antilibérales de

l'ancien président et sa propension à confier ou faire confier les postes-clés à des néolibéraux confirmés : « Pendant leur séjour forcé à Washington, beaucoup de cadres ont été fascinés par la façon de faire américaine. »

La confusion est désormais totale. M. Aristide entend retrouver au plus vite le Palais national, mais pour y faire quoi et avec qui ? Pour un grand nombre d'Haïtiens, notamment dans les milieux populaires, il est resté « Titi », celui qui a supprimé l'armée, celui qui sait trouver les mots exprimant leurs aspirations. Mais pour d'autres, les plus politisés, il est devenu un simple professionnel de la politique. Un responsable d'une association de base opérant en milieu rural affirme que les militants sont « très remontés contre lui ». Ce qui ne semble plus être le cas de plusieurs des grandes familles de Port-au-Prince - les Bigio, Brandt, Madsen, Mews, Boulos, Accra, Nadal, Moscoso et autres Deschamps -, auxquelles l'ancien président, dont elles avaient été les ennemis jurés, avait accordé des faveurs au nom de la « réconciliation ». Pour Jean Dominique, « elles sont contre tout gouvernement constitutionnel, elles piaffent » et peuvent tactiquement être amenées à soutenir M. Aristide si elles voient en lui un facteur de déstabilisation de la démocratie. L'intéressé se refuse à répondre directement aux attaques dont il est l'objet et proclame : « Du fond de nous-même, nous appelons à l'unité, à la non-violence, au respect (6). »

Quant aux dirigeants américains, qui n'ont jamais considéré l'ancien curé de Saint-Jean-Bosco comme une personnalité fiable, ils ont cependant de quoi se rassurer : les hommes que M. Aristide a mis en place offrent toutes les garanties d'orthodoxie économique. Reste à savoir si, dans l'état de misère et de désespérance où il se trouve, le peuple haïtien sera encore longtemps gouvernable...
BERNARD CASSEN.

(5) Propos recueillis dans Le Nouvelliste, 27 mai 1997.
(6) Déclaration à l'agence Reuters reprise dans Dial, dossier 2168, 16-31 juillet 1997.

de Port-au-Prince...



A JÉRÉMIE, « LE PAYS EN DEHORS »

tants lavalassiens, regroupés dans la coalition Rendé-vou bo tab la (3) en 1995 le représentaient. Ils sont aujourd'hui divisés entre partisans de la Famille Lavalas, créée par l'ancien président Jean-Bertrand Aristide, et ceux du mouvement rival, l'Organisation politique Lavalas (OPL). Et les ministres successifs de la culture savent-ils dans quel état se trouve le seul équipement de la ville, du département : la « bibliothèque nationale » de Jérémie, construite il y a plus de vingt ans ?

Sur une table, impeccablement alignés, mais un brin poussiéreux, les journaux et revues, principalement français, datent du milieu des années 80. Il reste aussi cinq mille à six mille livres, alignés sur les rayonnages en un ordre alphabétique plein de fantaisie, dans une armoire-boudique aux fenêtres volées. Mais le bâtiment prend l'eau. Sur l'étage supérieur, les pages agglutinées ne forment plus qu'un bloc compact. La moisissure ronge le reste et, tout en bas, les rats s'en donnent à cœur joie.

A parcourir la Grande Anse, on cherche un chandier, une expérience pilote. En vain. Ou presque. Tout juste

une réhabilitation partielle de l'hôpital, qui ne dispose pas, de toute manière, du personnel compétent pour les cas graves. Quelques menues réparations de route, qui ne résisteront pas à la prochaine saison des pluies. Et la construction, par la Mission des Nations unies pour Haïti (Minha) (4), et principalement pour ses besoins propres, d'un « terminal » pour l'aéroport de Jérémie, avec une salle d'attente et des toilettes. Traite hebdomadaire actual, rappelons-le : moins d'une centaine de passagers. Reste un capital d'enthousiasme chez les 8-12 ans, les journalistes locaux, dépourvus de moyens logistiques, et chez une poignée de fonctionnaires déçus, mais sans budget.

En fait, ici, le délégué (préfet, c'est l'évêque, avec son équipe. Porte-parole, principal employeur, armateur en chef, défenseur des plus démunis, c'est-à-dire de pratiquement tous le monde. L'évêché est d'ailleurs presque le seul édifice à étage. Il domine la ville, la baie, et ces quartiers du bord de mer, haute provision de bracerons (coupeurs de cannel) qui n'ont trouvé là qu'un autre arfar, et rêvent de Port-au-Prince ou n'en ont pas attendu, mais dont ils espèrent tout.

L'Église s'est dotée d'un vaste centre pour stages de moyenne durée. Elle y forme agents de santé, d'éducation, d'agriculture... pour chaque communauté rurale. Ceux qui pourront lire les directives, informer un minimum la population, faire appel à l'infirmerie ou à l'agronome, si nécessaire. A la ferme modèle, on encourage les paysans à se regrouper. En fournissant à bas prix (mais jamais gratuitement), à de petites communautés, des semences ou des couples de porcs - le cochon est la caisse d'épargne du paysan. En expliquant le rôle du compost et des greffes. Surtout en liant les aides à l'obligation de reboisement. Dément contrôlé.

L'Église se substitue ainsi à l'État défaillant. Depuis si longtemps. L'école, dans 90 % des cas, est payante, les parents étant disposés à consentir de gros sacrifices pour que leurs enfants, au moins, sortent de l'extrême pauvreté. Mais, dans la plupart des cas, il s'agit d'un véritable abus de confiance, le niveau des établissements étant quasi nul. Des écoles borlette, dit-on ici, du nom de la loterie nationale. Dans chaque paroisse, cependant, une ou plusieurs écoles ont été construites par l'Église : « Le fonctionnement aurait dû être financé par l'école, même réduit à quelques dizaines de gourdes (5) par an dans le primaire. Même cela, les gens ne peuvent pas. Bien sûr, on ne renvoie personne. L'argent « perdu » nous contraint à ralentir les investissements... », explique Mgr Rométhus.

Autre préoccupation : faire que les jeunes restent au pays. Après une école d'infirmerie, l'Église a construit une école des arts et métiers. Y a-t-il, sur le terrain, d'autres agronomes que ceux qu'elle appointe ? Bien peu... Si partisans qu'ils soient du principe de la décentralisation - d'ailleurs inscrite dans tous les programmes et jusque dans la Constitution de 1987 -, les fonctionnaires haïtiens détestent la province. Normés ici, ils se trouvent toutes les raisons pour séjourner dans le capitale, puisque tout s'y

décide ! Les organisations populaires de Merché-Léon dénoncent « l'irresponsabilité la mépris, le mensonge » du gouvernement et de ses agents, incapables de mesurer l'enclavement, ne serait-ce que parce qu'ils ne le vivent pas. Un seul dirigeant échappe à la critique, parce qu'il leur a donné ce qu'ils tiennent pour essentiel, la sécurité : « A son retour, Aristide nous a débarrassés des voyous. Il n'a pas réformé l'armée : il n'y a plus d'armée, plus de chefs de section. Je vis ici depuis quarante-cinq ans, je sais le prix de la liberté. »

« Titi, c'est nous, nous, c'est lui », entend-on encore dans le bouche des 12 légalis. Même s'ils se déplacent de moins en moins pour voter : 15 % pour être René Préval président, le tiers (5 %) pour arbitrer, au printemps 1997, entre les frères ennemis de Lavalas. Les électeurs sont les d'une démocratie politique rassentie comme formelle et opaque et favorable, elle aussi, aux « grands mangeurs (8) ». La Grande Anse, peut-être moins touchée que d'autres par la répression, grâce, en particulier, à la stature de son évêque, compte d'abord sur Aristide. Car la théocratie accidentelle a ses limites, économiques notamment. Mgr Rométhus et l'Église n'ont pas l'intention de créer des usines. Et quel investisseur serait assez fou pour venir s'installer ici, quand personne ne se soucie des routes, des ports, de l'électricité... et du reste ?

CHRISTOPHE WARGNY.

(3) En créole : rassembler tout le monde autour de la table.
(4) La Minha est devenue Mission d'appui des Nations unies en Haïti (Minha) puis, le 30 juillet 1997, Mission de transition des Nations unies en Haïti (Minutah) dont le mandat est limité à une période unique de quatre mois qui se terminent le 30 novembre 1997.
(5) Trois gourdes valent environ 1 franc.
(6) Expression populaire désignant les officiels qui, depuis le retour à la démocratie, ont succédé à leur enclavement personnel. C'était le thème du carnaval de février dernier dans toutes les villes d'Haïti.

Points de repère

- Février 1986 : Départ forcé du pouvoir du « président à vie » Jean-Claude Duvalier, dit « Baby Doc », fils du dictateur François Duvalier (« Papa Doc »), mort en 1971.
- 1986-1990 : Directement ou par civils interposés, l'armée est au pouvoir et s'en partage les prébendes.
- 16 décembre 1990 : Election triomphale (68 % des suffrages exprimés et seulement 20 % d'abstentions) du Père Jean-Bertrand Aristide à la présidence de la République d'Haïti.
- 30 septembre 1991 : Coup d'État militaire, dirigé par le général Raoul Cédras. C'est le début d'une des plus féroces répressions de l'histoire du pays : 4 000 personnes assassinées, 350 000 déplacées.
- Octobre 1991 : Début d'un embargo international.
- 3 juillet 1993 : Sous l'égide du gouvernement de M. William Clitron, accord de Gouvernance Island entre le président Aristide et le général Cédras, qui prévoit un retour pacifique à l'ordre constitutionnel. Les militaires reçoivent rapidement leurs engagements.
- 19 septembre 1994 : Débarquement de 20 000 soldats américains à Port-au-Prince pour rétablir le président Aristide dans ses fonctions.
- Avril 1995 : Suppression définitive de l'armée haïtienne et création d'une police nationale.
- 25 juin et 15 juillet 1995 : Elections locales et législatives marquées par une très forte abstention.
- 17 décembre 1995 : Election de M. René Préval à la présidence de la République, avec 88 % des suffrages exprimés, mais 72 % d'abstentions.

LES NOUVEAUX RÉSEAUX DE COMMUNICATION, Le journalisme au

LINTERNET est en train de bouleverser la pratique du journalisme. Pour séduire un public jeune, qui a de plus en plus tendance à délaisser les kiosques, la plupart des grands quotidiens du monde se sont lancés en force sur le réseau. Afin de ne pas diffuser de simples répliques des journaux imprimés, ils y font preuve d'imagination et découvrent une autre logique, de nouvelles structures qui transforment en profondeur tout le champ de l'information.

Par ANGELO AGOSTINI *

Pour le journalisme aussi, Internet représente un défi. Les nouveaux réseaux de la communication modifient en profondeur la recherche, la production et la diffusion de l'information. En fait, la révolution numérique a déjà transformé la réalité. Mais, paradoxalement, au beau milieu d'un tournant historique, nous ne parvenons pas à en prévoir les effets. Pis : entrepreneurs, professionnels et formateurs mettent en œuvre des stratégies dont les présupposés ne sont peut-être pas avérés. Et nous allons vers une révolution dans la pratique journalistique sans disposer de la moindre analyse commune.

D'un côté, les adeptes de l'innovation sont prêts à ériger un monument à l'information numérisée et à enterrer journaux et journalistes. Indépendamment des techniques, il faudra toujours des professionnels pour vérifier les nouvelles, rétorquer, de l'autre, les sceptiques obstinés. Imagine-t-on, ajoutent-ils, des vacanciers allant sur la plage avec leur ordinateur portable pour s'informer ? Posée dans ces termes, l'alternative paraît banale. Elle l'est moins dès qu'on examine l'environnement social et culturel qui implique les deux options.

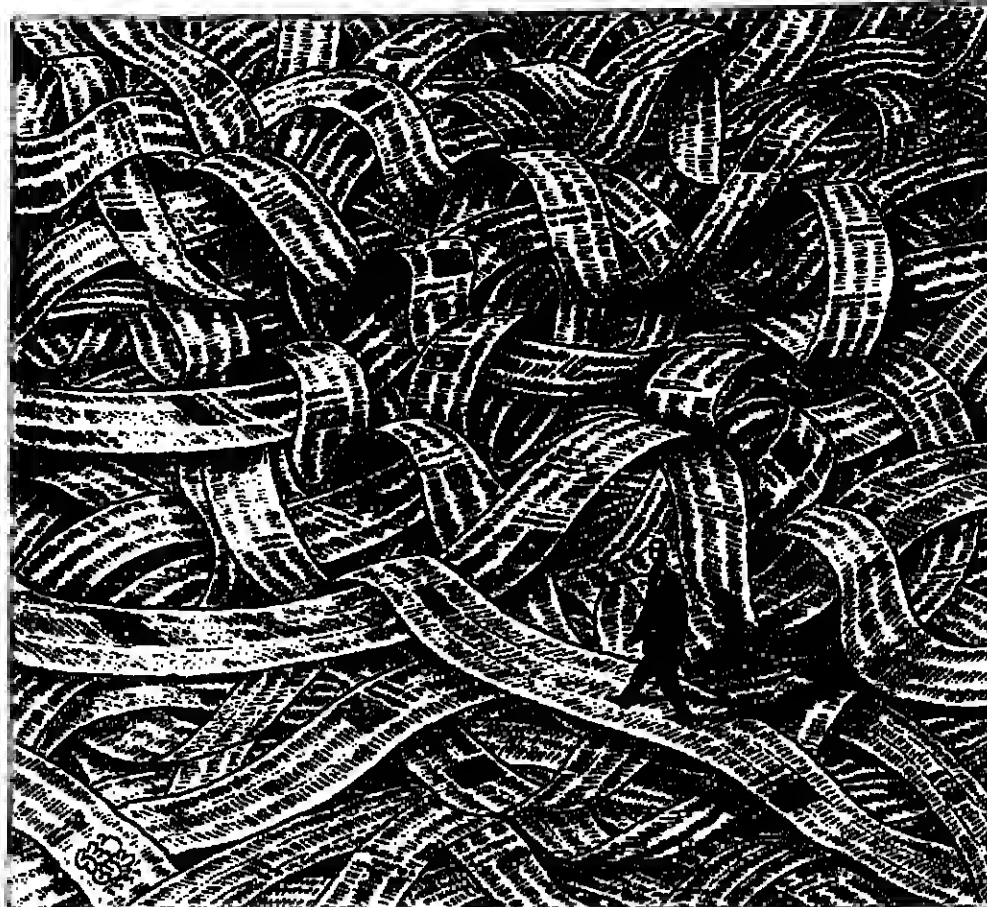
Surtout si l'on entend l'avertissement d'Umberto Eco qui, sans préjugé à l'égard de la technologie, met en garde contre l'aggravation des inégalités d'accès à l'information. Si la lecture

* Journaliste, directeur de l'Institut de formation au journalisme, Bologne.

d'un quotidien est la prière laïque de l'homme moderne, seuls s'y adonnent ceux qui ont appris à lire le journal - et ils sont de moins en moins nombreux. Qu'on imagine le gigantesque travail d'alphabetisation nécessaire si les réseaux informatiques deviennent le principal vecteur d'information. Sans aucune garantie contre la création de nouveaux fossés culturels.

Pourtant, il faut le rappeler, dans l'histoire de la communication, jamais une innovation n'a chassé les technologies antérieures. Ce qui a disparu, ce sont des modes de production et des instruments : il n'y a plus de linotypes dans les ateliers de presse ; seuls les journalistes rétifs à l'ordinateur utilisent encore la machine à écrire. Cette évolution a influé sur la profession et sa culture, mais sans rendre caduque la presse écrite. De même, la radio n'a pas éliminé les journaux, ni la télévision la radio. La vidéo et le Minutell n'ont pas enterré les médias antérieurs.

Non seulement les différents moyens d'information n'ont pas subi la mort annoncée, mais ils ont appris à vivre les uns avec les autres et conquis des publics distincts. Le journalisme multimédia prendra donc sa place aux côtés des journaux traditionnels. L'information du futur sera l'œuvre de médias proposant chacun une information différenciée. Bref, il est temps de renoncer à cette ennée presque mythologique qu'on appelait le journalisme et d'admettre l'existence de journalismes différenciés en



fonction des publics, des contenus, des formes, des modes de production, de diffusion et de consommation de l'information.

Il y a quelques années, Tom Koch, un reporter canadien free-lance, apprend par le *New York Times* la mort d'un enfant de six ans, à New York, pendant une opération de chirurgie dentaire sous anesthésie. Le juge chargé de l'affaire la classe comme « accident ». Les sources médicales évoquent un risque de un pour mille, mais Tom Koch, qui enquête sur

un cas similaire à Vancouver, refuse de les prendre pour argent comptant. En ligne, il interroge des banques de données scientifiques, consulte les archives des principaux quotidiens nord-américains et, via les listes de discussion (*newsgroups*) auxquelles il est abonné, demande l'aide de journalistes spécialisés. En vingt-quatre heures, il apprend que le type d'anesthésie utilisé provoque des problèmes respiratoires chez les personnes âgées et les enfants en cas de contrôle insuffisant, que le risque est

bien supérieur à un pour mille et que de nombreux cas ont été recensés. Les questions qu'il peut ainsi poser dans ses articles contraignent le juge à revoir ses conclusions. Victoire pour la justice... et pour le journal, qui bat tous ses records de vente. Faut-il à la main, la même enquête aurait coûté cher et surtout duré beaucoup trop longtemps. Grâce aux réseaux, en vingt-quatre heures et pour 50 dollars, le tour était joué (1).

Mais il ne faut pas perdre de vue une vérité importante, confirmée par l'histoire de Tom Koch : les archives deviennent une source inépuisable pour le journaliste s'il peut les exploiter à une vitesse compatible avec la production d'un quotidien. Remarque essentielle, si l'on repense aux débats sur la difficulté de prendre le temps de la réflexion, de la conceptualisation, de l'approfondissement, de la recherche et de la vérification des informations dans cette tempête qu'est la fabrication d'un quoti-

dien. On ne saurait sous-estimer l'apport de l'informatique au travail du journaliste - sous réserve qu'il y soit préparé. Selon toutes les enquêtes, moins de 10 % des informations diffusées par les agences de presse sont reprises par les journaux, la radio et la télévision ; 90 % sont écartées par manque de place ou

(1) Lire « Tom Koch, The Reporter in the Information Age », dans « Computer Assisted Research and Reporting », sous la direction de Peter Vesterlund et Peter Verwey, édité par Journalists et Communicators, n° 11, Columbia, Fayette, 1994.

Révolution

Par BRUNO GIUSSANI *

L y a une douzaine d'années, en Europe, la plupart des journaux étaient encore composés au plomb. On rédigeait sur de vieilles machines à écrire électriques. Les rédacteurs d'agence créaient sur les téléscripteurs et, à tour de rôle, les journalistes allaient « déchirer les rouleaux » pour les « cuisiner ».

Dans certains bureaux trônait un fax qui ressemblait plus à un radiateur qu'à une machine à transmettre des informations. La salle des linotypistes jouxtait celle où les correcteurs se penchaient sur des morasses irrégulières, chargées de réduire le texte au nombre exact de lignes requises pour être casé dans la forme en acier de la page. Seules la comptabilité et la gestion des abonnements étaient, parfois, confiées aux premiers ordinateurs.

* Journaliste (bruno@giussani.com), tient une chronique hebdomadaire dans l'édition électronique du *New York Times* (<http://www.nytimes.com>).

Cette période paraît préhistorique lorsqu'on la compare aux processus de l'ère Internet. On s'en rend mieux compte quand on a passé vingt mois à concevoir, puis à développer, et finalement à gérer, entre septembre 1995 et février 1997, la partie éditoriale du premier journal suisse sur Internet : le *Webdo* (1), un jeu de mots à partir du nom du magazine dont il est issu, *L'Hebdo*, publié à Lausanne par le groupe Ringier.

On savait qu'un service d'information en ligne devait être conçu selon d'autres mécanismes éditoriaux que ceux d'un journal imprimé ; il ne s'agissait pas de mettre un nouvel emballage autour d'un vieux contenu. Seule l'exploitation pertinente des caractéristiques propres à cet outil - l'interactivité, l'hypertexte et le multimédia notamment - permettrait de réussir. Car Internet n'est pas un phénomène de substitution mais un canal de communication supplémentaire. Les journalistes ont un rôle essentiel à jouer dans la « société interactive » de demain.

Trois concepts dessinent les contours

de ce « journalisme en ligne » : la diversité, la communauté et le mouvement.

Lorsqu'on écrit pour un journal imprimé, un même problème se manifeste : il y a soit trop, soit trop peu de place pour raconter une histoire. Puisque la presse vit d'équilibre entre espaces rédactionnels et publicitaires, de formats fixes, de tarifs postaux déterminés du poids et de mille autres limitations, le métier du journaliste consiste souvent à condenser une histoire dans un espace inextensible.

Un article est donc toujours le fruit d'un compromis entre ces règles et l'intérêt supposé du public, que le journaliste cherchera à satisfaire de la meilleure manière possible. Il se fondera sur son expérience, ses compétences et sur ce qu'il imagine être l'intérêt général pour arrêter ses choix.

Le problème est qu'il n'y a pas un public - et qu'on ne peut systématiquement satisfaire tous les lecteurs. C'est plutôt le contraire qui est vrai. Il y a des publics, qui lisent le même journal, mais qui ne sont en rien homogènes. En bref : comment mettre en forme, dans un nombre de lignes déterminé, assez d'informations pour satisfaire le lecteur intéressé par ce sujet, tout en évitant de décourager celui que le thème ne passionne point ?

Comme le disait George Gilder (2), en posant l'existence d'une audience de masse, donc homogène, les médias nient la première propriété de leurs utilisateurs : leur diversité, la variété de leurs intérêts et de leurs passions.

En permettant la création de journaux à plusieurs dimensions, la toile d'Internet peut constituer une réponse à ce phénomène. En exploitant l'espace virtuellement illimité qu'on appelle cyberspace, il est possible de satisfaire de multiples niveaux d'intérêt : autant de niveaux qu'il y a de lecteurs. Le spécialiste descendra assez profondément dans les ramifications du « papier » pour satisfaire son besoin d'information, alors que d'autres se contenteront de la surface.

L'hypertexte est le moteur de cette diversification de l'information. La possibilité de créer une véritable « toile » informationnelle, faisant appel à différents types d'approches, de sources et de médias, tous liés entre eux par un réseau de références, change la perspective du journaliste autant que celle du lecteur. La photo, le graphique, l'image animée, la modélisation en

trois dimensions ont chacun leur logique propre, autant que l'écrit, et ils peuvent aussi bien à l'affectif qu'à la raison et à l'intelligence.

Ici, tous les médias n'en forment désormais qu'un seul - des séquences de 0 et de 1, ce que l'on appelle le numérique. D'où une démultiplication des points de vue, une pression accrue de la technique, et surtout - vu les capacités virtuellement illimitées du support - un renversement de la nature du jugement journalistique. Les maîtres dans l'exercice de tirer l'essentiel d'une histoire devront apprendre à l'élargir et à la développer de la façon la plus imaginative et la plus complète.

Il y a aussi d'autres phénomènes dont le « journaliste en ligne » devra apprendre à tenir compte. Premièrement, les comportements des utilisateurs en ligne varient énormément : les « surfers » se contentent de voir ce qu'il y a, leurs priorités sont la surprise et le plaisir ; les « chercheurs » sont en quête d'une information précise et leurs priorités sont la rapidité et la précision.

Ensuite, la relation à la géographie n'est plus la même. Du fait de l'extension mondiale du réseau, aux audiences de type géographique peuvent se superposer des audiences ethniques (les

Suisses établis à l'étranger qui lisent le *Webdo*) ou thématiques (les passionnés de course automobile qui font appel aux informations du journal d'Indianapolis).

Troisièmement : le développement de multiples formes d'agents intelligents double le public « humain » d'un public « artificiel ». Il faudra penser les articles autant pour des gens que pour des machines : des systèmes logiciels qui opèrent les choix en fonction des commandes.

Il faudra aussi tenir compte de nombreux types d'informations qui ne correspondent pas à la définition de la « nouvelle » : des communiqués de service (météo, trafic, résultats sportifs, marché immobilier), des documents en version intégrale, des textes à la limite de la communication publicitaire, etc.

Cinquièmement : on va voir apparaître de nouveaux concurrents venant de l'extérieur du monde des médias, utilisant d'autres approches journalistiques. Le nom qui vient immédiatement à l'esprit est celui de Microsoft, avec son magazine *Slate*, sa chaîne télévisée *Web MSNBC*, ses projets de sites web locaux *Sidewalk*, dont le premier a été récemment lancé à Seattle (3). Mais ils sont des centaines à faire de même...

Découvrir et apprivoiser l'interactivité

ENFIN, on va assister à un éclatement des supports. La révolution numérique est en train de donner naissance à de nombreux types de machines qui associent la qualité des images de télévision, la force communicative du téléphone, la mémoire et la vitesse de l'ordinateur, la sélectivité et la maniabilité des journaux - et qui les déploient dans les formes et les lieux les plus divers : des téléphones cellulaires avec courrier électronique au terminal de réseau, du vidéotex au papier électronique en passant par le porte-monnaie électronique, de la reconnaissance vocale à l'audiotex, bref, une information omniprésente.

Ce dernier concept, que l'on peut résumer par la formule « une personne, plusieurs terminaux », montre bien la direction du développement. Le défi des chercheurs de Palo Alto, en Californie, est d'extraire l'information des ordinateurs et de la disperser dans la société (4). D'éliminer l'ordinateur tel que nous le connaissons, boîte en plastique avec écran, clavier et cœur en sil-

cium. De l'ouvrir comme une huître, d'en retirer l'élément vital, le microprocesseur, pour le fonder dans les portes, les murs, les lampes, les bureaux, les porte-monnaie, les chaussures, les grille-pain... L'ordinateur, affirmant ses chercheurs, doit devenir « fonctionnellement invisible » comme l'est le téléphone. Pour Mark Weiser, responsable du projet, « un outil de poche doit suffire pour nous insérer dans le grand courant informatif mondial, à tout moment, où que nous nous trouvons ».

Comme l'écrit Katherine Fulton dans la *Columbia Journalism Review*, « les journalistes étaient habitués à travailler dans un média, et passaient leur vie à en maîtriser toutes les nuances. A

(1) <http://www.webdo.ch/>
(2) George Gilder, *T et e*, éd. Les Éditions Dagbladet, Paris, 1994.
(3) <http://www.slate.com>
<http://www.msnbc.com>
<http://www.sidewalk.com>
(4) Xerox Palo Alto Research Center, <http://www.parc.com/hypermedia/weiser/UbHome.html>

Hubert JAPELLE

Les enjeux
de l'interprétation théâtrale

en librairie
septembre
1997

L'Harmattan

Centrale de la Vieillesse

حکذا من الوجل

COMMUNICATION
Journalisme au



ATOUT OU MENACE POUR LA PRESSE ?
défi d'Internet

d'intérêt, voire par routine. Or, selon les chercheurs, on ne mémorise en moyenne que 10 % des informations reçues. Un lecteur (ou un auditeur ou un téléspectateur) moyen ne retient donc que 1 % de l'information disponible.

Il y a quelques années, les chercheurs de Sony avaient étudié la mémorisation des informations par une personne de culture moyenne en fonction du média. Les nouvelles sont retenues à 18 % quand elles sont entendues à la radio, à 19 % si elles sont lues dans les journaux, à 52 % lorsqu'elles sont vues à la télévision. Mais le pourcentage atteint 75 % si à la vision, à l'écoute et à la lecture s'ajoute une activité physique et intellectuelle liée à l'information. Ainsi, avec un ordinateur, il faut effectuer plusieurs opérations pour obtenir les nouvelles : connexion en ligne, ouverture d'un navigateur, lecture, vision, écoute, sélection des thèmes, utilisation des liens en hypertexte, etc.

Même interprétées avec les précautions d'usage, ces données esquissent un scénario radicalement différent de l'ancien mode de communication. Quel sera le rapport entre le journaliste et ses « lecteurs » lorsque ceux-ci pourront choisir (lire, sur le site Internet du

Monde diplomatique l'étude de Valérie Jeanne, *Le cyberjournal et son public : le cas du Monde diplomatique*) la manière de lire les informations ? Avec ses connexions électroniques permettant de « sauter » librement d'un document à l'autre, la liaison hypertexte rend le lecteur libre, soit d'opter pour une lecture linéaire classique, soit d'effectuer un parcours individualisé, en fonction de ses désirs.

Bref, l'hypertexte bouleverse les données spatiales et temporelles de la production et de l'exploitation de l'information. Rien n'empêche de produire, via Internet, un bulletin de l'étranger avec les nouvelles du jour, mais également les archives historiques s'y rapportant et l'ensemble des textes déjà publiés sur le sujet traité, et ce de manière virtuelle et illimitée. Professionnel ou passionné, le lecteur peut exiger de son journal télématique ce qu'il ne pouvait pas attendre de la presse écrite ou audiovisuelle : l'insertion d'une information dans son contexte historique, géographique, économique, idéologique... Chacun est à même d'approfondir seul un sujet, en faisant appel aux connexions nécessaires, services d'information quotidienne ou banques de données.

extrême complexité. Si les premières éditions des quotidiens sur les réseaux ont été déçues, c'est qu'elles se contentaient d'adapter la page écrite à l'écran de l'ordinateur. Elles ont, depuis, bien changé : les journaux proposent aux internautes des services exclusifs, donnent (ou vendent) l'accès à leurs archives, mettent en ligne leurs éditions locales (ce qui permet aux lecteurs de trouver loin de leur ville de savoir ce qui s'y passe). Souvent, ils offrent aussi à leurs lecteurs la possibilité de débattre avec la rédaction et entre eux.

Pour les périodiques spécialisés, Internet réduit également de manière sensible les coûts d'impression et de distribution tout en multipliant le nombre de lecteurs. Les agences réalisent, en ligne, des services à usage professionnel fondés sur le même principe : alors que la connexion téléphonique revenait très cher à l'utilisateur privé, l'accès à Internet n'implique pas de gros frais. A l'offre des médias traditionnels s'ajoutent une foule de nouveaux services, souvent intéressants. Les « moteurs de recherche » deviennent plus « intelligents » : Poincaré ou Fishwrap, par exemple, sélectionnent les informations, articles et images de nature à intéresser l'utilisateur, et les installent sur son ordinateur.

Derrière la profusion de ces services, dont la rentabilité n'est pas encore assurée, on ne voit pas encore se dessiner clairement de stratégie des entreprises. Et pourtant, les évolutions intervenues ces dernières années dans le monde des médias confirment les prévisions de Nicholas Negroponte. Dans un livre consacré au Media Lab par Stuart Brand (5), le « gourou » estimait que les vingt années à venir verraient se multiplier les fusions entre entreprises travaillant dans le domaine des technologies numériques. C'est bien ce qui s'est passé. Le multimédia ne représente donc pas seulement une révolution de l'information et des loisirs, mais aussi – et peut-être surtout – une perspective de développement industriel et commercial. De la superposition confuse des

secteurs et des services naît, progressivement, un ordre nouveau : l'interpénétration et la fusion des industries de la presse, de la télévision et de l'électronique (6).

Trois facteurs convergent :

- l'évolution technologique, qui accroît les possibilités techniques des nouveaux médias et leur permet de mettre en place des services d'information créatifs dans la forme comme dans le contenu ;
- la différenciation et l'individualisation des modes de consommation des nouveaux médias par leurs utilisateurs ;
- l'interpénétration des intérêts et des stratégies des entreprises dans le

L'indispensable exigence éthique

PLUS encore que dans les médias traditionnels, l'activité journalistique devient, avec l'informatique, ce qu'elle est réellement : un travail intellectuel collectif, une interaction entre professions différentes. Et, bien sûr, un mode de production pris en état entre la loi du marché, qui régit toute activité industrielle et commerciale, et la responsabilité sociale à laquelle le journalisme ne saurait renoncer sans perdre son identité, qui le distingue des mille métiers de la communication.

Dès janvier 1994, lors d'un séminaire organisé par l'Ecole supérieure de journalisme (ESJ) de Lille, M. Patrick Pégibet, le directeur de l'ESJ, posait la question des mutations qu'imposent les nouveaux médias au métier de journaliste : « *Demain, le journaliste ne pourra plus être qu'un journaliste. Il devra avoir au moins deux compétences différentes.* » Et de citer par exemple : « *journaliste spécialisé en systèmes informatiques, journaliste spécialisé en système documentaire, journaliste-éditeur, journaliste-visuel, journaliste-informatique, etc.* » (7).

professionnels, qu'importe toujours néanmoins non seulement leur responsabilité sociale commune, mais aussi l'obligation de travailler en équipe, dans l'interaction de toutes les spécialisations. Nous voilà à cent lieues des horizons fumeux des futurologues ; le changement radical ainsi esquissé s'enracine dans la volonté de faire coexister le journalisme en ligne et le journalisme traditionnel, intègre les évolutions de la technologie comme celles du marché et appelle évidemment une exigence éthique et déontologique plus forte que jamais.

ANGELO AGOSTINI.

(2) Un article doit répondre à cinq questions : what, when, where, why et how (quoi, quand, où, pourquoi et comment).
(3) La principale nouvelle doit se trouver dès l'attaque de l'article.
(4) Un article doit développer progressivement l'information, en donnant de plus en plus de détails, de façon à pouvoir, en cas de manque de place, être coupé par le bas.
(5) Stuart Brand, *Media Lab. Il futuro della comunicazione*, Baskerville, Bologna, 1993.
(6) Lire Dan Schiller, « Les marchands à l'assaut d'Internet », *Le Monde diplomatique*, mars 1997.
(7) « Journalisme en 2010. Nouvelles technologies et nouveaux métiers dans la presse écrite », *Cahiers de l'Ecole supérieure de journalisme de Lille*, n° 6, 1994.

Révolution



dans l'information



« LA PRIÈRE LAÏQUE DE L'HOMME MODERNE »

l'avenir, quand l'écrit, le son, les images et la vidéo ne seront plus que des simples bits, ils passeront plutôt leur temps à se demander quels outils sont les plus adaptés pour quelle information (5).

Tenir compte de ces éléments, de la diversification des publics, des cultures, des moyens d'expression, des supports, et les conjuguer dans un cadre cohérent avec le rôle social et politique de l'information sera le grand défi des dix prochaines années pour les professionnels des médias.

La deuxième tendance est celle de communautarisme. Noobstant le flot de paroles qu'on lui consacre, l'interactivité n'est pas une notion bien comprise dans les milieux de la presse. Elle se limite pas à la possibilité de cliquer sur une icône pour déclencher une réaction de la machine. C'est avant tout une communication interpersonnelle. Souvent, les lecteurs qui envoient un message électronique à un journal en ligne reçoivent une réponse générée automatiquement par l'ordinateur. D'autres attendent des semaines avant

que quelqu'un leur envoie une réponse. Autrement dit, le lecteur est là-bas et le journaliste ici, en haut, en train de raconter ce qu'il a découvert et de dire ce qui est important.

C'est oublier que l'environnement électronique écrase cette hiérarchie en conférant le même pouvoir communicationnel à chacun. Le rôle du journaliste en tant qu'expert décline. Un des phénomènes marquants que l'on observe dans un environnement numérique interactif est la progressive disparition de la séparation entre producteur et consommateur d'information. Dans le cyberespace, chacun est simultanément écrivain et journaliste, éditeur et lecteur, vendeur et acheteur.

Répondre au courrier des lecteurs, ouvrir des forums ou des espaces de discussion « en temps réel » sur la Toile, sont les premiers pas vers le développement d'une « communauté » : ce groupe de personnes qui s'identifie à un titre non pas uniquement parce qu'il constitue une source d'information, mais surtout parce qu'il propose des connexions, un espace public, des formes d'agrégation collective, un lieu de production d'idées et de solutions.

Dans ce contexte, les faits et les informations circulent souvent sans médiation du journaliste, amené à renoncer à une partie de son pouvoir traditionnel pour devenir animateur. C'est tantôt un agent qui dirige le trafic, parfois un explorateur, souvent un « facilitateur » de discussions.

« Un journaliste avec peu d'expérience en ligne tend à réfléchir en termes d'histoires, de valeur journalistique, de service public, de style », remarque Melinda McAdams dans son récit sur la naissance du service en ligne du *Washington Post* (6). « Un journaliste avec une grande expérience en ligne, en revanche, poursuit-elle, pense plus en termes de connexions, d'organisation, de mouvement entre et à travers de grandes quantités d'informations, et de communication entre les gens. » Le journal n'est plus un produit, il devient un lieu où des gens, la « communauté », passent du temps, nouent des relations, reviennent régulièrement, et bâtissent des projets.

Comme aux débuts de la télévision

TROISIÈME et dernier point : la notion de mouvement, ou plutôt de flux. Les journalistes sont habitués à écrire en suivant une forme primaire d'organisation du texte, qui comporte une progression linéaire du début à la fin. Sur Internet, cette structure est cassée. La page d'accueil de leur publication est au sommet d'une arborescence, dont les éléments correspondent aux différentes branches, aux « chemins » que le lecteur peut parcourir à sa guise. Plus « bas » dans l'arborescence, des chemins de traverse permettent de passer d'une branche à une autre.

Cette structure non linéaire est un défi majeur pour le journaliste. On navigue dans un univers qui s'apparente au collage, à une avancée par fragments successifs (le « texte brisé » dont parlait Roland Barthes), fragments qui ne sont pas nécessairement composés de texte et qui sont appelés à se recomposer selon les désirs, les intérêts, les besoins ou les intuitions du lecteur.

En redessinant les formes du raisonnement et de l'argumentation, la non-linéarité définit la culture tout entière.

Les nouvelles technologies modifient aussi la relation au temps. Un journal se construit sur une succession de délais :

livraison des articles, correction, mise en page, bouclage, impression, distribution, etc. Si l'un de ces délais est dépassé, le journal perd de sa valeur. L'information est figée autour de ces délais, et elle vieillit avec le papier qui la porte. Sur la Toile le journal reste, en revanche, un média fluide, mouvant. Il ne connaît pas de délais de livraison, ni de lecture, des articles. Le « en ligne » casse la chronologie et permet de réviser à l'infini des informations, de les réactualiser, de les corriger, de les compléter. Un article devient une « livraison collective, un lieu de production d'idées et de solutions. »

toire en progressioo », pouvant puiser dans une série d'autres histoires, grâce à l'hypertexte, et peut faire l'objet d'une recombinaison constante.

Diversité, communauté et mouvement sont donc trois concepts autour desquels il devrait être possible de développer une théorie et une pratique du « journalisme en ligne ». Il a fallu des lustres pour développer une esthétique du langage télévisuel. Nous en sommes, avec Internet, un peu comme aux débuts de la télévision, quand on plaçait les gens de radio devant une caméra.

Pour le moment, nous n'avons qu'un glossaire d'emprunt, avec des concepts comme « journal », « magazine », « site », « page », « lecteur », « usager », « naviguer », « surfer », « se brancher », « téléshopping ». Ces termes sont imparfaits, issus d'autres réalités. Nous faisons violence à leur étymologie.

La première et plus urgente mission pour les journalistes est de créer le langage de la « société de l'information », créer les mots pour dire la révolution numérique, et donc pour la comprendre. En reconnaissant que la révolution de l'information n'est pas uniquement une question de microprocesseurs ou de fibre optique, mais avant tout une question de cerveaux connectés à d'autres cerveaux.

BRUNO GUSSANI.

(5) Katherine Fulton, « A Tour of our Incenent Future », *Columbia Journalism Review*, New York, mars-avril 1996. <http://www.cjr.org>
(6) Melinda McAdams, *Inventing an Online Newspaper*, Center for Teaching and Technology, Georgetown University, Washington DC, 1996. <http://www.seer.net/~mymcAdams/invent.html>

« Le Monde diplomatique » sur Internet

Ce mois-ci, *Le Monde diplomatique* propose sur son site les résultats d'une enquête sur son lectorat « en ligne ». Vous y trouverez également nos articles récents, des débats, des colloques et un éventail de revues. Des dossiers thématiques offrent une sélection d'articles et de sites, affichant notre manière de voir l'actualité. Ces dossiers, ainsi que les sommaires de nos publications, peuvent vous être envoyés régulièrement par courrier électronique, sur simple inscription.

Notre adresse : <http://www.monde-diplomatique.fr/>

Hébergé, depuis février 1995, par l'Institut national de l'audiovisuel, notre site est également accessible par Minitel : 3616 ALTERN-DIPLO (1,29 F/min).

LES AMIS DU « MONDE DIPLOMATIQUE »

Une étape vers l'indépendance

Le premier objectif que s'étaient assigné Les Amis du Monde diplomatique est atteint : nos lecteurs et l'équipe du journal - par le biais de l'association Gunter Holzmann - détiennent aujourd'hui, conjointement, au sein de la société Le Monde diplomatique SA, la majorité de la part de capital (33,34 % des parts du capital). Ainsi, lecteurs et rédacteurs disposent désormais d'un pouvoir de contrôle décisif, garantissant l'indépendance de la ligne rédactionnelle de notre mensuel. C'est, il faut en être conscient, une situation d'une extrême rareté dans l'univers de la presse. En nous donnant les moyens de rester fidèles à une certaine « manière de voir » et aux valeurs démocratiques que nous partageons avec vous, vous avez, chers amis lecteurs, servi le pluralisme de l'information.

C'est un signal - certes bien modeste - d'une volonté de résistance qui se manifeste dans d'autres domaines, comme *Le Monde diplomatique* s'en fait régulièrement l'écho, en particulier dans ce numéro (lire pages 4 à 7). Un tout petit « grain de sable » dans les mécanismes bien huilés qui, partout dans le monde, réduisent la liberté de l'information à l'apologie de la liberté du commerce et du profit.

Appel

À la date de sortie de ce numéro, près de 5 800 amis, sur les 8 745 ayant adhéré à l'association en 1996, ont renouvelé leur cotisation pour 1997. À trois mois de la fin de l'année, un peu moins de 3 000 d'entre eux ne sont donc pas encore à jour. Nous sommes persuadés que, dans la plupart des cas, il s'agit d'un simple oubli. Pour l'association, dont le fonctionnement ordinaire repose exclusivement sur les cotisations de ses membres, cela équivaut à un défaut de retraits de 3 000 x 100 F, soit 300 000 F. Et ce dans un budget déjà très serré.

Nous comptons donc sur ces 3 000 amis pour que, sans trop tarder, ils fassent parvenir à la délégation générale le montant de leur cotisation. Loin d'être une simple formalité, ce geste témoignera de leur solidarité envers l'association, et donc envers le journal.

Déjà peu fiable, le système d'information se trouve, on le sait, au seuil d'une révolution radicale avec l'avènement d'Internet et du multimédia que certains n'hésitent pas à comparer, par les chamboulements induits, à l'invention de l'imprimerie par Gutenberg. L'articulation du téléviseur, de l'ordinateur et du téléphone crée une nouvelle machine à communiquer, interactive, fondée sur les performances du traitement numérique. En rassemblant les talents multiples de médias dispersés (auxquels s'ajoutent le télécopie, le télématique et la monétique), le multimédia marque une rupture et pourrait bouleverser le champ de la communication.

De gigantesques concentrations se poursuivent entre les mastodontes du téléphone, du câble, de l'informatique, de la publicité, de l'édition, de la télévision, de la vidéo et du cinéma. Rachats et fusions se succèdent, mobilisent des dizaines de milliards de francs... Certains rêvent d'un marché parfait de l'information et de la communication, totalement intégré grâce aux réseaux électroniques et satellitaires, sans frontières, fonctionnant en temps réel et en permanence ; ils l'imaginent construit sur le modèle du marché des capitaux et des flux financiers ininterrompus.

Pourtant, dans ce grand schéma industriel, chacun constate que l'information est avant tout considérée comme une marchandise ; et que ce caractère l'emporte, de loin, sur la mission fondamentale des médias : éclairer et enrichir le débat démocratique. À cet égard, on peut se souvenir des mises en garde lancées naguère par George Orwell et Aldous Huxley contre la fausse promesse d'un monde administré par une police de la pensée.

En ce qui nous concerne, nous voici désormais préservés de ce maelstrom et de ces menaces parce que nous disposons, lecteurs

et équipe de notre mensuel réunis, de nouveaux pouvoirs juridiques au sein de l'entreprise Le Monde diplomatique SA. Mais aussi, ne l'oublions pas, parce que notre actionnaire majoritaire, Le Monde SA, appartient également, comme nous, en premier lieu à ses lecteurs et à ses lecteurs (actionnaires principaux) et demeure dépositaire des principes humanistes de notre fondateur commun, Hubert Beuve-Méry. Après avoir rappelé, lors de l'assemblée générale des Amis, la 3^{me} édition, que, à certains égards, « *Le Monde est un journal d'opinion, au pluriel, et le « Diplo » un journal d'opinion, au singulier* », Jean-Marie Colombani a affirmé avec force : « Nous sommes là, bien sûr, en soutien. »

Ce qui est important pour *Le Monde diplomatique*, dans cette étape de la vie du journal, c'est que l'association des Amis continue à col-

lecter de l'argent pour arriver, avec l'association Gunter Holzmann, à détenir, comme le permettent les statuts, 49 % des actions du Monde diplomatique SA. Le conseil d'administration de l'association, qui se réunit le 15 octobre, prendra sans aucun doute les initiatives appropriées en ce sens, mais développera aussi d'autres initiatives dont nous rendrons compte le mois prochain. Son président, Riccardo Petrella, écrivait dans la dernière Lettre des Amis : « *La collecte des apports financiers indispensables à l'indépendance du Diplo est sans doute un objectif nécessaire, mais nullement suffisant*. » L'équipe du journal partage ce point de vue.

Les multiples rencontres-débats auxquelles nous participons ne sont pas seulement l'occasion de fructueux échanges de points de vue sur les grandes questions de l'actualité. Elles constituent aussi un puissant stimulant pour notre travail. Elles confirment l'exigence d'une information fiable et d'analyses qui rompent avec le consensus ambiant. C'est pourquoi nous souhaitons que, en bien plus grand nombre, nos lecteurs rejoignent les rangs des Amis. *Le Monde diplomatique* a besoin d'eux.

I. R.

Conférences et débats

● NÎMES. Le jeudi 2 octobre à 20 h 45, au cinéma Le Sénaphore, 25, rue Porte-de-France, réunion des amis de la région. (Contact : Alain Pinol. Tél. : 04-66-36-53-04.)

● GENÈVE. Le vendredi 3 octobre à 20 h 30, à l'Université de Genève, rue de Candolle, conférence-débat « L'univers des médias et le développement du langage ». Avec Serge Tzouf. Ce sera la première manifestation publique de l'Association suisse des amis du Monde diplomatique récemment créée. (Contact et adhésions : Adrienne Savatier, présidente, 4, rue Saint-Victor, 1205 Genève. Tél. et fax : 346 69 40.)

● MONTPELLIER. Le vendredi 10 octobre, à partir de 19 heures, salle Rabelais, boulevard Sarrail, soirée organisée par le collectif de solidarité avec les dockers de Liverpool, avec le soutien des Amis de Montpellier. À 20 h 30, projection du film de Ken Loach *Les Dockers de Liverpool*, suivie d'un débat. (Contact : Jean-Jacques Gandini. Tél. : 04-67-66-32-49. Fax : 04-67-60-90-81. Il s'agit de nouvelles coordonnées.)

● NIORT. Le jeudi 16 octobre à 20 h 30, salle polyvalente, 1, place Jacques-de-Lièvre, réunion des amis et des lecteurs de *Le Monde diplomatique* pour une réflexion sur le travail. (Contact : Jacques Dubut. Tél. : 05-49-28-54-96.)

● NANTES. Le mercredi 5 novembre, à la Manufacture des tabacs, 10 bis, boulevard de Stalingrad, conférence-débat « La « bulle » du commerce international et le rôle de l'OMC ». Avec Bernard Cassen. (Contact : Bertrand Chaignon, Guy Gouvenec. Tél. : 02-20-15-87-45.)

● TOULOUSE. Les Amis de Toulouse préparent un cycle de rencontres-débats sur quelques grands problèmes, notamment les mutations de l'emploi, les inégalités dans la répartition de la richesse créée, l'articulation entre les pouvoirs international, national et local. Pour la recherche des intervenants et la conception de ces réunions, ils souhaitent s'associer avec d'autres correspondants locaux des Amis susceptibles de reprendre les mêmes thèmes. (Contact : Monique Babouline. Tél. : 05-61-08-28-72.)

BON DE COMMANDE

à retourner à :

Le Monde diplomatique

11 rue de la République

92000 Nanterre

• Je souhaite recevoir gratuitement l'agenda du Monde diplomatique (format A5, 12 pages, 1998) pour les 12 prochains mois, sans aucune obligation pour la future adhésion.

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Ville : _____

• J'effectue le règlement par :

☐ par chèque bancaire

☐ par carte bancaire

☐ par mandat postal

Les commandes seront satisfaites dans l'ordre d'arrivée, le tirage étant limité.

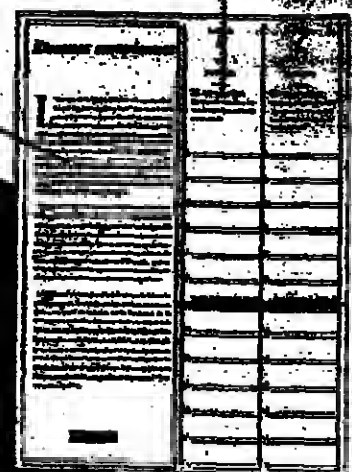
Pour 1998, prenez rendez-vous avec l'agenda du MONDE diplomatique

Un agenda est indiscutablement un média. D'une part, il se situe à la charnière des deux rythmes de l'information : le temps de l'Histoire et le temps personnel. D'autre part, il propose des repères puisés dans les événements récents qui permettent littéralement de cartographier le temps. *Le Monde diplomatique* répond ainsi à la demande de nombreux lecteurs qui souhaitent pouvoir disposer d'une sorte de répertoire, de guide, de vade-mecum de l'actualité récente.

Tel que nous le concevons, cet agenda de bureau, qui est aussi un bel objet, complète nos autres publications ; il aide à mettre en perspective l'actualité du jour, en ramenant à la mémoire une trame dense de faits significatifs et déterminants dans les domaines politique, social, scientifique, culturel, écologique. Cet arrière-plan événementiel aide à mieux lire les nouvelles du moment et à prendre un recul civique à l'égard des dévifs de l'information au jour le jour.

Parce que l'Histoire s'inscrit dans le temps, qu'elle est un lieu d'affrontement des idéologies, l'Agenda vous propose chaque semaine un texte qui éclaire le sens d'un mouvement social, d'une tendance économique de fond, d'une évolution dans les rapports de forces planétaires.

Quotidiennement, l'Agenda vous remémore des faits qui ont constitué la trame de notre Histoire collective.



SCIENCES DE LA

n° 42 octobre

LE SERVICE PUBLIC

(1) Questions et

Concurrence - Modernisation -

Innovation organisationnelle

Union européenne - Télécommunications

Culture

Presses Universitaires

du Mirail

56, rue du Taur

31000 TOULOUSE

tel. : (33) 05-61-22-58-31

fax : (33) 05-61-21-84-20

n° 40 - INDUSTRIES CULTURELLES

SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

n° 41 - LA MÉDIATION DE L'INFORMATION

SCIENTIFIQUE : Le cas de la

سكزا من الاصل

سكزا من الاجل

« LE BASCULEMENT DU MONDE », de Michel Beaud

Quels sacrifices pour le temps libéré ?

Dans un ouvrage qui paraît ce mois-ci et dont on lira ci-dessous des extraits (1), Michel Beaud propose une réflexion sur les rapports entre l'économie et la société, entre la Terre et les hommes, entre ceux-ci, leurs œuvres et leurs déprédations. Face aux signes de la fin d'un monde, il esquisse des perspectives et des propositions d'action.

(...) Toute mutation économique signifie, sauf pour les pays qui se résignent au déclin, non seulement destruction, mais aussi création d'emplois. De même, l'émergence de nouvelles technologies s'est toujours accompagnée d'une accentuation de la division du travail, qui engendre de nouvelles activités et de nouveaux emplois. Rien, là, qui permette d'entrevoir la fin du travail. À l'inverse, il y a au moins trois raisons déterminantes pour que le travail demeure, encore pendant des décennies et probablement des générations, une composante majeure de nos sociétés.

D'abord, la généralisation des rapports monétaires et marchands implique, pour chacun, l'obtention d'un revenu monétaire. Or aucun pays riche n'est en mesure d'assurer à l'ensemble (ou à une très large part) de sa population une rente monétaire ou un revenu garanti à la hauteur des aspirations à consommer. Le travail demeure donc la principale source de revenu. Et, si les emplois offerts dans les

secteurs officiellement patentés ne suffisent pas à accueillir tous ceux qui souhaitent l'être, ce sont les secteurs « informels » qui se développent, de la zone grise de la débrouille individuelle ou familiale à la zone noire où prédominent mafias et trafics criminels.

Ensuite, plusieurs phénomènes, liés pour partie aux transformations de modes de vie, et pour partie aux dynamiques de la marchandisation et du capitalisme, concourent au foisonnement des besoins : besoins solvables dès aujourd'hui, auxquels ce sont bien des emplois et des activités qui vont répondre ; et, engendrés par les précédents, besoins qui vont demeurer non satisfaits parce que non solvables, mais dont certains se traduiront un jour, sur la base de la formation de nouveaux pouvoirs d'achat, par des demandes monétaires auxquelles répondront encore travail et activités. L'immense masse actuelle de besoins non solvables non satisfaits et l'incessante croissance de toutes les catégories de besoins interdisent pour longtemps d'envisionner la fin du travail.

Enfin, les pays, les continents qui sont en train d'émerger ou de réémerger dans le champ de l'économie, de s'industrialiser, de se moderniser, le font en mobilisant des travailleurs par dizaines ou centaines de millions. La plupart de ces travailleurs n'ont guère le choix, mais beaucoup acceptent de sacrifier une large part de leur vie pour atteindre - eux-mêmes ou leurs enfants - de meilleures conditions de vie (...).

Certes, ils ont en un sens raison ceux qui disent qu'avec les moyens technologiques dont nous disposons nous pourrions, dans les pays riches, sans travailler beaucoup, satisfaire tous les besoins essentiels. Mais, dans ce monde où l'achat de marchandise est devenu la principale manière de répondre à chaque besoin et où le pouvoir d'achat monétaire est la condition oéo seule du « vivre » mais encore du « subsister », la croissance multiforme des besoins renouvelle sans cesse et renforce la soumission des hommes et des sociétés à l'économie.

Alors que s'élargit l'empire de la marchandisation et de l'argent, alors que rien n'est fait pour limiter la destruction des ressources essentielles et des productions ou des marchandises, alors que se poursuit la multiplication des périls et des besoins dans un monde de plus en plus complexe, il y a grand danger à remettre en selle l'utopie de la fin du travail (2). Car nos sociétés sont aujourd'hui intégrées dans la machinerie économique, hétérogène et mouvante, du capitalisme mondial/national ; c'est dans cette machinerie que se créent et se distribuent emplois et revenus, insertion ou exclusion, besoins, chômage, opulences et pauvretés. Les hommes et les sociétés conservent des marges de manœuvre et des possibilités de choix ; mais, dans les engrenages où ils sont pris, la plupart des changements qui font reculer les besoins de travail, loin d'apparaître libérateurs, accélèrent l'empire de la nécessité économique.

Pour parler sérieusement de la fin du travail, il ne suffit pas de dire qu'avec les

moyens techniques disponibles une manière d'abondance est à portée de main, sur la base d'une très faible durée de travail. Il conviendrait aussi de dire qu'il faudra non seulement modérer nos besoins, mais tailler très vigoureusement dans leur foisonnement ; et qu'il faudra aussi engager un processus durable de réduction des inégalités sur une base qui assure la satisfaction des besoins fondamentaux ; ce qui implique de se dégager de l'emprise quasi totale de la marchandisation, des rapports d'argent et de la logique du profit. On mesure l'ampleur des remises en cause que de tels choix signifient.

Les classes riches et très riches bénéficient de l'abondance, une abondance fondée sur l'inégal partage des ressources, mais aussi du travail, du chômage, de l'exclusion, du bien-être et de la sécurité. Pour elles, il n'y a rien à gagner, mais beaucoup à perdre, à s'engager dans une telle voie.

Cependant, la bifurcation existe. Sur la lancée actuelle, avec les dynamiques de l'inégalité et de la création de besoins pour les détenteurs de pouvoir d'achat, on va vers un monde et des sociétés profondément fracturés, avec la perspective ultime d'un nouvel apartheid. L'autre voie est celle d'un monde plus humain, non dominé par l'argent et la marchandisation : le temps consacré au travail contraint et à tout ce qui l'environne pourrait encore se réduire fortement, laissant du temps pour les autres ordres d'activité. Mais, redisons-le, cela implique une très forte réduction des iné-

galités, l'arrêt de la prolifération des besoins, le renoncement à un certain nombre de besoins superflus, l'arrêt des gaspillages, des destructions et dégradations de ressources et de la multiplication des menaces et périls liés à la fuite en avant techno-industrielle.

Il est donc faux de penser que la voie d'une société où le temps consacré au travail aurait fortement reculé pour laisser plus de place au temps de vivre est parsemée de pétales de roses. Cette voie, si elle existe, sera difficile. À supposer qu'on sache l'ouvrir et qu'on s'y engage, elle sera ardue, ce serait-ce que parce que le monde dans lequel nous sommes est un monde dur, et qui va encore se durcir. En outre, elle impliquera plusieurs décennies de sacrifices et de désintoxication pour ceux (individus, groupes, sociétés) qui vivent pour consommer (au lieu de consommer pour vivre).

Mais elle offrirait, comme première perspective, un monde moins déchiré, moins inégal, donc moins agressif et moins violent ; et, comme perspective ultime, les chances d'accéder à un nouvel épanouissement des hommes et de l'humanité. Dividendes certes bien lointains pour des pouvoirs myopes et timides, placés devant des décisions difficiles à prendre.

(1) Michel Beaud, *Le Basculement du monde. De la Terre, des hommes et du capitalisme*, La Découverte, Paris, 1997, 293 pages, 145 F.
(2) Lire, par exemple, Jeremy Rifkin, *La Fin du travail*, La Découverte, Paris, 1996, et Viviane Forrester, *L'Horreur économique*, Fayard, Paris, 1996.

DANS LES REVUES

NEW YORK REVIEW OF BOOKS. Theodore Draper : « La CIA est-elle nécessaire ? » ; Jeffrey Muddick : « L'illusion de la prospérité (aux États-Unis) » ; Timothy Garton Ash : « Les difficultés de la reconstruction en Afrique du Sud ». (N° 13, 14 août 1997, 20 numéros par an, 3,50 dollars. - 1755 Broadway, 5th Floor, New York, NY 10019-3780.)

REVUE INTERNATIONALE DE LA CROIX-ROUGE. Un dossier consacré à la convention sur les armes bactériologiques (et biologiques), vingt-cinq ans après, avec ses forces et ses faiblesses. Pour qu'on ne l'oublie pas, alors que tous les regards sont tournés vers la convention sur les armes chimiques... (N° 625, mai-juin 1997, bimestriel ; abonnement un an : 36 francs suisses. - 19, avenue de la Paix, CH 1202 Genève, Suisse.)

FUTURIBLES. Une étude sur l'échec de la politique de communication de l'Union européenne, impossible à l'absence de projet susceptible de provoquer l'adhésion des citoyens. (N° 223, septembre 1997, mensuel, 70 F. - 35, rue de Varenne, 75341 Paris Cedex 07.)

BALKANOLOGIE. Pour son premier numéro, la revue propose sept articles (en français et en anglais) sur les sociétés balkaniques, autour des thèmes du nationalisme, de la république, de la citoyenneté - on omettra en particulier celui du professeur Glenn Bowman sur « La logique de la violence nationale dans l'ancien Yougoslavie ». (N° 1, vol. 1, juillet 1997, semestriel, 60 F. - C/o Patrick Michels, 18, rue de la Gasse, 78125 Poigny-la-Forêt.)

PROBLÈMES POLITIQUES ET SOCIAUX. Sur le thème « Les capitalistes russes », des extraits d'articles sur les sources du capitalisme, la formation des empires, le capital et l'État, avec une bibliographie et un glossaire. (N° 789, 18 numéros par an, 45 F. - La Documentation française, Paris.)

POINTS CRITIQUES. Pour sa réédition, après un an d'absence, la revue de l'Union progressiste des Juifs de Belgique propose notamment trois articles sur le Proche-Orient : une analyse du débat politique en Israël, un reportage en Cisjordanie, et une étude historique sur le « séisme » de juin 1967. (N° 60, août-septembre 1997, quadrimestriel ; abonnement

3 numéros : 3 000 francs belges. - Rue de la Victoire, 61, 1050 Bruxelles, Belgique.)

MIDDLE EAST REPORT. Lire, en particulier, deux articles sur le changement en Syrie : la production de l'économie et les relations entre capital privé et État. (N° 203, printemps, trimestriel, 8,25 dollars. - MERIP, suite 119, 1500 Massachusetts Avenue, NW, Washington DC 20 045.)

CHRONIQUES YÉMÉNITES. Une mise d'informations sur le Yémen grâce aux études et aux brefs comptes rendus de mission des chercheurs français. Lire, en outre, l'article sur le quartier colonial de Djibouti, écrit par Eric Mercier, assassiné en Éthiopie en 1996. (N° 96-97, pas de périodicité ni de prix indiqués. - Centre français d'études yéménites, Beit Al Ajami, rue du 26-Septembre, Sanaa, Yémen.)

VIVANT UNIVERS. Une présentation de l'islam et de ses multiples facettes sous le titre « Le péri vert, mythe ou réalité ? ». (N° 430-431, juillet-septembre 1997, bimestriel, 350 francs belges. - Chancelier de Dinsart, 115, 5000 Namur, Belgique.)

LA REVUE NOIRE. Ce trimestriel de grande qualité, édité à Paris depuis 1991, avait déjà publié l'an dernier un numéro remarquable sur l'Éthiopie et Djibouti. Il consacre l'ensemble de sa vingt-sixième livraison à Madagascar, une île-continent dont la culture contemporaine est largement méconnue. L'équipe animée par Jean-Loup Pivin a « découvert » des dizaines d'artistes, le plus souvent jeunes, ignorés des circuits habituels, et a « ressuscité » les plus âgés, qui ont souffert longtemps du manque d'espace pour s'exprimer. La revue, d'une centaine de pages, somptueusement illustrée, fera figure d'anthologie sur une capitale vivante « d'élites et d'embouteillages, au rythme de ses rêves et de ses désirs », qui est loin d'être un « désert culturel » mais ne se livre qu'avec pudeur. (N° 26, septembre-octobre 1997, trimestriel, 120 F. - 8, rue Cels, 75014 Paris.)

L'AUTRE AFRIQUE. Ce jeune hebdomadaire publié à Paris s'affirme comme une excellente source d'information et d'analyse sur le continent noir, dans toutes ses dimensions. Au sommaire de ce numéro : « Pourquoi l'ajustement structurel ne marche pas », un dossier sur la renouveau scolaire, une enquête sur le tabagisme. (N° 17, 17 septembre 1997, hebdomadaire, 15 F. - 6, rue de Berré, 75008 Paris.)

LES NOUVELLES D'ADDIS. Un nouveau bimestriel francophone d'informations sur l'Éthiopie. (N° 1, septembre 1997 ; abonnement un an : 180 F. - 24, Le Moulin du Pont, 73230 Saint-Rémy-de-la-Vanne.)

ESPACES LATINS. Un dossier très complet sur « la terre » en Amérique latine, dans l'espace et le temps : depuis l'incorporation des conquistadors espagnols, les heurs et malheurs des réformes et tentatives de réformes agraires, jusqu'au mouvement des sans-terre au Brésil. (N° 145, septembre 1997, mensuel, 25 K. - 10, rue Lanterne, 69001 Lyon.)

MULTINATIONAL MONITOR. Un numéro presque entièrement consacré à la Chine analyse la naissance d'un mouvement syndical indépendant, la mondialisation du complexe militaro-industriel mis en place par les dirigeants de Pékin et la campagne du lobby chinois aux États-Unis pour une libéralisation encore plus des échanges. (Vol. 18, n° 6, juin 1997, 10 numéros par an, 3 dollars. - 1530 P Street, NW, Washington DC 20 005, États-Unis.)

CHRONIQUES VIETNAMIENNES. Un bilan des élections législatives : plusieurs éclairages sur l'histoire du communisme vietnamien. (Numéro spécial, automne 1997, 20 F. - BP 246, 75224 Paris Cedex 11.)

CULTURES & CONFLITS. Au moment où le gouvernement de la gauche « plurielle » discute d'un simple recotage des lois Pasqua-Debré, un indispensable numéro sur « Le contrôle de l'immigration : mythes et réalités ». On lira également le document rédigé par Amnesty International et France Terre d'asile sur le droit d'asile en France. (N° 26-27, été-automne 1997, trimestriel ; abonnement un an : 360 F. - L'Harmattan, Paris.)

HOMMES ET MIGRATIONS. L'Alsace : approches statistiques et historiques de l'immigration ; l'immigration alsacienne dans le bassin rhénan ; l'Alsace, terre d'élection du Front national. (N° 1209, septembre-octobre 1997, bimestriel, 70 F. - 40, rue de la Dées, 75020 Paris.)

NON AUX MOTS QUI TUENT. Un numéro spécial réalisé et édité par la Cimade, pour répondre aux affirmations de l'extrême

droite et du Front national concernant les étrangers et l'immigration. Sont ainsi démontés une série de contre-vérités, de « fausses évidences et de chiffres faussement évidents » que l'on ne peut laisser passer. (Brochure de 28 pages, offerte sur demande. - Cimade Rhône, 14 bis, montée Saint-Sebastien, 69001 Lyon.)

PROBLÈMES ÉCONOMIQUES. Une livraison qui pose une excellente question : faut-il supprimer le prix Nobel d'économie ? La liste des lauréats depuis 1969 fournit des éléments de réponse. (N° 2534, 17 septembre 1997, hebdomadaire, 16 F. - La Documentation française, Paris.)

PROJET. Dix-huit, trente ans, les aventures de la mobilité : itinéraires et stratégies entre héritage et invention. (N° 251, septembre 1997, trimestriel, 65 F. - 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)

REGARDS. Dans le mensuel communiste, sous le titre « Aux actes, citoyens ! », un débat sur la politique de l'emploi avec Jean-Paul Fitoussi, Thomas Coutrot, économiste, Hoang Ngoc Lien, animateur de l'Appel des économistes contre la pensée unique, et Jean-Christophe Le Duigou, dirigeant de la CGT. (N° 27, septembre 1997, mensuel, 30 F. - 15, rue Montmartre, 75001 Paris.)

CAHIERS FRANÇAIS. Citoyenneté et société, avec des contributions, entre autres, de Dominique Schnapper, Dominique Wolton, Pierre-André Taguieff. (N° 261, mai-juin 1997, 5 numéros par an, 57 F. - La Documentation française, Paris.)

LA REVUE NOUVELLE. Dans ce numéro de rentrée, un dossier sur « Sciences : frictions démocratiques », avec trois articles : « Démocratisation de la culture technologique », « L'enseignement des sciences promet-il la démocratie ? », « Galilée, mort ou vivant ? La fin de la science ? ». (N° 9, vol. CVI, septembre 1997, mensuel ; abonnement 10 numéros : 2 800 francs belges. - Boulevard Général-Jacques, 126, 1050 Bruxelles, Belgique.)

LE FRANÇAIS DANS LE MONDE. Pour éviter de parler français, comme croit devoir le faire M. Claude Allègre, lorsqu'on évoque l'Internet, un recensement des mots français de recherche sur la Toile et une liste de sites

francophones d'intérêt général et éducatif. (N° 291, 8 numéros par an, août-septembre 1997, 65 F. - TSA 00230, 92387 Nanterre Cedex 9.)

M. Une livraison consacrée à la télévision, avec des entretiens utiles (Marcel Trélat) et de vraies enquêtes, dont une éblouissante sur l'omniprésence de M. Alain Touraine dans les médias au moment du mouvement social de novembre-décembre 1995. (N° 1, septembre-décembre 1997, bimestriel ; abonnement un an : 370 F. - 17-19, rue des Écrivains, 75020 Paris.)

COMMENT TÉLÉZ-VOUS ? Cette publication belge destinée aux « téléspécialistes actifs » analyse le livre de Pierre Pén et de Christopher Nick sur TFI et consacre un dossier au comportement des médias belges pendant la « marche blanche ». (N° 35, septembre 1997, mensuel, prix non indiqué. - Rue américaine, 106, 1050 Bruxelles, Belgique.)

HOMMES ET LIBERTÉS. Un dossier sur les libertés individuelles et la vie privée : la vidéosurveillance, l'interconnexion des fichiers sociaux, l'informatisation de la médecine sont de puissants leviers de contrôle social. (N° 94, mars, 6 numéros par an, 35 F. - Ligue des droits de l'homme, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.)

DEDAINS DEHORS. Accès aux soins et rôle du médecin en milieu carcéral. Pourquoi les prisons ne devraient pas contenir plus de 10 000 à 15 000 personnes. (N° 3, septembre-octobre 1997, bimestriel, 25 F. - 25, rue Henri-Moore, 75009 Paris.)

TERRAIN. Une belle réflexion sur « Vivre le temps », introduite par un texte d'Alban Bensa sur « Images et usages du temps », avec des textes sur Port-Moresby, Berlin, les prisons portugaises, ainsi que sur l'expérience de l'histoire chez les Iivros. (N° 29, septembre 1997, semestriel, 90 F. - CID, 131, boulevard Saint-Michel, 75006 Paris.)

LE GENRE HUMAIN. À Juger en Algérie : 1944-1962, un retour sur un aspect méconnu de l'histoire coloniale. (Été-automne 1997, trimestriel, 95 F. - Le Seuil, Paris.)

SCIENCES DE LA SOCIÉTÉ
n° 42 (octobre 1997)
LE SERVICE PUBLIC EN CRISE
(1) Questions en débat
Concurrence - Modernisation - Légitimité - Privatisations
Innovation organisationnelle - Services Universel
Union européenne - Télécommunications - Audiovisuel
Culture

Presses Universitaires du Mirail
56, rue du Taur
31000 TOULOUSE
tél. : (33) 05-61-22-58-31
fax : (33) 05-61-21-84-20

Prix au numéro
110 F + 15 F (port)
Abonnement (3 numéros)
Particuliers : 300 F (port inclus)
Institutions : 340 F (port inclus)

n° 40 - INDUSTRIES CULTURELLES ET SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION
n° 41 - LA MÉDIATISATION DE L'INFORMATION SCIENTIFIQUE : Le cas de la météo

Calendrier des fêtes nationales
1^{er} - 31 octobre 1997

1 ^{er} CHINE	Fête nationale
2 ^e CYPRÈS	Fête de l'indépendance
3 ^e NIGÉRIA	Fête de l'indépendance
4 ^e GUINÉE	Fête de l'indépendance
5 ^e ALLEMAGNE	Fête nationale
6 ^e CORÉE	Fête nationale
7 ^e LESOTHO	Fête de l'indépendance
8 ^e OUGANDA	Fête de l'indépendance
9 ^e ESPAGNE	Fête nationale
10 ^e GUINÉE	Fête nationale
11 ^e ÉQUATORIALE	Fête de l'indépendance
12 ^e FIJI	Fête nationale
13 ^e SAINT-SIÈGE	Fête nationale
14 ^e HONGRIE	Fête nationale
15 ^e ZAMBIE	Fête de l'indépendance
16 ^e KAZAKHSTAN	Fête de l'indépendance
17 ^e AUTRICHE	Fête nationale
18 ^e TURKMÉNISTAN	Fête de l'indépendance
19 ^e ST-VINCENT-ET-LES-GRENADINES	Fête de l'indépendance
20 ^e RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	Fête nationale
21 ^e TURQUIE	Fête nationale

VIENT DE PARAÎTRE
ALTÉRITÉ ET IDENTITÉ
Islam et christianisme en Inde
JACKIE ASSAYAG & GILLES TARABOUT
288 pages, 135 F

HISTOIRE D'HOMME : JEAN POUILLON
L'HOMME. REVUE FRANÇAISE D'ANTHROPOLOGIE
N° 143, 272 pages, 105 F

ATLAS DE LA REVOLUTION FRANÇAISE
Volume 10. Économie
GERARD BEAUR, PHILIPPE MINARD
ALEXANDRA LACLAU
128 pages, 120 F

À PARAÎTRE EN OCTOBRE :
OUVRIÈRES PARISIENNES
Marchés du travail et trajectoires professionnelles
CATHERINE ONNES
274 pages, 190 F

LES LIVRES

MUTATIONS DE LA PALESTINE

Les leviers secrets de l'émancipation

LE ROCHER ET LA FEINE (Mémoires I), de Fadwa Touqan. Traduit de l'arabe par Joséphine Lama et Benoît Tadié. L'Asiatheque, coll. « Langues et mondes », Paris, 1997, 292 pages, 98 F.

POUR les intellectuels arabes, l'heure semble être au bilan. Jamais les Mémoires n'ont aussi proliféré. Le sentiment qu'une période historique est désormais révolue serait à l'origine du phénomène. C'est particulièrement vrai pour la Palestine, qui a subi des transformations dramatiques bien connues. Là réside tout l'intérêt des Mémoires de Fadwa Touqan, poétesse bien connue dans le monde arabe, mais surtout figure exemplaire d'une femme qui s'est émancipée grâce à la culture et à l'engagement politique, à un moment où la Palestine émergeait à peine d'un Moyen Âge tardif faisant face à une rupture des plus marquantes du siècle.

La société palestinienne, qui sort de la domination ottomane pour passer sous le mandat britannique, y apparaît régie par un système traditionnel, dont la bourgeoisie se fait gardienne. Celui-ci est peu tendre pour la petite Fadwa, née avec la déclaration Balfour (1917) : enfant non désiré, interdite d'école, père despotique bien que militant patriotique, mère soumise... L'auteur en démontre le mécanisme sans concession, au mépris des tabous et des interdits sociaux, et diagnostique lucidement son mal-être. Son itinéraire est fait de souffrance et de vertige. « Mon histoire, c'est l'histoire de la lutte d'une jeune fille avec la terre rocailleuse et dure. C'est l'histoire d'un combat contre la sécheresse et la robe », dit-elle en conclusion. Elle précise que son temps « était celui de l'asservissement » et son espace « celui de la prison domestique ». Mais la victoire est au bout du chemin.

Une arme décisive dans cette lutte : l'amour de la poésie. Pour le meilleur et pour le pire, celle-ci fait partie de l'âme populaire arabe. Levier de créativité et de libération, elle peut constituer aussi une écopatoire, loin des contraintes du réel. Et il n'est pas faux de dire que les Arabes sont les gens de la parole, celle donnée et celle bien dite. Sauvée par la poésie, l'auteur la façonne à son tour en contribuant à la naissance de cette poésie moderne qui a donné un Mahmoud Darwish.

MAIS la société elle-même ne manque pas de leviers secrets favorisant l'émancipation. Les fêtes populaires, comme celle du « Prophète Moïse » instituée par Saladin, qui rassemblait à Jérusalem, pendant la Pâque chrétienne, une bonne partie de la population musulmane de Palestine. L'action des communautés soufies actives parmi les femmes. Certaines figures sortant du lot, comme cette Chaïcha en rupture de ban avec la société mais qui a réussi à s'y imposer. Et, bien sûr, ces écoles chrétiennes de Jérusalem et d'ailleurs.

L'image de la Palestine d'aujourd'hui apparaît contrastée : strictement codifiée, déshéritée entre bourgeoisie et milieu populaire, ville et campagne, monde masculin et monde féminin... elle est aussi conviviale (différentes communautés), traversée par des forces souterraines – que la morale bourgeoise tente de réprimer – et soulevée par une grande aspiration au dépassement.

Paradoxalement, la tragédie de l'occupation britannique puis sioniste semble contribuer à cette œuvre d'émancipation. Elle oblige la société à accélérer sa modernisation. Le rejet du voile et la mixité se font jour à Naplouse « deux ans après la catastrophe [1948] », souligne l'auteur. Certes, le défi peut susciter un sursaut ; mais, devenu trop lourd, il écarte. La Palestine d'aujourd'hui en témoigne.

Ces Mémoires – dont nous espérons que les traducteurs éviteront dans le second tome certaines platitudes de style – sont aussi une belle profession de foi dans l'homme : « Qu'elle soit d'ordre religieux, social ou politique, les forces du mal se dressent toujours contre l'homme, pour essayer de le détruire. Le destin de l'homme, si faible soit-il, est de relever le défi sans faillir. » Or ce défi palestinien, dont il est question ces derniers temps dans deux autres ouvrages (1), parus à l'occasion du « Printemps palestinien » organisé à Paris, vaut la peine d'être relevé et gagné, et ce au nom des valeurs humaines universelles.

BOUTROS HALLAQ.

(1) Jabra Ibrahim Jabra, *Le Navire*, Arcantères-Universo, 1997, 220 pages, 120 F ; traduit par Michel Burel et Jamel Chahyad, Ghassan Kanafani, *Retour à Haïfa*, Sindbad - Actes Sud, 1997, 126 pages, 80 F ; traduit par Jocelyne et Abdelali Laabi.

Manière de voir

LE BIMESTRIEL ÉDITÉ PAR LE MONDE DIPLOMATIQUE



Une autre manière de voir la politique internationale et d'aborder les grands problèmes de notre temps. Des dossiers étoffés, rigoureux sur des sujets d'actualité. Dans chaque numéro, un point complet sur une grande crise sociale, morale, économique, écologique ou culturelle.

ABONNEZ-VOUS

BULLETIN D'ABONNEMENT

A renvoyer à : Manière de voir - Services abonnements - 24, av. du Général-Lacien, 69446 Châtigny Cedex. VALABLE UNIQUEMENT POUR LA FRANCE MÉTROPOLITAINE ET POUR UN PREMIER ABONNEMENT.

OUI je m'abonne à Manière de voir :

☐ 2 ans (12 numéros) : 425 F au lieu de 540 F (prix d'achat au numéro)
Tarif spécial pour les abonnés du Monde diplomatique : 367 F

☐ 1 an (6 numéros) : 225 F au lieu de 270 F (prix d'achat au numéro)
Tarif spécial pour les abonnés du Monde diplomatique : 202 F

* Notez votre numéro d'abonné au Monde diplomatique :

J'ai bien noté que les six dossiers paraîtront dans l'année, en janvier, mars, mai, juillet, septembre, novembre. Pour les tarifs étrangers, nous consulter au : (33) 1.42.17.32.50 de 8 h 30 à 17 heures.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Mode de règlement : ☐ Chèque bancaire

☐ Carte bancaire n° _____

Expire fin _____

Signature _____

701 MY 004

PROCHE-ORIENT

RUBBER BULLETS. Power and Conscience in Modern Israel. - Yaron Ezrahi

* Fayard, Strauss and Giroux, New York, 1997, 308 pages, 25 dollars.

« Les balles en caoutchouc étaient-elles destinées à épargner ceux sur qui elles étaient tirées, ou à protéger l'âme tendre des soldats israéliens, dont on attendait qu'ils utilisent leurs armes pour maîtriser l'intifada ? » L'auteur grince de Yaron Ezrahi n'explique pas seulement le titre de son livre. Il en éclaire aussi le dénouement. Pour ce professeur de sciences politiques de l'Université hébraïque de Jérusalem, la contradiction motrice d'Israël réside dans le conflit entre d'un côté le « collectivisme » caractéristique des premières décennies de l'État juif, de l'autre l'« individualisme » qui s'y frotte progressivement un chemin, sur le modèle des démocraties d'inspiration libérale. Chapitre après chapitre et sur un ton très personnel, l'auteur analyse la lente affirmation d'un « moi » longtemps censuré par le « nous » de la religion, du sionisme, de l'État, bref d'un peuple nouveau et fort constitué à partir de vieilles communautés dispersées, fabriquées et persécutées. La lutte pour la paix avec les Palestiniens, montre-t-il, est donc inséparable de l'action pour la démocratisation et la laïcisation d'Israël. État de tous ses citoyens, juifs et Arabes. « Et ce n'est pas du tout un hasard », conclut-il notamment, « si au cours des années 90, beaucoup de Juifs israéliens ont commencé à se sentir assez forts et en sécurité non seulement pour passer de la confrontation à la négociation avec les Palestiniens, mais aussi pour commencer à regarder leur passé en face, de manière critique, et à exprimer leur ambivalence grandissante à l'égard de la mystique du pouvoir et du sacrifice juifs. »

D. V.

ASIE

L'ASIE CENTRALE : HISTOIRE ET CIVILISATIONS. - Jean-Paul Roux

* Fayard, Paris, 1997, 528 pages, 180 F.

L'Asie centrale (Ouzbékistan, Kirghizistan, Turkménistan et Kazakhstan turcophones et Tadjikistan iranophone) émerge comme une région stratégique à la fois politiquement très riche (du moins certaines de ses républiques) et une possible « zone des tempêtes » située entre Russie, mer Caspienne, Sinkiang chinois, Iran, Afghanistan et monde indo-pakistanaï. L'actualité qui prévaut en Asie centrale est relativement connue. Mais que sait-on du substrat culturel et historique d'un monde où se sont confrontés pendant des siècles peuples « alatiques » turco-mongols des steppes, iraniens, grecs d'Alexandre et de ses successeurs hellènes, chinois, mongols, arabes, slaves, et toutes les grandes religions universelles véhiculées sur la Route de la soie par la conversion ou la conquête (manichéisme, christianisme, manichéisme, christianisme, bouddhisme et islam) ? La synthèse impressionnante de Jean-Paul Roux répond à toutes ces questions à travers de courts chapitres aérés qui passent en revue jusqu'à nos jours près de quatre millénaires de civilisation(s) euro-asiatiques (s) sous tous leurs aspects : historique, géographique, économique et politique mais aussi ethnique, linguistique, religieux et artistique.

YVES THORAVAL.

MONDIALISATION

● MONDIALISATION AU-DELÀ DES MYTHES. - (La Découverte, coll. « Les dossiers de l'Etat du monde », Paris, 1997, 174 pages, 65 F.) En une douzaine d'essais, des éléments de réponse à certaines questions essentielles que pose la mondialisation : les mots qui la définissent et les réalités qu'elle recouvre ; les tendances ; les enjeux politiques.

● L'EUROPE ET LA MONDIALISATION. - Frédérique Sachwald. (Flammarion, coll. « Dominos », Paris, 1997, 127 pages, 39 F.) Un rappel de l'histoire de l'intégration économique de l'Europe sous la coupe de la libéralisation et de l'ouverture à la concurrence extérieure. Ce qui laisse les Européens sans politique...

● DÉMYSTIFIER LA MONDIALISATION DE L'ÉCONOMIE. - Sous la direction d'Amie Fouquet et Frédéric Lemaître. (Les Éditions d'Organisation, Paris, 1997, 192 pages, 12 F.) Une présentation (plutôt optimiste) de l'impact de la mondialisation, en particulier sur l'emploi. Également un passage en revue des réformes possibles.

● ENTRE MONDIALISATION ET NATIONS, QUELLE EUROPE ? - Semaines sociales de France. (Bayard Éditions/Centurion, Paris, 1997, 220 pages, 120 F.) Reconstitution des conférences et interventions prononcées lors des Semaines sociales de novembre 1996, avec un éclairage sur le rôle que peuvent jouer, dans cette perspective, l'Eglise et les chrétiens. Avec, notamment, des textes de Jean-Louis Bourlanges, Krzysztof Pomian, Jacques Delors et Henri Madelin.

● INSTITUTIONS ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES. - Michel Bélanger. (Economica, coll. « Droit international », 6^e édition refondue, Paris, 1997, 218 pages, 125 F.) Une présentation très pédagogique des acteurs multilatéraux (FMI, OMC, OCDE, etc.) et privés (firmes transnationales) qui « produisent » la mondialisation.

EUROPE

LES INSTITUTIONS FONDAMENTALES DE LA BELGIQUE. - Marc Uyttendaele

* Bruylant, Bruxelles, 1997, 194 pages, 1250 francs belges.

Depuis l'affaire Durieux, la Belgique n'est plus tout à fait terre inconnue et son système politique complexe est sans doute devenu plus familier aux Belges eux-mêmes, visés devant leurs écrans de télévision pour suivre en détail les travaux de la commission parlementaire d'enquête sur les disparitions d'enfants. Mais, quel est un ouvrage décrivant les institutions de la Belgique, y compris la crise du régime parlementaire et du monde judiciaire ? Depuis que la Belgique est fédérale, nombre d'auteurs se sont efforcés d'expliquer le plus clairement possible un « fédéralisme du possible », forcément compliqué.

Marc Uyttendaele, chargé de cours à l'Université libre de Bruxelles, a ajouté sa pierre à cet édifice. L'ouvrage recense quelques réflexions inédites, notamment sur les péripéties qui ont amené feu le roi Baudouin, se refusant à sanctionner une loi qui déplaçait l'avortement, à se trouver pendant quelques jours – avec l'aval du gouvernement de l'époque – dans « l'impossibilité de régner ». Il se termine sur l'ensemble de la production de ses confrères. Pas de surprise : c'est d'un com qu'il s'agit, l'auteur n'en fait pas mystère. Le lecteur le prendra donc comme tel, en regrettant que ce didactisme n'empêche pas quelques fautes d'orthographe ou même quelques fautes de logique (les résumés de commissions de la Chambre des représentants de Belgique sont déformés, sauf exception, toujours publiques).

SERGE GOVAERT.

HISTOIRE POLITIQUE DE LA BELGIQUE. Facteurs et acteurs de changement. - Xavier Mabille

* Éditions du CRISP, Bruxelles, 1997, 474 pages, 980 francs belges.

L'historien et politologue Xavier Mabille n'est pas connu des jugements hâtifs. On n'en apprécie que plus son estimation selon laquelle « l'année 1996 a marqué l'entrée [de la Belgique] dans une période d'ébranlement profond des structures ». Une crise est née, « politique au sens le plus large du terme » et d'une « extrême gravité ». Elle est ici restituée dans sa perspective historique. L'originalité de la démarche de l'auteur tient à son analyse des clivages de la société belge dans leurs enchevêtrements, leurs interactions, leur manière d'être souvent transcendés, par les enjeux qui mobilisent cette société. Une référence première, désormais classique, et néanmoins projetée au cœur de l'actualité récente. Dans un autre livre, *Belgique, la force de la désunion* (Complexe, Bruxelles, 1996), Xavier Mabille entre en débat avec d'autres auteurs sur les hypothèses de développement et d'« éclatement » de l'État belge. Une étrangeté qu'il n'exclut pas, mais qu'il ne tient pas pour « la plus probable ».

JEAN-MARIE CHAUVIER.

POLITIQUE À L'ITALIENNE. - Ryo Diamanti et Marc Lazar

* PUF, Paris, 1997, 230 pages, 128 F.

Les treize chercheurs italiens et français rassemblés par les auteurs de ce livre proposent une analyse sociologique et politique de l'Italie contemporaine, depuis les élections de 1994. Leur approche est à la fois scientifique et accessible au grand public. La comparaison entre les résultats électoraux de 1994 (victoire du centre-droit) et de 1996 (victoire du centre-gauche) souligne bien les anomalies des institutions du pays, qu'il s'agit de la loi électorale ou du système des partis. Particulièrement intéressant est le point de vue de Marc Lazar, selon lequel l'Italie constitue un véritable laboratoire politique et social où se concentrent tous les problèmes européens. On appréciera également les considérations de Mauro Calise sur « le long adieu des partis politiques » ainsi que les conclusions d'Ivo Diamanti en forme d'hypothèses pour l'avenir de l'Italie et de l'Europe.

PAOLO RAFFONE.

AMÉRIQUES

LOCKED IN THE CABINET. - Robert Reich

* Alfred A. Knopf, New York, 1997, 358 pages, 25 dollars.

Principal conseiller économique du candidat William Clinton et membre de son premier cercle d'amis, Robert Reich est devenu ministre du travail en 1992. Après quatre années d'« enfermement dans le cabinet », il choisit de quitter ses fonctions et de reprendre sa liberté. Il avait tenu un journal ; il le publie. C'est une sorte de « comédie du pouvoir » à l'américaine. Il y raconte sa découverte, tour à tour amusée et horrifiée, du microcosme politique : conseils des ministres inutiles et ennuyeux au coût d'usages non esprit va-bon, solitude de l'homme de gauche dans une équipe qui poursuit son insupportable virage à droite, frustration du militant dans les grandes causes – réduction des écarts de salaires, augmentation des dépenses de formation – sont perdus d'avance, « économe » enfin en 1996 lors de la signature par le président Clinton de la loi régressive sur la « réforme » de l'aide sociale. L'auteur invente même toutes les conversations des « White House Black » – « blancs » d'après une vingtaine d'années – mais il réserve ses foudres les plus acérées à M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale et gardien de la rigueur, pour qui toute amélioration des conditions de travail serait génératrice d'inflation et mènerait le trouble au sein des marchés. Tout au long de l'ouvrage, on restait la déception de l'aide de la première heure face à un président pour qui « le désir de satisfaire l'autre camp est devenu si fort qu'il en est venu à oublier ce qu'il est venu faire à Washington ».

IBRAHIM WARDE.

PORTO, VILLE MOITE

Un polar mélancolique

LA TÊTE PERDUE DE DAMASCENO MONTEIRO, d'Antonio Tabucchi. Traduit de l'italien par Bernard Comment. Christian Bourgois, Paris, 1997, 246 pages, 120 F.

LES problèmes de la justice – ses abus, ses limites et ses illusions – sont au centre du débat politique dans de nombreux pays. C'est aussi le thème qu'a choisi le romancier italien Antonio Tabucchi pour son nouveau livre, en nous rappelant que le droit peut être bafoué et violé de sens. Et que c'est une tâche collective de le faire respecter, en évitant les bavures et les défauts de la justice à deux vitesses, forte avec les faibles, faible avec les forts.

Pour cette invitation à la vigilance, l'écrivain italien – qui, déjà, avec *Paroles perdues*, son précédent livre, avait proposé une version tout à fait personnelle du roman à thèse – a écrit un étrange roman noir, un faux polar aux allures de roman philosophique baignant dans une atmosphère mélancolique et nostalgique.

Le Portugal était pour lui une seconde patrie, Tabucchi a utilisé Porto comme scène de son roman. Mais, derrière le climat moite, les vieux monuments et la bonne cuisine de la ville du nord du Portugal, il a su, difficilement, retrouver les échos de l'actualité réaliste italienne et de ses contradictions irréconciliables.

La *Tête perdue de Damasceno Monteiro* tourne autour d'un banal fait divers qui, peu à peu, se transforme en affaire judiciaire déviant une sale affaire de corruption et de violence policière. Le tour à partir du cadavre décapité d'un Damasceno Monteiro, un jeune homme qui avait, par hasard, découvert un trafic de drogue et tenté d'en profiter. Infortuné qu'il paiera très cher, puisque les criminels à l'origine du trafic ne sont que des policiers corrompus de la Guardia civil.

TOUT en respectant les étapes nécessaires du roman noir, l'écrivain s'adresse surtout aux personnages qui, avec obstination et parfois inconscience, vont dévaler l'affaire : un jeune journaliste passionné de littérature et fin connaisseur des théories de Georges Lukacs, une vieille dame propriétaire d'une petite pension, et un inspecteur obsédant par la bonne table, la théorie du droit et la défense des pauvres. Ce binaire composé de détectives improvisés mène l'enquête et découvre la vérité, mais il aura bien du mal à démontrer la culpabilité des responsables dans une salle de tribunal, les policiers corrompus disposent évidemment de bonnes protections.

La « conspiration des bonheurs » (selon la formule d'un critique italien) se termine ainsi à la résistance d'une justice pas toujours impartiale et préoccupée avant tout de protéger le pouvoir. La fin du roman est ouverte et incertaine, peut-être parce que Tabucchi veut éviter le cliché trop édifiant d'un bonheur dénouement.

Toutefois la quête du jeune journaliste n'a pas été inutile, puisque, dans l'épilogue de l'écrivain italien, elle devient une sorte d'invitation à la complexité de la réalité. Grâce à l'aide de ses deux alliés – qui sont en même temps ses guides et ses maîtres –, le jeune journaliste avance dans le labyrinthe du monde, en essayant sans cesse d'en trouver la sortie. C'est la leçon de ce polar atypique qui, grâce à son art didactique, se révèle un captivant conte philosophique.

FABIO GAMBARDI.

سكزا من الامم

On a comparé l'événement à l'assassinat de John Kennedy, aux funérailles de Winston Churchill, ou même aux indescriptibles scènes de deuil survenues en Iran, entourées d'hystérie, à la suite de la mort de l'ayatollah Khomeiny... Quand Lady Di a trouvé la mort brutalement dans un accident d'automobile à Paris, à l'anbe du 31 août 1997, le monde entier a été comme pétrifié, non pas tant par l'annonce de la nouvelle elle-même, totalement instantanée, que par l'imaginable explosion de douleur qui s'est aussitôt ensuivie, et n'est toujours pas terminée.

Il n'est pas nécessaire de rappeler les multiples manifestations d'émotion, toutes massives et spontanées, aussi bien en Grande-Bretagne que partout dans le monde. D'immenses personnes ont tenu, en effet, à participer à ce deuil planétaire.

Devant un pareil phénomène, chacun a admis que quelque chose d'extraordinaire était en train de se produire, mais nul n'a été pour l'instant capable de l'expliquer. Certes, des commentateurs et des intellectuels ont rivalisé d'autorités pour avancer dans les journaux les plus sérieux du monde les interprétations les plus variées, les plus contradictoires. Et pourtant, rien n'y a fait : « l'homme de la rue » a continué de communier dans la même ferveur collective, d'une façon qu'on pourrait dire quasiment biblique. Loin d'être un phénomène contemporain, ce torrent d'émotion à l'égard de la princesse de Galles est un épisode qui remonte à l'an 40 de notre ère (1) et concernait déjà une certaine Diane, promise au rang de déesse...

En quelques jours, la princesse de Galles avait changé de statut : de personnage ambivalent, critiqué pour son comportement instable aussi bien que loué pour sa campagne contre les mines antipersonnel, elle s'était transformée en une « sainte laïque ». Le culte d'une nouvelle déesse venait de voir le jour, et il promettait d'être fervent.

Si l'on peut se permettre de dresser un semblable parallèle, c'est que, à l'instar des dieux de l'Antiquité, Lady Diana Spencer existait avant tout dans l'imaginaire de ses admirateurs. La princesse n'avait pas accompli de grandes œuvres en son nom propre. Elle n'était même plus membre de la famille royale. Pourtant, on la compara à d'autres icônes du XX^e siècle, ce qui ne fit que l'élever encore un peu plus haut, au sommet de l'invisible piédestal sur lequel elle trônait déjà.

Un gouffre entre le rêve et la réalité

La princesse de Galles n'était pourtant ni une figure politique comme John F. Kennedy, ni une star de cinéma comme Marilyn Monroe, ni l'idole d'une jeune génération comme Elvis Presley. Elle n'était pas non plus une intellectuelle comme Jean-Paul Sartre, ni une missionnaire comme Mère Teresa. Dans le monde entier toutefois, des millions de personnes se sont retrouvées, du jour au lendemain, plongées dans la plus grande affliction. Comme si elles venaient de perdre l'un de leurs dirigeants, ou leur guide spirituel, ou leur maître à penser, quelqu'un qui constituait en tout cas, et de façon paradoxale, un ami très proche.

Dans l'atmosphère d'hystérie grandissante des journées précédant les funérailles, nul (y compris parmi les intellectuels) n'a osé poser

* Journaliste et écrivain. Auteur, notamment, de *Different for Girls: How Cultures Create Women*, Chatto and Windus, Londres, 1997.

« Diana » une femme du passé

Par JOAN SMITH *

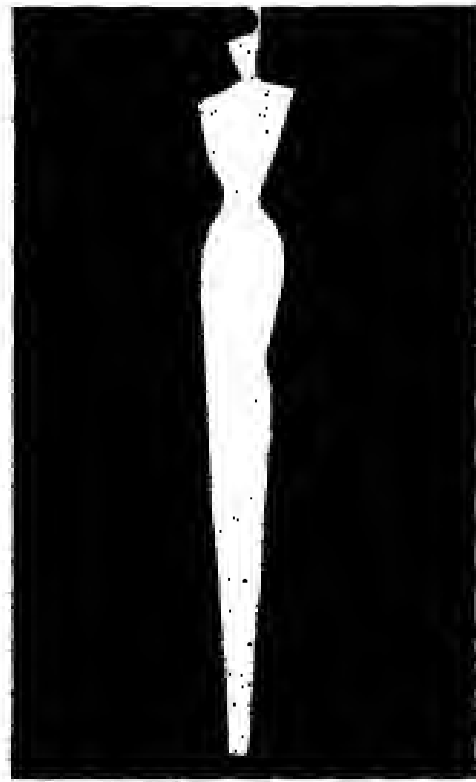
tout haut la question : pourquoi elle ? Pourquoi cette femme ? Pourquoi cette canonisation virtuelle de quelqu'un qui, au moment de sa mort, n'était même pas en train d'accomplir une mission caritative à l'autre bout du monde, mais se trouvait tout simplement en compagnie de son petit ami ?

Car, en dépit de la tendance générale à l'hagiographie, on débouchait bien vite sur le gouffre séparant le rêve de la réalité. La princesse était censée pour sa bonté et sa compassion - des qualités authentiques, mais qu'on aurait pu aussi bien attribuer à d'autres membres de la famille royale. La princesse Anne, par exemple, n'a jamais cessé de se dévouer pour l'organisation humanitaire Save the Children. De plus, la princesse de Galles avait considérablement réduit ses activités charitables il y a quatre ans, et elle envisageait, au moment de sa disparition, de les restreindre davantage encore.

Il est clair que le phénomène Diana - bien vite surnommée *Dianita* en référence à Evita Peron - ne peut se limiter à des visites d'hôpitaux, ni à des déplacements dans des pays ravagés par la guerre, tels que l'Angola ou la Bosnie. Et si l'une des raisons essentielles de cette popularité impétueuse tenait, tout simplement, à la vulnérabilité de la princesse de Galles ? On a pu se poser la question le jour où ses plus fervents adeptes ont commencé à évoquer sa fragilité et sa faculté à évoquer ouvertement les avatars malheureux de sa vie privée. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les médias, juste après sa mort, ont rediffusé sans arrêt des extraits de son fameux entretien accordé à la chaîne de télévision BBC, il y a presque deux ans.

La décision de Diana de placer sa vie privée sous le feu des projecteurs constituait un coup de génie en matière de relations publiques. A une époque où un nombre croissant de mariages se terminent en divorce, en Europe de l'Ouest comme aux Etats-Unis, l'histoire que la princesse de Galles dévoila sans fard à la télévision n'était rien d'autre que tristement banale. Cela commençait par un conte de fées et se terminait par un échec. D'abord une jeune mariée pleine d'espoir, et puis une épouse déçue... Un nombre incalculable de femmes, de New York à Calcutta, s'identifièrent ainsi à la princesse de Galles.

La liberté de ton de Diana constituait indiscutablement une sévère brèche dans la tradition. La maison des Windsor était en effet connue pour être particulièrement « coincée » dans un domaine : l'expression publique des sentiments. Mais la jeune femme méprisait-elle pour autant l'étiquette de « rebelle » dont on l'affublait ? Cela ne fit, en tout cas, qu'alimenter le mythe de cette princesse symbole de la modernité, baptisée par M. Anthony Blair, le premier ministre britannique, « *princesse du peuple* », sans que personne y trouve à redire...



AKI KURODA. - « Figure » (1994)

Si la princesse de Galles réussit à acquiescer un tel prestige, il convient peut-être de mettre cela sur le compte du hasard et du timing. La jeune Lady Diana Spencer avait en effet épousé une dynastie, mais surtout une époque. Elle s'était fondue dans l'air du temps, à l'heure même où ses contemporains étaient en quête de jeunesse et de beauté. Sa silhouette élancée avait su focaliser l'attention du monde en 1981, de la même façon que Jackie Kennedy l'avait fait vingt et un ans plus tôt, quand son époux était entré dans la course à la Maison Blanche. Lady Di apportait en outre un éclat, une fraîcheur ravissante dans une famille où les femmes, y compris la reine, étaient réputées pour leur aspect terne...

Après de timides débuts dans sa carrière royale, Diana avait appris à jouer de ce contraste et à se transformer en gravure de mode internationale. Elle y parvint avec un tel talent que peu de gens se rendirent compte que cette transformation était superficielle pour l'essentiel. Après son divorce, la princesse continua de s'habiller chez de grands couturiers et de côtoyer des vedettes de la chanson ou du cinéma, tout en menant la vie quotidienne de toute Anglaise de la *upper middle class*. Elle aimait ses fils, bien entendu, mais, comme des milliers d'autres parents membres de l'aristocratie britannique, elle les avait placés dans des écoles prestigieuses, ce qui fit qu'elle leur

consacrait plutôt moins de temps que la moyenne des mères. Elle s'occupait d'œuvres charitables, on le sait, et rendait visite aux démunis et aux malades, mais un peu à la façon des héroïnes de roman de Jane Austen (2). Elle prenait davantage de vacances que personne aurait osé rêver d'en prendre. Elle se déplaçait en jets privés, fournis par des hommes d'affaires fortunés tels que M. Mohammed Al Fayed. Ce niveau de vie, elle le devait à l'héritage qu'elle avait reçu de son père, le défunt Earl Spencer, et des compensations obtenues lors de son divorce.

Il ne s'agit pas, en soulignant tout cela, de rabaisser la princesse de Galles, mais simplement de corriger l'idée selon laquelle elle aurait été la pionnière d'une nouvelle « race » de femmes. C'est le contraire qui est vrai. Son vernis de modernité masquait difficilement une appartenance à un type de féminité dépassé. Diana ne travaillait pas. Elle n'était pas à la tête d'un pays, comme l'ont été M^{me} Margaret Thatcher ou Indira Gandhi. Elle n'avait pas entrepris de combattre certaines idéologies, comme Simone de Beauvoir ou Germaine Greer (3)...

Elle ne faisait peur à personne

DANS un siècle marqué par une véritable révolution - celle qui a trait au rôle des femmes et à leur émergence sur la scène publique, après des siècles de confinement dans la sphère privée -, la princesse de Galles était en fait une femme du passé. Elle ne faisait peur à personne - et surtout pas aux hommes - elle ne suscitant ni l'envie ni la jalousie, et c'est sans doute pour cette raison que tant de gens l'adoraient.

C'est l'une des explications plausibles à l'asymétrie surprenante entre l'immense émotion provoquée par la mort de Diana et l'indéniable manque de substance du personnage. Il n'est pas exclu que la princesse elle-même ait eu conscience de ce décalage. D'un côté, elle se dévouait volontiers (il lui est arrivé de parler d'elle en disant qu'elle se trouvait « utilisée »). De l'autre, elle prenait un certain plaisir, peut-être précisément à cause de son âge, d'assurance, à être le point de mire du monde entier. Son drame aura été de devenir imitativement le pouvoir de l'image, sans jamais être capable d'en élargir les limites.

Le fait qu'on ait porté aux nues la princesse de Galles depuis sa mort repose sur un malentendu profond : les fans de Diana se sentaient si proches d'elle, c'est-à-dire qu'elle était extraordinaire, au sens propre du terme, qu'elle était novatrice, ni qu'elle avait accompli des choses époustouflantes, mais justement parce qu'elle n'avait rien fait de tout cela, parce qu'elle n'était pas tout cela. En ce sens, cette vénération, loin d'être un hommage à des qualités exceptionnelles, pourrait bien n'être qu'une sorte d'hymne à la « femme ordinaire », le signe d'une nostalgie envers un modèle féminin d'autrefois, non menaçant. L'indice aussi de la crainte qu'inspirent, en cette fin de XX^e siècle, les femmes de pouvoir...

(1) Allusion à un épisode relaté dans le Nouveau Testament. L'apôtre Paul se heurta un jour violemment à la population d'Éphèse, en Asie mineure, alors qu'il tentait de la christianiser. Celle-ci voulait un culte sans pareil à la déesse Diane.

(2) Romancière anglaise de la fin du XVIII^e siècle.

(3) Philosophe et féministe réputée, de nationalité américaine, Germaine Greer enseigna à l'université de Cambridge, en Grande-Bretagne.

Dans ce numéro

PAGE 2 :

Courrier des lecteurs.

PAGE 3 :

Ainsi était le « Che », par Ahmed Ben Bella.

PAGES 4 à 7 :

RÉSISTANCES OUVRIÈRES : Spectaculaire victoire des camionneurs américains, par Rick Fantasia. - Les interrogations du syndicat.

lisme français, par Serge Depaquit. - Offensives du mouvement social, par Aurélie Coupé. - Amère normalisation en Lorraine, par Pierre Rimbert et Rafel Trappet. - La Commune de Longwy.

PAGES 8 et 9 :

BELGIQUE : L'« année blanche » vive au gris, par Jean-Marie Charvillat.

PAGE 10 :

Le « miracle tchèque » survécu par les exils, par Marie Lavigne.

PAGE 11 :

ISRAËL : « Bibi, qu'as-tu fait ? », un témoignage de Nourit Peled-Eshman.

PAGES 12 à 15 :

L'ALGERIE SOUS LA TERREUR : Les luttes de clans exacerbent la guerre civile, suite de l'article de Bruno Calles de Salles. - Jours ordinaires à Annaba, par Nadja Bouzeghrane. - Illusions perdues et espoirs des femmes, par Baya Gacem.

PAGES 16 à 18 :

AFRIQUE : Un continent à l'aube du développement virtuel, par Christian de Brie. - Sortir du cycle infernal de la dette, par Eric Toussaint. - Somaliland, le pays qui n'existe pas, par Gérard Prouzet.

PAGE 19 :

AGRICULTURE : L'asphyxie des économies paysannes du Sud, par Marcel Mazoyer et Laurence Roudart.

PAGE 20 :

Grande pauvreté à la chinoise, par Guilhem Fabre.

PAGE 21 :

Typhon financier sur les « tigres » d'Asie, par Frédéric F. Clairmont.

PAGES 22 et 23 :

« Grand jeu » pétrolier en Transcaspienne, par Vicken Cheterian. - Eldorado ou mirage ? (V.C.).

PAGES 24 et 25 :

HAITI : Dans la spirale du désespoir, par Bernard Cassen. - A Jérusalem, si loin de Port-au-Prince, par Christophe Wargny.

PAGES 26 et 27 :

MÉDIAS : Le journalisme au défi d'Internet, par Angelo Agostini. - Révolution dans l'information, par Bruno Ghesard.

PAGE 28 :

Une épreuve vers l'indépendance (J.R.).

PAGE 29 :

« Le Basculement du monde », un livre de Michel Beaud. Dans les revues.

PAGES 30 et 31 :

LES LIVRES DU MOIS : « Le Rocher et la Peine », de Fadwa Touqan, par Boutrous Habbak. - « La Tête perdue de Damascus Montre », d'Antonio Tabucchi, par Fabio Gribaudi. - « La pluralité des appartenances », par Norbert Rautava. - « Anasimani », global village », un film de Johan van der Kolk, par Dominique Godrich.

Le Monde diplomatique du mois de septembre 1997 a été tiré à 282 500 exemplaires. Le numéro d'octobre est en train de paraître en Tunisie. Les numéros de juin et de septembre ont été « confisqués » en Arabie Saoudite.

ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES POLITIQUES
ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES
Établissements libres d'enseignement supérieur fondés en 1899

3^e cycles spécialisés en

- SCIENCES POLITIQUES
- ÉTUDES STRATÉGIQUES ET POLITIQUES DE DÉFENSE
- AFFAIRES INTERNATIONALES

Formations réservées aux titulaires d'une maîtrise ou d'un diplôme équivalent (instituts d'études politiques et écoles de commerce notamment).

Formations 1^{er} et 2^e cycles
de sciences politiques et de relations internationales

RENSEIGNEMENTS :
54, avenue Marceau 75008 PARIS - Tél. : (1) 47-20-57-47
107, rue de Tolbiac 75013 PARIS - Tél. : (1) 45-70-73-37

حکومت اسلامی

Octobre 1997